

# LA VÉRITÉ



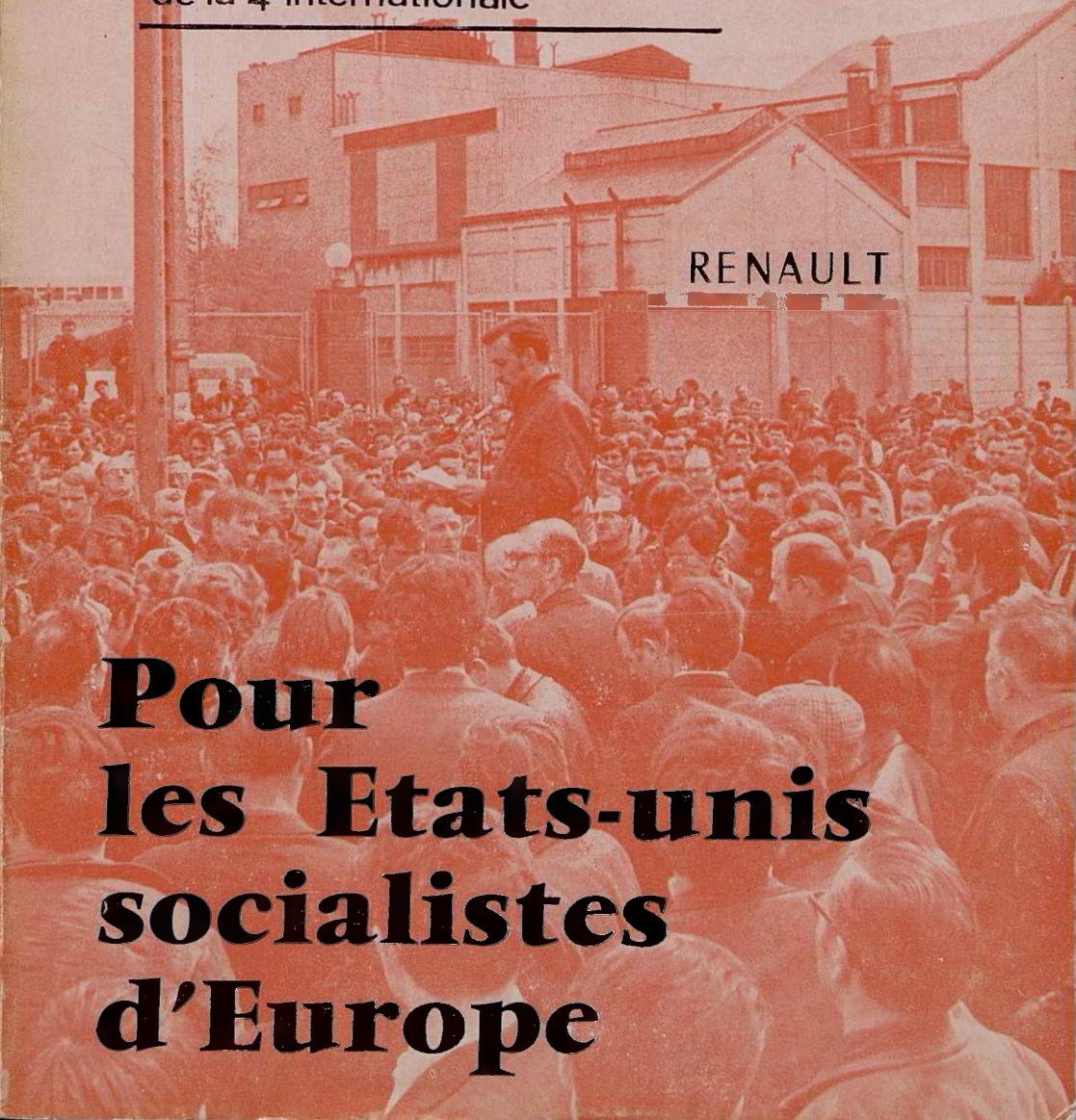
ORGANE DU COMITE CENTRAL DE  
L'ORGANISATION COMMUNISTE  
INTERNATIONALISTE

pour la reconstruction  
de la 4<sup>e</sup> Internationale

N° 553

JUIN 1971

5 F.



RENAULT

**Pour  
les Etats-unis  
socialistes  
d'Europe**

# SOMMAIRE

N° 553 - JUIN 1971

A NOS LECTEURS ..... 1

---

## PIERRE BROUÉ

La révolution culturelle en  
Chine (2<sup>e</sup> partie) ..... 3

---

## LE 1<sup>er</sup> CONGRÈS DE LA LIGUE DES COMMUNISTES :

### Document IV :

Adresse de la direction de  
la Ligue à la Commune de  
la Ligue de Hambourg .. 42

### Document V :

Premier rapport trimestriel  
de la direction de la Ligue  
(1847) ..... 43

---

## BALAZS NAGY

L'itinéraire politique de Geor-  
ges Lukacs (3<sup>e</sup> partie) .... 59

---

## JEAN-JACQUES MARIE

Notes sur le 24<sup>e</sup> congrès du  
P.C.U.S.  
Le congrès de la peur ..... 87

---

*(Suite du sommaire en dernière page)*

## LA VERITE

organe du Comité central  
de l'Organisation Communiste  
Internationaliste

*(pour la reconstruction  
de la IV<sup>e</sup> Internationale)*

section française du Comité international  
de la IV<sup>e</sup> Internationale

Rédaction et administration  
39, rue du Faubourg-du-Temple  
75 - Paris (10<sup>e</sup>)

## LISEZ « LA VERITE » ET ABONNEZ-VOUS

### TARIFS

Prix au numéro ..... 5 F

### ABONNEMENTS

Non clos  
(5 numéros) ..... 18 F

Pli clos  
(5 numéros) ..... 23 F

Etranger  
(5 numéros) ..... 21 F

C.C.P. Gérard BLOCH  
PARIS 606-23

Le Directeur de la Publication : M. P. LAMBERT.

Imp. CAVILLON — 93 - Clichy-sous-Bois

---

**CZESLAW BOBROWSKI**

La révolution politique, premier pas de la révolution européenne, a commencé en Pologne ..... 97

---

**GÉRARD BLOCH**

De la grève de chez Renault à la grève des cheminots (1<sup>re</sup> partie) ..... 125

---

**Documents de l'O.C.I.**

Trois déclarations du Bureau politique :

Le moment est favorable . 149

Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, 4.000 jeunes à Essen ..... 153

Il faut en finir avec ce gouvernement ..... 156

---

**Contribution à la discussion internationale :**

Construction du parti révolutionnaire au Québec ..... 158

---

**Correspondance :**

Sur les professeurs, la dialectique de la nature, le commencement de l'univers, Monod, etc.

1. Une lettre de J.-J. Marie et de Pierre Broué .... 161

2. Une lettre de Henri Friedel, professeur au lycée Voltaire ..... 165

---

3. Réponse de Michel Charadin à Henri Friedel .... 166

---

**Notes de lecture :**

Le congrès clandestin du P.C. tchéque (protocole secret et documents) ..... 170

Après 40 ans de silence, l'exsecrétaire de l'I.C. a la parole (Jules Humbert-Droz : **Mon évolution du tolstoïsme au communisme et De Lénine à Staline. Dix ans au service de l'I.C.**) ..... 180

L'étranglement de la révolution grecque.  
(Dominique Eudes, **les « Karpétanos ». La guerre civile grecque (1943-1949)** ..... 184

Un militant communiste espagnol analyse la crise des P.C. (Fernando Claudin, **la Crisis del Movimiento comunista**) 188

Victime de Staline.  
(Margarete Buber-Neumann, **la Révolution mondiale. L'histoire du Komintern (1919-1943) racontée par l'un de ses principaux témoins**) ..... 192

Une glorieuse page de l'histoire du stalinisme : l'affaire Lyssenko (Jaurès Medvedev, **Grandeur et chute de Lyssenko**) ..... 195

Un « socialiste » de l'impossible (Mitterrand : **Un socialisme du possible**) ..... 198

---

L'abondance des matières nous oblige à reporter une quinzaine de pages de notes de lecture au numéro spécial de « La Vérité », n° 554, contenant les thèses et résolutions du 17<sup>e</sup> congrès de l'O.C.I.

Supplément à  
«LA VÉRITÉ»  
N° 553

# Résolution de la commission ouvrière du 17<sup>e</sup> congrès de l'Organisation Communiste Internationaliste

( Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale )

L'intervention dans les usines, les syndicats, les localités est déterminée par la période où nous sommes, période qui est celle de la nécessité de la construction du parti en relation avec la lutte des classes. Nous nous battons pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Dans ce combat s'inclut totalement la lutte pour la construction de l'O.C.I. L'internationalisme prolétarien n'est pas une abstraction, il s'exprime par notre capacité à construire dans notre propre pays le parti révolutionnaire.

Nous devons aborder nos tâches dans un pays où la classe ouvrière est dominée par l'appareil stalinien depuis près de quarante années. Nous savons que la confiance des masses ne va pas à la politique bourgeoise des dirigeants du P.C.F. Les travailleurs croient voir dans le prétendu « *Parti de la classe ouvrière* » le parti de leurs aspirations anticapitalistes, le parti de la révolution d'Octobre, du fait même de ses liens avec la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin et en dépit de ce qu'il constitue une agence de cette bureaucratie dans sa lutte contre la révolution d'Octobre. C'est ainsi que la confiance des masses et militants dans

le P.C.F. a un contenu internationaliste qu'utilise l'appareil contre la révolution mondiale. Les problèmes soulevés par la construction du parti révolutionnaire se résument très exactement à ceci : par une stratégie, des tactiques et mots d'ordre adaptés, faire éclater les contradictions entre le contenu bourgeois des appareils et le contenu socialiste et internationaliste des aspirations des masses et militants.

Nous le savons : les masses abordent la solution des problèmes qui se posent à elles — problèmes qui sont ceux de l'humanité — à partir de leurs conditions matérielles d'existence, qui ne font qu'un avec leurs conditions morales et intellectuelles. C'est-à-dire qu'elles ne peuvent appréhender la solution de leurs aspirations « *internationalistes* » fondées sur la lutte de classes internationale qu'à partir de la lutte de classes dans leur propre pays.

C'est donc que les combats, les campagnes menés pour une commission d'enquête du mouvement ouvrier international en Tchécoslovaquie s'intègrent dans les problèmes soulevés par la lutte des classes en France. Les relations exactes entre ces divers termes sont formulées dans l'appréciation suivante :

« On ne peut lutter pour le socialisme en France en acceptant les violations du socialisme en Tchécoslovaquie, en U.R.S.S., etc. »

Ici nous nous heurtons à une nouvelle contradiction immédiatement ressentie par les cadres organisateurs de la classe contrôlés par le P.C.F. Ceux-ci sont largement influencés par la crise de l'appareil international du Kremlin et la montée de la révolution politique, mais ils estiment toujours que le « *Parti* » est le seul parti ouvrier « *efficace* ».

Ils doutent, ils sont troublés, mais ils ne peuvent surmonter positivement doute et trouble que par rapport aux problèmes directement ressentis dans la lutte de classes en France qui les amènent, comme les masses, mais autrement que les masses, à se heurter à la politique bourgeoise de l'appareil. Nous avons affaire à un processus global, dont les déterminations apparaissent aux militants comme contradictoires. C'est notre capacité à rendre homogène ce processus qui résume nos tâches de construction du parti révolutionnaire. *Répétons-le, nous ne pouvons RENDRE HOMOGENE ce processus qu'en partant de la lutte de classes en France.*

Il ne s'agit de rien d'autre que de la stratégie définie par le 14<sup>e</sup> congrès de l'organisation (la stratégie de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire). Mais seuls les trotskystes sont à même d'ouvrir un cadre politique et de mobilisation aux militants qui sont sur la voie de la recherche du parti, mais qui n'adhèrent pas encore à l'ensemble de notre programme. *Ce cadre politique et organisationnel est aujourd'hui l'Alliance Ouvrière.*

Par rapport aux militants du P.C.F., cependant, en raison du lien qui existe encore pour nombre d'entre eux entre leur parti et Octobre

1917, il est absolument nécessaire que soit ouverte la voie de la IV<sup>e</sup> Internationale, même s'ils ne sont pas convaincus de la justesse de l'ensemble de nos perspectives et de notre programme.

Une claire appréciation du caractère du P.C.F. est absolument indispensable pour nous ouvrir dans la pratique les voies de la construction du parti révolutionnaire dans le cadre de la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La base sociale de l'appareil est constituée par l'immense armée d'éléments corrompus qui, par dizaines de milliers, dans toute la France, tirent directement leur subsistance des comités d'entreprise, des municipalités, des prébendes de toutes sortes distribuées au titre de la collaboration de classes. Cette couche tire donc directement ses moyens d'existence de sa corruption, mais les postes de « *dirigeants* », au sein de cette couche corrompue, sont attribués en fonction directe de la fidélité à l'appareil du P.C.F., partie constituante de l'appareil international du Kremlin. La crise de l'appareil international du Kremlin rejoint donc directement la crise de l'impérialisme français, dont les conséquences se traduisent en une crise de la base sociale corrompue de l'appareil. Là également, nous avons affaire à un processus global fondé sur l'unité mondiale de la lutte des classes internationale en marche vers la révolution politique et la révolution sociale et leur enjeu commun : la *dictature du prolétariat*. C'est ainsi que le P.C.F. concentre toutes les contradictions internationales et nationales de la situation mondiale et française. La ligne de la solution positive de ces contradictions réside également dans le combat pour le parti ouvrier rassemblant toutes les déterminations : O.C.I., A.O., A.J.S., lesquelles, à condition d'être comprises dans leur liaison interne, représentent les réponses politiques et d'organisation aux différents moments de la prise de conscience politique des masses et des cadres organisateurs de la classe sous le contrôle du P.C.F., en relation avec les enseignements de la période de la grève générale.

Le bilan de la grève générale nous a appris un certain nombre de choses essentielles, notamment que la grève n'est que la mobilisation du prolétariat et qu'elle ne peut donc se suffire à elle-même pour aboutir à la victoire, car, pour ouvrir la voie de la victoire, il était indispensable de poser le problème du gouvernement ouvrier. Il nous appartient de rassembler les matériaux épars déposés par la grève générale, de les unifier dans la construction du parti révolutionnaire, sur la ligne de la lutte pour le parti ouvrier.

La grève Renault-Le Mans et celle des machinistes de la R.A.T.P. constituent des types particuliers de grèves, surtout en ce qui concerne la seconde. La classe ouvrière assimile les leçons de la grève générale à sa façon. Elle perçoit qu'il faut engager la lutte politique pour renverser le gouvernement Pompidou-Chaban, que la grève générale a été trahie par les appareils, que chacune de ses luttes est dévoyée, émietlée, dislo-

quée par les appareils, et, en premier lieu, par l'appareil stalinien. Elle engage la grève, le combat, en se saisissant de revendications parfois extrêmement mal définies. Mais sa défiance à l'égard des appareils l'amène à considérer avec une énorme méfiance les organisations syndicales, ses organisations élémentaires de classe, mais qui sont dominées et contrôlées par les appareils, et à réagir de façon encore inconnue en France : par une sorte de réflexe contre l'organisation. Et finalement elle ne parvient pas à organiser et à centraliser son combat, ce qui donne toute possibilité aux appareils d'impuissanter et de liquider ces mouvements. Cela s'est particulièrement manifesté dans la grève des bus parisiens. Bien qu'embryonnaire, cette tendance est grosse de dangers. Elle peut nourrir le gauchisme. Elle a une grande signification : la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin va, dans les rapports de force actuels, vers leur dislocation, vers le chaos, mais la dislocation de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin ne suffit pas à assurer la victoire de la classe ouvrière. Le chaos serait également l'expression de l'impuissance de la classe.

Pour surmonter cette tendance, pour ouvrir une issue positive aux luttes de la classe ouvrière, pour résoudre positivement la crise de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, il n'est d'autre moyen que la réponse politique à la question gouvernementale, réponse politique qui, elle-même, ne prend son sens que comme bataille politique en vue de la construction du parti révolutionnaire. Alors, le combat pour que « *la parole soit donnée aux travailleurs* » sous les formes diverses qu'il faut déterminer à chaque moment (telles que les assemblées générales dans les entreprises), pour que les travailleurs se saisissent de leurs luttes et de leurs organisations, les organisent et les centralisent, engagent le combat contre le gouvernement, aura ses véritables portée et efficacité. Il faut se rappeler que le mouvement naturel des travailleurs en vue d'organiser, de centraliser et de contrôler leurs combats, de lutter contre le gouvernement de la bourgeoisie les dirige vers la constitution d'organismes de type soviétique qui, soulignons-le, englobent les organisations élémentaires de type syndical et toutes les déterminations de la classe ouvrière organisée.

Mais ce mouvement n'est pas automatique. Il a besoin d'être nourri politiquement. Il ne se suffit pas à lui-même, mais exige la lutte politique la plus acérée sur la question du gouvernement et pour la construction du parti révolutionnaire. La méthode utilisée pour convoquer le congrès de l'Alliance ouvrière-congrès ouvrier de juin 1970 a démontré la capacité d'intervention, l'existence réelle de possibilités de développement de l'O.C.I. à partir de notre aptitude politique à impulser la création de ce cadre mobilisateur que doit être l'Alliance ouvrière. Mais la démonstration de la validité de l'Alliance ouvrière ne mettait nullement l'O.C.I. à l'abri des problèmes, des erreurs, des difficultés en ce qui concerne l'Alliance ouvrière. Il n'est pas inutile de revenir sur certains de ces aspects.

Bien souvent, les Comités d'alliance ouvrière ont, de fait, joué le rôle d'un groupe de pression syndical, au prix de l'abandon de notre expression politique propre, nous fermant par là même les voies de la construction du parti. Tous les efforts faits pour que le C.A.O. corporatif ou local donne la « bonne réponse » dans une lutte ne pouvaient suffire, parce que la dimension politique n'était pas donnée, la dimension du Front unique ouvrier, qui ne peut être partiellisée, car elle ne peut se situer que dans la perspective de la lutte pour le gouvernement. Une autre confusion, en fait de même nature, est aussi apparue : l'Alliance ouvrière se substituait à l'O.C.I., celle-ci n'apparaissant plus ; tout le rôle de la fraction trotskyste, qui consiste à être capable d'ouvrir aux différents militants ouvriers un cadre de mobilisation pour la lutte, était réduit à néant, et il devenait impossible de projeter dans la classe la totalité de nos positions et de notre programme.

L'Alliance ouvrière n'est pas un cadre figé, séparé par des barrières de l'O.C.I. L'Alliance ouvrière est une méthode de construction du parti qui s'intègre totalement à la stratégie de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire, c'est-à-dire que l'Alliance ouvrière concrétise la capacité des militants trotskystes de projeter dans la classe leur lutte pour organiser les militants qui veulent se battre pour le gouvernement ouvrier.

Il faut comprendre que les déterminations politiques de cette lutte peuvent prendre des aspects particuliers, transitoires, limités. Ainsi il était juste, parce que nous posions le problème de la lutte pour le gouvernement ouvrier, d'engager l'Alliance ouvrière dans la lutte pour les 200 F d'indemnité mensuelle de vie chère égale pour tous. Mais il faut comprendre que si nous avions fait l'inverse, c'est-à-dire, en fait, substitué la lutte pour les 200 F à la lutte pour le gouvernement ouvrier, nous aurions stérilisé la lutte des C.A.O. en leur coupant la possibilité de constituer des comités de lutte pour les 200 F par exemple ; c'est-à-dire barré, une fois de plus, les possibilités de construction du parti. Et pourtant il n'était pas impossible de poser le problème des comités de lutte pour les 200 F, mais il devait s'agir là d'une projection particulière. Prenons l'exemple des postiers : face aux grèves disloquées lancées par les appareils fin octobre, et pour répondre aux besoins profonds des travailleurs des P.T.T. aspirant à la centralisation de leur combat, nous avons constitué un comité pour la convocation d'une assemblée nationale, puis, à l'issue de cette assemblée nationale, un comité de coordination pour des assises nationales pour la préparation de la grève jusqu'à satisfaction des revendications. Il est évident que si le C.A.O. P.T.T. avait été amené à se transformer lui-même et à se dissoudre dans ces comités, cela signifiait à court terme sa propre destruction, parce que nous en aurions fait autre chose que ce cadre politique de mobilisation indispensable à la lutte des travailleurs.

Si nous reprenons l'exemple des 200 F, il est évident que nous n'avons pas mis en avant ce mot d'ordre dans la grève Renault et qu'il était

parfaitement juste de ne pas le mettre en avant parce que, au moment où seul le problème de la grève se trouvait posé, les 200 F n'auraient pas été autre chose qu'un moyen d'étrangler le développement de la grève.

En effet, nous n'opposons pas telle ou telle expression centralisée du combat de *la classe ouvrière*, dans les termes où nous la formulons, à la forme particulière que ce combat peut prendre. Il faut reconnaître ce qui, à un moment donné, dans une situation donnée, concentre le mouvement qu'opère telle ou telle fraction de la classe vers son rassemblement (la grève comme telle chez Renault à Boulogne, puis la manifestation aux Champs-Élysées, ailleurs l'assemblée générale, etc.).

Dès lors que ce dont les travailleurs se saisissent est reconnu comme exprimant leur mouvement vers la centralisation (« *la prime tout de suite* », la grève, etc.), plaquer ce qui reste fondamentalement juste (les 200 F par exemple) sur la vie du mouvement lui-même, c'est, en fait, l'opposer à la vie. Il s'agit de reconnaître ce qui, dans le mouvement particulier, exprime — sous une forme différente, mais exprime tout de même — l'objectif que nous traduisons par les 200 F ou tout autre mot d'ordre centralisateur.

Mais le reconnaître, c'est nécessairement mettre en relation, de façon vivante, la forme particulière du mouvement avec la dimension gouvernementale, en fonction de la marche même du mouvement. Et cela ne peut s'apprécier qu'en fonction de situations concrètes.

A quelles questions devons-nous répondre aujourd'hui et comment devons-nous y répondre ?

La classe ouvrière ne peut pas vaincre par sa simple mobilisation revendicative. Aujourd'hui, le Front unique ouvrier est une nécessité, mais pour laquelle on ne peut lutter sans la perspective du gouvernement ouvrier ; seule, l'O.C.I. peut mener ce combat, mais elle doit le mener en comprenant que ce combat, c'est la construction du parti révolutionnaire, et qu'il lui appartient d'ouvrir le cadre politique d'organisation que cherchent les militants qui ne sont pas en mesure d'accepter son programme.

La convocation d'un rassemblement ouvrier de tous les militants et travailleurs qui veulent combattre pour le gouvernement ouvrier commence à répondre à ces questions. Convoqué et rassemblé par l'O.C.I., l'Alliance ouvrière et l'A.J.S., il pose la question de l'unification de l'ensemble des déterminations politiques de la construction du parti révolutionnaire. Il n'y a pas « *concurrence* », mais, à travers le combat pour rassembler et organiser, s'ouvrent toutes les possibilités de voir l'O.C.I. jouer réellement le rôle moteur dans une intervention centralisée. C'est reprendre la méthode du congrès ouvrier - congrès de l'Alliance ouvrière en donnant pour toute la classe la dimension de notre poli-

tique. C'est poser le problème de notre intervention dans la classe et de notre propre expression en évitant le trade-unionisme que toute intervention « *revendicative* » porte en elle.

Le choix de la méthode du rassemblement permet de ne pas « *figer* » l'Alliance ouvrière dans un congrès et ouvre, dans le cadre de la stratégie de la L.O.R. pour la construction du parti révolutionnaire, la perspective du renforcement de l'O.C.I. elle-même.

Le renforcement de l'Alliance ouvrière, le rassemblement de combattants dans ses rangs, est l'un des facteurs qui doit contribuer au recrutement pour l'O.C.I. dans des bastions ouvriers, en même temps qu'un pas en avant vers la construction du parti révolutionnaire. Le recrutement à l'O.C.I. doit rester un impératif constant, car s'il ne peut y avoir de construction d'un cadre de mobilisation sans le rôle ouvert et public de l'O.C.I., de même il ne peut y avoir projection de l'Alliance ouvrière sans renforcement de l'O.C.I.

Seul, le développement total de notre politique, de son articulation selon toutes ses déterminations, permet le travail politique au sein des organisations syndicales selon les formes adaptées au cadre syndical. Dans l'immédiat, à l'intérieur de F.O. et de la C.G.T., la « *proclamation* » d'une tendance syndicale (type C.G.T. *lutte de classe*) serait artificielle et, en définitive, serait une façon d'éviter d'apporter des réponses politiques aux travailleurs. Il est vrai que notre politique a besoin de ses déterminations syndicales, mais cette détermination ne peut aboutir qu'à la constitution de noyaux communistes à partir du développement de notre politique. C'est dans *Informations ouvrières* que militants C.G.T. et F.O. se regroupent autour de notre politique et doivent donc s'exprimer politiquement, c'est-à-dire, à partir du cadre syndical, dans le respect de l'indépendance d'organisation des syndicats — condition indispensable pour que les relations entre parti et syndicats trouvent leurs motivations respectives.

La F.E.N., par son unité, par sa place dans la lutte, représente un acquis pour la classe ouvrière française tout entière. En fonction de cela et de la tradition de la F.E.N., la construction de la tendance *lutte de classe* est une tâche immédiate dans cette fédération ; cela signifie aujourd'hui le combat pour le développement de l'E.E.-F.U.O., combat qui ne peut être livré que si les trotskystes s'expriment comme tels et construisent, dans ses différentes déterminations, le parti en milieu enseignant. L'absence d'expression des enseignants dans *Informations ouvrières* démontre les difficultés que l'on rencontre, là comme ailleurs, à articuler notre politique autour de la stratégie de la L.O.R., à donner aux travailleurs le cadre de leur mobilisation, à construire le parti.

Il est certain qu'à partir du moment où nous sommes en mesure de donner sa véritable dimension à notre intervention politique dans la

classe et de comprendre comment elle s'articule, le combat pour le *rassemblement ouvrier des militants et travailleurs pour le gouvernement ouvrier* est l'aspect qui correspond actuellement au besoin profond de la classe et qui centralise notre combat pour la construction du parti révolutionnaire.

---

---

***Cette résolution sera publiée dans un numéro spécial  
de la Vérité rendant compte des travaux du 17<sup>e</sup>  
Congrès de l'A.C.I.***

***Ce numéro paraîtra courant juillet***

---

---

Pour aider le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale,

**SOUSCRIVEZ AU FOND INTERNATIONAL  
LENINE-TROTSKY**

C.C.P. BLOCH 30 500-79 — La Source-45

# A NOS LECTEURS

*Avec le n° 551 de la Vérité, paru dans la deuxième quinzaine de mars 1971, celle-ci a repris sa parution régulière et les mesures prises dans ce sens par le Comité central de l'O.C.I. ont déjà commencé à porter leurs fruits.*

*Le numéro spécial (n° 552) sur la Commune est paru en mai, et nous sommes en mesure de présenter maintenant à nos lecteurs le numéro trimestriel « normal » de la Vérité (n° 553).*

*L'accueil fait au n° 551 par nos lecteurs a dépassé nos espérances, puisque, bien que le tirage en ait été augmenté par rapport au n° 550, il a été épuisé en quinze jours.*

*Nous croyons pouvoir espérer un accueil comparable, sinon encore meilleur, pour le n° 553, dont le contenu n'est pas moins riche. C'est d'abord la fin de l'étude de Pierre Broué sur la révolution culturelle en Chine, qui analyse le rôle des masses et celui des diverses tendances de la bureaucratie chinoise, fournissant l'explication, pour ceux qu'elle aurait surpris, de l'attitude réactionnaire prise ouvertement par Mao apportant son soutien au bourreau du peuple bengali. C'est ensuite le troisième article consacré par Balazs Nagy à Lukacs, où, au moment où le décès de celui-ci a fourni l'occasion tant aux bourgeois qu'aux hommes de l'appareil stalinien et aux gauchistes de l'enterrer sous un tombereau de fleurs, notre camarade analyse sous un éclairage quelque peu différent l'œuvre principale du philosophe révisionniste, Histoire et conscience de classe, et en démontre le caractère idéaliste et les implications politiques réactionnaires. C'est encore le dernier document inédit de la Ligue des communistes, dont l'intérêt, pour ceux qui combattent aujourd'hui pour la construction du parti de classe du prolétariat, est manifeste. C'est l'étude du 24<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. par J.-J. Marie, et le premier de deux articles sur la révolution politique en Pologne : les événements de décembre 70-janvier 71 y sont examinés, et les premières conclusions politiques en sont tirées. C'est enfin l'analyse de la dernière période de la lutte des classes en France, de la grève Renault à la grève des cheminots, soulignant l'importance décisive de la centralisation politique des combats de la classe ouvrière en une lutte contre le gouvernement actuel, pour le gouvernement ouvrier, problème qui a été au centre des travaux du 17<sup>e</sup> congrès de l'O.C.I., qui vient de se tenir.*

*Il s'y ajoute la rubrique Documents de l'O.C.I., reproduisant les diverses prises de position politique de celle-ci dans la dernière période, et dont nous croyons que leur reproduction en série, outre qu'elle permet d'y mieux apprécier la continuité politique qui s'y exprime, facilitera le*

travail des militants d'avant-garde qui ont besoin de s'y reporter ; la poursuite de la discussion internationale ouverte avec le n° 550, enfin de très abondantes notes de lecture.

D'autre part un numéro spécial (n° 554) à paraître dans la première quinzaine de juillet contiendra les thèses et résolutions du 17<sup>e</sup> congrès de l'O.C.I. Le numéro trimestriel suivant paraîtra dans la première quinzaine d'octobre. Dans ses prochains numéros, la Vérité publiera des articles sur Cuba et la Bolivie, sur le développement de la lutte des classes en Angleterre, sur l'enseignement public menacé par l'offensive de la réaction, sur la crise économique mondiale, sur la doctrine sociale de l'Eglise, etc.

Cet effort ne pourra évidemment être poursuivi qu'avec l'aide de tous nos lecteurs.

Vous pouvez nous aider :

- ① en nous faisant parvenir, nombreuses, vos réflexions et vos critiques, pour alimenter la rubrique Correspondances ouverte dans ce numéro ;
- ② en maintenant et développant la diffusion de notre revue, et particulièrement du présent numéro ;
- ③ en vous abonnant, pour profiter du prix d'abonnement actuel (18 F pour cinq numéros), qui devra très bientôt être augmenté.

Vous contribuerez ainsi avec nous à faire de la Vérité, organe du Comité central de l'O.C.I. (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale), l'instrument indispensable qu'elle est, et doit être plus encore avec chaque numéro, d'approfondissement théorique et politique, d'armement des militants qui combattent pour la centralisation du combat du prolétariat contre la bourgeoisie et son gouvernement, pour la construction du parti de classe du prolétariat, pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La Vérité.

A remplir en capitales d'imprimerie

NOM .....

PRENOMS .....

ADRESSE .....

.....

s'abonne à la Vérité pour cinq numéros à partir du n° .....  
A retourner à la Vérité, 39, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-10<sup>e</sup>  
avec la somme de 18 F en mandat, chèque postal (C.C.P. BLOCH  
PARIS 606-23) ou chèque bancaire.

# La révolution culturelle en Chine

(Deuxième partie)

par Pierre BROUÉ

## LES OUVRIERS ENTRENT EN SCÈNE

Liuxistes et maoïstes semblent avoir, au même titre, contribué par leurs initiatives à l'extension aux usines de l'agitation et de la mobilisation. Mais elles étaient inscrites dans les rapports de classes et dans la conjoncture. La mobilisation, même étroitement contrôlée, de la jeunesse universitaire, la liberté d'expression et d'organisation dont elle jouissait constituaient, dans la république populaire de Chine, un privilège si exorbitant qu'il ne pouvait être question pour l'un ou l'autre clan, sans encourir de risques immenses, de tenter d'empêcher la lutte des travailleurs pour s'en saisir à leur tour. Surtout, plus que les autres couches de la population sans doute, les ouvriers, en tant que classe, éprouvaient la dure domination des comités et des « cadres » — politiques ou syndicaux — la pesante tutelle de « syndicats » conçus sur le modèle stalinien comme des instruments de

productivité. Les premiers incidents se produisent dans certaines entreprises dès le mois de juin (1). Mais il faudra « l'été chaud » de Pékin pour déclencher l'avalanche. En quelques mois, à partir d'octobre 1966, on voit fleurir dans toute la Chine des organisations ouvrières de tout type et de toute couleur, mais aussi — réellement unificatrices — de véritables revendications ouvrières qui saisissent ces moyens d'expression nouveaux et bienvenus pour en faire des instruments d'organisation et d'action de la classe.

L'étude détaillée des revendications ouvrières exprimées pendant cette période reste à faire, et seules les grandes lignes sont connues. De façon générale, les ouvriers formulent leurs revendications concernant la durée de la journée de travail — la presse officielle défend avec acharnement la journée de huit heu-

(1) Voir p. 42, n. 1.

rés — contre les cadences excessives, contre le système des primes à la production et du travail aux pièces, contre les différences de salaires entre zones et entre usines de dimensions inégales. Les apprentis et les jeunes ouvriers réclament la réduction de la période dite d'« *apprentissage* » à des salaires inférieurs. Les employés de commerce revendiquent des horaires égaux à ceux des ouvriers d'usine et un jour de repos hebdomadaire. Très nombreuses sont également — malgré l'absence de publicité dont elles souffrent — les revendications d'augmentation des salaires, comme celles que présentent les travailleurs des autobus et des trolleys de Pékin (2). Dans les principaux centres industriels enfin, les paysans travaillant en usine sous contrat collectif ou individuel saisonnier ou annuel demandent leur alignement du point de vue administratif — carte de résidence — une protection sociale et des salaires égaux à ceux des travailleurs permanents (3).

L'histoire de la progressive mais irrésistible mise sur pied de la classe ouvrière jusqu'au déclenchement de grèves politiques, en passant par le renversement des cadres techniques et politiques et la liquidation dans les entreprises des vieux appareils syndicaux, est difficile à retracer, et c'est seulement pour la grande cité industrielle de Changhaï que nous disposons d'éléments d'information permettant au moins d'en esquisser la courbe. La « *révolution culturelle* » y arrive à la fin d'août avec des *gardes rouges* venus de Pékin : mécontents de l'accueil qui leur est réservé par les autorités, le premier secrétaire du comité municipal Chen Pai-sien et le maire Chao Ti-

siu, ils le manifestent en occupant pendant quatre jours les abords de la mairie. Contre cette occupation abusive, le comité municipal et les syndicats mobilisent les ouvriers dans les usines : une contre-manifestation a lieu le 4 septembre et des bagarres éclatent qui font plusieurs blessés (4). Il semble que les dirigeants locaux ne manifestent guère d'enthousiasme pour les décisions prises par la 11<sup>e</sup> session du comité central, mais fassent plutôt figure d'attentistes que d'opposants.

En octobre débarquent de nouveaux contingents de *gardes rouges* de Pékin, appartenant au « 3<sup>e</sup> quartier général », et, parmi eux, un important détachement des très combattifs éléments de l'Institut d'aéronautique, et surtout deux porte-parole prestigieux, Nieh Yuan-tzu et Kuai Ta-fu (5). Intervenant dans les usines, ils gagnent leurs premiers disciples ouvriers dans l'Usine n° 31 et annoncent, le 9 novembre, qu'ils ont déjà 4.000 adhérents (6). Pourtant, dès cette date, ils sont largement surclassés en nombre par une autre « *organisation de masse* » créée à l'instigation des comités du parti dans les usines et sans doute des responsables syndicaux, les « *Brigades de la défense rouge de Mao* » (*Chihweitui*) qu'on appelle familièrement les *gardes écarlates* (7) et qui dénoncent en eux des intrus, des « *droitiers* » et des « *agents de la bande noire* », bref des adversaires

(2) Esmein, *op. cit.*, pp. 210-211.

(3) *Ibidem*, pp. 186-187.

(4) Daubier, *op. cit.*, p. 129.

(5) *Ibidem*, p. 131.

(6) Esmein, *op. cit.*, p. 192.

(7) *Ibidem*, p. 192 et Daubier, *op. cit.*, p. 132.

de Mao. Les deux camps s'affrontent violemment au nom du maoïsme dont ils se réclament l'un et l'autre — les *gardes écarlates* mettant l'accent plus sur la discipline et les rebelles révolutionnaires sur la critique — s'accusent réciproquement de « révisionnisme », se disputent les presses des journaux où, finalement, ils sont l'un et l'autre autorisés à tirer leurs propres organes, se livrent enfin à une surenchère acharnée dans le domaine des revendications.

Une délégation des *rebelles révolutionnaires*, partie pour Pékin, est chassée du train en route par les cheminots et abandonnée en pleine campagne (8). Une première fois, le G.C.R.C. envoie à Changhaï Chang Chiun-chiao, qui en est originaire : il semble s'être fait « encercler » par les éléments modérés qui entourent le maire et le premier secrétaire (9). Mais de nouveaux incidents éclatent : la maison de Chang Chiun-chiao est pillée par un groupe de *gardes écarlates* (10), celle du maire, Chao, est assiégée par des gens du même camp (11) pendant plusieurs jours. Chang Chiun-chiao revient et tente d'arbitrer les différends au sein d'un comité municipal profondément déchiré et comme frappé d'impuissance (12). En décembre, mois des bilans financiers, des comptes et des révisions de salaires et de primes, les revendications déferlent et aucune « autorité » n'apparaît en mesure de leur tenir tête. Souvent, les travailleurs n'ont même pas besoin de recourir à la grève et la simple menace suffit pour arracher satisfaction. Bientôt, les maoïstes accuseront les comités du parti, gagnés au révisionnisme, d'avoir systématiquement développé l'« économisme », « fait des largesses afin de se rendre populaires », tenté

d'acheter ou de diviser la classe ouvrière par des rappels de salaires, des primes supplémentaires, des différenciations d'échelle, des concessions et des promesses de tout ordre.

A Pékin, c'est le 9 décembre que paraît la première directive — encore sous forme de projet — pour l'introduction d'expériences localisées de « révolution culturelle » dans les usines et les mines (13). La raison officieusement invoquée est la crainte que les « comptes » de décembre ne permettent aux cadres révisionnistes du parti dans les usines de rallier les ouvriers pour leur propre défense par d'importantes concessions en matière d'horaires, de salaires et de statuts — une argumentation dont on notera le caractère défensif. Le débordement va être très rapide. Deux semaines à peine après cette prudente directive, le *Quotidien du Peuple* doit annoncer, le 26 décembre, « un nouveau bond de la grande révolution culturelle prolétarienne » ; dénonçant « l'influence du capitalisme, du révisionnisme et même du féodalisme dans l'idéologie politique, l'organisation, l'administration et le travail de direction des entreprises industrielles et minières », il conclut :

« La révolution culturelle doit être menée dans les entreprises et être menée vigoureusement » (14).

Pour ne pas être débordés, les dirigeants maoïstes du groupe central doivent sacrifier l'appareil central

(8) C'est « l'incident d'Anjing », Daubier, p. 133, Esmein, p. 192.

(9) J. Robinson, *op. cit.*, p. 58.

(10) Daubier, *op. cit.*, p. 135.

(11) Esmein, *op. cit.*, p. 195.

(12) Daubier, pp. 134-135.

(13) Esmein, *op. cit.*, p. 194.

(14) Le *Quotidien du Peuple*, 26 décembre.

des syndicats. Le 26 décembre, jour de la parution de la directive, Chen Po-ta et Chiang Ching donnent leur accord pour l'occupation par les *ouvriers rebelles révolutionnaires* du siège de la Fédération des syndicats : cette occupation a lieu le lendemain (15). Partout, les bureaucrates syndicaux et les cadres sont arrêtés par des foules de travailleurs déchaînés, malmenés, injuriés, « *montrés à la foule* » ; les ouvriers d'une usine de matériel ferroviaire enlèvent le ministre qu'ils obligent à travailler dans leur usine sous leur surveillance. Les *rebelles révolutionnaires* de Pékin, qui ont occupé la Fédération des syndicats et éditent *l'Orient rouge*, annoncent à grand fracas que le statut des ouvriers temporaires ou détachés va être révisé (16). Le *Quotidien du Peuple* écrit que les travailleurs qui ont été brimés du fait de ce statut recevront des compensations (17).

A Changhaï, les *gardes écarlates*, échappant à l'emprise de ceux qui les ont protégés ou utilisés, deviennent exigeants et veulent être officiellement reconnus comme les défenseurs armés de la ligne maoïste contre la « *ligne réactionnaire bourgeoise* ». Devant le refus que leur opposent les autorités changhaïennes du parti et de la municipalité, ils tentent de s'imposer par la force et sont vraisemblablement à l'origine d'une grève qui commence le 30 décembre, à 17 heures, par le spectaculaire arrêt des trains sur toutes les lignes qui desservent le port (18).

Dans l'immense cité changhaïenne paralysée par la grève s'expriment en ces derniers jours de 1966 toutes les contradictions économiques, sociales et politiques de la Chine,

s'esquissent aussi les lignes qui les résoudre un jour définitivement. L'appareil demeure paralysé par la profondeur du conflit qui le divise : le comité municipal a désavoué Chen Pai-sien qui avait décidé de reconnaître les *rebelles révolutionnaires* (19), mais une grande partie de ses membres signe en décembre un *dazibao* de Chang Chiun-chiao contre Chen Pai-sien et Chao Ti-siu, accusés d'« *étouffer la critique* » et même de la « *réprimer* » (20). Ce sont en fait, désormais, les deux organisations rivales de travailleurs, initialement suscitées par les deux fractions concurrentes de l'appareil, qui sont maîtresses de la rue où elles s'affrontent.

Accourus à la hâte de Pékin, Chang Chiun-chiao et Yao Wen-yuan n'ont guère le choix : pour obtenir l'arrêt de la grève, ils vont proposer aux travailleurs de Changhaï la direction de la production, et, pour les rallier au moins temporairement à la direction maoïste, accepter la perspective de leur prise du pouvoir politique par une Commune élue « *sur le modèle de la Commune de Paris* ». C'est que l'intervention de la classe ouvrière de Changhaï a posé, d'un seul coup, les problèmes politiques à leur plus haut niveau. Jean Esmein, observateur sagace mais prudent, l'exprime à sa façon en écrivant ces lignes mesurées :

« A Changhaï, le niveau de conscience politique des masses était plus élevé que celui

(15) Esmein, *op. cit.*, p. 194.

(16) Esmein, *op. cit.*, p. 194. Chou En-lai allait contredire quinze jours plus tard cette affirmation.

(17) *Ibidem*.

(18) *Ibidem*, p. 195 ; Daubier, p. 139.

(19) Esmein, *op. cit.*, p. 193.

(20) Daubier, *op. cit.*, p. 135.

du reste de la Chine. On y rencontrait en particulier des préoccupations de révolution plus ou moins en contradiction avec les projets très simples de Mao Tsé-toung pour l'établissement des communes populaires rurales dans un esprit de travail et de sacrifice » (21).

En fait, c'était le problème même de la « *révolution politique* » qui était posé à Changhaï, et, à leur corps défendant, par les dirigeants maoïstes eux-mêmes, à travers le mot d'ordre de la « *Commune de Changhaï* ».

## LA « COMMUNE DE CHANGHAI »

La division au sein de la classe ouvrière changhaïenne est le résultat direct des années de dictature bureaucratique, le fruit du monopole du Parti communiste, et non, comme le suggèrent certains commentateurs, le reflet direct des intérêts divergents des travailleurs. Les initiatives qui se produisent dans ce bouillonnement peuvent paraître contradictoires et le sont effectivement dans le cadre du *statu quo* politique. Mais elles cessent de l'être quand on les situe dans la perspective de la révolution politique et, en particulier, de l'aspiration de la classe ouvrière au pouvoir. Dans ce que les correspondants étrangers appellent « *l'anarchie montante* » se manifeste avec toujours plus de force cette volonté de pouvoir que seule une organisation révolutionnaire consciente serait capable de transformer en lutte systématique.

L'offensive des travailleurs contre la bureaucratie dans les usines avait pris, dès le mois de décembre, une forme particulièrement significative à cet égard : celle de l'organisation

de « *comités de production* » élus qui chassaient les bureaucrates du parti et de l'administration, s'emparaient de la direction de l'usine, traduisant ainsi l'aspiration au *pouvoir* de la classe ouvrière sous une forme encore parcellaire et limitée, dans le cadre d'une seule entreprise. Le premier comité de ce type qui sera largement connu apparaît le 27 décembre à l'usine d'instruments de verre, et il est bientôt suivi d'autres « *comités de production* », à la station électrique, puis dans les chantiers navals. Formé de dix membres ouvriers, élus au scrutin secret et révocables à tout instant, il apparaît déjà comme une forme nouvelle de pouvoir du type « *Commune de Paris* », et va être proposé par les travailleurs de Changhaï comme un modèle pour la Chine entière (22).

Mais les *rebelles révolutionnaires*, comme les *gardes écarlates*, ont parfaitement conscience du caractère limité des « *pouvoirs* » ainsi arrachés, tant qu'ils n'ont pas saisi le *pouvoir*. Tandis que les derniers s'efforcent, par la grève des dockers et des chemins de fer, d'être reconnus par les autorités changhaïennes comme un élément constituant le pouvoir, les premiers comprennent que, faute de moyens d'information et de propagande suffisants, ils demeurent impuissants face à un adversaire adossé à l'appareil d'Etat. Aussi dirigent-ils leurs efforts, au début de janvier, vers les organes de presse (23). Le 3 janvier des détachements d'*ouvriers rebelles révolutionnaires* s'emparent des locaux du Jour-

(21) Esmein, *op. cit.*, pp. 167-168.

(22) Esmein, *op. cit.*, p. 196.

(23) *Ibidem*, p. 196.

nal littéraire qu'ils veulent utiliser pour s'adresser, par-dessus la tête de la municipalité et du comité du parti, à la population et à la classe ouvrière (24). Dès le lendemain, Chang Chiun-chiao est sur place pour les « conseiller » et les contrôler à la fois. C'est vraisemblablement avec lui qu'est préparé, le 4 janvier, un *Message à la Population* qui sera imprimé et diffusé dans le *Journal littéraire* du 5. Signé de onze organisations rebelles, dont quatre de *gardes rouges* changhaïens, trois stations de *gardes rouges* de Pékin et de plusieurs organisations rebelles révolutionnaires d'ouvriers, dont le « Quartier général des rebelles ouvriers révolutionnaires » de Changhaï, il dénonce la politique des partisans de la « ligne réactionnaire bourgeoise » à travers ses différents tournants, met en garde contre la grève qui risque de désorganiser l'économie du pays tout entier, et met l'accent sur le mot d'ordre : « Faire la révolution en stimulant la production ». Il se termine par un appel pressant à tous leurs « frères de classe » dupés par les partisans de la « ligne réactionnaire bourgeoise » pour qu'ils reprennent leur place à l'usine afin d'y mener la lutte pour la « révolution » (25).

Le 6 janvier, poursuivant leur offensive, les rebelles révolutionnaires s'emparent du plus grand journal de Changhaï, *Libération* (26). Le 9, cependant que les comités de production se fédèrent dans un « Commandement du Front de la ville de Changhaï pour la révolution et la production » (27), les organisations d'ouvriers rebelles et de *gardes rouges* lancent à la population de Changhaï un *Avis urgent* en dix points. Accusant cette fois le comité muni-

cipal du parti de Changhaï de suivre une « ligne réactionnaire bourgeoise », les trente-deux organisations signataires dénoncent de sa part une tentative de « dévier la lutte politique sur un terrain économique » et de « corrompre par des avantages matériels la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière ». L'*Avis urgent* énumère un certain nombre de mesures pratiques, dont le blocage des fonds de toutes les entreprises, appelle les organisations rebelles à les appliquer et se termine par une « injonction » au comité municipal du parti et à la sécurité publique d'agir conformément aux dix points énumérés, faute de quoi ils pourraient être accusés de « saboter la grande révolution culturelle » (28).

Le 11 janvier, un message commun du comité central du P.C., du gouvernement, de la commission militaire du C.C. et du groupe central de la révolution culturelle donne son appui à l'*Avis urgent* (29). En quelques jours, le mouvement gréviste achève de s'effriter, et avec lui l'organisation des *gardes écarlates*.

Pourtant, la dualité de pouvoir va se maintenir encore pendant quelques jours entre, d'une part, les anciennes autorités du parti communiste dans la ville et les organisations rebelles, de l'autre. Chen Paisyen et Chao Ti-chiu conservent for-

(24) *Ibidem*.

(25) *Pékin-Information* n° 4, 23 janvier 1967 ; J. Robinson, *op. cit.*, pp. 96-101.

(26) Daubier, *op. cit.*, p. 139.

(27) Esmein, *op. cit.*, p. 196.

(28) *Pékin-Information* n° 4, 23 janvier 1967 ; J. Robinson, *op. cit.*, pp. 101-105.

(29) *Pékin-Information*, *ibidem* ; J. Robinson, *op. cit.*, p. 105.

mellement leurs fonctions, et il faudra qu'éclatent, à la périphérie de Changhaï, de violents incidents entre des groupes ouvriers ou étudiants et des groupes paysans pour que les anciennes autorités soient rendues responsables de l'action de ces derniers et pour que, sous la pression du *Front* et du *Quartier général*, et après un nouvel *Avis urgent*, Chang Chiun-chiao se décide à les livrer à la « critique des masses » en même temps qu'à les remplacer par un pouvoir révolutionnaire dont la formation sera longuement discutée entre représentants des diverses organisations rebelles.

Il y aura — si l'on en croit le témoin interrogé par Joan Robinson — « quatre prises de pouvoir » successives et infructueuses à Changhaï, cependant que « Chang et Yao s'efforçaient de persuader les groupes rebelles qu'une prise de pouvoir reposant sur une base étroite était inutile » (30). Ce n'est finalement que le 5 février que trente-huit organisations parviennent à se mettre d'accord, avec, cette fois, l'appui de Chang et Yao qui, selon ce qui a été dit à Joan Robinson, « travaillaient désormais avec les représentants des groupes rebelles, ce qui renforçait leur comité et lui donnait du prestige » (31). C'est qu'en réalité les problèmes politiques fondamentaux sont posés à Changhaï, et la marge de manœuvre des dirigeants maoïstes y est réduite.

La forme du gouvernement choisie par les travailleurs du grand port de l'Est est, en effet, celle de la « Commune de Paris » préconisée depuis des mois pour la formation de « comités de révolution culturelle » dans les unités. Son introduction dans une

ville de la dimension de Changhaï n'avait évidemment pas été prévue, et le fait que cette ville décide de se donner un gouvernement de ce type — élection au scrutin secret dans les usines, les bureaux, les chantiers, les universités — constitue en soi une véritable révolution, l'affirmation de la volonté d'établir une véritable dictature du prolétariat, passant inévitablement par la destruction de la bureaucratie, à commencer par celle du parti communiste, dont la représentation est abandonnée à la volonté souveraine des électeurs et qui perd du coup tous ses privilèges.

La « Commune de Changhaï » est proclamée le 5 février. Elle est pour le moment dirigée par un « comité provisoire » centralisant le travail de « commissions » confiées aux différentes organisations, le « Quartier général », le « Front pour la révolution et la production », deux organisations d'étudiants, et enfin la dernière, née sous l'égide de Chang et de Yao, celle des « cadres révolutionnaires du comité municipal du parti ». La composition du comité provisoire est en soi significative de l'orientation qui prévaut parmi les travailleurs changhaïens ; sur onze membres, cinq ouvriers, deux paysans, un étudiant, un « cadre » et deux militaires (32). Tous sont des « hommes nouveaux » : parmi tous les anciens cadres, deux seulement, ceux qui bénéficient directement de l'appui personnel de Mao Tsé-toung, Chang Chiun-chao et Yao

(30) J. Robinson, *op. cit.*, p. 62.

(31) *Ibidem*, p. 63.

(32) *Le Monde*, 7 février 1967.

Wen-yuan, trouvent grâce aux yeux des rebelles révolutionnaires (33).

Le Manifeste lancé par le « comité provisoire » n'est pas moins révélateur que sa composition :

« Un type nouveau d'organisation locale de la dictature du prolétariat est né sur le delta du fleuve Bleu et se dresse à l'est du monde » (34).

Il annonce que la « Commune de Changhaï » — son organe souverain unique — sera élue suivant le principe de la Commune de Paris, et invite les révolutionnaires à suivre son exemple en « prenant le pouvoir » de la même manière dans la Chine entière. Son *Ordre n° 1* — réminiscence peut-être du fameux *Prikaz n° 1* du soviet de Pétrograd en février 1917 — décrète la dissolution de la municipalité et du comité municipal du parti communiste de Changhaï, l'annulation de toutes les décisions prises par les autorités changhaïennes depuis le 16 mai 1966. Il annonce enfin que la sécurité publique, dont il prend le commandement, est désormais mobilisée contre les *Zou Zi Paï* (35). Si l'on en croit Jean Esmein, cette solution de la « prise du pouvoir », qui constituait pourtant déjà un compromis, provoqua immédiatement la réaction de la direction du parti et du groupe central qui critiquèrent la composition du comité provisoire parce que, selon eux, il ne comprenait pas suffisamment d'« hommes compétents », c'est-à-dire de cadres du parti.

Le comité provisoire répondit :

« Le monde nous appartient » (36).

Il n'y aura pas, en définitive, de « Commune de Changhaï », mais seulement, et pour très peu de temps,

l'affirmation qu'elle allait naître. Dès le 12 février, Mao Tsé-toung déclare à Yao Wen-yuan et Chang Chiun-chiao, qui sont venus lui rendre compte à Pékin, qu'il faudrait à Changhaï « prendre exemple sur celle de Shansi qui compte 27 % de militaires et 20 % de cadres » (37). Au même moment, Chou En-lai souligne que l'institution d'une Commune signifierait que « 95 % des travailleurs, des soldats et des employés auraient à voter », et que « la situation n'est pas mûre pour cela » (38) : c'est qu'en réalité une forme de pouvoir du type « Commune de Paris » ou « soviet » constitue bien la réalisation de la démocratie prolétarienne revendiquée par la classe ouvrière, mais est incompatible avec un régime bureaucratique que Mao et Chou entendent, certes, « rénové », mais non détruire.

Au gigantesque meeting qui se tient le 24 février à Changhaï, c'est Chang Chiun-chiao qui a la lourde charge de donner aux travailleurs assemblés une explication acceptable de ce qui est en réalité un désaveu et un coup d'arrêt. Il explique que le « comité provisoire » ne comprend pas suffisamment de représentants de l'armée, alors que cette dernière est nécessaire « pour consolider le nouveau pouvoir et empêcher la réaction de tuer les nouveaux responsables », et qu'il ne comprend pas non plus suffisamment de cadres du parti, car, précise-t-il, « nous avons encore besoin d'un parti » (39). Désormais, le

(33) J. Robinson, *op. cit.*, p. 63.

(34) Esmein, *op. cit.*, p. 200.

(35) *Ibidem*, p. 201.

(36) *Ibidem*, p. 201.

(37) Esmein, *op. cit.*, p. 167.

(38) *Ibidem*.

(39) *Ibidem*, p. 202.

« comité provisoire » n'est plus « préparatoire à la Commune » — dont aucune mention n'est désormais faite — mais seulement préparatoire à la formation d'un « comité révolutionnaire » reposant sur la « triple union » des masses, des cadres révolutionnaires et de l'armée, conformément au nouveau mot d'ordre de la direction. Chang Chiun-chiao et Yao Wen-yuan, dont il est souligné qu'ils agissent sur les « instructions personnelles » de Mao Tsé-toung, ont mission de veiller à la mise en place du nouvel « organisme de pouvoir provisoire » qui s'élèvera à la place de la Commune mort-née.

Dès la fin de février, les initiateurs changhaïens de la Commune sont sur la sellette, accusés d'« avoir attaqué sans discrimination l'ensemble de l'armature communiste, c'est-à-dire les cadres du parti et les cadres de l'administration locale », selon la formule de Robert Guillain, qui écrit par ailleurs :

« Les éléments modérés du Parti et de l'administration vont être maintenus. Après avoir courbé la tête et subi toutes sortes d'avaries, ils ont été assez forts pour laisser passer l'orage et ils ont aujourd'hui leur revanche » (40).

Les étudiants du « Comité révolutionnaire des gardes rouges » dénoncent violemment Chang et Yao (41) qui ont fait mine de soutenir le projet de la Commune et qui préparent maintenant un comité dans lequel les cadres issus de l'ancien comité municipal constitueront la moitié de l'effectif, les militaires le quart, et les représentants des *gardes rouges* et *ouvriers rebelles* le quart seulement. Jean Esmein commente à sa manière laconique :

« Quand la Commune cède la place au comité révolutionnaire de Changhaï, les

organisations qui la soutenaient perdent un peu confiance dans la révolution culturelle prolétarienne » (42).

Le grand mouvement de masse déclenché à l'automne 1966 a atteint son point culminant. Mais, faute d'avoir brisé avec l'appareil — Chang et Yao ont été, tout au long, ses « conseillers » — faute d'avoir su se donner l'organisation politique indépendante nécessaire, il reflue désormais et l'appareil peut lancer la contre-attaque qui doit mettre fin au débordement par les masses (43).

## LA PAUSE

Il est intéressant de souligner ici que — malgré la mention du mode d'élection de type « Commune de Paris » dans la « décision en

(40) *Le Monde*, 2 mars 1967.

(41) J. Robinson, *op. cit.*, p. 63, dont l'informateur assure que ces *gardes rouges* étaient « anarchistes » et « contre tout ».

(42) Esmein, *op. cit.*, p. 189.

(43) Notons cependant comme révélatrice du sentiment profond des masses la prudence avec laquelle Chang, le 24 février, affirme la nécessité d'un « parti », qu'il soit, précise-t-il, « communiste » ou « social-démocrate ». De telles précautions dans la bouche d'un dirigeant qui vient donner au prolétariat changhaïen les « directives » de Mao Tsé-toung lui-même ne sauraient se comprendre indépendamment d'un contexte politique explosif ! Là encore, il semble bien que les critiques de gauche de 1957 aient été au moins bons prophètes : un tel langage de la part d'un des proches collaborateurs de Mao indique bien que les travailleurs changhaïens avaient pour le moins tendance à « tourner le dos au P.C. ». Ils donneront d'ailleurs encore beaucoup de fil à retordre aux dirigeants maoïstes dans les mois suivants.

seize points » concernant l'élection des « comités de révolution culturelle » (44) — aucun des journaux du parti communiste de Pékin n'a jamais fait mention ni de la « Commune de Changhaï » ni de la « Commune de la rébellion révolutionnaire de Pékin » dont des affiches orgueilleuses — en caractères rouges — annonçaient, à la fin de janvier, qu'elle allait faire élire, sur le modèle prévu pour Changhaï, son « assemblée des ouvriers, paysans, soldats et étudiants de la Commune révolutionnaire de Pékin » (45).

C'est qu'en ce mois de janvier le mouvement des masses déclenché à travers la politique de « révolution culturelle », étroitement contrôlé jusqu'à l'automne par le groupe maoïste dirigeant, est en train de lui échapper depuis qu'il s'est étendu à la classe ouvrière, pratiquement dans la Chine entière. La classe ouvrière chinoise dirige ses coups contre la bureaucratie en tant que telle, frappe indistinctement tous les bureaucrates quand elle a le dessus et, du coup, des pans entiers de l'appareil, effrayés par la tempête qui se déchaîne et menace de les emporter, se raidissent dans une politique de répression violente qui conduit, en plusieurs régions, à de véritables explosions qui font croire aux observateurs que la Chine se trouve au bord d'une guerre civile.

Les mois de décembre et de janvier ont vu, en effet, le déclenchement, puis la généralisation, d'une véritable chasse aux cadres qui accompagne partout ce que l'on appelle désormais les « prises de pouvoir ». Ministres, hauts fonctionnaires de l'État ou du parti, cadres locaux ou d'entreprise, directeurs, techniciens,

ingénieurs, « chefs » grands ou petits sont arrêtés ou enlevés par les *gardes rouges* ou les *rebelles révolutionnaires*, « montrés à la foule » dans des meetings d'accusation, promenés dans les rues coiffés de bonnets de papier — « les bonnets de la honte » — humiliés et parfois gravement malmenés. Un ministre, celui de l'industrie charbonnière, meurt aux mains de ses tourmenteurs. Plusieurs anciens responsables se suicident au lendemain ou à la veille de subir semblables traitements. La violence des masses est d'autant plus impitoyable que le joug des cadres a été plus sévère, et les justiciers qui les conduisent courbés dans les rues rappellent sur des pancartes explicatives les arrestations qu'ils ont ordonnées, la « ligne réactionnaire bourgeoise » qu'ils ont suivie, l'arrogance et le mépris qu'ils ont manifestés, la vie « luxueuse » qu'ils ont menée pendant des années. A Changhaï, à Pékin même, et bientôt à Canton, des foules ouvrières traquent ainsi jusqu'aux « petits cadres » des quartiers à qui ils font payer les vexations infligées pendant des années. Un peu partout, à l'instar de Changhaï, des comités élus de *rebelles révolutionnaires* ou de *gardes rouges* — dont la grande majorité ne sont pas membres du P.C. — commencent, contrairement aux statuts et sans respect pour leurs règles formelles, à pratiquer une épuration systématique qui équivalait en réalité à la destruction non moins systématique de l'appareil (46).

Il était, dans ces conditions, inévitable qu'une importante fraction de

(44) Daubier, *op. cit.*, p. 286.

(45) *Le Monde*, 31 janvier 1967.

(46) Esmein, *op. cit.*, pp. 165-215.

l'appareil, jusque-là docile aux instructions et directives de Mao, s'effraie des conséquences de la politique de « révolution culturelle », voie dans ses initiateurs de dangereux « apprentis-sorciers », et riposte, ou même prenne les devants, en employant la force contre les entreprises des rebelles. C'est apparemment ce qui se passe à Nankin où une tentative de prise de pouvoir sur le modèle changhaïen (47), au début janvier, va entraîner une répression énergique. Les autorités locales, apparemment sous l'influence de Tao Chu, passé à l'opposition au moment où les masses commencent à déborder le cadre fixé, refusent d'appliquer les directives concernant l'extension de la « révolution culturelle » aux entreprises industrielles, utilisent une « brigade de défense rouge » pour attaquer les bureaux de la « révolution culturelle », arrêter des centaines et peut-être des milliers de gardes rouges et de rebelles révolutionnaires, qui seront traités ici comme les cadres le sont ailleurs (48).

La « trahison » de Tao Chu, dénoncée à grand fracas par la propagande maoïste, n'est pas en réalité l'abandon ou la révélation d'un « double visage » ni le passage d'une ligne « révolutionnaire » à la ligne « révisionniste », mais seulement l'expression du réflexe de peur d'une grande partie de l'appareil se retournant contre une politique dont les conséquences ne lui apparaissent que trop clairement, après qu'elle l'eut approuvée du bout des lèvres, consciente qu'elle était de ses redoutables implications.

En ce sens, les événements de Changhaï sont un signal d'alarme pour tous les clans de la bureaucratie.

Pour les éléments « conservateurs », ils imposent l'organisation de la résistance. Pour les maoïstes, ils montrent la nécessité d'un tournant destiné à récupérer un mouvement qui leur échappe et risque de se retourner contre eux. C'est parce que la situation créée dans cette ville mettait en question le pouvoir de la bureaucratie, en plaçant à l'ordre du jour la constitution de formes soviétiques — au sens propre du terme, celui de conseils et de démocratie directe — de pouvoir, que la fraction maoïste se décide, sans plus attendre, à balayer les secteurs de l'appareil dont l'inertie ou la résistance passive ou active nourrissent la révolte ouvrière, et à lancer le mot d'ordre des « prises de pouvoir ». Mais c'est également parce que les « prises de pouvoir », dans la conception maoïste, ne pouvaient signifier l'instauration d'une démocratie soviétique, mais avaient seulement le sens d'un transfert du pouvoir d'une fraction à une autre, que ce mot d'ordre, dans la Chine du début de 1967, ne signifie pas un pas en avant vers la révolution politique, mais, au contraire, la lutte contre elle, par le passage, sous le couvert d'une propagande au langage très « gauche », d'une domination proprement bureaucratique à une domination « bureaucratico-militaire », selon l'heureuse expression de Lucien Bianco.

Tel est le sens du mot d'ordre de la « triple union » entre les « cadres », les « masses » et l'« armée » (49),

(47) J. Robinson, *op. cit.*, p. 62.

(48) *Le Monde*, 10 janvier 1967.

(49) « Défendons résolument la politique correcte de la triple union », *Pékin-Information* n° 9 du 27 février 1967.

qui vient aussitôt préciser celui — trop ambigu et par conséquent dangereux — des « *prises de pouvoir* ». Il s'agit à la fois de détruire les dernières résistances des cadres et de leur offrir un refuge, et de briser l'élan des masses à la fois en les arrêtant et en leur donnant partiellement satisfaction. L'instrument d'une telle politique ne saurait être que l'armée, tenue jusque-là prudemment à l'écart de la « *révolution culturelle* », de sa « *critique* » et des inévitables épurations de masse, seule susceptible d'assurer par conséquent « *l'ordre* », et, sous couleur de consolider les réalisations de la « *révolution culturelle* », de donner le coup d'arrêt au mouvement autonome des masses.

C'est le 23 janvier — au moment où la situation à Changhaï est encore indécise — que Mao Tsé-toung fait connaître sa décision de faire intervenir l'armée du côté de ses partisans, et de lui faire « *soutenir la gauche* » (50). En fait, elle est déjà descendue dans l'arène depuis quelques jours, et ses unités ont reçu l'ordre d'assurer la garde des prisons, des magasins contenant les stocks alimentaires, des banques et des émetteurs radio : c'est ainsi que, la veille, elle a occupé à Fangshan, à une quarantaine de kilomètres de Pékin, les locaux du parti, de l'administration et de la police (51). Le 28, la commission militaire du comité central, que préside Lin Piao, précise dans une « *directive* » le sens de cette intervention, qui doit permettre que la révolution culturelle s'effectue « *en ordre et en temps voulu* », en respectant la hiérarchie et en proscrivant arrestations et perquisitions, humiliations publiques et autres brimades de cadres (52). On apprendra bientôt que c'est à la

même date qu'il a été décidé de surseoir à la « *révolution culturelle* » dans les régions frontalières... (53).

Aussi février et mars sont-ils les mois de l'établissement du « *contrôle militaire* », dans une première étape sur les organes de répression, bureaux de la Sécurité publique, tribunaux et parquets, dans une seconde étape, dans les usines qui passent l'une après l'autre sous le contrôle d'autorités militaires « *en vue de la production industrielle* » — ce qui permet d'éliminer les « *comités de production* » élus et révocables (54) — dans les lycées et universités enfin où les militaires vont entrer en qualité d'« *instructeurs politiques* » dès leur réouverture (55). La nouvelle ligne concrétisée par ces mesures est celle de la « *grande union des rebelles révolutionnaires* » dont le *Quotidien du Peuple* du 3 février explique qu'elle vise à surmonter les « *tendances erronées* » qui se sont manifestées au cours des dernières semaines, l'« *ultra-démocratie* », le « *libéralisme* », le « *sectarisme* » et le « *collectivisme étriqué* » (56).

C'est sous ce mot d'ordre de la « *grande union* » que la direction maoïste déclenche l'offensive pour protéger d'abord les cadres menacés et enrayer le mouvement des masses.

(50) Esmein, *op. cit.*, p. 103.

(51) *Ibidem*, pp. 103-104.

(52) *Ibidem*, pp. 103-104 ; *Le Monde*, 31 janvier 1967 (A.F.P.).

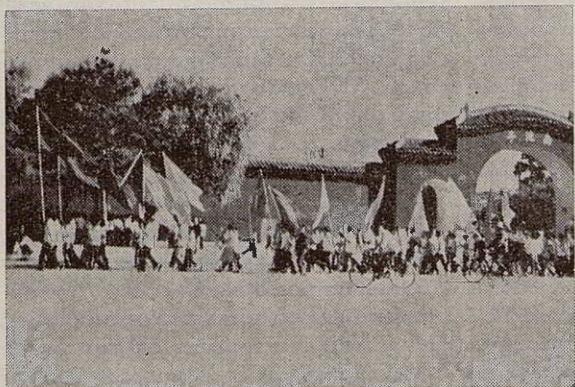
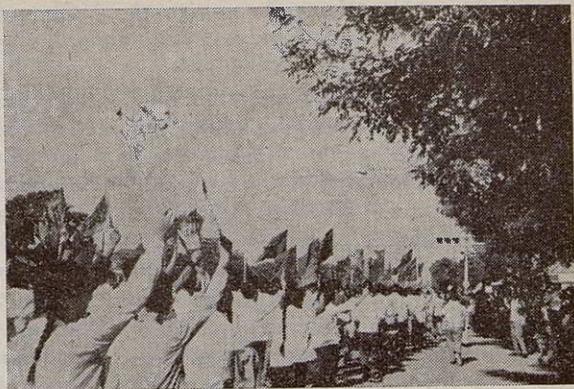
(53) Esmein, *op. cit.*, p. 104.

(54) *Le Quotidien du Peuple*, 19 mars 1967.

(55) Esmein, *op. cit.*, pp. 142-144.

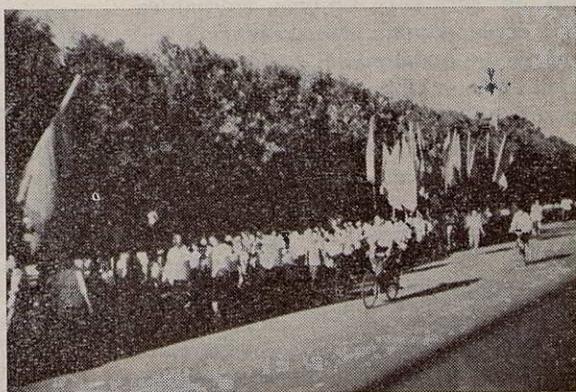
(56) Voir également le *Drapeau rouge* n° 3 dans *Pékin-Information* n° 7, 13 février 1967, rappelant les faiblesses de la Commune de Paris.

*Diffusion massive  
du « petit livre rouge »,  
propagande acharnée  
pour la marche à pied  
et orchestration sans fin  
du thème  
« Longue Marche »...*



*... Vastes  
rassemblements  
à grands  
spectacles,  
chants, gongs  
et cymbales.  
Tout convergeait  
pour que  
l'élimination...*

*... des adversaires  
de Mao  
apparaissent  
comme le résultat  
d'une mobilisation  
de la jeunesse,  
de l'enthousiasme  
des « successeurs »*



En quelques semaines, la majorité des organisations de *gardes rouges* et de *rebelles révolutionnaires* connaissent la scission, provoquée par le départ de leurs membres adhérents du P.C. qui fondent des organisations concurrentes mettant l'« union » à leur programme (57). Le *Quotidien du Peuple* du 28 janvier reproduit un texte de Mao Tsé-toung, datant de 1929, dans lequel il explique que « l'égalité absolue n'est pas possible » et que « ceux qui dirigent et travaillent pour les autres doivent pouvoir se mettre un peu à part » (58). Le *Drapeau rouge* du 15 février rappelle que, selon Mao, 5 % seulement des cadres sont irrécupérables, et recommande l'intégration des autres dans les nouveaux organismes de pouvoir. Wang Tao, qui dirige le *Drapeau rouge*, prononce un discours dans lequel il affirme que « le plus grand danger immédiat, c'est l'anarchie » (59). Chen Po-ta révèle que Mao Tsé-toung a été indigné des brimades physiques infligées aux cadres et que cette pratique doit immédiatement prendre fin (60). C'est le ministre de la Sécurité publique, Hsieh Fu-chi en personne, qui est enfin chargé du travail d'une commission qui a pour objectif de dissoudre les organisations de masse qui se seraient rendues coupables d'« excès comme négligence ou sabotage des instruments de production, occupations illégales de bâtiments, conduite immorale » : à la suite de cette enquête, neuf organisations de *gardes rouges* et de *rebelles révolutionnaires* sont dissoutes le 25 février, et leurs dirigeants arrêtés (61). De même, des organisations ouvrières déclarées « illégales » — en fait, des organisations syndicales créées hors et contre l'appareil syndical bureaucratique — sont dissoutes, notamment

à Changhaï (62). Ordre est donné de reprendre les cours interrompus depuis l'été 1966 dans les écoles secondaires d'abord, puis dans les universités (63). A Canton, où le militant pékinois Tan Li-fu, dénoncé comme « trotskyste », a transporté son activité, l'organisation des *rebelles ouvriers révolutionnaires* qui s'est emparée du pouvoir dans la foulée des événements de Changhaï — le « comité d'alliance révolutionnaire » — est dissoute par l'armée à la fin de février (64). Un peu partout, des cadres de rang élevé, compromis à l'été 1966 dans l'affaire des « groupes de travail », écartés de leurs responsabilités à l'automne ou l'hiver, sont réintégrés à des postes importants : c'est le cas notamment de deux anciens dirigeants du comité municipal de Pékin, Li Hsueh-feng et Wu Teh (65). Le 6 mars, le *Quotidien du Peuple* publie en bonne place une résolution du comité révolutionnaire de Tsing-tao prévoyant la dissolution immédiate des « quartiers généraux » de liaison des organisations révolutionnaires, aux échelons régional, municipal et d'entreprise (66).

Cette reprise en main ne va pas sans d'énormes difficultés et se heurte

(57) Daubier, *op. cit.*, p. 159.

(58) *Pékin-Information* n° 6, 6 février 1967.

(59) *Le Monde*, 19-20 février 1967.

(60) R. Guillain, *Le Monde*, 26-27 février 1967.

(61) *Ibidem.*

(62) *Le Monde*, 16 mars 1967 (A.F.P.) d'après la presse de Changhaï du 11 mars.

(63) Esmein, *op. cit.*, p. 143.

(64) *Ibidem*, p. 147 et p. 246 ; Daubier, p. 210.

(65) *Le Monde*, 23 février 1967 (A.F.P., dépêche de Bernard Ullmann).

(66) *Pékin-Information* n° 11, 13 mars 1967, p. 2.

notamment à la résistance farouche de nombreuses organisations de *gardes rouges* et de *rebelles révolutionnaires*, comme le montrent en particulier les informations que nous possédons sur le laborieux enfantement du comité révolutionnaire de Pékin. C'est l'un des dirigeants les plus écoutés de la jeunesse étudiante, Chou Ching-fang, qui mène dans la capitale le combat pour l'organisation de « *petits meetings de lutte* », qu'il juge plus mobilisateurs que les vastes rassemblements de foules passives (67). Ce sont les éléments des cinquante-huit organisations du « *Comité préparatoire à la Commune révolutionnaire de Pékin* » qui bloquent la constitution d'un comité révolutionnaire (68), le « *3<sup>e</sup> quartier général des gardes rouges* », qui refuse obstinément, à la fin de février, de fusionner avec les organisations rivales au sein du « *congrès des gardes rouges* », car cette opération passe par des regroupements qui visent à séparer les étudiants des travailleurs (69). C'est un membre du G.C.R.C., le populaire Chi Pen-yü, qui affirme devant un auditoire de *gardes rouges*, en mars, que, « *avoir fait la révolution pendant six mois, puis reprendre les cours comme avant, c'est avouer sa défaite* » (70).

Ce sont les organisations de *gardes rouges* et de *rebelles révolutionnaires* qui placardent en mars des affiches affirmant que « *l'ennemi, profitant de la clémence de Mao, relève la tête* » (71). C'est Nieh Yuan-tzu elle-même qui, dans un nouveau *daxibao*, soutient que « *la lutte entre les deux lignes demeure dure* » (72). Ce sont les *gardes rouges* du groupe *Ching-kangshan* de Peita qui critiquent durement Nieh elle-même pour le rôle qu'elle joue dans la préparation

du comité révolutionnaire de la capitale. Le 21 mars, à Pékin, de vifs incidents éclatent à l'occasion de la tenue du Congrès ouvrier révolutionnaire, des manifestants tentent d'« *encercler* » le comité permanent (73). Le même jour, vingt organisations constituent un « *Comité pour l'écrasement du groupe Liu Shao-chi* », et placardent des affiches dénonçant « *les traîtres qui cherchent à mettre au pouvoir des contre-révolutionnaires sous le couvert de la triple union* » (74).

On peut tenir pour symbolique la constitution, le 20 avril, au terme de laborieuses négociations, du comité révolutionnaire de Pékin destiné à se substituer à la Commune avortée (75). Il est présidé par le ministre de la Sécurité publique, Hsieh Fu-chi, également vice-premier ministre ; à ses côtés, parmi les quatre vice-présidents, l'ancien deuxième secrétaire du comité municipal, récemment réhabilité, Wu Teh, et Nieh Yuan-tzu qui, quelques jours plus tard, va devenir l'adjointe du nouveau recteur de Peita, Chen Po-ta. Kuai Ta-fu est membre du comité permanent, de même que deux des critiques de la *triple union*, Chou

(67) Esmein, *op. cit.*, p. 278.

(68) *Ibidem*, p. 240.

(69) *Ibidem*, p. 241 et *Le Monde* du 23 février 1967.

(70) Esmein, *op. cit.*, p. 143.

(71) *Le Monde*, 18 mars 1967.

(72) *Ibidem*.

(73) *Ibidem*.

(74) *Ibidem*.

(75) Il comprend 97 membres dont 17 militaires, 13 cadres, 24 ouvriers, 14 étudiants, 6 lycéens (Esmein, *op. cit.*, pp. 241-242).

Ching-fang (76) et l'ouvrier Wang Ching-jui (77). En fait, la gauche, désemparée depuis que le programme sur lequel elle s'était lancée dans la bataille a été ouvertement abandonné, a fini par accepter un compromis, et songe sans doute à utiliser le cadre des comités révolutionnaires pour relancer la critique et poursuivre la lutte contre les cadres révisionnistes.

En réalité, ce compromis ne saurait durer, car il n'est viable pour personne, comme le montre un incident significatif, quarante-huit heures après l'annonce triomphale de la constitution du comité révolutionnaire. Les dirigeants du *Liandong*, qui avaient été arrêtés quelques semaines auparavant, sont remis en liberté le 22 avril à la suite d'une intervention personnelle de Mao Tsé-toung qui constitue un désaveu pour les membres du G.C.R.C. qui avaient ordonné cette arrestation. Ils reprennent immédiatement leur action en placardant des affiches où ils attaquent le G.C.R.C. au nom de la « *pensée de Mao* » et exigent qu'on « *rende leur honneur à Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping* » (78) !

#### « FEU SUR LA GAUCHE » (79)

Les observateurs étrangers ont généralement cru, au début d'avril 1967, à une relance de la « *révolution culturelle* » à travers la campagne contre Liu, baptisée « *grande critique révolutionnaire de masse* ». Or il semble bien que, en l'occurrence, ils se soient pris au piège tendu par Mao et les siens aux *rebelles* et aux *gardes rouges* indociles. C'est en effet à la

mi-mars que cette campagne a été décidée, en même temps qu'était condamné en principe le « *contrecourant de février* » incarné par Tan Chen-lin (80), expression modérée de l'inquiétude des bureaucrates dont Tao Chu avait incarné la forme extrême. Or il semble bien que la décision ait été prise d'axer la campagne contre Liu Shao-chi sur la dénonciation de ses idées — et notamment de celles qu'il avait exprimées dans son livre sur *le Perfectionnement* — et sur son opposition à la « *révolution culturelle* ». Cette orientation, que Jean Esmein résume en disant qu'il s'agissait d'attaquer les œuvres et non l'homme (81), présentait l'avantage évident de souder contre Liu, transformé en bouc émissaire, le bloc qui avait suivi les maoïstes dans la première phase, « *destructrice* », de la « *révolution culturelle* », tout en mettant l'accent, à travers des leçons sur le « *centralisme démocratique* », sur la « *construction* », à savoir la nécessaire préservation des 95 % de cadres jugés, eux, récupérables.

Pourtant, il apparaît bientôt que les clivages sont trop profonds pour que cette campagne soit réellement unificatrice. Dès son lancement, il est

(76) Chou Ching-fang était secrétaire général du « *directoire* » et chef du « *bureau politique* » du Comité (*ibidem*, p. 278).

(77) *Ibidem*, p. 226, n. 1.

(78) *Le Monde* des 7-8 mai 1967 (A.F.P.).

(79) Cette formule dans le style des mots d'ordre de la G.R.C.P. n'est pas empruntée à son histoire : c'est l'une des constantes de la pratique bureaucratique que la « *gauche* » y soit baptisée « *droite* » et jamais l'inverse !

(80) Esmein, *op. cit.*, pp. 168-172 ; Daubier, pp. 157-158.

(81) Esmein, *op. cit.*, pp. 172-174.

clair en effet, à travers la façon d'attaquer Liu, que deux lignes y coexistent, rivalisent, et, par moments, s'opposent. La plus extrême — nous l'appellerons celle de « gauche » — est celle qu'exprime Chi Pen-yü dans le *Drapeau rouge* du 30 mars, à propos d'un film autorisé en 1949 par Liu (82), qui était la condamnation du mouvement « utopiste » des Yhotouan (Boxers) comme « aventuristes », et l'apologie des bureaucrates réformistes de la cour des Tsing au tournant du siècle. Braquant le projecteur de sa critique sur trente années de l'histoire du P.C.C., l'historien et théoricien de la « révolution culturelle » qu'est Chi Pen-yü dresse contre Liu Shao-chi un réquisitoire complet couvrant aussi bien sa politique de collaboration avec le Kouo-min-tang avant et pendant la guerre que sa prétendue tentative d'opposer, en 1949, le maintien de la politique de « démocratie nouvelle » à la perspective de « révolution socialiste » qui aurait alors, selon lui, été avancée par Mao Tsé-toung (83). Pour Chi Pen-yü, les dix-sept années de régime communiste en Chine ont vu la lutte incessante des révisionnistes dirigés par Liu contre les révolutionnaires, leurs efforts jamais relâchés pour « usurper le pouvoir » et « restaurer le capitalisme ». Or c'est une ligne tout autre, et infiniment plus modérée, qui s'exprime dans l'éditorial du *Drapeau rouge* suivant, dont il est dit qu'il est revu et corrigé par Mao en personne : la critique contre Liu Shao-chi est ici centrée sur ses idées et sur son livre, et il est accusé d'avoir trahi non la patrie, mais « la dictature du prolétariat » (84).

Derrière les grandioses manifestations qui se déroulent quotidiennement à

Pékin contre Liu, Teng et Tao — 200.000 personnes à Chiang-hua le 10 avril pour « accuser » Wang Kuang-mei, l'épouse de Liu — se profile une lutte d'influence entre deux tendances qui divisent désormais les anciens partisans inconditionnels de la « révolution culturelle ». Jean Daubier, fidèle à l'interprétation maoïste des événements, en voit l'origine dans ce qu'il appelle une « surenchère » de certains éléments du « groupe central de la révolution culturelle » qu'il baptise « les enragés » (85). En fait, ces hommes, Chi Pen-yü, Wang Li, Lin Chieh, Kuan Feng, sont simplement fidèles au programme de la première phase du mouvement, et ils se heurtent désormais à une politique qui vise à donner le coup d'arrêt au mouvement des masses et qui émane de ceux mêmes qui l'ont déclenché.

En quelques semaines, le conflit interne au G.C.R.C. en arrive au stade de la polémique à peine voilée et semi-publique. Dans le *Quotidien du Peuple* du 16 juin, Lin Chieh attaque le « servilisme », la soumission aveugle aux autorités du parti, fait appel à l'histoire pour assimiler les révisionnistes aux social-traitres de 1914 et Liu Shao-chi à Scheidemann et Kautsky, évoque le rôle de Lénine dans la scission de l'Internationale dont il écrit qu'elle fut la

(82) « Patriotisme ou trahison ? ». A propos du film réactionnaire *Histoire secrète de la Cour des Tsing* (*Pékin-Information* n° 15, 10 avril 1967).

(83) Chi Pen-yü se spécialise dans les attaques contre les phases « droitières » passées du P.C.C. dont il attribue systématiquement et arbitrairement la responsabilité au seul Liu.

(84) *Drapeau rouge* du 8 mai 1967.

(85) Daubier, *op. cit.*, pp. 191 et suivantes.

condition de la victoire de la révolution d'Octobre en Russie : l'ensemble de ces remarques, en principe dirigées contre Liu Shao-chi, pourraient tout aussi bien être adressées à ceux qui, toujours au nom du parti, réclament maintenant l'obéissance aveugle au nouveau tournant (86). Il insiste par ailleurs sur la nécessité de la « dictature du prolétariat » comme de la « discipline révolutionnaire » et de l'« autorité absolue de la pensée de Mao Tsé-toung » : cette insistance va lui valoir une réplique presque menaçante dans le *Drapeau rouge* n° 10 :

« Il est mal de la part de quelques personnes de brandir le mot d'ordre de la "rénovation complète" de la dictature du prolétariat. Des gens qui ont des motifs à plus longue échéance entendent tout renier du passé et renverser les choses du passé, c'est-à-dire qu'ils visent à renverser la dictature du prolétariat et à instituer celle de la bourgeoisie » (87).

La scission du « groupe central de la révolution culturelle » paraît inévitable. Elle ne correspond pas seulement, comme l'affirme Jean Daubier, à une querelle idéologique au sommet. En fait, l'objectif du moment de Mao et de ses partisans est, selon l'excellente formule de Jean Esmein, « la neutralisation progressive des forces ouvrières affranchies », et le véritable conflit est entre ces forces — soutenues par les hommes qui restent fidèles à la ligne primitive de « mobilisation des masses » pour la « critique » — et celles qui ont lancé le mot d'ordre de *triple union* pour préserver les cadres, c'est-à-dire le parti.

L'agitation a repris, apparemment très virulente, à Changhaï, où des organisations de *rebelle ouvriers révolutionnaires* demandent la dic-

tature des comités révolutionnaires, la « remise en marche de la révolution », « le droit de se défendre par la force », et créent leurs propres milices armées et même leurs tribunaux révolutionnaires (88) ; à Canton, où les ouvriers du « comité d'alliance révolutionnaire » accusent le commandant militaire envoyé par Lin Piao, Huang Yong-cheng, d'être le « Tan Chen-lin » régional, et où se produiront à plusieurs reprises des incidents sanglants (89) ; à Anshang, jusque-là épargnée, où les cadres et la direction de l'aciérie géante et des mines sont balayés par les travailleurs (90). Jean Esmein, analysant le mouvement, voit à juste titre leur origine dans « des contradictions entre des ouvriers revendicatifs et le pouvoir d'Etat » (91) et interprète les grèves qui éclatent dans toutes les villes industrielles comme une lutte contre « la réorganisation du travail sous des formes qui ne sont pas partout acceptées » (92). Affaiblies par les scissions, les organisations « révolutionnaires de masse » luttent pour leur indépendance, leur rôle politique, leur droit à l'autodéfense, concentrent leurs coups contre les syndicats qui resurgissent et brandissent de nouveau l'étendard de la « pro-

(86) « A bas la soumission servile, observons rigoureusement la discipline révolutionnaire prolétarienne », *Pékin-Information* n° 27, du 3 juillet 1967, fait écho à un article dans le même sens des gardes rouges du département de philosophie et sciences sociales qu'inspirait Chou Ching-fang (*ibidem*, n° 16, 17 avril 1967).

(87) Cité par Esmein, *op. cit.*, p. 176.

(88) Esmein, *op. cit.*, pp. 191 et 216-218.

(89) *Ibidem*, p. 246 et Daubier, p. 211.

(90) Esmein, *op. cit.*, p. 217.

(91) *Ibidem*, p. 191.

(92) *Ibidem*.

duction », et en viennent finalement en de nombreux endroits, à Canton, comme à Wuhan, à se prononcer pour des « prises de pouvoir » dirigées cette fois contre l'armée, ces « nouvelles autorités », et, partout, s'en prennent à l'homme qui symbolise la *triple union* et la préservation des cadres, le président du conseil Chou En-lai qui, depuis janvier, est devenu, tant par ses arbitrages que par les directives qu'il prend au nom du gouvernement, la pierre angulaire de la reconstruction de l'appareil d'Etat démantelé.

Jean Daubier date du 1<sup>er</sup> mai 1967 la rupture au sein du G.C.R.C. Selon lui, la présence parmi les dirigeants, lors des manifestations officielles, de Chou Teh, Chen Yün, Chen Yi, Tan Chen-lin, aurait été interprétée par la gauche comme la preuve de la « victoire » de Chou En-lai et de la détermination des dirigeants d'arrêter le mouvement et de protéger les révisionnistes (93). Les hommes qui incarnent cette « gauche » — Wang Li, Chi Pen-yü, Lin Chieh, Kuan Feng — sont tous jeunes, entre trente et quarante ans ; tous sont connus comme journalistes et militants depuis la « révolution culturelle » au cours de laquelle ils ont joué un rôle important ; ils bénéficient d'une réelle popularité dans la jeunesse, parmi les *gardes rouges* et les *rebelles révolutionnaires*. Leur décision de « franchir le Rubicon » coïncide avec le déclenchement par de nombreuses organisations révolutionnaires d'une campagne contre la « ligne réactionnaire bourgeoise » qui, à travers des personnalités comme Chen Yi et Tan Chen-lin, vise en réalité Chou En-lai lui-même et s'étend bien au-delà de la capitale. Les dissidents du G.C.R.C. et les organisations qui les

soutiennent ont en commun la conviction que la volonté de « protéger les cadres » constitue une tentative d'arrêter la révolution et d'entraver l'initiative des masses.

Dès le début du mois de mai, cette nouvelle alliance et ses objectifs anciens sont évidents dans les événements qui se déroulent en particulier dans la capitale. C'est, selon toute vraisemblance, à l'instigation de Wang Li que les « rebelles » du ministère des Affaires étrangères occupent les locaux dès le 13 mai (94). La liaison est également évidente entre les dissidents du G.C.R.C. et les *gardes rouges* de l'Institut d'architecture qui s'installent devant la porte ouest du Chungnan-hai — l'ex-palais impérial, siège du comité central — y dressent une tente et une pancarte : « *Traînez Liu dehors et grillez-le !* » : soutenus par de nombreuses organisations dont beaucoup avaient appartenu au « 3<sup>e</sup> quartier général », ils poursuivent cette occupation symbolique et spectaculaire pendant plus d'un mois et reçoivent, le 4 juillet, en pleine nuit, la visite de Chi Pen-yü (95) qui, en prenant ainsi avec éclat leur tête, va contraindre les dirigeants à demander à Liu Shao-chi de procéder à un nouvel « examen d'erreurs » (96). A la fin de juin, pourtant, la volonté de la direction apparaît clairement dans sa décision de retirer les haut-parleurs mis jusque-là à la disposition des *gardes rouges*, et dans celle qui prévoit la réduction à une dizaine

(93) Daubier, *op. cit.*, p. 190.

(94) *Ibidem*, p. 195.

(95) Esmein, *op. cit.*, p. 279.

(96) *Ibidem*, p. 280.

des centaines de journaux rouges encore publiés (97).

Le moment de l'explosion inévitable approche. Cette fois encore, les événements décisifs vont se produire en province, sous la forme d'une nouvelle initiative d'éléments conservateurs, en l'occurrence les chefs militaires de la cité industrielle de Wuhan. A Wuhan, en effet, l'ordre a été jusque-là maintenu par le solide appareil autrefois contrôlé par l'un des lieutenants de Tao Chu, Wang Jen-chung, relayé depuis l'adoption du mot d'ordre de la *triple union* par un chef militaire à poigne, Chen Chai-tao. Là aussi, l'appareil du parti et des syndicats semble avoir pris ses précautions en aidant à l'édification d'une « *organisation de masse* » — de même type que les *gardes écarlates* de Chang-hai — répondant au nom du « *Million de Héros* » (*Paiwan Hsiung-shih* (98)). Au commencement de l'été 1967, les heurts sont fréquents dans la ville entre leurs forces, bien organisées et appuyées par l'armée, et l'importante minorité que constituent les *gardes rouges* de l'Université et le « *quartier général ouvrier* » qui se réclame de l'appui du G.C.R.C. Or c'est précisément l'appui donné par le groupe central au « *quartier général ouvrier* » qui va provoquer de très graves incidents.

En juillet, en effet, une délégation importante est envoyée de Pékin à Wuhan pour enquêter, avec à sa tête Hsieh Fu-chi, Wang Li et le commissaire politique de l'aviation Yü Li-chin. La commission d'enquête qu'escortent des *gardes rouges* de l'institut d'aéronautique rencontre successivement les responsables du « *Million de Héros* », puis ceux des

*ouvriers rebelles* des aciéries groupés dans le *Sankan*. Le 18 juillet, au terme de leur enquête, ils font savoir au commandement militaire qu'ils jugent erronée sa politique de soutien au « *Million de Héros* », et lui prescrivent de soutenir le *Sankan* et deux autres organisations dont celle des *gardes rouges* de l'université « *nouvelle* » de Hupei. Or, à leur grande surprise, ils se heurtent à une fin de non-recevoir, le chef de la police politique locale — l'unité 8 201 — quittant le lieu de la réunion en claquant la porte (99).

Le drame éclate le lendemain. Dès l'aube, les groupes de choc du « *Million de Héros* », transportés par des camions militaires et épaulés par les troupes de l'unité 8 201, occupent tous les emplacements stratégiques, attaquent, avec l'appui de blindés, le complexe sidérurgique et l'université où ouvriers et étudiants dressent des barricades et se défendent à l'aide de cocktails Molotov avant d'être finalement écrasés. Pendant ce temps, des groupes d'hommes appartenant au « *Million de Héros* » encerclent l'hôtel où résident les envoyés de Pékin. Après un face-à-face dramatique où Chen Chai-tao, entouré d'hommes armés, tente vainement d'obtenir l'annulation des conclusions de la commission d'enquête, Hsieh Fu-chi est consigné sur place tandis que Wang Li est arrêté par des hommes de l'unité 8 201 (100). Copie-

(97) *Le Monde* des 18-19 juin 1967 (A.F.P.).

(98) Daubier, *op. cit.*, p. 202, Esmein, p. 282.

(99) Esmein, *op. cit.*, p. 282 et Daubier, p. 202.

(100) La précision est donnée par Esmein, p. 283, et indirectement confirmée par Daubier.

sement rossé — il aura un bras cassé dans l'affaire — il va être soumis dans les rues de Wuhan à une « *promenade de la honte* » avant d'être, de justesse et par ruse, enlevé puis libéré par une autre unité militaire (101). Le scandale est énorme et provoque dans tout le pays de gigantesques manifestations de solidarité avec les « *rebelles* » opprimés dans le Wuhan, et une sincère indignation contre les responsables de cet attentat. Des troupes sûres sont envoyées à Wuhan, Chen Chai-tao est arrêté, le « *Million de Héros* » désarmé : pourtant, pour beaucoup, cette répression, d'ailleurs limitée, ne suffit pas, et la question du rôle de l'armée et de ses chefs est désormais posée.

La gauche en effet — Wang Li en tête — en tire la conclusion, somme toute normale de son point de vue, qu'il est nécessaire de repartir de l'avant et qu'il s'agit désormais de lutter pour « *abattre la poignée de Zou Zi Paï au sein de l'armée* », ce que Kuan Feng écrit aussitôt, dans le *Drapeau rouge*, sous un titre qui n'est pas une simple image :

« Le prolétariat doit avoir le fusil en main » (102).

Comprenant en même temps que la direction se refuse à toute action sérieuse dans le sens d'une épuration de l'armée qui constitue le pilier de son autorité, la gauche se persuade de la nécessité d'une organisation politique pour parvenir à ses fins. C'est le 3 août qu'est constituée à Pékin une nouvelle organisation révolutionnaire, le « *corps d'armée du 16 mai* » — en abrégé, le « *5. 16* » — dirigée par un comité de sept membres dont le plus connu est Chou Ching-fang, mais qui bénéficie du

soutien ouvert des mousquetaires du G.C.R.C. (103), Wang Li, Lin Chieh, Kuan Feng et Chi Pen-yü.

Le « *5. 16* » devient l'état-major d'une nouvelle mobilisation qui vise à forcer la main aux dirigeants par des manifestations de masse dirigées aussi bien contre Liu Shao-chi et ses complices ou prétendus tels que contre les « *révisionnistes* » de Moscou et l'impérialisme. Le mois d'août est chaud : grèves de la faim devant le Chungnan-hai pour « *en finir avec Liu Shao-chi* » qui ne « *paraîtra* » pas, mais sera autorisé à s'en tirer par une « *autocritique* », prononcée à l'intérieur des bâtiments mais largement diffusée au dehors par haut-parleurs (104) ; redoublement des attaques contre Chen Yi et Tan Chen-lin, apparition des premières affiches désignant nommément Chou En-lai ; exigence de l'épuration de l'armée, de la destitution des chefs compromis avec la fraction conservatrice, en particulier Huang Yong-cheng à Canton, mais aussi les « *protecteurs* » de Chen Chai-tao ; nouvelle occupation du ministère des Affaires étrangères au début du mois, incendie de la légation britannique, saccage du consulat soviétique, pendant que se multiplient à Hong-kong les incidents entre travailleurs et jeunes chinois, d'une part, forces britanniques, de l'autre. La situation est d'autant plus grave qu'une partie des *rebelles* et des *gardes rouges* sont désormais armés, et il semble bien que l'initiative en revienne à une décision du

(101) Daubier, *op. cit.*, p. 205.

(102) *Drapeau rouge* n° 12, juillet 1957.

(103) Esmein, *op. cit.*, pp. 292-293.

(104) Daubier, *op. cit.*, p. 215.

G.C.R.C. prise au lendemain de l'affaire de Wuhan (105).

Le mouvement des masses à la tête duquel se trouve maintenant une partie de l'ancienne équipe maoïste du G.C.R.C. s'en prend — sans que peut-être ses propres dirigeants en aient conscience — à l'ultime bastion de l'appareil d'Etat, l'armée, qui est, comme l'écrit Jean Daubier, son « *élément clé* ». Pour les dirigeants maoïstes, il n'existe plus d'échappatoires du type « *prises de pouvoir* » comme à Changhaï en janvier. De plus, si le mouvement a perdu de son élan à cause de sa division, il semble avoir, de ce fait même, gagné en clarté dans les objectifs. La sentence de Mao va tomber comme un couperet :

« Ces derniers jours, Wang Li a commis plus d'erreurs que Chen Yi en quarante ans » (106).

Dans les derniers jours d'août, Lin Chieh et Mü Hsin, tous deux membres du G.C.R.C., sont arrêtés, ainsi que le rédacteur en chef du *Quotidien de l'A.P.L.*, Chao Yi-ya. Le « 5. 16 » est interdit le 1<sup>er</sup> septembre par une décision du comité révolutionnaire de Pékin, après un réquisitoire prononcé par Chiang Ching en personne ; son siège est perquisitionné, ses dirigeants, Chou Ching-fang en tête, arrêtés, ainsi d'ailleurs que Wang Li et Kuan Feng (107). Les services du G.C.R.C. sont épurés, les rédactions des grands journaux réorganisées une fois encore de fond en comble. Mao lance le mot d'ordre de « *soutien à l'armée* », qui ne sera donc pas épurée, et renouvelle avec éclat sa confiance à Huang Yong-cheng qui, le 5 septembre, à Canton, interdit dans l'armée les groupes « *rebelle*s » qu'il appelle, non sans

un certain à-propos politique, des « *bombes à retardement* » (108).

Yao Wen-yuan, qui avait donné, le 10 novembre 1965, pour le compte de Mao, le signal de la « *critique de masse* », allait, symboliquement, clore cette période en renouant avec la pratique bureaucratique de l'amalgame, si vigoureusement dénoncée pendant des mois par lui et les siens, en écrivant, le 8 septembre, par le biais d'une critique consacrée à deux ouvrages de Tao Chu :

« Il existe encore une poignée de contre-révolutionnaires qui adoptent la même méthode, "ultra-gauchistes" en apparence, mais en réalité ultra-droitières, pour provoquer un courant funeste de "méfiance à l'égard de tous", pour ouvrir le feu sur le quartier général du prolétariat, semer la discorde et pêcher en eau trouble (...) Ceux qui ont créé et qui contrôlent l'organisation appelée "16 mai" sont justement une clique contre-révolutionnaire de conspirateurs de ce genre. Il faut les démasquer complètement » (109).

L'article servait d'épithète à ceux que Jean Daubier appelle les « *enragés de la révolution culturelle* ». Il

(105) Esmein, *op. cit.*, p. 299, n° 1, indique que la formule avait été prononcée par Chiang Ching, le 20 juillet, du « *droit des révolutionnaires à se défendre par les armes* ».

(106) Cité par Daubier, *op. cit.*, p. 219.

(107) Esmein, *op. cit.*, pp. 295-296. Notons cependant que, selon une dépêche A.F.P. du 8 septembre, le « *corps d'armée du 16 mai* » continue à cette date d'occuper un local en plein centre de Pékin, et d'y faire flotter son drapeau (*Le Monde*, 9 septembre 1957).

(108) Esmein, *op. cit.*, p. 290.

(109) Article du *Quotidien du Peuple* du 8 septembre 1957 ; « *Commentaire sur deux livres de Tao Chu* » (*Pékin-Information* n° 38, le 18 septembre 1967, p. 16). Le thème de l'accusation principale contre le « 5. 16 », « *pratiquer le gauchisme le plus effréné tout en étant foncièrement à l'extrême-droite* », est

servait aussi d'épithète aux illusions engendrées par la « révolution culturelle » elle-même. Le mouvement de masses décapité, la « normalisation » commençait.

## LA « NORMALISATION »

A partir de septembre 1967, la Chine est engagée dans la voie de la « normalisation », c'est-à-dire du retour au gouvernement du parti « rénové » dans l'intervalle. L'opération commencée au lendemain des événements de Changhaï en janvier, interrompue par la crise de l'été et la scission du G.C.R.C., est reprise et conduite cette fois jusqu'à l'étape décisive que constitue la tenue du IX<sup>e</sup> congrès du parti communiste chinois.

Dans une première étape, l'épuration est parachevée à gauche par l'élimination des responsables ayant sympathisé avec les « enragés » et partagé avec eux l'attachement au mot d'ordre de l'épuration de la « petite poignée au sein de l'armée » ou la responsabilité de l'armement des groupes révolutionnaires. C'est ainsi que tombent successivement, en février Chi Pen-yü, épargné à l'été 1967 grâce à une autocritique opportune mais trop compromise par ailleurs (110), en mars plusieurs chefs militaires qui avaient été liés à la gauche du G.C.R.C., Yan Cheng-wu, le chef d'état-major intérimaire, Fu Chung-pi, vice-président du comité révolutionnaire de Pékin (111), en avril enfin Wang Ching-jui (112), le chef de file de l'opposition dans les rangs ouvriers à Pékin, organisateur d'un « congrès ouvrier » dissident.

Les hommes ainsi frappés sont ceux qui ont combattu ou tenté de freiner la triple union dont la nécessité est de nouveau orchestrée avec les puissants moyens d'un appareil de propagande déjà perfectionné et, de plus, bien rodé à l'usage. Sa réalisation est facilitée par le fait que les coups portés à gauche ont accentué un reflux qui affecte désormais toutes les organisations dites de masse, même celles qui étaient jusque-là les plus exigeantes. Hsieh Fu-chi a beau jeu quand il fait remarquer aux délégués du congrès ouvrier de Pékin, en octobre 1967, qu'ils ne représentent que 17.000 ouvriers sur les 1.100.000 travailleurs de l'industrie que compte la capitale (113). Dans le même discours, il dénonce également l'existence d'« organisations clandestines ou semi-déclarées » (114) dont la persistance, aux côtés d'une organisation « unique » mais étique, permet de mesurer le chemin parcouru, la désillusion des travailleurs dont le grand soulèvement n'a finalement pas changé l'univers quotidien. Une circulaire du 17 octobre 1967 complète les mesures

---

repris le lendemain par l'éditorial du *Quotidien du peuple* (*ibidem*, p. 17), qui parle à son propos de « groupuscule contre-révolutionnaire » (un langage familier !) et par le *Drapeau rouge* n° 14 qui parle de « clique conspiratrice contre-révolutionnaire » (*Pékin-Information* n° 39, 25 septembre 1967, p. 6), ce qui n'empêche pas Jean Daubier (*op. cit.*, p. 221, n° 4) de « préciser » que la presse officielle n'a jamais porté l'accusation de contre-révolution contre Wang Li et Kuan Feng...

(110) Daubier, *op. cit.*, p. 241.

(111) *Ibidem*, p. 242 et Esmein, *op. cit.*, pp. 308-309.

(112) Esmein, *op. cit.*, p. 226, n. 1.

(113) Esmein, *op. cit.*, p. 302.

(114) *Ibidem*.

prises en mars qui interdisaient les « *syndicats de métier* » fondés indépendamment de l'appareil : cette fois sont interdites les organisations « *débordant les entreprises* » et « *chevauchant les professions* » (115). Ouvriers, employés, étudiants sont de nouveau obligatoirement confinés dans le cadre de leurs « *unités* ».

Les organisations étudiantes sont, en un sens, plus vivaces. Mais elles continuent de se morceler à l'extrême, et la direction du P.C. ne se prive pas de pousser à la roue de cette parcellisation et de cet émiettement « *groupusculaire* ». Ils lui permettent en effet d'isoler — notamment en dénonçant l'usage de la violence physique entre groupes rivaux — un mouvement devenu dangereux pour elle. En mars 1968, de violentes bagarres éclatent à Peita : Nieh Yuantzu est grièvement blessée d'un coup de poignard (116). Ces rixes entre groupes étudiants, dont l'enjeu n'est pas compris, scandalisent et facilitent ainsi la phase finale de la « *révolution universitaire* » dont le signal est donné par l'entrée en masse dans les universités d'équipes ouvrières organisées en « *équipes de propagande de la pensée de Mao Tsé-toung* » (117). Il ne sera plus question désormais d'agitation étudiante : d'ailleurs, bien des garçons et des filles ont déjà quitté les universités — volontairement ou non — pour aller défricher les vastes espaces de l'Ouest et se consacrer au travail manuel et à la « *rectification* » par l'étude de « *la pensée de Mao Tsé-toung* » (118).

L'automne 1968 est celui de la liquidation d'un passé récent, celui qui remonte à la première époque de la « *révolution culturelle* ». Hsieh Fuchi invite les *gardes rouges* à renon-

cer au « *mythe* » des élections suivant le modèle de la Commune de Paris (119). Le *Journal littéraire* de Changhaï, qui avait donné le signal de la contre-attaque par Yao Wentoung, publie un article dont le titre est : « *Nous voulons adorer indéfiniment le président Mao* », et dont le sous-titre précise : « *Examen de la nature contre-révolutionnaire de l'opposition au culte de la personnalité* » (120). Sous des formes peut-être surprenantes pour les candides, après les périodes de « *lutte* » et de « *critique* » émergent dorénavant les grandes lignes de la troisième période, celle de la « *réforme* ».

La constitution de comités révolutionnaires, interrompue au printemps de 1967 par la crise et la bataille contre la gauche, reprend sur un rythme considérablement accéléré en 1968. Il est clair désormais que les comités ne sauraient être tenus — comme l'avaient cru certains « *gauchistes* » qu'on a accusés pour cela de « *polycentrisme* » (121) — pour des organes réels d'un pouvoir nouveau. Ils sont simplement destinés à être les creusets d'où va sortir le parti communiste « *renoué* ». Jean Esmein note que, à trois exceptions près, les comités révolutionnaires des grandes villes sont présidés soit par le commandant militaire de la région ou de la ville, soit par un commis-

(115) *Ibidem*, p. 303.

(116) *Ibidem*, p. 321.

(117) *Ibidem*.

(118) *Ibidem*, p. 322.

(119) *Le Monde* du 3 novembre 1967 (A.F.P.).

(120) *Ibidem* (A.F.P., dépêche de Jean Vincent).

(121) Esmein, *op. cit.*, p. 291.

*Ce qu'ils défendent  
c'est, en dernière  
analyse,  
leur propre pouvoir.  
Sous la pression  
des masses  
révolutionnaires,  
il leur arrive...*



*...de faire  
pour la forme  
une concession  
d'un genre  
ou d'un autre,  
mais toutes  
leurs concessions  
ne visent  
au fond  
qu'à maintenir*

*... leur pouvoir  
d'oppression  
sur les masses ;  
leur pouvoir,  
ils en défendent  
la moindre parcelle  
et ne font  
aucune concession.»*



*(Drapeau rouge.)*

saire politique de l'A.P.L., de rang équivalent (122). Mais, dans tous, le représentant de l'armée — ou, si l'on préfère, du parti dans l'armée — est flanqué d'au moins un des anciens secrétaires du parti dans l'institution correspondante, comité municipal ou régional, de l'époque antérieure à la « révolution culturelle » (123). Ainsi se trouve préservée concrètement la continuité du pouvoir bureaucratique de l'appareil, débarrassé de ses éléments incertains, mais qui a su, pendant toute la période des « troubles », conserver et enrichir les dossiers sur la base desquels s'opèrent toujours et la sélection des cadres, et le contrôle politique de la biographie de chaque citoyen chinois. Il devient évident pour tous que les comités révolutionnaires n'ont été conçus que comme des formes de transition vers la restauration de l'autorité du parti comme épine dorsale de la domination bureaucratique. Une publication étudiante l'exprime à sa manière en écrivant qu'un parti « rénové », qui naîtrait éventuellement d'un congrès ainsi préparé, ne saurait être qu'un « parti réformiste bourgeois au service des bourgeois usurpateurs des comités révolutionnaires » (124). Chou En-lai, quant à lui, exprime la même réalité sous une autre forme en déclarant au cours d'une réception que la « révolution culturelle » aura été « en un sens, un mouvement d'éducation des cadres » (125).

C'est l'éditorial des organes centraux du 1<sup>er</sup> janvier 1968 qui ne laisse plus aucun doute sur l'intention du « timonier » de restaurer à bref délai l'autorité du parti par le biais d'un congrès. Déjà Hsieh Fu-chi avait indiqué que ce congrès serait préparé « par le haut » (126). Il l'est désor-

mais à travers la tenue de « conférences d'activistes de la pensée de Mao » : l'idée centrale est que le parti communiste, débarrassé de sa maladie révisionniste grâce à une cure de la « pensée de Mao », doit maintenant être « rénové » par une « transfusion de sang prolétarien ». Il importe, dans cette perspective, que soit clairement reconnue sa guérison, définitivement effacée la « maladie » qui avait rendu nécessaires une cure et des remèdes aussi dangereux. C'est à quoi s'emploient les organes centraux qui proclament, à partir du 7 septembre 1968, la victoire complète obtenue par la « révolution culturelle » : « Toute la Chine est rouge », le président Mao a vaincu « la bande noire » et les « mauvais génies » (127).

Le thème complémentaire est introduit — une fois de plus — par Yao Wen-yuan (128) : c'est désormais « la classe ouvrière qui prend le pouvoir », puisque c'est dans ses rangs, ou plus exactement dans ceux des rebelles révolutionnaires qui ont soutenu sans défaillance le président Mao, que vont être recrutés les nouveaux membres et les nouveaux cadres. Le *Drapeau rouge* du 15 octobre 1968 précise à ce sujet, de façon à dissiper définitivement toute illusion superflue, qu'il faut « critiquer

(122) *Ibidem*, p. 331.

(123) *Ibidem*, p. 332.

(124) Cité par Esmein, *op. cit.*, p. 301, n. 3.

(125) *Pékin-Information* n° 43, du 23 octobre 1967.

(126) Cité par Bridgham "Mao's Cultural Revolution", *The China Quarterly* n° 41, janvier-mars 1970, p. 14.

(127) Daubier, *op. cit.*, pp. 250-251.

(128) *La classe ouvrière doit tout diriger*, brochure Pékin 1968.

et repousser résolument le formalisme que constitue la foi aveugle dans les élections », et que les comités révolutionnaires comme les comités du parti seront mis sur pied « non par des élections, mais en prenant directement appui sur l'action d'un grand nombre de révolutionnaires » (129). Il reste à faire la démonstration irréfutable que le parti est guéri : ce sera chose faite quelques jours plus tard, au cours de la 12<sup>e</sup> session du comité central du parti communiste qui prononcera enfin le nom de Liu Shao-chi en même temps que sa condamnation politique définitive, son exclusion du parti et sa révocation de la présidence de la république (130). Signe des temps, cependant, comme des limites réelles de cette « rénovation » : ni les importants discours prononcés à cette session par Mao et Lin Piao ni même le texte de la résolution concernant Liu Shao-chi ne seront publiés !

Quand se réunit enfin le IX<sup>e</sup> congrès, bien des aspects en demeurent obscurs. Une certitude cependant : il consacre la victoire de Mao Tsé-toung — c'est même sa raison d'être — et l'accession de Lin Piao à la dignité de lieutenant « plus proche compagnon d'armes », et de successeur désigné ; en d'autres termes, la victoire du clan maoïste de l'appareil allié à l'appareil du parti dans l'armée. Les délégués, désignés d'« en haut », ont été investis au cours de « congrès ouvriers préparatoires » où les « masses » — entendons par là les ouvriers rebelles révolutionnaires qui ont su se garder des déviations droitières comme des erreurs gauchistes, ou les reconnaître à temps — ont ratifié le choix de ceux d'entre eux qui, pour leur fidélité attestée à

la « pensée de Mao Tsé-toung », sont admis dans le parti et commencent une carrière de cadres. Les statuts modifiés prévoient d'ailleurs, de façon permanente à l'avenir, une « participation » — apparemment dans l'acception gaulliste du terme — des mêmes masses au recrutement des membres du parti et à la critique de ses cadres.

Le rapport de Lin Piao au congrès (131), consacré essentiellement à écarter de fausses interprétations apparemment encore très répandues de la « révolution culturelle », est, comme le note Philip Bridgham, rétrospectif, abstrait et défensif (132). Le comité central, lui aussi choisi par en haut, et dont la composition est ratifiée au congrès, est profondément remanié, puisque deux tiers de ses membres sont des nouveaux venus : on note la présence de Nieh Yuan-tzu parmi les « suppléants ». Personne, cependant, ne saurait nourrir d'illusions sur l'importance du rôle dévolu, dans la Chine actuelle, à cet organisme, au lendemain de la « révolution culturelle ». Il est, en revanche, significatif que les militaires de haut grade — commandants de région ou commissaires politiques — y soient dans une proportion de plus de 47 %, et que cette proportion soit plus forte encore dans le bureau politique où figurent, à côté de deux honorables maréchaux ayant dépassé les quatre-vingts ans, douze « militaires » sur vingt-quatre, dont Lin Piao et sa

(129) *Pekin-Review*, 25 octobre 1968.

(130) Daubier, *op. cit.*, pp. 251-252.

(131) *Pékin-Information*, numéro spécial du 28 avril 1969.

(132) Bridgham, *op. cit.*, p. 14.

femme Yeh Chün, les principaux chefs de l'état-major et ceux des grandes régions militaires, dont presque tous ont eu d'ailleurs maille à partir avec les *gardes rouges* dans le passé et s'en sont tirés avec une autocritique et des sessions d'« *étude de la pensée de Mao* ». Les onze autres membres du bureau politique ne sont ni plus ni moins que l'entourage familial de Mao et ses proches collaborateurs : le président et sa femme, Chiang Ching ; son gendre, Yao Wen-yuan, apparemment le seul à avoir ici moins de soixante ans ; son secrétaire, Chen Po-ta ; le chef de ses services secrets, Kang Sheng, celui de sa police, Hsieh Fu-chi, celui de ses gardes du corps, Wong Hsu-ting. Entre les deux groupes, Chou En-lai.

La « *révolution culturelle* » a-t-elle atteint ses objectifs ? Lin Piao l'affirme au congrès : elle a atteint ses quatre objectifs, l'écrasement du révisionnisme, la possibilité pour le peuple chinois d'entendre directement la voix de Mao, la consolidation des bases économiques, la formation de « *successeurs* » pour les « *chefs historiques* » de la révolution. La composition de la nouvelle direction — un comité permanent formé de Mao lui-même, Lin Piao, Chou En-lai, Chen Po-ta et Kang Sheng — montre bien que le dernier objectif n'a pas été atteint. Le nouveau plan économique retient les principes du « *Grand Bond* » et des « *Communes populaires* », malgré des conditions objectives dont on voit mal comment les perturbations provoquées par la « *révolution culturelle* » auraient pu les éliminer ou simplement les réduire. La pensée de Mao Tsé-toung arrive directement aux masses par « *petit livre rouge* »,

haut-parleurs, presse et cinéma, on se rassemble le matin avant le travail pour lire des citations de Mao Tsé-toung, on lui souhaite longue vie au début de toute réunion, mais même un Jean Daubier ne peut se retenir de penser qu'il y a autre chose qu'une victoire révolutionnaire, un « *certain formalisme qui conduit à lutter contre la tradition par des moyens hérités de la tradition* » (133). Enfin, si le groupe de Liu Shao-chi, Teng Hsiao-ping, Peng Chen, Tao Chu et des bureaucrates adversaires de Mao a bien effectivement été écrasé, on peut penser que les conditions demeurent — économie de pénurie, monopole du parti aggravé par le culte de la pensée de Mao — pour une nouvelle poussée de révisionnisme au sein d'un parti où n'ont pas changé les conditions — les contradictions insolubles de la « *construction du socialisme dans la seule Chine* » — qui avaient nourri l'ancien courant révisionniste...

Les conclusions pessimistes de Lucien Bianco semblent ainsi, à bien des égards, fondées :

« La critique maoïste des bureaucrates "liuxistes" atteint les maoïstes eux-mêmes : ceux-ci sont incapables de lutter efficacement contre le système bureaucratique parce qu'ils en sont partie prenante... Au cours de la G.R.C.P., la faction maoïste a presque constamment démenti par ses actes la confiance dans les masses qu'elle professait hautement. Exception faite de rares et brèves tentatives d'éducation, elle n'a pas remis en cause — de façon conséquente et non pas seulement verbale — la nature du régime. Ou, plus exactement, si elle a porté un coup au système bureaucratique, c'est pour édifier à sa place un système bureaucratico-militaire. Dans la mesure où l'importance actuelle du rôle de l'armée renoue

(133) *Ibidem*.

avec la tradition militaire du mouvement communiste chinois, on peut tenir le régime issu de la révolution culturelle pour la simple variante chinoise d'une formule éprouvée » (134).

La « *révolution culturelle* », initiative défensive de la fraction anti-révisionniste de l'appareil du P.C. chinois, solution d'appareil pour résister aux forces de dégénérescence qui pèsent sur cette révolution isolée dans un monde encore dominé par l'impérialisme, n'a rien réglé. Non pas, comme semble le penser Lucien Bianco, parce qu'il n'existe pas d'autre solution que des efforts désespérés de ce type — ou l'abandon aux forces révisionnistes de type stalinien — mais parce que seule la révolution mondiale — et la forme qu'elle revêt dans des pays où la bourgeoisie a déjà été expropriée, la révolution politique — peut permettre de surmonter les contradictions dans lesquelles se débattent depuis bientôt un demi-siècle les constructeurs du « *socialisme dans un seul pays* ».

Et c'est précisément là la leçon la plus claire de l'histoire de la « *grande révolution culturelle prolétarienne* » en Chine, qui a vu la première explosion, à l'échelle de ce pays, de la poussée du prolétariat et de la jeunesse pour cette révolution politique.

## LA REVOLUTION POLITIQUE EN CHINE

Nous pensons que l'analyse, même sommaire et lacunaire, que nous avons tentée dans les pages précédentes, fournit tout de même suffisamment d'éléments pour écarter deux des thèses principales propo-

sées comme interprétations de la « *révolution culturelle* », celle de sa « *spontanéité* » et celle de sa « *machination bureaucratique* ». Les deux éléments y apparaissent en réalité étroitement liés : le mouvement, incontestablement déclenché par « *le haut* » comme arme dans la lutte de deux fractions bureaucratiques, a rencontré dans les masses un écho réel dans la mesure où il répondait à leurs besoins et à leurs aspirations profondes, même de façon déformée. La spontanéité est ici la rencontre entre des tendances fondamentales, longtemps comprimées, et l'appel d'air produit par l'incitation à la révolte contre « *certains responsables* » et l'exemple que constituent des libertés qui ne sont pas initialement « *conquises* », mais sont pourtant rapidement considérées comme des « *conquêtes* ». On est passé ainsi de la « *mobilisation contrôlée* » à ce que l'on peut appeler un débordement « *spontané* ». Selon toute apparence, la génération des « *rebelles* » de 1966 s'est lancée dans cette lutte sans l'appui d'une tradition, sans le fil conducteur d'une expérience antérieure, tant l'épuration avait été bien conduite au lendemain des Cent Fleurs. Sous cet angle, la conscience de la jeune génération était réellement, à la veille de la « *révolution culturelle* », une « *page blanche* », et c'est ce qui explique et la confusion des revendications, et le fait que la « *pensée de Mao Tsé-toung* » ait pu servir de dénominateur comme de référence communs à tous les groupes qui s'opposaient dans la pratique à la politique du président, qu'ils aient été incontes-

(134) L. Bianco, « *La page blanche* », 2<sup>e</sup> partie, *Politique*, juin 1970, p. 68.

tablement « *conservateurs* » comme le *Liandong* ou « *enragés* » comme le « 5.16 ».

Cette situation pose évidemment la question de la nature du parti communiste chinois « *renové* ». Les admirateurs étrangers de Mao Tsé-toung — dont Jean Daubier est sans doute l'un des échantillons les plus positifs — soutiennent la thèse selon laquelle le parti communiste chinois, parti révolutionnaire authentique des ouvriers et paysans chinois, a subi, pendant les dix-sept premières années de son pouvoir, des « *déformations de type bureaucratique* » qui se sont traduites par l'émergence en son sein du courant révisionniste et les tendances restauracionnistes des *Zou Zi Paï*. Dépositaire de la mission historique d'avoir à assurer contre le révisionnisme le maintien et l'approfondissement de la théorie et de la pratique communistes authentiques, Mao a engagé la lutte afin d'éliminer ces « *déformations* » et y est finalement parvenu à travers l'établissement d'un nouveau rapport, démocratique, entre le « *parti* » et « *les masses* ». La thèse est séduisante par sa simplicité et sa fin morale, mais elle ne nous semble constituer, en définitive, que la transposition en un langage accessible à des militants de pays avancés de celle qu'exprime un Lin Piao quand il affirme :

« Mao Tsé-toung est le plus grand dirigeant de notre parti et toutes ses paroles sont les normes de notre mouvement. Mao Tsé-toung a réglé beaucoup plus d'affaires que Marx, Lénine, Engels. Eux n'ont pas dirigé personnellement une révolution prolétarienne. Ils ne ressemblent pas à Mao Tsé-toung... Lénine n'a pas duré aussi longtemps que Mao Tsé-toung. La population de la Chine est dix fois celle de l'Allemagne, trois fois celle de la Russie, ses expériences révolutionnaires sont fécondes. La Chine est su-

périeure en tout. Dans tout le pays et dans le monde, Mao Tsé-toung est le plus grand homme » (135).

En fait, le déroulement de la « *révolution culturelle* » aussi bien que son bilan montrent avec beaucoup de clarté la nature du parti communiste chinois qui n'a pas été fondamentalement remis en cause, et demeure, comme nous pensons l'avoir montré, un parti centriste bureaucratique. A certains égards, il nous semble même possible d'affirmer que, plus encore que l'analyse de sa politique dans les années écoulées après sa reconstruction en 1928, celle des dernières années le démontre de façon irréfutable.

Nous ne reviendrons pas sur l'appel contrôlé aux masses ni le maniement de l'armée qui sont révélateurs de la nature bureaucratique de la direction maïste, et que nous avons vigoureusement soulignés. En ce qui concerne la bataille au sein de l'appareil, elle ne nous est pas suffisamment connue — et c'est déjà un signe — pour permettre de pratiquer même un début d'analyse analogue. Néanmoins, bien des signes existent de l'emploi systématique de ce que Lucien Bianco appelle « *les techniques que l'expérience antérieure du parti communiste chinois et celle du P.C.U.S. avaient permis de roder à la perfection* » (136). L'armée et la police interviennent en coulisse — ou même ouvertement, mais sans que le fait soit publié sur le moment —

(135) Cité par Esmein, *op. cit.*, p. 75. C'est vraisemblablement ce texte qui fut critiqué par Yi Lin et Ti Hsi dans une « *lettre ouverte* » mentionnée plus haut.

(136) L. Bianco, *op. cit.*, mai 1970, p. III.

par exemple en février 1966, lors du prétendu « *coup d'Etat* », mais aussi à la veille de la 11<sup>e</sup> session du comité central au mois d'août suivant. La mise en minorité de Liu Shao-chi et de Teng Hsiao-ping au cours de cette session a été acquise par des méthodes qui n'ont incontestablement rien de démocratique ni même de simplement statutaire : absence provoquée ou inspirée de membres titulaires, présence et participation aux débats des membres du G.C.R.C. qui ne sont pas membres du comité central, mais seulement l'émanation, hors de tout statut, de la fraction du président. Les mêmes traits se retrouvent à l'issue de cette 12<sup>e</sup> session qui révoque Liu Shao-chi de la présidence de la république — à laquelle il avait été élu par l'assemblée nationale, comme si le comité central du parti — au surplus dans une « *composition* » discutable — avait le droit de révoquer le premier magistrat du pays. Résumant ces techniques caractéristiques des combats d'appareil, Lucien Bianco peut écrire :

« Plus intéressantes — mais également fort classiques — sont l'utilisation de la polémique littéraire ou idéologique comme arme et comme masque de la lutte politique, la sélection de cibles apparentes ou exemplaires, les révélations *a posteriori* (la divulgation opportune d'anciennes informations judicieusement choisies et savamment interprétées), la reconstruction perpétuelle du passé des individus et de l'histoire du parti, bref tout ce qui ressortit de la dialectique du secret et du public — du secret et de la fanfare plutôt, car ce qu'on a choisi de divulguer, les *mass media* le répercutent aussitôt aux quatre coins de la Chine et il n'est bientôt plus permis d'ignorer ce qu'il était jusqu'alors interdit de connaître » (137).

Il faut y ajouter la pratique qui consiste à attaquer la « *gauche* » en prétendant qu'elle est en réalité la « *droite* » — une pratique que

J. Daubier considère pour sa part comme spécifiquement « *chinoise* » — mais qui est si révélatrice de la mentalité et des méthodes bureaucratiques qu'il va, dans son désir d'en blanchir Mao et les siens, jusqu'à affirmer que la presse officielle du P.C. n'a jamais traité les opposants de gauche de « *droitiers camouflés* », ce qui est contraire à une vérité accessible à tous et *a fortiori* à lui (138).

Un autre aspect de la politique maoïste qui révèle son caractère bureaucratique a été jusqu'à maintenant apparemment négligé par les observateurs les plus perspicaces. Il s'agit de sa politique internationale. L'affirmation selon laquelle le capitalisme serait aujourd'hui restauré en Yougoslavie et en Union soviétique ne peut être traitée à la légère comme le résultat de l'ignorance d'Asiatiques coupés des réalités géographiquement éloignées. De telles contre-vérités sont si énormes qu'elles font peser le doute, y compris sur des analyses plus fondées scientifiquement. Il en est de même pour les affirmations réitérées des dirigeants actuels selon lesquelles le centre de gravité de la révolution mondiale se situerait aujourd'hui dans les pays afro-asiatiques sur la base de la lutte des paysans pauvres. La manière dont les dirigeants maoïstes triturent de façon générale l'histoire du mouvement communiste et présentent les luttes de classes dans le reste du monde est également révélatrice et de la nécessité dans laquelle ils se trouvent de défendre leur politique passée comme preuve

(137) L. Bianco, *ibidem*, p.

(138) Daubier, *op. cit.*, p. 221.

de leur infaillibilité, et de la crainte qu'ils éprouvent à l'égard de l'éventuelle entrée en lice du prolétariat des pays avancés, incontestablement moins maniable que la paysannerie des pays arriérés. Elle devrait d'ailleurs attirer l'attention des militants occidentaux actuellement attirés par le « *maoïsme* », ne serait-ce que par l'éclatante contradiction qui existe entre elle et les principes toujours affirmés très haut, en Chine, de l'« *internationalisme prolétarien* », de la « *nécessité de l'analyse marxiste* », de la « *primauté de la politique* » et du « *rôle révolutionnaire de la classe ouvrière* ».

L'historiographie du parti communiste chinois a été profondément remaniée au cours de la « *révolution culturelle* » de façon à mettre le rôle passé de Liu Shao-chi et de ses compagnons en conformité avec leur rôle présent de « *traîtres* » et « *d'agents de la bourgeoisie* » : c'est la règle même du jeu bureaucratique de subordination de l'histoire. Mais ce remaniement partiel a délibérément laissé de côté l'essentiel, à savoir les falsifications délibérées concernant le rôle de Staline et du P.C.U.S. et les responsabilités de l'Internationale communiste dans l'histoire — et dans les défaites — du P.C. chinois. Comme aux plus beaux temps du stalinisme triomphant, la presse communiste actuelle en Chine explique que la défaite de la révolution face à Chang Kai-chek en 1927 est due à l'« *opportunisme* » de Chen-Du-xiu, ce dirigeant et fondateur du parti, qui eut le courage de dénoncer la politique de capitulation dictée par la direction stalinienne de l'Internationale, et dont Liu et Mao ensemble réclamèrent la tête à Chang Kai-chek, après qu'il

eut rallié Trotsky et l'Opposition de gauche, et qu'eux-mêmes eurent concilié leur parti avec le Kouomin-tang.. Personne pourtant mieux que Mao Tsé-toung — qui la critiqua et la combattit même à sa manière autrefois — ne connaît le rôle néfaste de la direction stalinienne qui livra pieds et poings liés la révolution chinoise à son ennemi de classe !

De la même façon, l'historiographie communiste chinoise reprend à son compte, aujourd'hui comme hier — et même un Chi Pen-yü épuré par Mao ne fait pas exception — la version stalinienne de l'histoire soviétique qui fait de Trotsky, Boukharine, Piatakov, Zinoviev, Kamenev et autres vieux-bolcheviks des « *ennemis du peuple* » et des « *agents de l'impérialisme* », dont l'élimination est régulièrement rappelée au compte de Staline. Le même instinct de conservation va jusqu'à maintenir contre les militants communistes hongrois du cercle Petöfi et contre les conseils révolutionnaires des ouvriers hongrois — si semblables dans leur principe à la « *Commune de Changhaï* » — les calomnies même propagées par Khrouchtchev pour justifier l'écrasement de cette révolution que les dirigeants chinois présentent encore aujourd'hui comme une « *contre-révolution* » sans se préoccuper d'expliquer pourquoi elle a été supprimée par les tanks envoyés par l'inspirateur de la contre-révolution révisionniste dans le monde !

Pis encore, peut-être, des dirigeants communistes qui prétendent vouloir s'attaquer aux racines mêmes de la dégénérescence d'un Etat ouvrier, et qui en situent correctement les

causes dans la pression concrète de l'impérialisme et dans les survivances de l'idéologie bourgeoise sur une base économique insuffisamment développée, commettent un crime quand ils font commencer cette dégénérescence en U.R.S.S. au lendemain de la mort de Staline. C'est un véritable conte de fées — ou de « *démons malfaisants* » — qu'ils racontent ainsi aux jeunes générations chinoises pour expliquer comment l'Etat soviétique, préservé de la dégénérescence grâce à la ferme ligne stalinienne, a pu miraculeusement et en quelques mois devenir sous la houlette de Khrouchtchev un Etat bourgeois défenseur du capitalisme restauré. L'histoire, analyse concrète des situations concrètes du passé pour des marxistes, devient sous leurs plumes un mauvais roman de science ou plutôt de magie-fiction, cesse d'être crédible, et transforme en son contraire la justification recherchée. C'est le même mépris pour la théorie et la méthode marxistes, et pour les masses à qui on l'explique — ou la même crainte de ces idées qui, en s'emparant des masses, peuvent devenir des forces matérielles — qui leur permet d'affirmer simultanément que la bureaucratie est une classe et les bureaucrates des « *bourgeois* » et que Norodom Sihanouk est un « *progressiste* ».

Du coup, la révolution chinoise se trouve coupée — ou court l'immense risque d'être coupée — de toutes les forces qui, précisément, dans le monde, travaillent à organiser la classe ouvrière en vue de la révolution mondiale qui est pour elle l'unique issue. De même que Mao Tsé-toung et ses lieutenants, dans les années trente, cherchaient désespé-

ment à se concilier les grâces de la bureaucratie stalinienne au moment où elle liquidait pour des décennies la révolution allemande ou poignardait dans le dos la révolution espagnole, de même, aujourd'hui, ils cherchent leurs alliés dans la rétrograde et policière bureaucratie albanaise, chez les plus staliniens et les plus obtus des bureaucrates polonais, et s'opposent aux seuls véritables alliés de la révolution chinoise, la « *critique de masse* » des étudiants polonais ou les « *prises de pouvoir* » des travailleurs tchécoslovaques. Leurs appels du pied en direction de l'Union soviétique sont orientés non vers les jeunes générations qui tentent de retrouver « *la large démocratie dans la dictature du prolétariat* » qui est la tradition même de Lénine, mais vers les groupes les plus bornés d'*apparatchiki* staliniens pour qui le Brejnev qui envoie ses chars à Prague est un « *mou* » et un « *libéral pourri* ». Attaché au stalinisme au sein duquel il a respiré et conspiré pendant des décennies, Mao Tsé-toung continue à tourner le dos au puissant mouvement qui, depuis 1953, annonce le réveil du prolétariat et sonne le glas de la bureaucratie en Union soviétique et dans ses pays satellites.

Il serait pourtant erroné de conclure que la fraction maoïste et le parti qu'elle a réussi à se subordonner, en l'épurant et en le rénovant, sont des appareils contre-révolutionnaires du type de celui que Brejnev contrôle aujourd'hui en Union soviétique et ailleurs dans le monde. D'abord parce que, nous l'avons montré, la bureaucratie chinoise a rompu dans les faits avec la bureaucratie stalinienne, sous Staline comme sous ses successeurs, et parce

qu'elle est ensuite — tout le développement de la révolution culturelle le prouve — à un stade de développement qui est au minimum bien en deçà. Chi Pen-yü avait incontestablement raison quand il affirmait, en 1967, que, si les dirigeants soviétiques avaient accordé aux masses de leur pays les « libertés » et la mesure de démocratie que connaissait alors la Chine, les « seigneurs du révisionnisme moderne » auraient été depuis longtemps renversés (139). Mieux encore, en analysant l'attitude de la « poignée de Zou Zi Pāi », la fraction maoïste en donne une description qui convient avec une totale précision à celle des bureaucrates dans tous les pays dominés par la bureaucratie du Kremlin. Ainsi de cette caractérisation de leur attitude dans le *Drapeau Rouge* :

« Elle se sert de son pouvoir sur le parti pour duper, bâillonner les masses et s'opposer à la révolution... Elle a collé l'étiquette de contre-révolutionnaire sur tous ceux qui se dressaient contre elle et elle est allée jusqu'à les licencier et les jeter en prison » (140).

ou encore :

« Ce qu'ils défendent, c'est, en dernière analyse, leur propre pouvoir. Sous la pression des masses révolutionnaires, il leur arrive de faire, pour la forme, une concession d'un genre ou d'un autre, mais toutes les concessions ne visent au fond qu'à... maintenir leur pouvoir d'oppression sur les masses. Sur le problème du pouvoir, ils luttent pour la moindre parcelle et ne font aucune concession » (141).

Ecrivain en 1932 à ses camarades chinois de l'Opposition de gauche, Trotsky expliquait que, si le P.C. chinois parvenait à s'emparer du pouvoir, il se trouverait rapidement placé devant une crise très grave du fait qu'il reposait essentiellement sur la paysannerie et que, dans la

période de la révolution nationale démocratique, il aurait gagné essentiellement, non pas des éléments ouvriers et communistes, mais des petits-bourgeois démocrates. Le conflit inévitable entre l'aile bureaucratique-paysanne du parti communiste et son aile ouvrière rendrait alors nécessaire une *seconde révolution*. Une pareille analyse, reposant sur une connaissance approfondie de la réalité sociale soviétique et de l'histoire des révolutions depuis 1917, ne pouvait être faite par Mao Tsé-toung, caractérisé par son empirisme et, finalement, par son profond mépris pour la théorie. Mais il a pourtant assuré depuis quarante ans et plus la direction du parti communiste chinois en louvoyant consciemment entre ces forces contradictoires, y compris et surtout pendant la période de la « révolution culturelle ».

Le célèbre « discours sur les contradictions au sein du peuple » constitue effectivement une prise de conscience — limitée, mais impensable chez un Staline, un Khrouchtchev ou un Brejnev — de la nature de ces contradictions, dont la principale est celle qui existe entre les rapports de production de type nouveau installés par la révolution et la faiblesse des forces productives. Partant de là, il énumère les contradictions « non antagonistes » qui en découlent, entre ville et campagne, prolétariat et paysannerie, prolétariat et bureaucratie, relevant, par

(139) Chi Pen-yü, « Marchons à grands pas dans la ligne révolutionnaire du président Mao... », *Pékin-Information* n° 25, 19 juin 1967, p. 26.

(140) *Ibidem*, n° 3, 15 janvier 1967.

(141) *Ibidem*.

exemple, que « les salaires d'un petit nombre d'ouvriers et de quelques fonctionnaires » sont « trop élevés », et que ces derniers manifestent un « souci de leurs intérêts matériels immédiats » qui contribue à aiguïser les contradictions. On peut retrouver dans cette analyse le fondement des principaux mots d'ordre proposés à la « mobilisation des masses » pour l'écrasement des Zou Zi Pai à travers la révolution culturelle. L'important, la limite de la pensée de Mao Tsé-toung, c'est qu'il s'agit pour lui de contradictions « non antagonistes », se situant par conséquent à l'intérieur du régime bureaucratique. La « révolution culturelle » — comme le « Grand Bond en Avant » — constitue une tentative pour concilier ces contradictions sans pour autant remettre en question le cadre dans lequel elles explosent : le monopole du parti communiste, la structure bureaucratique du pouvoir. D'où les zigzags d'une politique centriste s'appuyant sur les masses contre les bureaucrates qui traduisent le plus directement les tendances à la capitulation devant l'impérialisme — ou les difficultés « objectives », ce qui revient au même — mais qui doit en même temps « protéger » les cadres contre le mouvement de masse, qui s'efforce de toute façon d'étouffer l'expression de ces contradictions par l'« autorité absolue » de sa pensée et sa propre « déification », des adjoints indispensables pour mener de front une politique de « construction du socialisme dans un seul pays » qui se place sous le signe de la « lutte pour la révolution mondiale ».

Le fait nouveau, dans le déroulement de la « révolution culturelle », c'est

la reconnaissance par Mao et ses fidèles de la poussée de la révolution politique, et même, d'une certaine façon, de sa « légitimité » communiste, y compris au travers de leur affirmation centrale, à savoir la volonté de transformer en une entreprise réformiste les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière, en un mot de les utiliser pour bâtir un modèle nouveau de « despotisme bureaucratique éclairé ».

Lucien Bianco, dont nous avons pu constater la lucidité et le pessimisme, écrit :

« Peut-être après tout l'avenir révélera-t-il quelque jour la fécondité de la haute époque de la révolution culturelle ; non pas seulement, non pas tellement en raison des critiques et revendications justifiées que les gardes rouges ont pu émettre au sujet de leurs professeurs ou de cadres du parti régentant l'Université, et sur la nature de l'enseignement qui leur était dispensé, mais surtout parce que l'idée a pu venir à certains d'entre eux que la révolution n'était pas accomplie et qu'une nouvelle étape (antibureaucratique) était désormais à l'ordre du jour » (142).

## CONCLUSION

Nous pensons quant à nous, tant sur la base des faits analysés ici que de notre analyse globale de la période, que « l'idée de la révolution antibureaucratique » nécessaire — celle que Trotsky a appelée « seconde révolution » puis « révolution politique » — non seulement a pu venir, mais est venue à nombre des jeunes révolutionnaires de 1966-67, comme elle était venue à Lin Hsi-ling et à ses compagnons, infiniment moins nombreux, de 1957. Nous pensons

(142) L. Bianco, *op. cit.*, mai 1970, p. 110.

en outre que la somme des expériences qu'ils ont vécues en ces années de « *révolution culturelle* » ne peut que conduire les plus conscients des jeunes révolutionnaires chinois à rechercher les voies et les moyens de surmonter réellement les contradictions de ce régime bureaucratique et de ce parti centriste qu'ils ont défendu ou combattu, pour certains tour à tour, et qu'ils en trouveront les éléments dans la pratique même qui a été la leur et qui leur avait été initialement suggérée ou préconisée par les « *autorités* ». Nous sommes certains que *l'expérience vécue* de démocratie ouvrière dans la dictature du prolétariat qui a été décrite chaleureusement tant par *gardes rouges* et *rebelles révolutionnaires* que par la presse du P.C. elle-même, comptera comme une des déterminations de leur conscience, ses quelques mois d'existence constituent d'ailleurs cet acquis capital, l'unique expérience de démocratie réelle faite et par leur génération, et par celle de leurs parents, et leur fournissant un point de référence qui leur manquait jusqu'alors. Nous avons en effet la conviction que les mots d'ordre — ou même simplement les *mots* — de « *révolution* », de « *prise du pouvoir* », de « *Commune de Paris* », utilisés par les dirigeants maoïstes pour les mettre en mouvement et les mobiliser au service de leur entreprise réformiste, n'ont eu d'efficacité, d'écho et d'impact que parce qu'ils répondaient à la situation réelle de la révolution chinoise dans l'impasse et aux sentiments encore confus et insuffisamment conscients d'une jeunesse gagnée définitivement au communisme et indéfectiblement attachée aux conquêtes — réelles — de cette révolution. En ce sens, la façon dont Mao

Tsé-toung l'a politiquement combattue constitue le plus bel hommage rendu à la puissance de la révolution politique.

En 1936, sur la base d'une analyse concrète de la démocratie soviétique et de sa place dans les rapports de classes mondiaux, Léon Trotsky fut le premier à dégager la perspective de la révolution dont il a tracé dans *la Révolution trahie* les lignes de forces principales :

« Il ne s'agit pas de remplacer une coterie dirigeante par une autre, mais de changer les méthodes mêmes de la direction économique et culturelle. L'arbitraire bureaucratique devra céder la place à la démocratie soviétique. Le rétablissement du droit de critique et d'une liberté électorale véritable (...) Le rétablissement de la liberté des partis soviétiques, à commencer par le parti bolchevique, et la renaissance des syndicats (...) la révision radicale des plans dans l'intérêt des travailleurs. La libre discussion des questions économiques diminuera les frais généraux imposés par les erreurs et les zigzags de la bureaucratie (...) Les « *normes bourgeoises de répartition* » seront ramenées d'abord aux proportions que commande la stricte nécessité, pour reculer, au fur et à mesure de l'accroissement de la richesse sociale, devant l'égalité socialiste. Les grades seront immédiatement abolis, les décorations remises aux accessoiries. La jeunesse pourra respirer librement, critiquer, se tromper et mûrir. La politique étrangère renouera avec l'internationalisme révolutionnaire » (143).

Ces lignes, qui semblent avoir été écrites sur la base des indications fournies par la première phase de la révolution culturelle en Chine, l'ont été trente ans plus tôt, sur la base de la seule expérience russe : seul le marxisme donne une telle capacité de généralisation des lois de l'Histoire que l'homme qui le manie

(143) Trotsky, *la Révolution trahie*, Editions de minuit, p. 628.

passé parfois pour un prophète ! Car il n'y a aucun doute : c'est ce programme — privé toutefois de sa pointe révolutionnaire, l'appel à la formation d'un nouveau parti révolutionnaire, à la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale — qui a été offert aux masses chinoises, et en particulier à la jeunesse, comme s'il était réalisable dans le cadre du système bureaucratique dont il constitue précisément la négation. Ainsi Kautsky, au début de ce siècle, prostituait le marxisme en présentant son programme sans faire allusion à la nécessité d'abattre, pour le réaliser, l'État bourgeois, et de dresser sur ses ruines l'État prolétarien : mais il attestait du coup la puissance de ce programme que Lénine et les bolcheviks allaient, malgré lui, inscrire dans la réalité.

Le programme de « *révolution culturelle prolétarienne* » proposé aux masses chinoises par la direction maoïste n'est en définitive pas autre chose que le *reflet déformé et tronqué*, « *réformisé* », du programme de la révolution politique inscrit dans la réalité, la tentative désespérée de substituer à la révolution une réforme — impossible parce qu'elle toucherait aux bases mêmes de la bureaucratie — tout en maintenant des perspectives que seule une révolution brisant l'appareil bureaucratique est capable d'ouvrir. Or c'est sur les thèmes essentiels de ce programme qui ont été repris à leur compte, déformés ou plutôt redressés en sens inverse et « *révolutionnarisés* », tant par certaines organisations de *gardes rouges* et de *rebelles ouvriers révolutionnaires* que par l'aile gauche — les « *enragés* » — du mouvement maoïste, qu'une partie du mouvement de masse en

Chine a rompu à l'été 1967 avec la fraction au pouvoir et tenté une éphémère organisation de l'avant-garde révolutionnaire sous la forme du « *corps d'armée du 16 mai* » et, sans doute, de bien d'autres groupes moins connus. Il s'agissait, là, seulement d'un début — et finalement, malgré la répression de 1957, de la reprise sur une échelle infiniment plus grande de ce qui n'avait été que les premiers balbutiements d'une pensée et d'une organisation communiste indépendante de la part des étudiants de la génération de Lin Hsi-ling, sur une voie qui renoue avec la tradition bolchevique en passant par l'assimilation des analyses de Trotsky.

Née aussi bien dans les rangs des « *ultras* » du maoïsme, des « *ultra-gauchistes* » que des « *ouvriéristes* », voire des « *économistes* », des partisans de la « *large démocratie dans le cadre de la dictature du prolétariat* » comme chez ceux qui ont cru trouver l'issue dans le « *polycentrisme* » ou « *le renforcement de la dictature du prolétariat* », l'avant-garde révolutionnaire en Chine est en train de se dégager et de mûrir dans la recherche de la voie de la révolution politique qui brisera l'appareil : car la jeunesse chinoise sait maintenant que cette entreprise est réalisable et elle ne se contentera pas à l'avenir de se mobiliser pour seulement faire plier les bureaucrates indociles aux directives du président. Bien sûr, il n'existe théoriquement aucune garantie que cette avant-garde en gestation ne puisse être une fois de plus brisée par une répression faite de « *rectification* », de « *stages d'études* » ou de « *rééducation par le travail* ». Les plus solides garanties qu'elle ne le soit pas résident seulement dans une

situation mondiale caractérisée par la crise conjuguée de la bureaucratie et de l'impérialisme, la montée de la révolution prolétarienne dans les pays avancés, celle de la révolution politique dans les pays dominés par la bureaucratie du Kremlin, mais aussi par la construction d'une avant-garde révolutionnaire internationale, la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est en brisant le cadre bureaucratique de « l'autorité absolue de la pensée de Mao Tsé-toung », en rompant résolument avec le mythe de la « construction du socialisme dans un seul pays », fût-il le sien, que l'avant-garde révolutionnaire trouvera en Chine les voies et les moyens de défendre sa révolution. Car la défense de la révolution chinoise passe par la lutte pour la révolution mondiale et par la construction de la direction révolutionnaire internationale nécessaire à sa victoire.

En d'autres termes, aux questions parfois angoissées posées au cours de

la « révolution culturelle » par des millions d'hommes et de femmes, et, d'une certaine façon, répercutées par Mao Tsé-toung lui-même et que Lucien Bianco résume en cette unique interrogation :

« Comment prévenir l'évolution vers un système analogue au régime soviétique ? »

les militants révolutionnaires ne peuvent répondre aujourd'hui que par leur combat pour reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale, organiser partout les combattants de la révolution prolétarienne, et par des victoires sur la voie de la révolution mondiale, seule garantie contre la dégénérescence, unique perspective qui vaille les sacrifices auxquels le président Mao appelle aujourd'hui son peuple pour qu'il préserve encore pendant quelque temps son précaire « socialisme du pauvre », et qui fasse de la période de la « révolution culturelle » une des étapes les plus fécondes dans la marche de l'humanité pour son émancipation.

## L I S E Z

### **BAS LES PATTES DEVANT LA RÉVOLUTION EN POLOGNE**

#### **La revue de presse de la révolution politique**

Un dossier indispensable dans la bataille pour la constitution d'une commission d'enquête du mouvement ouvrier international pour que toute lumière soit faite sur les massacres de décembre 1970 en Pologne, sur la « normalisation » en Tchécoslovaquie, sur la répression en U.R.S.S. et dans les autres pays de l'Est.

Édité par le Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est et l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale).

En vente à la S.E.L.I.O.,  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10<sup>e</sup>).

# Le premier congrès de la ligue des communistes

*Avec les textes ci-dessous, nous achevons la publication des documents du premier congrès de la Ligue des communistes (juin 1847), découverts récemment (et publiés en 1969 dans leur texte original allemand) par l'historien Bert Andreas, et que la Vérité a été la première à offrir aux militants ouvriers français — et la seule à donner dans leur intégralité.*

*On a pu lire dans le numéro 550 de la Vérité, outre une présentation qui situait historiquement ces textes, le compte rendu du congrès (document I, cité dans les documents qu'on va lire sous le titre Adresse du congrès à la Ligue), puis, dans le numéro 551, les documents II (Projet de statuts) et III (Projet de programme, intitulé Projet de catéchisme communiste).*

*Les textes qu'on va lire — document IV, lettre du Bureau central à la section (« commune ») de la Ligue de Hambourg accompagnant l'envoi à cette section des documents I, II et III, et surtout du document IV, rapport trimestriel de septembre 1847 du Bureau central à la Ligue — permettent de pénétrer dans le fonctionnement de la Ligue, son activité et sa vie politique interne, en particulier sur le rôle joué par Marx, par l'intermédiaire du cercle de Bruxelles.*

*Les documents II et III avaient permis d'apprécier la nature du compromis politique conclu par Marx et Engels, par l'intermédiaire de ce dernier, au premier congrès de la Ligue, comme leur intervention dans la phase précédente de la discussion ; le document V reflète la poursuite de cette discussion pendant les trois mois suivants (voir en particulier les deux amendements au projet de statuts déposés par le cercle de Bruxelles).*

*Nous nous proposons de revenir, dans un prochain numéro de la Vérité, sur l'histoire de la Ligue des communistes et sa portée au point de vue de la méthode de Marx et Engels dans la lutte pour le parti de classe du prolétariat.*

## DOCUMENT IV

### ADRESSE DE LA DIRECTION DE LA LIGUE A LA COMMUNE DE LA LIGUE DE HAMBOURG

(Texte d'une page manuscrite, de l'écriture de Joseph Moll, au verso de la page 9 du document I)

Londres, le 24 juin 1847

#### LE BUREAU CENTRAL A LA LIGUE, A HAMBOURG

Chers frères,

Nous avons bien reçu votre lettre du 18 de ce mois avec ce qui y était inclus en provenance de Berlin, et nous nous sommes réjouis de vous trouver toujours prêts à militer avec constance par la parole et par l'action pour notre cause. —

Nous vous envoyons ci-jointe l'Adresse du congrès à la Ligue, avec les nouveaux statuts et le projet de catéchisme communiste, et nous vous invitons, aussi vite qu'il vous sera possible, à nous donner une réponse sur les six points suivants, de manière que nous puissions dès maintenant entreprendre les travaux préparatoires nécessaires pour le deuxième congrès :

1. Si vous êtes satisfaits des travaux du congrès et d'accord avec les résolutions qu'il a prises ;
2. Si vous acceptez ou rejetez les nouveaux statuts ;
3. Si vous pouvez lever des ressources financières, et lesquelles, tous les trois ou tous les six mois, pour les objectifs indiqués dans l'Adresse du congrès ;
4. Si vous formez déjà un cercle, ou avec quelle localité il serait le plus facile et le meilleur pour vous d'en former un — Voir l'art. 14 des statuts ; —
5. Si vous pouvez diffuser dans votre région, et approximativement combien d'exemplaires, l'organe de la Ligue qui paraîtra en août ;
6. Si et de quelle manière les idées sociales et communistes sont répandues dans le peuple dans votre région, et quel écho elles y trouvent. —

Nous vous invitons en outre à soumettre le projet de catéchisme communiste à une discussion très sérieuse dans votre milieu, et à nous envoyer aussitôt que possible tous les additifs ou amendements que vous tiendrez pour opportuns, de manière que nous puissions les mettre en ordre et les soumettre aux délibérations du prochain congrès, qui adoptera alors définitivement le catéchisme. —

Il serait également bon que vous examiniez dès maintenant si vous pourrez envoyer à vous seuls ou en commun avec une autre localité un délégué au prochain congrès, et que vous nous fassiez connaître vos conclusions sur ce point. —

Nous espérons que vous ferez tout ce que vos forces permettront pour maintenir et organiser la Ligue à Altona, Magdebourg, Berlin, etc., et nous vous invitons en conséquence à faire parvenir autant que possible aux membres de celle-ci qui se trouvent dans ces villes les statuts, le projet de catéchisme et l'Adresse du congrès. —

Il nous faut enfin noter que, comme désormais le congrès a seul le droit d'apporter des modifications aux statuts, il vous faut simplement déclarer si vous acceptez ou rejetez ceux-ci ; si vous estimez pourtant que certains additifs ou amendements sont nécessaires, nous vous prions de nous envoyer ici vos propositions, nous les soumettrons alors au prochain congrès qui aura à en délibérer et à en décider.

Et maintenant, frères, au revoir ! Dans l'espoir de recevoir bientôt de vos bonnes nouvelles, nous vous saluons tous cordialement. —

Le secrétaire :  
Joseph MOLL

Au nom et sur mandat  
du Bureau central,

Le président :  
Carl SCHAPPER (1)

Comme W. Marr se trouve à Hambourg et qu'il est probable que vous le connaissez personnellement, nous vous demandons s'il ne serait pas possible et bon de le gagner à notre cause.

Adresse : Mrs Ross  
44 Chester Street Kennington Road  
Londres.

## DOCUMENT V

### PREMIER RAPPORT TRIMESTRIEL DE LA DIRECTION DE LA LIGUE

(Septembre 1847)

(Impression lithographique d'un manuscrit pour les onze premières pages, de l'écriture, tantôt de Schapper, tantôt de Moll, tantôt de Bauer. La douzième page — le post-scriptum de Schapper à Martens — est ajoutée à la main par Schapper)

#### LE BUREAU CENTRAL A LA LIGUE

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Frères,

Trois mois déjà se sont écoulés depuis que le congrès s'est tenu et que l'Adresse du congrès vous a été envoyée ; nous vous présentons donc un

(1) Il est remarquable que, déjà 15 jours après le premier congrès, Schapper et Moll ont renoncé à l'usage conspiratif de pseudonymes et signent de leurs noms. L'adresse qu'ils donnent est probablement (selon Bert Andréas) celle du chartiste David Ross, qui appartenait à cette époque avec Schapper et Moll au comité des *Fraternal Democrats*, organisation révolutionnaire à laquelle les communistes allemands de Londres participaient activement.

nouveau rapport sur notre activité depuis cette date, et nous vous donnons un aperçu de l'état présent de la Ligue.

Nous regrettons de ne pouvoir vous communiquer des nouvelles très réjouissantes, mais nous nous sommes proposé avant tout de vous montrer la réalité sans fard, qu'elle soit de nature à nous réjouir ou à nous attrister. Certains d'entre vous estiment peut-être qu'on doit toujours mettre en avant le meilleur côté de la situation, de manière que les gens ne perdent pas courage ; nous sommes au contraire d'avis que tous doivent connaître les difficultés énormes et multiples avec lesquelles nous avons à lutter. — Quiconque est vraiment un homme n'en sera pas effrayé, mais au contraire incité à une activité nouvelle. — Tant que notre Ligue ne sera pas rigoureuse et stable, tant qu'elle n'interviendra pas efficacement dans la situation de notre époque, notre action perdra toute signification. — Il est vrai que nous avons maintenant une base nouvelle, et aussi qu'ici et là on semble agir avec un zèle nouveau, mais, dans l'ensemble, nous sommes encore fort éloignés du point que nous aurions dû atteindre depuis longtemps. — Lorsque l'*Adresse* du congrès a été expédiée, nous avions l'espoir d'y recevoir de toutes parts des réponses précises et favorables. — Le Bureau central y avait joint une lettre d'accompagnement (1) dans laquelle on avait souligné encore une fois les points auxquels il fallait répondre et insisté pour avoir des réponses promptes et précises. —

Nous n'avons reçu jusqu'à présent de réponse que du cercle de Bruxelles \* ; des autres localités on nous a accusé réception de l'*Adresse*, on nous a remercié pour notre zèle, on nous a fait quelques remarques générales et c'est tout. —

D'où provient cette négligence et à quoi nous mène-t-elle ? — Bien des prolétaires allemands désirent leur émancipation, mais, s'ils ne se mettent pas à l'œuvre avec plus de zèle qu'ils n'ont fait jusqu'à présent, ils n'iront vraiment pas loin. — Les alouettes ne nous tomberont pas toutes rôties dans le bec. — La paresse intellectuelle empêche un grand nombre d'entre nous d'agir ; d'autres parlent beaucoup, mais quand des sacrifices financiers sont demandés, ils font une triste mine, invoquent toutes sortes d'excuses et ne donnent rien ; d'autres encore possèdent une forte dose de la lâcheté de la bourgeoisie (2) ; ils ne voient partout que des serviteurs de la police et

\* Nous avons reçu hier une lettre de Leipzig, voir ci-dessous (note en bas de page dans l'*original*, N.D.L.R.).

(1) Cette lettre, en ce qui concerne la commune de Hambourg, constitue le document IV ci-dessus. Comme l'indique plus loin le texte, dix exemplaires des trois premiers documents lithographiés ont été envoyés par le Bureau central aux communes ou cercles de dix localités différentes de la Ligue, chaque envoi avec une lettre d'accompagnement manuscrite ne différant sans doute que dans la forme du document IV.

(2) Rappelons qu'en Allemagne le pouvoir appartenait à la bureaucratie monarchique prussienne appuyée sur les *junkers* (propriétaires féodaux de la terre) ; la bourgeoisie, poussée par le développement industriel à revendiquer le pouvoir, devait bientôt faire preuve, dans la révolution de 1848, de la lâcheté dont parle le rapport de la Ligue.

des gendarmes, et ne croient jamais qu'il soit temps d'agir — on pourrait en avoir la colique quand on passe tout cela en revue. Le plus grand nombre des prolétaires, comptant en outre parmi les plus énergiques, qui se trouvent en Silésie, en Saxe, en Prusse rhénane, en Westphalie et en Hesse, n'ont que peu ou pas du tout de directives, et en tout cas pas de directives communistes.

Nous appelons donc encore une fois les membres de notre Ligue à se décider à sortir enfin de leur sommeil et à se mettre à l'œuvre, et nous leur demandons en tout premier lieu de donner une réponse précise à l'*Adresse* du congrès, pour que nous puissions au moins savoir sur qui nous pouvons compter.

A la fin du congrès, nous avons envoyé l'*Adresse*, les nouveaux statuts, le catéchisme communiste et une lettre du Bureau central les accompagnant à dix villes de Suisse, France, Belgique, Allemagne et Suède, où existent des communes. — Nous avons ensuite envoyé de Londres deux émissaires munis de pleins pouvoirs en Amérique, un en Norvège, un en Allemagne et un en Hollande — Tous se sont engagés devant le Bureau central à y militer selon leurs forces, à fonder immédiatement de nouvelles communes dans les localités où ils s'arrêteraient et à les mettre en liaison avec nous. —

Conformément à la décision du congrès, le nouvel organe de la Ligue devait paraître en août ; on avait promis d'envoyer des articles pour cet organe, et aussi un soutien financier — il était en outre demandé à tous les membres de la Ligue d'apporter leur aide selon leurs forces (3). — Malheureusement, ici aussi, la plupart des promesses n'ont pas été autre chose que des mots. A l'exception du cercle de Bruxelles, qui a versé à titre provisoire une livre sterling pour l'achat de la presse et verse cinq francs par mois pour la propagande, et du frère Heide qui nous a envoyé un article (4), nous n'avons rien reçu jusqu'à présent. — La commission de rédaction, à qui l'on promettait d'une semaine à l'autre d'envoyer les articles nécessaires, a finalement été obligée de faire tout elle-même, pour pouvoir publier au moins le numéro d'essai. Si nous ne sommes pas mieux soutenus à l'avenir que ce n'a été le cas jusqu'à présent, nous n'irons pas loin dans ce domaine non plus. Pour mettre entièrement en état notre imprimerie, de manière que nous puissions, outre l'organe de la Ligue, imprimer des tracts et de petites brochures, il nous manque encore 600 francs. — Nous ne sommes pas en mesure de lever cette somme à Londres seulement. —

(3) Voir le compte rendu du congrès (document I).

(4) Il s'agit de l'article « *La diète prussienne et le prolétariat en Prusse comme en Allemagne en général* », paru dans la *Revue communiste*, et qui avait été jusque-là attribué généralement à Engels. L'auteur en est donc Wilhelm Wolff (dont le pseudonyme était Heide), encore qu'Engels ait bien pu y contribuer, puisqu'il a séjourné de juillet à octobre 1847 avec Marx et Wolff à Bruxelles. Wolff était d'ailleurs le directeur désigné par le congrès pour prendre ultérieurement la revue en charge.

Depuis l'envoi de l'*Adresse* du congrès, nous avons reçu des nouvelles des localités suivantes :

## SUEDE

Nous avons reçu une lettre datée d'Uppsala, le 23 mai 1847, d'un émissaire envoyé d'ici, qui était allé en Suède en passant par Helsingör (5) et avait parcouru le pays à pied. Cet émissaire, ne possédant pas autre chose, avait rempli son havresac à Londres de brochures communistes, et leur avait fait heureusement passer la frontière suédoise. — Il nous écrit que, dans toutes les villes où se trouvent des travailleurs allemands, il les a visités dans leurs ateliers, a diffusé nos écrits et que sa propagande a rencontré chez eux un vif écho. Malheureusement, faute de trouver du travail, il n'a pu rester assez longtemps dans une seule localité pour y fonder des communes. — A Stockholm, il a remis aux communes qui y existent (notre avant-poste communiste dans le Nord) les deux premières *Adresses* du Bureau central (6) et a infusé aux frères de là-bas un nouveau courage par les nouvelles qu'il leur a apportées. — De Stockholm, il est allé à Uppsala, de là à Gävle, où il a travaillé un certain temps, et il est maintenant en route pour Umeå et Torneå. Un émissaire communiste chez les Lapons !

Un membre de la Ligue, qui est venu de Karlskrona à Londres, nous a raconté ce qui suit : le frère C., qui a résidé précédemment à Paris et à Londres, a fondé des communes à W., et la Ligue y compte déjà plus de cent membres. Le frère de Karlskrona nous a donné l'adresse de C. et nous lui enverrons ce texte-ci avec les nouveaux statuts et un appel spécial destiné aux membres de la Ligue de là-bas. — De Stockholm, nous avons reçu une lettre datée du 8 juillet. Nos frères y sont remplis du plus grand zèle pour nos principes. Un prêtre y ayant attaqué publiquement le communisme, un membre de la Ligue, le frère Forsell, a répliqué dans une brochure écrite en langue suédoise (7), dans laquelle il a également expliqué nos principes au peuple. — L'*Aftonbladet*, le plus grand journal suédois, défend lui aussi le communisme contre la curaille.

Ils écrivent ensuite :

« L'association d'éducation qui existe à Stockholm, et que nous pouvions considérer auparavant comme une antichambre du communisme, est malheureusement tombée maintenant dans les griffes des philistins. Par contre, au sein de la Société scandinave, dont nous sommes tous membres et dont l'un des nôtres est président, l'élément démocratique est pur et sans taches, et c'est dans les rangs de cette société que nous recrutons nos membres. »

(5) Helsingör : port du Danemark le plus proche de la cité suédoise.

(6) Il s'agit manifestement des *Adresses* de novembre 1846 et février 1847 diffusées par le nouveau Bureau central de la Ligue, dès le transfert de celui-ci de Paris à Londres (voir la *Présentation*).

(7) En janvier 1847, un ecclésiastique avait fait à l'Association d'éducation pour les ouvriers de Stockholm un exposé dans lequel il prétendait démontrer que le

Aussitôt après avoir reçu cette lettre, nous avons transcrit l'*Adresse* du congrès, le catéchisme communiste et les statuts en caractères latins, car la plupart des Suédois ne savent pas lire les caractères allemands (8), et nous leur avons envoyé le tout par la poste. — Nous attendons une réponse à ce dernier envoi.

## ALLEMAGNE

Il y a environ six semaines, un émissaire est parti d'ici pour Berlin ; il a emporté nos textes pour nos frères de là-bas, et devait les exhorter à la persévérance. — Il avait l'intention d'y séjourner environ une semaine et d'aller ensuite à Leipzig, d'où il devait nous envoyer un rapport. Nous attendons sous peu des nouvelles.

A Br. (9), nos frères ont accusé réception de nos textes, et se sont engagés à y répondre prochainement de façon complète ; cela n'a pas été fait jusqu'à présent.

Les frères de Hambourg nous ont accusé réception des textes et ont exprimé leur regret que l'on ait changé le nom de la Ligue des justes, nom qu'ils souhaitent voir rétablir ; ils expliquent en outre que des attaques aussi effroyables que celles que l'on trouve dans la circulaire du congrès contre les partisans de W. Weitling et de Grün ne leur conviennent absolument pas.

Ils conseillent la modération, l'union et disent :

« Si quelqu'un est un degré plus haut ou plus bas à l'égard des principes, nous ne devons pas le traiter pour cela en ennemi et émietter nos forces, car comment pensez-vous que nous pourrions bien travailler si nous voulions procéder de façon aussi unilatérale ? Nous attirons à nous toutes les forces qui veulent avancer et nous cherchons ensuite par voie de conviction à les gagner peu à peu à nos idées. »

communisme et le véritable christianisme étaient identiques ; cet exposé fut ensuite publié dans le journal *Aftonbladet*. Le compagnon tailleur Carl Daniel Forsell, qui était devenu communiste au cours d'un voyage à Paris en 1843, s'était rendu à Londres en 1846 et séjournait vraisemblablement à ce moment dans le sud de la Suède, composa une réponse que Per Görtrek édita sous le titre « *Christianisme et communisme*, par C.D. Forsell, communiste ». Per Görtrek, qui tenait à Stockholm une petite librairie, fut pendant les années 1830 et 1840 le principal propagandiste du socialisme et du communisme utopiques en Suède ; il avait traduit une série de brochures des saint-simoniens et de Cabet et était l'un des principaux dirigeants de l'« *Association d'éducation pour les ouvriers* » et de la « *Société scandinave* » de Stockholm. En octobre ou novembre 1847, il publia une brochure intitulée *Sur le prolétariat et son émancipation par le vrai communisme*, qui reprenait l'essentiel du projet de programme du premier congrès de la Ligue (document III ci-dessus), en l'entremêlant de ses propres vues plus ou moins utopiques. Il devait publier en 1848 la première traduction suédoise du *Manifeste du parti communiste*.

(8) Rappelons qu'à cette époque la langue allemande s'écrivait exclusivement en caractères gothiques (« *caractères allemands* »).

(9) Vraisemblablement Breslau ou Brême.

Il nous faut répondre aux frères de Hambourg que les motifs du changement de nom qui ont été donnés dans l'*Adresse* du congrès sont d'importance, et que, si aucune raison importante allant en sens contraire n'est alléguée, le Bureau central défendra au prochain congrès le maintien du nom de Ligue des communistes. — Ce dernier nom dit exactement ce que nous sommes et ce que nous voulons, ce que l'ancien nom ne fait pas. Ligue des justes dit tout et rien ; or il nous faut être précis. — Puissent donc les frères de Hambourg lire encore une fois les raisons alléguées dans l'*Adresse* du congrès — s'ils parviennent à les réfuter, nous leur donnerons raison — mais nous ne pouvons prendre en considération ce qui n'est que sentiments.

En ce qui concerne le second point, nous remarquons qu'on n'a absolument pas traité les weitlingiens et les grüniens en ennemis, mais qu'on les a seulement mis en pleine lumière. — Il est temps que nous restions éveillés, nous ne pouvons donc nous occuper plus longtemps de rêveurs et de brocanteurs de systèmes dépourvus de toute espèce d'énergie — nous ne voulons pas traîner des cadavres. — Les grüniens sont des gens qui bavardent beaucoup sur l'égalité, sans savoir ce que ce mot signifie, qui critiquent tout sauf eux-mêmes — en un mot de présomptueux personnages qui parlent beaucoup et ne font rien. — Nous ne sommes pas des bourgeois raffinés, et nous ne parlons donc pas avec des fleurs ; nous parlons comme nous avons appris à parler, c'est-à-dire que nous appelons un chat un chat.

Cela fait plus de dix ans qu'on nous prêche dans la Ligue la modération, la tolérance et l'union ; avec tous ces prêches, avec tout cet amour fraternel, nous n'avons presque rien fait, et l'an dernier nous étions près de notre perte. — Il nous faut changer nos méthodes, c'est à tort qu'on nous demande de passer toute notre vie en futilités et en rêveries. — A notre avis, 100 hommes de valeur valent mieux que 1.000 dont une moitié est indécise et tiède. — Au lieu de rester à la traîne pour venir en aide aux paralytiques, allons courageusement de l'avant ; alors sans doute les autres aussi seront-ils un peu plus ingambes. — Au reste, avec leur modération, les frères de Hambourg ne semblent pas non plus être bien avancés, car ils ne parlent absolument pas d'envoyer de l'argent pour la propagande et pour la presse, et quant à l'organe de la Ligue ils déclarent qu'ils ne peuvent en prendre que quelques exemplaires, du fait de l'extension du chômage. —

Il nous faut déclarer ici que chaque membre de la Ligue *doit* prendre un exemplaire du journal ; s'il ne peut le payer, c'est la commune dont il fait partie qui doit le faire pour lui. —

Encore une fois, frères, il ne faut pas que, par une modération intempestive, par le rassemblement pêle-mêle de forces qui s'opposent les unes aux autres, nous laissions anéantir toute notre énergie et nous devenions la risée des autres partis — nous pouvons agir vigoureusement si seulement nous le voulons, et si nous le voulons, il ne nous faut rien d'autre que : du courage ! du courage ! du courage ! S'il y a des gens qui ne peuvent ou ne veulent aller aussi loin que nous le faisons — eh bien, s'ils sont de bonne foi, nous ne leur refuserons pas notre estime, mais si l'on nous appelle

à revenir sur nos pas pour nous joindre à eux, nous répondrons hautement : jamais plus ! —

Nos frères de Leipzig nous ont écrit il y a quelque temps que certains membres de la Ligue qu'avaient intimidés les adresses trop catégoriques du Bureau central s'étaient retirés. Ceux qui sont restés se sont engagés à tenir bon et à militer selon leurs forces. — Nous ne pouvons que féliciter nos frères de Leipzig d'être débarrassés de gens qui n'ont pas le courage d'être des hommes. La lettre de Leipzig que nous avons reçue hier est déjà écrite dans un style tout autre et plus énergique que les précédentes — on voit que cette commune est délivrée de ses hésitations.

La commune de Leipzig croit tout d'abord qu'il est nécessaire de formuler le catéchisme de manière plus scientifique et plus appropriée à toutes les classes de la société. Elle propose un remaniement presque total et en donne les raisons. Nous soumettrons les modifications proposées aux délibérations du prochain congrès. Le Bureau central est d'accord avec la plupart des points soulevés dans la lettre. — Cette commune déclare ensuite qu'outre les exemplaires de notre journal destinés à ses membres elle veut en prendre douze autres pour les diffuser. Si toutes les communes suivaient l'exemple donné à Leipzig, l'organe de la Ligue pourrait paraître chaque semaine et à un prix deux fois plus bas. — Envoyez-nous aussi vite que possible les contributions recueillies pour la propagande et pour la presse. — Nous espérons qu'il y aura bientôt à Leipzig une deuxième commune ; si ce n'était pas le cas, la commune de Leipzig pourrait se joindre à celles de Berlin ; nous prendrons les mesures nécessaires.

De Mn. (10), nous n'avons reçu aucune nouvelle, et nous n'y connaissons non plus aucune adresse, car notre correspondant de cette ville doit être parti pour Paris. — Nous nous efforcerons de rétablir aussi vite que possible la liaison avec ces communes.

Nous n'avons pu envoyer par la poste l'adresse du congrès à Mayence. — C'est seulement il y a quatre semaines qu'un de nos membres de Londres, à qui nous avons confié le tout, est parti pour cette destination. — Nous ne pouvons donc pas encore avoir reçu de réponse. Dans une lettre que nous avons reçue il y a quelque temps des membres de la Ligue de Mayence, on nous informe qu'on est sur le point d'y fonder une deuxième commune et de constituer ainsi un cercle. — Nos frères de Mayence ont la police continuellement sur le dos ; cela ne fait que les encourager davantage à militer énergiquement pour notre cause. — Honneur aux vaillants prolétaires de Mayence ; si l'on militait dans toute l'Allemagne comme là-bas, nos affaires iraient brillamment.

(10) Il peut s'agir de Munich ou de Mannheim ; le document I mentionne l'existence de communes de la Ligue dans ces deux localités.

## HOLLANDE

Il y a à Amsterdam une Association d'éducation qui est en liaison avec nous et dans laquelle se trouvent des hommes de valeur. — Il y a trois semaines, nous y avons envoyé un émissaire muni de pleins pouvoirs pour y fonder une commune.

## AMERIQUE

L'émissaire qui est parti pour New York au printemps de cette année nous donne une triste peinture de l'état de la Ligue dans le Nouveau Monde. — La Ligue avait bien fait à New York quelques progrès sérieux quand Weitling y est arrivé et y a allumé le brandon de la discorde. — On en est venu aux querelles les plus violentes dans les séances et le résultat en a été que l'édifice tout entier s'est effondré. — Les communes de New York nous avaient jusque-là constamment exhortés à la modération et incités de façon pressante à la conciliation avec Weitling ; comme, quinze jours après l'arrivée de celui-ci, elles se sont trouvées elles-mêmes en conflit violent avec lui, nos correspondants en ont été découragés au point qu'ils ne voulaient plus nous écrire du tout pour ne pas être obligés de nous découvrir le triste état dans lequel s'y trouve la Ligue. C'est ce que nous écrit notre émissaire ; dans une telle situation, celui-ci n'a rien pu faire à New York et est maintenant parti pour l'Etat du Wisconsin, où il s'engage à militer selon ses forces pour notre cause.

A Philadelphie se trouvent encore plusieurs membres de la Ligue ; nous les avons invités de façon pressante à y reconstituer des communes. — Nous avons mandaté les deux émissaires qui sont partis d'ici il y a quelques semaines à destination de New York et Philadelphie pour qu'ils ne négligent rien afin de restaurer dans ces villes la Ligue, conformément aux statuts améliorés.

## FRANCE

A Marseille, la situation est toujours la même. — Plusieurs de nos membres sont partis de Lyon pour cette dernière ville et se sont engagés à faire tout leur possible pour y apporter une vie nouvelle à la Ligue.

De Lyon, on nous écrit que les membres de la Ligue militent selon leurs forces et discutent du catéchisme. — Le cercle de Lyon est d'accord avec les nouveaux statuts à l'exception de la section VII concernant l'admission. — Les Lyonnais pensent qu'il n'est pas nécessaire de demander aux candidats de prêter serment, car, disent-ils, il y a beaucoup d'exemples d'hommes qui ont tout promis et n'ont rien tenu ; on doit, selon eux, prendre essen-

tiellement en considération leur conduite. — Nous faisons remarquer aux Lyonnais qu'on ne demande pas un serment, mais une parole d'honnête homme.

Les Lyonnais écrivent ensuite :

« Comme nous nous trouverons de nouveau en septembre dans une situation critique, nous vous prions de demander aux Parisiens s'ils ne pourraient se passer de quelques camarades de valeur qui accepteraient de faire un sacrifice pour la cause commune et de séjourner quelque temps à Lyon. — Les anciens membres vont tous s'en aller et nous manquons donc de gens qui puissent assumer la direction.

Il s'agit d'éviter la dissolution qui nous menace. »

« Nous ne pouvons pas encore déterminer combien d'exemplaires nous pensons prendre du journal que vous allez faire paraître, car tout va prendre ici une autre forme. »

De l'argent pour la presse et la propagande, rien n'est dit. —

Nous invitons de façon pressante nos frères de Paris à envoyer aussi vite que possible quelques membres de valeur à Lyon.

De Paris, on nous écrit que les statuts y ont été adoptés à l'unanimité, que l'on discute dans les communes du catéchisme, et que le nombre de nos membres s'y est considérablement accru. Nous n'avons encore aucun résultat de la discussion ni aucune nouvelle de collectes pour la presse et la propagande. Nous devons du reste dire à l'honneur des Parisiens qu'ils ont fait ces derniers temps d'importants sacrifices financiers en envoyant un délégué au congrès et un émissaire en Suisse. —

D'une lettre privée d'un membre parisien de la Ligue qui a été remise au Bureau central, il semble malheureusement ressortir qu'il y a encore à Paris beaucoup de gens qui ne se sont pas libérés des absurdités de Grün et des idées extrêmement bizarres de Proudhon. — Chose remarquable, ces gens, qui sont membres de la Ligue des Communistes, rejettent apparemment le communisme ; ils veulent l'égalité et rien d'autre. — Ce conflit interne semble bien être aussi la cause de ce que nous recevons si rarement des nouvelles de Paris. Proudhon est si authentiquement devenu philosophe allemand qu'il ne sait plus lui-même ce qu'il veut ; Grün a rendu les vues de Proudhon encore un peu plus obscures ; on ne peut donc vraiment pas demander d'y voir clair aux gens qui adhèrent aux théories de ces deux hommes. — Nous invitons les partisans de Proudhon et de Grün à lire le livre de Marx : *Misère de la philosophie*, dont nous avons appris qu'il était traduit en allemand (11), et ils verront que leur Etat de l'égalité qu'ils réclament avec tant de paroles et de contorsions n'est pas autre chose que l'Etat actuel. — C'est ainsi que l'on se meut dans un cercle d'idées fausses, et que l'on revient à la fin à son point de départ. —

Nous invitons les communistes de Paris à tenir bon ensemble, et à œuvrer à faire disparaître de leurs communes les idées fausses. Si les partisans de Grün et de Proudhon s'entêtent sur leurs principes, ils doivent, s'ils veulent

(11) En fait, une édition allemande de *Misère de la philosophie* n'est parue que quarante ans plus tard.

rester des hommes d'honneur, sortir de la Ligue et militer à part pour leur propre compte. — Dans notre Ligue, il ne peut y avoir que des communistes. — Aussi longtemps que les partisans de Grün seront dans nos communes, une propagande efficace ne peut être faite ni par nous ni par eux ; — les forces sont éparpillées et les jeunes découragés — la séparation vaut donc mieux que la zizanie interne. —

Les weitlingiens expulsés nous ont de nouveau écrit une longue lettre dans laquelle ils se déchaînent contre nous et contre les communes de Paris et soutiennent que ce sont eux les véritables communistes. A la fin, ils nous réclament une adresse sûre, car ils ont encore, disent-ils, des demandes à nous adresser. — Mais que, bien qu'étant en minorité, ils aient gardé pour eux toute la caisse de la Ligue de Paris, que l'un d'entre eux avait entre ses mains, de cela ils ne disent rien. — Il est vrai qu'un procédé de ce genre est en accord avec la théorie du vol de leur chef (12). —

Nous leur avons écrit poliment que nous avions agi selon notre devoir et nos convictions et que nous persisterions dans la voie que nous avions reconnue pour juste ; que leurs insultes ne pouvaient donc nous atteindre. — Nous leur avons envoyé l'adresse qu'ils réclamaient, mais, depuis, nous n'avons plus entendu parler d'eux.

## SUISSE

Le Bureau central a informé nos frères de La Chaux-de-Fonds de la prochaine arrivée d'un émissaire et leur a demandé de coopérer selon leurs forces à la réorganisation de la Ligue en Suisse.

La commune de Berne apparaît depuis déjà quelque temps sous un jour ambigu. — On nous avait rapporté de là-bas qu'on avait l'intention d'y éditer une feuille communiste, *Le Voyageur*, et on nous avait demandé notre soutien. —

Nous avons envoyé 25 francs et un mandat de 50 francs à Lausanne et La Chaux-de-Fonds. Mais cet argent a été employé par les Bernois pour imprimer des brochures de Carl Heinzen (13) — qui s'était déjà déclaré à ce moment-là le pire ennemi du communisme. — Le 29 juin, nous avons reçu

(12) On sait que Weitling a été le premier (bien avant Bakounine, qui l'a connu en Suisse en 1843 et a subi fortement son influence) — ou l'un des premiers ? — à soutenir que les vrais révolutionnaires étaient, non les ouvriers travaillant régulièrement, à ses yeux des privilégiés conservateurs, mais bien les bandits de grand chemin, les déclassés, ceux que Marx et Engels devaient baptiser « *lumpens* ». Cohn-Bendit n'a rien inventé.

(13) Carl Heinzen, démocrate petit-bourgeois, auquel ses attaques violentes et injurieuses contre le communisme, qu'il accusait de faire le jeu des gouvernements réactionnaires, valurent diverses répliques d'Engels, puis de Marx, dans la *Gazette allemande de Bruxelles*.

une nouvelle lettre de Berne, où l'on nous informait que les *Jeunes-Allemands* (14) recourent à tous les moyens pour s'opposer aux communistes en Suisse et où l'on nous demandait de fonder aussitôt que possible un organe à nous. On nous envoyait en même temps une petite brochure, *la Faim allemande et les princes allemands*, et on nous invitait à envoyer des contributions volontaires pour que puissent être diffusés davantage les « *Articles de guerre* », « *Préparatifs* » (15), etc.

On nous écrivait :

« Bien des membres du parti républicain peuvent bien avoir de nobles intentions, surtout le brave Heinzen, mais ses mains sont liées, il n'est pas l'âme du mouvement républicano-allemand, il en est pour l'instant la main droite, etc. »

Heinzen s'était déclaré avec la plus grande violence contre le communisme ; mais la commune de Berne imprime et diffuse ses brochures et semble être en liaison étroite avec lui. Cela nous est paru et nous paraît suspect. — Nous ne voulons pas être menés par le bout du nez ; tout honnête homme doit aujourd'hui planter ouvertement son drapeau. Nous avons donc envoyé une lettre sérieuse à la commune de Berne et demandé de prompts éclaircissements ; mais, jusqu'à présent, nous n'avons pas encore reçu de réponse. — Notre émissaire nous écrit de Genève que notre organisation y connaît le développement le plus satisfaisant. — Deux membres de la Ligue avaient fondé ce printemps une commune à Genève ; pendant le séjour de notre émissaire, une deuxième a commencé à fonctionner, et une troisième était en perspective. — Il y existe en outre une association publique, qui est utilisée pour l'éducation de communistes capables. Notre parti semble donc avoir de nouveau pris solidement pied à Genève, et si nos frères continuent à y travailler avec autant de zèle qu'ils l'ont fait jusqu'à présent, les communistes seront bientôt plus forts que jamais en Suisse. — Comme nous l'écrivit notre émissaire, les weitlingiens expulsés ont déjà envoyé à La Chaux-de-Fonds plusieurs lettres, pleines des attaques personnelles les plus scandaleuses contre plusieurs membres de la Ligue, et dans lesquelles ils demandent aux membres de la Ligue dans cette ville de se joindre à eux. — Les communes de La Chaux-de-Fonds n'ont cependant pas fait ce que ces gens leur demandaient et se proposent d'attendre l'arrivée de notre émissaire pour leur donner une réponse précise. De Genève, notre émissaire s'est mis en liaison avec Petersen à Lausanne, qui semble encore avoir une influence assez importante sur les communistes de Suisse. Nous espérons que notre émissaire parviendra à gagner ce dernier à notre mouvement. —

Les weitlingiens de Paris ont envoyé avec l'argent volé à notre Ligue un certain Hornschuh comme leur émissaire en Suisse, afin de faire passer de leur côté les communes de ce pays à leur parti. Ce Hornschuh est

(14) La *Jeune Allemagne* était une société secrète de démocrates petits-bourgeois. Voir la note 15 du document I.

(15) Brochures de Heinzen.

actuellement à Lausanne. Il a été précédemment à Londres ; nous le connaissons donc très bien et pouvons assurer qu'il n'est absolument pas en mesure de faire aucune espèce de propagande. — C'est un bavard terriblement ennuyeux, autrement il n'est pas bon à grand-chose. — Quand il est parti de Londres, il a demandé à sa commune une petite avance pour son voyage, s'engageant à la rembourser dans le plus bref délai. — Depuis, deux ans se sont écoulés, et Hornschuh, bien qu'on le lui ait réclamé à plusieurs reprises, n'a encore rien remboursé. Il est vraiment triste que des gens comme Hornschuh, dont le seul but est de satisfaire leur paresse et leur vanité, trouvent encore aujourd'hui des occasions de dissiper l'argent durement gagné des prolétaires.

Notre émissaire parcourt actuellement les villes riveraines du lac Léman et se rendra ensuite à La Chaux-de-Fonds, etc. — Il nous a demandé de lui faire parvenir d'autres moyens financiers pour pouvoir faire ce voyage ; nous lui avons envoyé immédiatement 50 francs, que nous avons toutefois dû emprunter, car nos caisses sont vides. —

## BELGIQUE

En Belgique, notre cause va bien. — Depuis le congrès, deux cercles se sont déjà formés dans ce pays ; nous ne sommes pas encore en liaison directe avec l'un d'eux, qui a son siège à Liège, mais nous en attendons journellement des lettres.

Le cercle de Bruxelles est en liaison avec la Prusse rhénane et travaille avec énergie. Il a déjà fondé une chorale et une Association d'éducation (16) ; ces deux associations sont dirigées par des membres de la Ligue et servent d'écoles préparatoires à la Ligue.

Les statuts ont été acceptés à Bruxelles ; cependant deux amendements seront soumis aux délibérations du prochain congrès. — Le premier amendement proposé concerne la section I, article 3, alinéa e) (17) ; le second la section V, article 21. — Les Bruxellois disent :

« Nous tenons pour impolitique d'interdire aux membres de la Ligue d'appartenir à une association politique ou nationale, car on s'interdit ainsi toute possibilité d'influencer ces associations. »

(16) C'est devant cette « Association d'éducation pour les ouvriers » de Bruxelles (voir au sujet de ces associations *la Vérité* n° 550, p. 34) que Marx devait faire ses fameuses conférences sur *Travail salarié et capital*, publiées par la suite, au moins en partie, dans la *Nouvelle Gazette rhénane*.

(17) Cet alinéa était libellé comme suit dans le projet : *De quiconque veut entrer dans la Ligue, il est requis (...) de n'appartenir à aucune association politique ou nationale* » (voir *la Vérité* n° 551, p. 78). Dans le texte définitif des statuts, adopté au 2<sup>e</sup> congrès de la Ligue de décembre 1847, l'alinéa correspondant (article 2, d) dit que tout membre de la Ligue doit « s'abstenir de faire partie de toute société anticommuniste ou nationale et informer le bureau concerné [c'est-à-dire de commune, cercle, etc.] de sa participation à n'importe quelle société ».

Et, concernant l'article 21 (18) :

« Si l'époque devenait plus révolutionnaire, toute l'énergie du congrès serait paralysée par cette restriction. Souvenons-nous qu'en 1794 les aristocrates ont formulé la même exigence à la Convention, pour paralyser toute son action. »

Nous invitons les communes à soumettre ces propositions à un examen soigneux et à donner à leurs délégués au congrès des instructions à cet égard.

Concernant le catéchisme communiste, de nombreux amendements importants ont été proposés qui seront soumis aux délibérations du congrès. — Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, le cercle de Bruxelles a versé 25 francs pour la presse et 5 francs par mois pour la propagande. — Nous prions les autres cercles de suivre le plus tôt possible cet exemple.

## LONDRES

A Londres, les nouveaux statuts ont été adoptés à l'unanimité et l'on discute activement dans toutes les communes du nouveau catéchisme. — Dès que la discussion sera terminée, le bureau du cercle d'ici nous enverra toutes les propositions d'amendements et d'additifs. — Durant les deux derniers mois, un grand nombre de membres de la Ligue sont partis d'ici, mais les vides qui en ont résulté seront bientôt comblés. Nous avons dans les Associations d'éducation (19) des écoles préparatoires dont la grande utilité devient chaque jour plus manifeste. —

Dans le cercle de Londres règne la plus grande unité et la meilleure volonté de militer selon nos forces pour notre cause. — Dans les six derniers mois, nous avons dépensé ici pour la correspondance, etc., en vue du journal en frais de port et d'impression, en frais divers occasionnés par le congrès, pour les émissaires, etc., plus de mille francs. — Chaque membre doit en outre verser 3 pence par semaine à la caisse de l'Association d'éducation et, en outre, il ne se passe presque pas de réunions le soir où ne soient faites des collectes privées pour des besoins de solidarité. — Plus de la moitié de nos membres sont chômeurs et dans la misère — il nous sera donc impossible de supporter seuls tous les frais, comme nous l'avons fait jusqu'à présent. — Nous sommes donc obligés d'inviter de façon pressante tous les cercles et toutes les communes à contribuer selon leurs forces et aussi vite que possible pour l'installation complète de l'imprimerie de la Ligue, pour la continuation de notre journal et pour la propagande —

(18) L'article 21 du projet disait : « Toutes les résolutions du congrès ayant force de loi seront soumises aux communes pour être acceptées ou rejetées » (voir la *Vérité* n° 551, p. 80). Cet article a disparu dans les statuts issus du 2<sup>e</sup> congrès : Marx a donc eu satisfaction sur ce point comme sur le premier.

(19) Rappelons — voir la *Vérité* n° 550, p. 35 — qu'il y avait à ce moment à Londres deux Associations d'éducation pour les ouvriers contrôlées par la Ligue, l'une pour l'est, l'autre pour l'ouest de la ville, et comptant en tout plus de 500 membres.

nous sommes actuellement complètement à sec. Nous avons toujours envoyé de l'argent dès qu'on nous l'a demandé ; nous pensons donc pouvoir escompter qu'on ne nous laisse pas maintenant en plan. —

Le numéro d'essai de notre journal de la Ligue se diffuse bien à Londres et provoque une grande sensation parmi les étrangers vivant ici. — Nous l'avons mis en vente dans plusieurs librairies et dépôts de journaux. Nous en avons envoyé à toutes nos adresses et il nous reste encore 1.000 exemplaires pour pouvoir en envoyer partout où l'on nous en demandera.

Avec cela est terminé notre rapport sur l'état de la Ligue et sur notre travail ; vous pouvez maintenant juger par vous-mêmes comment vont nos affaires et si le Bureau central a rempli sa tâche durant les trois derniers mois en tant que pouvoir exécutif de la Ligue. —

Vous comprendrez que, comme nous l'avons déjà dit au début de cette *Adresse*, si ici et là on travaille avec zèle, nous sommes cependant encore dans l'ensemble bien loin du point auquel nous devrions être arrivés depuis longtemps. Nous espérons donc, frères, que vous mettrez maintenant en jeu toutes vos forces pour que nous progressions rapidement, et que nous puissions ainsi vous donner dans notre prochain rapport des nouvelles plus réjouissantes que nous n'étions jusqu'à présent en mesure de le faire.

Avant de conclure, il nous faut cependant vous prier encore d'accorder une grande attention aux points suivants. Nous demandons de façon pressante :

1. Que tous les cercles, et toutes les communes isolées, si toutefois cela leur est possible, élisent un délégué pour le prochain congrès et veillent à ce que celui-ci puisse arriver à Londres le 29 novembre de cette année. — Vous savez que, au premier congrès, aucune décision définitive n'a pu être prise et que, pour cette raison, nous avons estimé nécessaire d'en tenir un second dès cette année. — Ce deuxième congrès sera de la plus haute importance, car il doit non seulement composer le catéchisme communiste, mais encore définir en dernier ressort l'organisation de la Ligue et de son organe, ainsi que le cours ultérieur de notre propagande. — Il est donc absolument nécessaire que le plus grand nombre possible de délégués soient présents à ce congrès. — Frères ! Nous espérons que vous ne reculerez devant aucun sacrifice pour remplir votre devoir ; —

2. Que tous les cercles et toutes les communes qui n'ont pas encore fait de collecte pour la presse et la propagande en fassent une immédiatement. — Si *tous* donnent *quelque chose*, nous serons alors en mesure d'agir avec vigueur. — Sans argent, nous ne pouvons pas faire de propagande. — Nous invitons les cercles et communes qui ont déjà fait des collectes à en envoyer le montant aussitôt que possible ; —

3. Que tous les cercles et communes qui n'ont pas encore donné de réponse précise à l'*Adresse* du congrès le fassent immédiatement ; —

4. Que tous les cercles et communes qui n'ont pas encore indiqué combien d'exemplaires de notre journal ils veulent prendre le fassent immédiate-

ment. — Qu'ils indiquent en outre par quelles voies le journal peut être envoyé le plus rapidement et le plus sûrement dans leurs localités respectives ; —

5. Que tous les cercles et communes nous fassent savoir si une propagande communiste est faite dans leur région, et de quelle sorte est cette propagande, et

6. que tous les membres de la Ligue envoient des articles et des poèmes à la rédaction de notre journal. Pour le premier numéro, comme nous l'avons déjà remarqué, plusieurs membres nous avaient promis des articles et n'ont pas tenu leurs engagements ; nous ne pouvons considérer cela que comme une manifestation de négligence qui ne devrait certainement pas exister parmi nous.

Dans l'espoir de recevoir bientôt de vous des nouvelles bonnes et précises, nous vous saluons. —

*Au nom et sur mandat du Bureau central*

Carl Schapper

Henry Bauer

Joseph Moll

Londres, le 14 septembre 1847

*P.-S. — Au moment précis où cette Adresse doit être imprimée, nous recevons des lettres de nos émissaires en Allemagne et en Suisse. —*

*D'Allemagne on nous rapporte : l'enthousiasme qui règne chez nos frères de Berlin est extraordinaire — surtout depuis les événements connus qui s'y sont passés. — Le gouvernement a directement travaillé pour nous. — Le vacarme fait à propos des communistes a fait connaître publiquement nos principes, et le peuple, au lieu d'en être effrayé, s'est enthousiasmé pour eux. Notre émissaire termine sa lettre en ces termes : frères, nous pouvons regarder l'avenir avec confiance, il y a partout des hommes de valeur qui défendent notre juste cause. —*

*De Suisse nous parviennent des nouvelles au plus haut point satisfaisantes. — La Ligue y est organisée et fonctionne en plus de dix localités. — Petersen est gagné. L'émissaire écrit : à La Chaux-de-Fonds et au Locle, nous avons, à mon avis, les membres les meilleurs et les plus actifs de notre Ligue —*

*leur courage est inébranlable. — Bravo, frères — En avant ! — Les weitlingiens expulsés sont partout rejetés. — Le malentendu avec la commune de Berne est éclairci. — Nous disons maintenant : nous avons fait tort à nos frères, ils adhèrent fermement à nos principes. — De pouvoir faire cette déclaration nous cause la plus grande joie. — Nous en dirons davantage dans le prochain rapport.*

*Le Bureau central*

Carl Schapper

Joseph Moll

Henry Bauer

*Cher F.M. (20)*

*Le frère Hze de F. près de E. t'écrira — réponds-lui et encourage-le. — Que savez-vous du typographe Stephan Born, qui a été précédemment à Hambourg et est parti de là pour Paris ? Si vous ne pouviez pas nous donner une certitude complète à son sujet, écrivez immédiatement à Berlin et demandez à nos amis de là-bas de se renseigner exactement sur tout ce qui le concerne et de nous le rapporter immédiatement par la poste. — N'oubliez pas cela ; c'est de la plus haute importance.*

C. Schapper

(20) A partir d'ici, post-scriptum manuscrit ajouté par Schapper sur l'exemplaire destiné à Hambourg et adressé à J.F. Martens.

# L'itinéraire politique de Georges LUKACS

[Troisième partie]

## “*Histoire et conscience de classe*”

par Balázs NAGY

Dans l'analyse de l'itinéraire de Lukacs (1), nous en sommes arrivés à son livre *Histoire et conscience de classe*. Il me paraît important de lui consacrer entièrement le présent article. Cela impose que, préalablement, je réponde à certaines remarques formulées à l'égard des précédents articles. D'aucuns expriment l'opinion qu'il est injuste de critiquer des points de vue exprimés il y a longtemps par Lukacs, alors que celui-ci les renie actuellement. Je ne suis pas de cet avis. La critique marxiste ne se contente pas d'une simple réfutation de telle ou telle opinion erronée. Elle doit prendre la pensée erronée dans son développement, suivre son évolution, démontrer ses contradictions et liens internes, pénétrer jusqu'à sa racine afin de pouvoir saisir son caractère organique, son essence. Or une telle autocritique n'a jamais été entreprise par Lukacs — ce qui

lui a permis d'avoir, aujourd'hui encore, fondamentalement la même attitude théorique qu'il avait prise dans *Histoire et conscience de classe*, tout en critiquant — à présent — les « aspects » idéalistes de ce livre. Mais il faut dépasser les « aspects » pour atteindre l'essentiel. C'est ainsi que, de simple réfutation ou opposition qu'elle était, la critique devient dépassement réel.

De plus, ce problème ne se limite pas à la personne de Lukacs. Face à la trahison du stalinisme, aux expériences douloureuses de sa pratique et à ses falsifications théoriques, de nombreuses entreprises théoriques se prétendent les représentantes

(1) Les deux premiers articles de cette série consacrée à *l'itinéraire politique de G. Lukacs* ont paru dans les numéros 548 et 551 de *la Vérité*.

du « *vrai marxisme* ». La relative faiblesse de la IV<sup>e</sup> Internationale a permis que ces tentatives soient faites par des intellectuels petits-bourgeois de gauche, pour la plupart « *désillusionnés* » quant au rôle du prolétariat et qui, conformément à leur nature, prennent des vessies pour des lanternes. Leur principal souci est de découvrir ce « *vrai marxisme* ». Ces tentatives trouvent un grand appui dans la bourgeoisie. Elles bénéficient de l'attitude bienveillante de l'appareil qui, progressivement, adopte ces élucubrations « *théoriques* ». Les centristes de tout acabit accourent, émerveillés, pour apposer immédiatement leur label d'authenticité sur ces « *théories* ». Tel est le fumier composite et très fertile sur lequel a poussé la popularité de Lukacs.

La réédition d'*Histoire et conscience de classe* et la grande publicité faite autour de ce livre ont joué un rôle particulièrement important dans ce concert d'attaques contre le marxisme. A tel point que la critique de Lukacs rencontre encore une certaine résistance même parmi les militants révolutionnaires qui sont influencés par ce qu'écrit un Axelos par exemple, selon qui *Histoire et conscience de classe* est « *une des pièces maîtresses de la pensée marxiste du XX<sup>e</sup> siècle* ». Il faut donc réfuter cette affirmation mensongère jusque dans les détails.

## **SUR LES CIRCONSTANCES DE LA NAISSANCE DU LIVRE**

L'analyse d'*Histoire et conscience de classe* de Lukacs ne peut pas prendre en considération ce livre

comme une chose en soi ; il lui faut replacer sa naissance et son contenu dans un cadre historique déterminé. Ce cadre, ce sont les conditions de la lutte des classes de l'époque, et aussi les tentatives théoriques liées aux problèmes de cette lutte. C'est seulement par une telle analyse que la conception de Lukacs devient compréhensible et que, du même coup, elle perd cette auréole d'originalité que ses adeptes enthousiastes, mais ignorants, d'aujourd'hui tentent de lui donner.

La crise profonde que la première guerre impérialiste mondiale et l'effondrement de la II<sup>e</sup> Internationale ont provoquée n'a pu être entièrement surmontée par la révolution d'Octobre et la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale. Les révolutions en Allemagne, en Hongrie, en Italie n'ont pas réussi ; la majorité du prolétariat est restée sous l'influence de la social-démocratie réformiste. Dans une telle situation, de multiples tentatives ont été faites, aussi bien politiquement que théoriquement, pour « *pallier* » cet état de choses au nom d'une exigence d'aller « *plus loin* » dans la lutte contre le social-démocratismisme que ne l'avait fait, selon les auteurs de ces tentatives, la III<sup>e</sup> Internationale. A leur racine, il y avait une impatience petite-bourgeoise étroitement liée au mépris des masses prolétariennes. Politiquement, cette tendance s'exprimait dans l'ultra-gauchisme, ou dans un désespoir qui poussait ses représentants ouvertement vers la bourgeoisie. Dans les deux cas, ceux-ci parlaient de l'incapacité du prolétariat à résoudre les problèmes de l'humanité ou du moins, de la crise du prolétariat, identifiant ainsi ce dernier avec la direction réformiste. De fait, ils ne s'en

prenaient pas seulement à cette direction, mais bien à l'ensemble du mouvement ouvrier, dont ils ne reconnaissaient pas l'histoire, la continuité. Théoriquement, ils dirigeaient leurs critiques contre le dogmatisme de la social-démocratie qu'ils voyaient surtout et essentiellement résider dans son matérialisme vulgaire. Et bien que cette critique, de même que celle menée contre l'opportunisme politique de la social-démocratie, ait été entièrement fondée, ils la poussaient jusqu'à éliminer le matérialisme au profit des diverses formes de la théorie néo-kantienne de la connaissance.

Il n'est pas possible de reprendre ici l'analyse de l'ultra-gauchisme en général et de celui de Lukacs en particulier, analyse que j'ai faite dans mon précédent article. *Histoire et conscience de classe* en est un corollaire théorique. Comme tel, ce livre n'est pas non plus isolé des autres efforts de ce genre, déployés surtout en Allemagne.

En 1923, date de la parution du livre de Lukacs, est également paru *Marxisme et philosophie* de Karl Korsch, qui luttait, lui aussi, pour la reconnaissance de «... la réalité des formes de conscience et de la vie intellectuelle» contre le marxisme «vulgaire». Il voulait également «rétablir la théorie des réalités spirituelles», comme Lukacs, à l'aide de la philosophie de Hegel, ou plutôt de celle de Kant. Concrètement, il s'agissait du rapport entre la conscience et l'être, qui se trouvait aussi au centre des préoccupations de Lukacs.

Korsch a déclaré que

«... sur ce... point, les conclusions de mon livre se rapprochent de façon multiple des

études dialectiques de Georges Lukacs... [et]... je crois... me retrouver [malgré certaines divergences] objectivement aux côtés de Lukacs dans l'attitude critique à l'égard de l'ancienne et de la nouvelle orthodoxie marxiste... » (2).

L'examen de la position de Korsch nous mènerait malheureusement trop loin. Il suffit de rappeler que Korsch, par la suite, allait ouvertement abandonner le marxisme.

Par contre, il importe de souligner que, à cause de l'existence de groupes prônant ces positions, au 5<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, Zinoviev et Boukharine ont critiqué Lukacs et Korsch, qualifiant leurs livres d'antimarxistes et d'idéalistes. Cependant, cette critique n'alla pas plus loin — malgré les articles plus développés de Deborine et d'autres — qu'un certain nombre de constatations sommaires. Ce fait contribua à ce que Lukacs, en reniant rapidement son livre, fasse une «autocritique» également sommaire et superficielle, sans qu'une analyse l'ait contraint à de véritables discussions et une véritable clarification, alors qu'une telle clarification s'imposait et s'impose encore aujourd'hui.

Car le but de Lukacs est ni plus ni moins

«de comprendre correctement l'essence de la méthode de Marx... une interprétation, une explication de la doctrine de Marx dans le sens de Marx» (3).

Cette démanigaison intellectuelle est si forte qu'elle le pousse même «con-

(2) Karl Korsch, *Marxisme et philosophie*, Editions de Minuit, Paris, 1964, pp. 22-23.

(3) *Histoire et conscience de classe*, Editions de Minuit, 1960, traduit par K. Axelos et J. Bois (381 pages), pp. 10-11. Souligné par l'auteur.

tre certaines déclarations d'Engels ». Car — ô modestie ! — « l'auteur présente, contre Engels même, le point de vue du marxisme orthodoxe » (4).

Mais ce « marxisme » affirme déjà dans l'*Avant-propos* que la doctrine et la méthode de Marx

« apportent enfin la méthode correcte pour la CONNAISSANCE de la société et de l'histoire » (5).

De là découle « qu'il faut continuellement l'appliquer à elle-même », car « son but le plus éminent est la connaissance du présent ». On voit clairement dans quel sens va cette « interprétation » — contre Engels. Selon Lukacs, la connaissance est une catégorie à part, considérée en elle-même, car elle est le but de la méthode marxiste. Comme si Marx n'avait jamais écrit que la tâche n'est plus l'explication du monde, mais sa transformation. Plus loin, nous allons voir que Lukacs ne l'entend pas ainsi, mais dans le sens de distinguer le rôle éminent de la connaissance. Rien d'étonnant si Lukacs part en guerre contre les matérialistes « vulgaires » (à remarquer que, tout au long de son livre, les matérialistes reçoivent invariablement les épithètes « vulgaire » ou « mécanique »), qui croient à la caractérisation de Marx (préface du *Capital*) de son rapport matérialiste avec Hegel. Mais si la connaissance est considérée en elle-même, si elle doit être appliquée à elle-même, et si tout cela est la vraie interprétation de Marx, Lukacs peut affirmer qu'il est « universellement connu que Marx nourrissait le projet d'écrire une dialectique ». Car — et telle est la « compréhension » de Marx par Lukacs — même s'il ne nourrissait pas un tel projet, il aurait

dû le faire. Fort heureusement, et malgré le « vulgaire » Engels, Lukacs est arrivé. Mais il est modeste. Dans son *Avant-propos*, il ne promet pas cette « dialectique ». Pas encore. Il propose seulement d'ouvrir la voie à une discussion sur la méthode dialectique, pour établir le vrai rapport entre Marx et Hegel.

Un tel but aurait mérité plus d'attention de la part de l'Internationale. La simple réfutation n'était pas à la mesure d'une entreprise aussi hardie. Elle n'a pas permis de dévoiler sa parenté organique, non seulement avec la conception partagée par divers groupes d'intellectuels communistes, mais surtout avec les tentatives des intellectuels bourgeois contre le matérialisme dialectique. Parmi eux, je ne mentionne que Karl Mannheim, l'ancien ami de Lukacs.

Mannheim venait aussi de ce cercle de néo-kantiens de Berlin, de Heidelberg et de Fribourg, dont venaient également Lukacs et Korsch. Mais, contrairement à ces derniers, il n'a pas adhéré au parti communiste. Il est resté bourgeois. Par conséquent, il n'eut pas à masquer son néo-kantisme à l'aide d'une phraséologie « marxiste ». Il n'avait pas de complexe qui l'empêchât de développer ouvertement ce qui restait plus ou moins caché chez le Korsch de l'époque et chez Lukacs. Il est révélateur que ce soit en 1922 que Mannheim ait publié son *Analyse structurelle de la théorie de la connaissance* qu'il développait pour en élaborer une « sociologie de la

(4) *Op. cit.*, pp. 10-11.

(5) *Ibidem*, souligné par moi, B.N.

connaissance ». Cette conception procède, de même qu'*Histoire et conscience de classe* tout entier et que le livre de Korsch, du problème du rapport entre être et conscience, objet et sujet. Mais Mannheim est plus conséquent : là où — comme nous le verrons — Lukacs s'arrête à mi-chemin, il va plus loin, jusqu'à élever la conscience (et avec elle, les intellectuels) à une position tellement déterminante que la sociologie de la connaissance peut prendre une forme élaborée. Mais cette différence entre Lukacs et Mannheim n'est pas fondamentale. Elle est seulement quantitative. Là réside le cordon ombilical qui lie théoriquement Lukacs à Mannheim, c'est-à-dire à la bourgeoisie.

Voilà brièvement esquissé le cadre dans lequel on devrait replacer le livre de Lukacs. Il fait partie d'une vaste entreprise de « *dépassement* » des limites du « *dogmatisme* » marxiste, du mouvement ouvrier. Il en est exactement de même des tentatives de « *dépassement* » actuelles. L'attraction exercée, de nos jours, par Lukacs y trouve son explication. La critique de son livre est donc aussi actuelle que lors de sa parution.

## DE LA DIALECTIQUE DE LA NATURE

Comme il l'a promis dans son *Avant-propos*, d'emblée Lukacs conduit une attaque frontale contre Engels. Sous des formes variées et à propos de sujets différents, c'est en réalité cette attaque qui constitue le pivot de son livre. Sa prétention de présenter la « *vraie* » pensée de Marx

contre les « *dogmatiques* » prend ainsi la forme d'une séparation, sinon d'une opposition, introduite entre Marx et Engels. Cette tentative qui, çà et là, devient véritablement acharnée dévoile et caractérise sa position fondamentale.

Il va de soi que, dans cette optique, la première cible est précisément la dialectique dans la nature, développée en particulier par Engels. Car du refus ou de la reconnaissance de la dialectique dans la nature dépend la conception que l'on a de l'essence de la dialectique.

Or Lukacs écrit :

« Les malentendus qu'a suscités la manière engelsienne (1) d'exposer la dialectique viennent essentiellement de ce que Engels — suivant le mauvais exemple de Hegel — a étendu la méthode dialectique à la connaissance de la nature... » (6).

Notons en passant qu'ici Lukacs met aussi Hegel sur le banc des accusés, à côté d'Engels : ils sont exilés du royaume des connaisseurs de la dialectique. Ce qui mesure la taille du cheval sur lequel monte Lukacs, ce vrai dialecticien.

L'importance du problème de la dialectique de la nature est capital. Ce n'est pas par hasard que toute une légion de « *théoriciens* » s'attaque depuis longtemps, et aujourd'hui avec un effort redoublé, à la dialectique dans la nature. Dans cette attaque sont particulièrement actifs les intellectuels dits « *de gauche* » qui — par ailleurs — ont une prédilection toute suspecte pour la dialectique. Le fond du problème consiste en ce que ceux qui nient la dialectique

(6) *Op. cit.*, note, p. 21.

tique dans la nature s'opposent à son universalité, s'opposent au fait que le mouvement dialectique et ses lois sont inhérents à l'existence, sous quelque forme que ce soit. Ils ne la « reconnaissent » que dans la pensée ou dans la société faite par l'homme. Ce qui apparaît clairement dans cette conception, c'est qu'elle fait dériver la dialectique de l'homme, comme sa création, et laisse ainsi la porte largement ouverte à l'idéalisme. En réalité, c'est là le fondement de l'idéalisme. Car, du même coup, ceux qui nient la dialectique dans la nature établissent un dualisme : d'une part, il y a la société et la pensée, domaine où la dialectique est valable, d'autre part, il y a la nature, où il n'y a pas de dialectique. Ce dualisme renonce donc par principe à l'unité organique du monde, de l'univers. Et par là, inévitablement, apparaît l'idéalisme, car l'unité du monde, l'unité de l'univers, réside dans sa matérialité, comme l'a expliqué ce maudit Engels.

Mais les tenants de cette position sont particulièrement modestes et laconiques lorsqu'on pose la question : s'il n'y a pas de dialectique dans la nature, qu'est-ce qu'il faut mettre alors à sa place ? Pour ce qui est de Lukacs, il renonce tout simplement à répondre à cette question. Ce grand « dialecticien » exclut l'examen de la nature de son champ d'investigation. N'est-il pas surprenant que celui qui prétend expliquer les fondements de la dialectique traite la nature comme une quantité négligeable ? Concernant la question : par quelle méthode faudrait-il aborder l'explication de la nature, question décisive, Lukacs répond : « La place me manque malheureusement pour discuter en détail ces questions » (7).

J'ajoute immédiatement que cette place lui manquera toute sa vie. Autrement dit, sa position contre la dialectique dans la nature est toujours restée la même quant au fond.

Or, s'il n'y avait pas de dialectique dans la nature, on ne pourrait pas y mettre trop de choses. Il ne resterait que deux possibilités : ou bien recourir à dieu sous sa forme théologique ou « scientifique », ou alors adopter la conception développée sur la base de la mécanique de Newton, derrière laquelle, d'ailleurs, on redécouvre également dieu. Lukacs évite soigneusement ce piège en renonçant à toute explication. Mais nous allons le suivre jusque dans son dernier retranchement.

Sur quelle base s'oppose-t-il à la dialectique de la nature ?

Parce que

« ... les déterminations décisives de la dialectique : action réciproque du sujet et de l'objet, unité de la théorie et de la praxis, etc., ne se retrouvent pas dans la connaissance de la nature » (8).

Presque autant de faux que de mots ! D'abord, parce que ces rapports ne sont pas des « déterminations décisives » de la dialectique. Ils relèvent justement du problème de l'opposition entre matérialisme et idéalisme ; en eux-mêmes, ils peuvent avoir un rapport aussi bien matérialiste qu'idéaliste. Par conséquent, on ne peut leur attribuer une place déterminante dans la dialectique qu'à condition d'envisager la dialectique uniquement comme une méthode de pensée, née et développée en elle-

(7) *Op. cit.*, note, p. 21.

(8) *Ibidem.*

même. C'est effectivement la conception de Lukacs.

Il expose son but :

« (...) Développer l'essence pratique de la théorie à partir de la théorie et du rapport qu'elle établit avec son objet » (9).

C'est pour cette raison qu'il attaque les écrits d'Engels.

Il trouve qu'il

« (...) leur manque précisément cette dimension. En effet, Engels décrit la conceptualisation de la méthode dialectique en l'opposant à la conceptualisation "métaphysique" » (10).

Si l'on dépouille cette affirmation de son affreux argot néo-kantien, le malheur consiste pour Lukacs en ce qu'Engels oppose la dialectique qui est dans l'essence des choses à une méthode qui existerait en elle-même. Or, poursuit Lukacs, dans la méthode dialectique, « ... l'aspect le plus essentiel [est] la relation dialectique du sujet et de l'objet dans le processus de l'histoire », et la faute d'Engels consisterait en ce que, dans l'*Anti-Dühring*, ce problème « ... n'est même pas mentionné et encore moins placé au centre » (11). Mais le rapport sujet-objet est la question décisive du matérialisme. Engels a une position matérialiste ferme dans ce domaine, et c'est cette position que Lukacs attaque en reprochant à Engels de ne pas avoir dilué le rapport matérialiste entre sujet et objet en un rapport indéterminé, prétendument dialectique.

Il est faux, ensuite, d'affirmer que ces « déterminations » n'existent pas dans la connaissance de la nature. Ici, une remarque s'impose : Lukacs parle de la connaissance de la nature qu'il accuse, elle aussi, de ne pas être dialectique. Cette ignorance des

sciences naturelles à une époque où elles apportaient des découvertes majeures prouvant définitivement que la connaissance de la nature et donc la nature aussi ne peuvent être que dialectiques, cette ignorance crasse a de quoi surprendre de la part d'un « correcteur » d'Engels et de Hegel ! C'est probablement pour redresser cette « erreur » criante de sa jeunesse que, plus tard, Lukacs daignera reconnaître la dialectique dans les sciences naturelles. Mais, quant à la nature elle-même, elle reste pour lui non dialectique. Finalement, il est faux également de déclarer que ces actions réciproques n'existent pas dans la nature elle-même. Je reviendrai sur ce problème, mais il faut tout de suite remarquer qu'une telle affirmation ne serait valable que si l'on excluait l'homme de la nature en l'opposant mécaniquement à celle-ci.

Afin de mieux fonder son hostilité à la dialectique de la nature, Lukacs entreprend une attaque systématique contre les sciences de la nature. Du fait que les sciences examinent les faits en commençant par les isoler, l'illustre « dialecticien » déduit qu'elles ne s'occupent que de ces faits isolés. Alors qu'il est bien connu — et Lénine l'a démontré dans son *Matérialisme et empiriocriticisme* — que les physiciens, chimistes et autres savants s'occupant de la nature ne peuvent se conduire dans leurs recherches qu'en dialecticiens. (C'est seulement dans les explications ou généralisations philosophiques de leurs recherches qu'ils renient cette

(9) *Op. cit.*, p. 18.

(10) *Op. cit.*, p. 20.

(11) *Op. cit.*, *ibidem*.

dialectique.) Après cette escroquerie, qui est par ailleurs caractéristique d'une très grande partie des affirmations de Lukacs, celui-ci assimile les sciences tout bonnement à la société capitaliste.

Selon Lukacs, les faits sont

« ... précisément dans la structure de leur objectivité — des produits d'une époque historique déterminée : celle du capitalisme. En conséquence, cette "science" qui reconnaît comme fondement de la valeur scientifique la façon dont les faits sont immédiatement donnés (...), leur forme d'objectivité, cette science se place tout simplement et dogmatiquement sur le terrain de la société capitaliste » (12).

La méthode de l'investigation scientifique est donc identifiée ici avec la pensée disloquée, produit de la société capitaliste. De plus, pour renforcer son attaque, Lukacs identifie ces « faits séparés » avec les constantes physiques, car

« ... on ne saurait oublier, écrit-il, que l'« exactitude dans les sciences de la nature » présuppose justement la « constance » des éléments » (13).

Il y a là une confusion extraordinaire, résultat, d'abord, d'une hostilité préalable à l'égard de la dialectique et des sciences de la nature, puis, de l'ignorance. La notion de constante dans les sciences n'est pas du tout équivalente aux faits imaginés par Lukacs comme rigides et immuables. Qui plus est, les constantes physiques fondamentales telle que la vitesse de la lumière, la charge électrique élémentaire, la constante de Planck, etc., ont, dans leur essence même, ce caractère éminemment dialectique qu'elles sont susceptibles de varier. A tel point qu'il existe des théories physiques selon lesquelles, avec le temps, il y a une variation de ces constantes fondamen-

tales. Mais, fait encore plus important : toutes les grandes théories de la physique moderne opèrent avec ces constantes fondamentales, et le propre de ces théories est précisément la dialectique. Ainsi, les constantes sont inséparables du mouvement dialectique qui se manifeste par l'invariance de ces constantes. C'est justement l'invariance de la vitesse de la lumière qui a permis de saisir et d'expliquer l'univers non constant par la théorie de la relativité, où l'invariance d'une notion physique aussi fondamentale que le temps est abolie. Et voici que, en reniant la dialectique de la nature, Lukacs arrive inévitablement à une pensée mécanique, non dialectique, qui sépare l'unité des contraires en faisant un absolu de l'un de ses termes.

Il se peut, cependant, qu'il n'ait pas pensé aux constantes fondamentales en parlant de la « constance » des éléments. Mais qu'est-ce qu'il entend alors par « éléments » ? S'agit-il alors de ceux du tableau de Mendéléïev, ou bien des axiomes de la géométrie euclidienne ? La rigueur n'est pas le fort de ce philosophe. En tout état de cause, s'approchant de plus près de ces « éléments », on s'aperçoit que leur invariance est toute relative. Par exemple, les axiomes de la géométrie euclidienne cessent d'être vrais dans celle de Riemann, donc dans notre univers physique, cette dernière se trouvant conforme à la courbure de l'espace dans la théorie de la relativité générale.

La conception de Lukacs d'une science qui croirait « saisir les faits dans leur pureté » et dont le fon-

(12) *Op. cit.*, p. 25.

(13) *Op. cit.*, note, p. 24.

dement serait « *la façon dont les faits sont immédiatement donnés* » est une imagination malveillante. Toute la mécanique quantique, par exemple, est un démenti flagrant de cette affirmation. Elle est justement la théorie qui « *saisit* » les « *faits* » en tant que demi-faits (si une telle expression est permise), et qui élabore toute une symbolique mathématique pour rendre compte de faits insaisissables dans leur unité. La fameuse « *relation d'incertitude* » de Heisenberg, qui formule l'unité d'un mouvement ondulatoire, et en même temps corpusculaire, des particules justement par une incertitude dans leurs relations, exprime bien la dialectique de la nature et démasque Lukacs. Pourtant, l'auteur d'*Histoire et conscience de classe* a écrit son livre au moment où la théorie de la relativité au moins était connue même du grand public.

## OPPOSITION DE LA SOCIÉTÉ ET DE LA NATURE

La manière antidialectique de Lukacs d'opposer, de ce point de vue, la société à la nature apparaît ici encore plus clairement. Il déclare que les sciences de la nature devraient éliminer toutes les contradictions alors que les contradictions dans les sciences sociales reflètent des contradictions réellement existantes.

« La méthode des sciences de la nature (...) ne connaît pas de contradiction, d'antagonisme, dans son objet... » (14).

Par contre, dans la réalité sociale,

« ... ces contradictions ne sont pas des symptômes d'une imparfaite appréhension scientifique de la réalité, mais appartiennent, d'une manière indissoluble, à l'essence de la réalité même » (15).

Lukacs maintient et tend à renforcer ici un dualisme entre la société et la nature. Selon lui, il n'y a pas dans cette dernière de contradiction dans « *l'essence de la réalité elle-même* ». Il évite de préciser, cependant, sa conception d'une nature sans contradiction, sachant bien que, dans ce cas, elle ne pourrait être que mécanique. Ce serait inutile de discuter d'une telle vue réactionnaire dans la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, comme ce l'était déjà au moment de sa formulation. Mais ce qui mérite d'être souligné dans cette exigence que Lukacs formule à l'égard des sciences de la nature d'avoir à éliminer les contradictions ou du moins à tendre vers ce but, c'est qu'elle coïncide avec l'opinion dogmatique d'Einstein dans sa célèbre discussion avec Niels Bohr et son école.

Einstein y a revendiqué la nécessité de surmonter les contradictions inhérentes à la mécanique quantique dans le sens d'un déterminisme absolu. Tandis que Bohr et son école, en introduisant le concept dialectique de la « *complémentarité* », et tout en argumentant contre un tel déterminisme, sont tombés dans l'extrême inverse de l'agnosticisme, Louis de Broglie a tenté, en s'inspirant d'Einstein, de sortir de cette impasse dans le sens d'un idéalisme accentué par sa conception d'un champ « *subquantique* ». Ce n'est pas par hasard que la physique soviétique officielle sous Staline suivait de Broglie. L'instinct de Lukacs, dans ce problème comme dans tant d'autres, a devancé de loin la bureaucratie stalinienne. Ce n'est pas un hasard, non plus, si

(14) *Op. cit.*, p. 28.

(15) *Ibidem*, souligné par l'auteur.

les savants soviétiques qui essayaient de développer la conception dialectique de la nature étaient poursuivis sous Staline.

La première tentative, à ma connaissance, pour intégrer les résultats et les théories récents de la science dans la dialectique de la nature est celle qu'a développée Robert Havemann dans ses exposés à l'université Humboldt de Berlin (16). Mais Havemann a été sévèrement critiqué et chassé de l'université par la bureaucratie d'Ulbricht. (Néanmoins, je dois remarquer que si Havemann expose la dialectique de la nature, il cesse d'être dialecticien lorsqu'il traite les problèmes de la société : liberté, morale, etc. C'est le même dualisme que celui de Lukacs, mais il apparaît en sens inverse : dialectique dans la nature, absence de dialectique dans la société. La base en est également un rapport négatif avec le matérialisme.)

Une fois que Lukacs a refusé de reconnaître la dialectique de la nature, une fois posé le dualisme de sa conception du monde, ce dualisme va en s'amplifiant tout au long de son livre. Il oriente la pensée de Lukacs (et bien entendu celle du lecteur) vers les « vrais domaines » de la dialectique, qui seraient la société, et plus particulièrement la connaissance, la pensée humaines. C'est là, d'ailleurs, que se manifeste la parenté organique qui l'unit à Mannheim ; c'est là que la « dialectique », qui existerait ainsi par sa seule détermination humaine, le matérialisme dialectique, et même la dialectique de Hegel cèdent la place à la spéculation. La dialectique, comme les lois générales du mou-

vement de la matière, de la société et de la pensée, inhérentes à celles-ci, disparaît, et à sa place surgissent les catégories. Lukacs les choisit arbitrairement en tant que fruits de la connaissance, mais il veille très prudemment à ce qu'elles soient des catégories apparemment très « dialectiques ». Par cette escroquerie minable, il utilise ces catégories figées comme si elles étaient la dialectique. Ces catégories remplacent l'analyse matérialiste, et, bien entendu, elles suppriment ainsi la dialectique au nom de la dialectique. Les catégories de la *praxis*, du rapport sujet-objet, de la totalité, etc., lui permettent un jeu habile.

Il est tout naturel que, dans ce jeu, Lukacs reste bien en deçà de Hegel lui-même qui, dans sa *Logique*, a déjà résolument condamné les catégories en soi :

« ... en tant que formes pures et simples, distinctes du contenu, elles [les catégories] sont prises sous une détermination qui leur imprime le cachet de la finitude, et nous rend incapables d'appréhender la vérité qui, elle, est infinie en soi ».

Or l'une des plus grandes trouvailles de Lukacs est la catégorie de la totalité (très « dialectique » !) qu'il emploie comme un joueur de cartes le fait d'un *jolly-joker*. C'est à partir de là qu'il condamne, par exemple, les sciences qui n'examineraient que les faits au lieu de regarder la « totalité », etc.

(16) Robert Havemann, *Dialektik ohne Dogma*, Hambourg, Rowohlt 1964, 168 pages.

## DU REJET DU MATÉRIALISME DIALECTIQUE A L'HUMANISME VULGAIRE

Mais si, contrairement à Lukacs qui emploie cette catégorie sans jamais définir et encore moins établir clairement par quoi elle est déterminée, nous analysons sa propre attitude envers cette totalité, nous sommes surpris. En effet, le rejet de la dialectique de la nature, en établissant un dualisme dans la conception du monde, brise l'unité de celle-ci. La fameuse totalité revendiquée par Lukacs est donc exécutée par ses soins. Le développement d'une telle conception a sa propre logique. Plus les sciences de la nature se développent, plus ce dualisme devient un écart grandissant entre une pensée réservée à la société et une autre à la nature. Dans la conception d'un monde qu'est le matérialisme dialectique, un écart, puis une opposition sont introduits qui, non seulement refusent au matérialisme dialectique d'intégrer les résultats des sciences dans son développement, mais, de plus, déclarent la faillite du matérialisme dialectique en tant que conception globale. Une telle vue doit inévitablement se présenter comme un anthropocentrisme.

Lukacs écrit :

« Hegel lui-même voit quelquefois clairement que la dialectique de la nature, où il est impossible, du moins au niveau jusqu'ici atteint, que le sujet soit intégré au processus dialectique, n'est jamais en mesure d'aller au-delà de la dialectique du mouvement saisi par un spectateur désintéressé » (17).

Cet anthropocentrisme, selon lequel la « vraie » dialectique serait celle où le sujet est intégré, c'est-à-dire

que le porteur de la dialectique est l'homme, aboutit nécessairement et inéluctablement à la catégorie de l'homme en général, et sombre dans cet humanisme plat qui est cher à Lukacs. De là à transformer Marx en un humaniste vulgaire, il ne manque qu'un pas, que Lukacs franchit aisément et qu'il développera surtout par la suite : à la fin de sa vie, il s'occupait d'écrire une « *ontologie marxiste* » (?) basée sur l'existence humaine.

Mais, dans le même temps qu'est apparu et s'est développé cet anthropocentrisme chez Lukacs, les sciences, en particulier l'astrophysique, la biochimie et la biologie, ont liquidé, preuves à l'appui, l'anthropocentrisme. Et même si, au temps où Lukacs a écrit son livre, la possibilité de la vie dans d'autres systèmes stellaires, c'est-à-dire l'unité organique de l'univers, n'était pas encore démontrée, le caractère profondément réactionnaire de son opinion apparaît tout à fait clairement. Il ravale la conception scientifique du monde à celle du XIX<sup>e</sup> siècle, tout en transformant, à l'aide d'une telle conception, le matérialisme dialectique en un anthropocentrisme. L'attitude réactionnaire hargneuse de Lukacs envers les sciences, les arts et la littérature modernes, ainsi que sa prétention de rabaisser le matérialisme dialectique à un humanisme plat et vulgaire, attitude si bien connue aujourd'hui, se trouve ainsi condensée déjà — et pas seulement en germe — dans *Histoire et conscience de classe*. Et l'on reconnaît là cette nostalgie intime envers la bourgeoisie du XIX<sup>e</sup> siècle qui était

(17) *Op. cit.*, pp. 254-255.

si grande et si belle, tellement moins décadente...

Mais dans l'affirmation de Lukacs citée ci-dessus, nous trouvons autre chose encore. Nous y trouvons la clé théorique de cette vue sous la forme d'une séparation mécanique, et donc d'une opposition, entre l'homme et la nature : un homme dénaturé et une nature déshumanisée. Il est entièrement faux d'abstraire l'homme de la nature, comme Lukacs le fait dans tout son livre. Il est doublement faux ensuite d'affirmer que, dans le mouvement de la nature, l'homme (le « *sujet* », comme le dit Lukacs) n'est pas et n'était pas intégré. Le développement du rapport entre l'homme et la nature est un problème central du matérialisme dialectique, et plus particulièrement du matérialisme historique. La naissance et le développement de l'homme, émergeant du monde animal, passant d'un état d'identité avec la nature à un état qui se distingue de la nature mais sans rompre l'unité avec elle, a été un long processus relevant entièrement de la dialectique de la nature elle-même. Au cours de ce processus dans lequel, contrairement à l'affirmation de Lukacs, il y a eu une interaction ininterrompue entre l'homme et la nature, c'est la seconde qui a produit le premier, mais pas d'une manière automatique. Et cette interaction n'a pas cessé depuis.

Ce qui a changé avec la naissance et le développement de l'homme, ce n'est pas cette interaction, mais son contenu. Marx et Engels ont exposé — et la paléontologie moderne confirme les grandes lignes de cette analyse — que la naissance de l'homme se situe au point où celui-ci réagit

au mouvement dialectique de la nature par la transformation de cette nature...

Mais l'unité de l'homme et de la nature ne cesse pas d'exister par cette transformation qu'est la production. En effet, une phase nouvelle s'ouvre alors dans l'histoire de la nature, où l'un des éléments de cette même nature, l'homme, entame une longue lutte pour la domination de tous les autres éléments, y compris soi-même. Or cette lutte se développe elle-même dans un processus d'unité dialectique où la nature, en changeant par l'action de l'homme, réagit constamment comme telle en tant que source, inspiratrice et stimulant des nouveaux développements de l'homme lui-même. Cette interaction dialectique constitue tout le développement, entre autres, de la connaissance humaine. Mais ce long processus ne connaît pas de « *sujet* », cette formulation asexuée et argotique de la philosophie. L'homme (le « *sujet* ») n'a pas émergé de la nature en tant que tel, mais en transformant la nature par la production. Et c'est ici qu'il faut méditer la signification de la célèbre préface de Marx à la *Contribution à la critique de l'économie politique* :

« ... Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, NÉCESSAIRES, INDÉPENDANTS DE LEUR VOLONTÉ, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles » (18).

La production, en tant que transformation de la nature dans une lutte vers sa domination, est donc l'acte décisif par lequel l'homme est né,

(18) *Op. cit.*, Editions sociales, 1957, p. 4.

s'est séparé de la nature, et cet acte ne peut s'accomplir nécessairement qu'en société, à travers certains rapports sociaux déterminés. C'est que l'homme, par son essence même, est social, et que la société, ses formes constituent la médiation nécessaire entre lui et la nature. Inversement : si la production est l'acte par lequel l'homme se distingue de la nature, c'est cette même production qui le lie à la nature, comme son élément. Cette unité organique entre l'homme et la nature est constamment reproduite, bien que son contenu soit en perpétuel changement, se dirigeant vers la domination de la nature par l'homme.

Seule, la dialectique de la nature permet de saisir l'unité organique de l'univers, l'unité — et non pas l'identité ! — entre l'homme et la nature. Au point où se noue cette unité se trouve le fondement du matérialisme historique, conçu non pas comme « *simplement* » une explication de l'histoire écrite de l'homme, mais en tant que la conception matérialiste et dialectique du développement de cette espèce de la nature qui a pour nom l'homme. Et si Lukacs refuse la dialectique de la nature, il le fait pour mieux falsifier le matérialisme historique.

## **LUKACS ATTAQUE LE MATÉRIALISME HISTORIQUE**

Abolissant le fondement scientifique du matérialisme historique, Lukacs entreprend toute une explication « *théorique* » selon laquelle cette conception matérialiste de l'histoire

ne serait valable que pour la société capitaliste. Dans maints endroits de son livre, il développe toute une argumentation selon laquelle, d'une part, le matérialisme historique ne sera plus valable dans la société socialiste, d'autre part son « *application* » est extrêmement difficile pour les sociétés pré-capitalistes. Bien que cette dernière application « *fut pour une part un succès [et] à tout le moins cela donna des résultats intéressants* » (19). Et, avec condescendance, Lukacs donne une tape cavalière sur l'épaule d'Engels : bravo, mon petit, tu as produit « *des résultats intéressants* » également, bien que, dans l'ensemble, tu n'aies compris ni Hegel ni Marx, et bien que, même dans ce domaine, tu te sois égaré. Comme le lecteur le voit, Lukacs n'attaque pas tout le temps Engels ; il est parfois indulgent avec lui !

Mais pour quelle raison ce grand homme rattache-t-il le matérialisme historique essentiellement à l'époque du capitalisme ? Pourquoi cette méthode serait-elle surtout valable à cette époque ? Dans plusieurs études de son livre, Lukacs avance, développe son explication.

Celle-ci est fondée sur une conception bien particulière de ce qu'est le matérialisme historique. Pour la présenter avec les formulations de Lukacs lui-même, on n'a que l'embarras du choix : il serait possible de composer un ample recueil avec ses caractérisations. Mais commençons par la suivante :

« Ce n'est pas la prédominance des motifs économiques dans l'explication de l'histoire

(19) *Op. cit.*, p. 267.

qui distingue de façon décisive le marxisme de la science bourgeoise, c'est le point de vue de la totalité » (20).

Passons sur les « motifs » et la « totalité », et continuons. Selon Lukacs, la dialectique n'est pas devenue l'algèbre de la révolution

« (...) simplement par le renversement matérialiste. Bien plutôt (...) Marx vise à la connaissance de la société comme totalité » (21).

Car même la polémique matérialiste était dirigée contre les épigones de Hegel, et moins

« (...) contre le maître lui-même qui (...) était beaucoup plus proche de Marx que celui-ci n'a pu parfois le penser » (22).

Il paraît donc que Marx lui-même ne s'est pas rendu compte de ses liens intimes avec Hegel. Par bonheur, Lukacs est là pour nous apprendre que, contrairement à l'opinion de Marx, le renversement matérialiste de la dialectique n'était qu'un acte secondaire et négligeable. Car ce qui est faux chez Hegel

« (...) se trouve profondément corrigé et décisivement prolongé par Marx... » (23).

Nous sommes ici en présence d'une tentative de présenter le marxisme comme un idéalisme. Elle s'effectue grâce à l'établissement d'une ligne de continuité *pacifique* entre Hegel et Marx. De cette idylle, tout acte de rupture, toute solution de continuité, a disparu. Plus précisément, le méchant matérialisme est expulsé du marxisme afin d'y faire régner la « totalité » !

Car

« ... face à la supériorité en moyens (...) que la bourgeoisie possède (...) l'arme décisive du prolétariat, sa seule supériorité efficace, c'est sa capacité de voir la totalité de la société, comme totalité historique concrète... » (24).

Et c'est ici que, dans la conception de Lukacs, intervient le matérialisme historique car, selon lui, la

« tâche la plus importante du matérialisme historique est de porter un jugement exact sur l'ordre social capitaliste, de dévoiler l'essence de l'ordre social capitaliste » (25).

Ailleurs, il le définit en ces termes :

« (...) C'est la connaissance de soi de la société capitaliste » (26).

Il apparaît donc peu à peu que, selon Lukacs, le matérialisme historique n'est pas la méthode et la théorie révolutionnaires générales pour comprendre les lois de l'histoire (passée et récente) par sa détermination du mode et des rapports de production (donc de classes) où, de par leurs propres lois internes, s'inscrit la mission du prolétariat d'abattre l'ordre bourgeois. Lukacs mène une attaque de fond contre cette notion marxiste. Il dilue cette détermination scientifique dans une conception vague de « totalité ». Ensuite, lorsqu'il entreprend d'en préciser le sens, cette « totalité » se concrétise comme étant faite de « relations interhumaines ». Sur cette base, il critique les sciences historiques bourgeoises — de ce point de vue, injustement — qui ne sauraient pas expliquer

« ... les configurations historico-sociales dans leur véritable essence comme relations interhumaines... cette source la plus authentique de compréhension de l'histoire que sont les relations interhumaines... » (27).

(20) *Op. cit.*, p. 47.

(21) *Op. cit.*, p. 48.

(22) *Op. cit.*, p. 55.

(23) *Ibidem*, en note, souligné par l'auteur.

(24) *Op. cit.*, p. 243.

(25) *Op. cit.*, p. 259.

(26) *Op. cit.*, p. 263, souligné par l'auteur.

(27) *Op. cit.*, p. 70, souligné par l'auteur.

Ces « *relations interhumaines* » apparaissent chez Lukacs en tant que telles, en elles-mêmes, comme si elles ne se matérialisaient pas nécessairement en tant que rapports de production déterminés. Cette jonglerie falsificatrice une fois faite, Lukacs s'efforce de mettre un signe égal entre le marxisme et les « *théories* » bourgeoises en parlant des

« ... rapports du matérialisme historique avec les tendances semblables de la science bourgeoise (comme les types idéaux de Max Weber) » (28).

Ce qui est clair, c'est le rapport intrinsèque entre sa « *totalité* » et ses « *relations interhumaines* » indéterminées, donc arbitraires, et la typologie également arbitraire de Weber.

Puisque la connaissance de cette « *totalité* » et de ces « *relations interhumaines* » est particulièrement difficile dans le capitalisme, il fallait se donner de tels moyens de connaissance par le matérialisme historique.

Celui-ci a surgi

« (...) uniquement parce que c'est, pour le prolétariat, un besoin vital, une question de vie ou de mort que d'atteindre à la vision la plus parfaitement claire de sa situation de classe » (29).

Donc il a surgi comme une tentative de la connaissance de se parfaire, car, dans les conditions particulièrement difficiles qui sont celles de la connaissance dans le capitalisme, il fallait une meilleure méthode de pensée. Telle est l'opinion de Lukacs. C'est à partir de là qu'il donne son explication du capitalisme. Celui-ci apparaît comme un ordre social dont la caractéristique essentielle — celle qui est au centre des « *relations interhumaines* » et qui traduit concrètement la « *totalité* » — est la « *réification* ».

Nous voilà de plain-pied dans la « *théorie* » de Lukacs et de tous les « *théoriciens* » petits-bourgeois d'aujourd'hui. Durant des pages et des pages, Lukacs explique que la « *réification* » trouve son fondement dans la division du travail, dont il « *oublie* » de qualifier la nature de classe déterminée. Il ajoute même :

« Si, dans ce contexte, nous ne faisons pas ressortir le caractère de classe de l'Etat, etc. [...], c'est parce que notre intention est de saisir la réification comme phénomène fondamental, *général* et structurel de toute la société bourgeoise » (30).

Nous entrons dans un monde particulier où tout, sans exception, est « *réifié* ». Alors que, pour Marx, la classe possédante se complait dans l'aliénation qui est « *sa propre puissance* » (31), tandis que la classe ouvrière « *se sent anéantie* » par elle, Lukacs consacre un livre entier à expliquer la « *réification* » comme l'essence de l'ordre bourgeois, dont tout le monde serait également victime.

Dans ce monde propre à Lukacs, voici que tour à tour sont « *réifiés* » : les fonctionnaires de l'Etat, y compris, bien entendu, ceux qui occupent les plus hauts postes d'autorité, qui en souffrent terriblement ; l'humaniste Lukacs se penche donc avec commisération sur le sort de ces infortunés commis de la bourgeoisie (tel, aujourd'hui, Nixon). Les « *théories* » actuelles sur une technocratie « *réifiée* » trouvent ici leur fondement. Puis voici la science, également

(28) *Op. cit.*, p. 73, en note.

(29) *Op. cit.*, p. 40.

(30) *Op. cit.*, p. 127, en note. Souligné par l'auteur.

(31) Marx, *Manuscrits de 1844*, Editions sociales, p. 109.

victime de la « réification », et « hors d'état de comprendre (...) le caractère social de sa propre matière » (32). Lukacs ne parlera donc pas de ces « *laquais savants* » de la bourgeoisie, comme si Lénine n'avait jamais caractérisé en ces termes ces pauvres « *réifiés* ». Mais les traits de la « *réification* » — ainsi parle Lukacs — sont « *les plus grotesques dans le journalisme* » où l'absence de conviction et la prostitution sont « *le point culminant de la réification capitaliste* » (33).

Quel pauvre diable, ce Jacques Fauvet ! Soyons humanistes et compréhensifs : il n'est pas conscient, il est « *réifié* » !...

On comprend alors que, pour démêler toute cette connaissance « *réifiée* », en somme pour guérir la connaissance humaine de cette maladie, il faille un remède. Pour Lukacs, ce remède, c'est le matérialisme historique. C'est pour cette raison qu'il est, selon lui, lié à la société capitaliste. La « *réification* » de la connaissance comme maladie générale, et le matérialisme historique en tant que remède général vont de pair, et appartiennent en propre à l'ordre bourgeois. Il fallait y penser.

Même la définition y est :

« Le matérialisme historique sous sa forme classique (...), c'est la connaissance de soi de la société capitaliste » (34).

Le tour est joué. Au moyen de sa méthode idéaliste, qui élève le phénomène de la réification de la pensée au niveau d'une généralité abstraite, identique à elle-même chez tous les hommes, en la douant d'autonomie, le matérialisme historique — falsifié — est présenté comme une théorie de la connaissance. Mannheim

avait les mêmes préoccupations et le même but. S'il aboutissait à la mise sur pied d'une « *sociologie de la connaissance* » ouvertement déclarée comme telle, Lukacs fait exactement la même chose avec le matérialisme historique, mais en falsificateur et en contrebandier. Ultérieurement, le matérialisme historique en tant que tel disparaîtra de ses investigations, et sa place sera prise par une sorte de « *sociologie de la littérature* ».

## CONSCIENCE ET CONNAISSANCE

Le contenu d'une telle conception antimarxiste du « *matérialisme historique* » en tant que théorie spéciale de la connaissance pour démêler la pensée « *réifiée* », c'est évidemment la dissolution de l'antagonisme de classe entre bourgeoisie et prolétariat. Lukacs prend la bourgeoisie non pas comme une classe ayant ses intérêts, mais comme un ensemble d'individus « *réifiés* » ; et, comme elle est « *réifiée* », la

« pensée bourgeoise considère toujours et nécessairement la vie économique du point de vue du capitaliste individuel » (35).

Ce qui est archifaux pour la classe ouvrière qui trouve en face d'elle une politique économique bien précise de l'Etat bourgeois, et une « *pensée économique* » de classe non moins précise chez les « *laquais savants* » de la bourgeoisie. Ensuite, par une

(32) *Op. cit.*, p. 134.

(33) *Op. cit.*, p. 129.

(34) *Op. cit.*, p. 263.

(35) *Op. cit.*, p. 88.

nouvelle escroquerie — caractéristique de Lukacs, je le répète — il mélange deux notions pourtant bien différentes : la connaissance et la conscience. Il est bien connu, depuis Marx et Engels, que la bourgeoisie, du fait de ses intérêts de classe, est incapable d'une *connaissance* objective de la société ; Lukacs en conclut tout naturellement — mais complètement à tort — qu'elle rencontre aussi des limites dans sa *conscience* de classe, alors que, précisément, c'est sa conscience de classe, incarnée dans ses partis, dans ses États et dans toutes ses institutions, qui interdit à la bourgeoisie la connaissance objective. Mais, selon Lukacs, toute l'histoire idéologique de la bourgeoisie est

« une lutte désespérée (...) pour ne pas prendre conscience réellement de sa situation de classe » (36).

Or c'est justement le contraire : cette histoire est précisément celle d'une lutte pour imposer sa conscience de classe bourgeoise à toute la société, à toutes les classes. Lukacs renverse complètement les données réelles de la lutte de classes. Qu'est-ce qu'il veut donc ? Où va-t-il ? Nous allons le voir.

Puisque, selon lui, la lutte de la bourgeoisie pour ne pas prendre conscience (!) est « désespérée », et puisque le matérialisme historique est une très bonne « théorie de la connaissance »,

« ... elle [la bourgeoisie] n'est plus en mesure... de se passer de la méthode scientifique du prolétariat, en la défigurant évidemment » (37).

Evidemment...

Dans cette optique, les révisionnistes ne figurent pas comme les « lieute-

nants de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers », mais représentent le fait « ... que la bourgeoisie a capitulé devant le matérialisme historique » (38). Il énumère plusieurs signes de cette « capitulation », tels que « l'idée de l'organisation consciente » de l'économie par les trusts (!), « l'économie planifiée (conçue) comme une expérience théorique » (39), etc. Et pour conclure :

« (...) La capitulation de la conscience de classe de la bourgeoisie devant celle du prolétariat saute aux yeux » (40).

Or ce qui saute aux yeux, c'est que Lukacs qualifie de gain pour le prolétariat la présence, dans les rangs et autour du mouvement ouvrier, de savants bourgeois n'ayant en aucune façon rompu avec l'idéologie bourgeoise, alors qu'elle ne fait que concrétiser l'irruption de la bourgeoisie à l'intérieur du mouvement ouvrier. Mais *de te fabula narratur* (41). Car c'est ici que se dévoile la signification intime de la pensée de Lukacs tout entière. Il a adhéré au mouvement ouvrier sans jamais y appartenir : il semblait seulement que, sur le terrain des idées, il ne pouvait que capituler devant le marxisme. Celui-ci lui apparaît comme une forme de pensée. Lorsqu'il en traite, il ne peut le faire que selon sa nature bourgeoise. Dans cette fausse conscience, la réalité est renversée, et la conscience bourgeoise y apparaît « inconsciemment ». Ce n'est pas là de la psychologie. Lukacs l'idéaliste identifie la conscience avec la con-

(36) *Op. cit.*, p. 91. Souligné par l'auteur.

(37) *Op. cit.*, p. 262.

(38) *Ibidem.*

(39) *Op. cit.*, pp. 91-92.

(40) *Ibidem.* Souligné par l'auteur.

(41) « C'est de toi qu'il s'agit dans cette fable. »

naissance ; il diagnostique une maladie générale de celle-ci, la « réification » ; puis propose le matérialisme historique comme remède universel. Voilà donc la grande conciliation des classes, et la nature bourgeoise de Lukacs réside précisément dans cette attitude organiquement conciliatrice. Elle détermine ses vues sur la lutte du prolétariat.

Mais avant d'examiner ses vues réactionnaires sur les combats de la classe ouvrière, il importe de soulever un problème fondamental du matérialisme historique. Il s'agit de ce mélange que fait Lukacs entre connaissance et conscience. Il les identifie, car, en parfait idéaliste, il les considère toutes les deux comme fruits de la seule pensée, comme des instances autonomes, qui n'auraient aucune détermination ou forme matérielles. Or déjà la connaissance humaine est étroitement liée à la lutte fondamentale entre l'homme et la nature. Elle est à la fois le produit et le moyen de cette lutte, ces deux fonctions étant en rapport dialectique au cours de tout le développement de l'humanité. Puisque cette lutte ne peut se dérouler que dans le cadre de rapports sociaux déterminés, les sciences dites humaines ou sociales ont, elles aussi, pour base le développement matériel de l'humanité. Marx et Engels ont à plusieurs reprises expliqué que la connaissance humaine est un long processus, et que « ...l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir » (42).

La conscience de classe est quelque chose de très différent de la connais-

sance. En idéaliste achevé, Lukacs n'y comprend rien du tout ; représentant lui-même de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, il escamote l'essentiel. Pour lui, la conscience de classe est aussi un produit de la pensée spéculative. Or, en réalité, c'est en exprimant ses intérêts dans et par sa lutte qu'un groupe social déterminé par sa place dans les rapports sociaux se constitue comme classe. Dans un long processus historique, au fur et à mesure de ses combats, cette classe prend conscience de ses intérêts propres. Mais elle ne prend pas conscience n'importe comment, à l'école ou par ses lectures. C'est uniquement à travers ses luttes successives, en leur donnant nécessairement une forme organisée de plus en plus adaptée à ses intérêts, qu'une classe se forme, et par là même devient consciente. Sa conscience de classe n'est pas une pensée connaissante quelconque, mais l'expression de ses intérêts incarnée dans son organisation indépendante, dans ses institutions. La classe en tant que telle se matérialise dans son organisation, et ne peut exister si elle n'est douée de conscience de classe. Ainsi la conscience de classe n'existe que sous sa forme incarnée matériellement, et non pas en tant qu'une pensée suspendue dans les airs comme le cercueil de Mahomet. Pour cette raison, le plus haut niveau du matérialisme historique, méthode et théorie de la mission du prolétariat, réside dans les problèmes de l'organisation de cette classe où se concentre l'ensemble de la théorie. Ce n'est pas par hasard que Lukacs dissout la

(42) Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*. Préface. Editions sociales, p. 5.

conscience de classe en une connaissance en soi de la société, et escamote le problème décisif qu'est l'organisation.

## **SUR LA LUTTE DU PROLÉTARIAT POUR SON ÉMANCIPATION**

La pensée et la conscience bourgeoises sont présentées par Lukacs comme données une fois pour toutes. Sans la base matérielle de cette conscience, sans le développement de la lutte des classes, elle apparaît ainsi uniforme. Pour Lukacs, l'impérialisme, « *stade suprême du capitalisme* », n'existe pas dans l'évolution de la conscience de classe de la bourgeoisie, car la pensée, la conscience ne sont pas déterminées par l'existence. L'idée même d'une évolution lui échappe totalement. Il applique ensuite cette conception d'une conscience de classe donnée une fois pour toutes, sans développement et sans histoire, à celle du prolétariat.

Il écrit :

« On peut définir l'essence de la lutte de classe prolétarienne par la coïncidence de la théorie et de la praxis, par le passage sans transition de la connaissance à l'action » (43).

La médiation nécessaire de l'organisation comme incarnation de la conscience, et, comme telle, placée au centre de l'interaction entre théorie et pratique, est passée sous la table. C'est encore plus clair quand il écrit :

« *Le rapport entre la conscience de classe et la situation de classe pour le prolétariat* » est « simple » (44).

On voit que, dans le cas du prolétariat, Lukacs commet la même erreur idéaliste, mais sous une forme inverse. Tandis que, chez la bourgeoisie, la conscience de classe — si elle existait — ne viendrait que d'elle-même, chez le prolétariat, elle vient tout droit, sans aucune médiation, de la connaissance de sa situation. La racine commune de ces vues apparemment opposées est l'idéalisme. Puisque la bourgeoisie est incapable d'atteindre à une connaissance objective de la réalité, elle ne peut, selon Lukacs, avoir non plus une conscience de classe. Mais puisque le prolétariat seul peut avoir une telle connaissance, la conscience de classe lui vient tout naturellement. Cet idéalisme mécaniste constitue la démarche générale de Lukacs dans les problèmes relatifs à la lutte et à l'organisation du prolétariat.

Le prolétariat s'est constitué en classe lorsque, au travers de ses luttes, il s'est défini par rapport à toutes les autres classes en formant son organisation indépendante. Ce fut un processus de luttes répétées, souvent aveugles — allant jusqu'à la destruction des machines, par exemple — au cours desquelles les ouvriers ont progressivement reconnu leurs véritables intérêts et la nécessité de s'unir. La conscience de classe est ainsi apparue sur la base de l'expérience des luttes ouvrières se matérialisant dans l'organisation. La conscience de classe n'est pas une pensée autonome, mais s'acquiert dans et par la lutte. Elle n'est pas non plus désincarnée, mais se résume dans l'organisation. Celle-ci est sa forme d'exis-

(43) *Op. cit.*, p. 259.

(44) *Op. cit.*, p. 95.

tence nécessaire. La vérité est diamétralement opposée aux vues idéalistes de Lukacs. La conscience de classe du prolétariat n'est pas une connaissance, elle ne s'identifie en aucune façon avec le savoir conçu comme un ensemble de notions qu'on a dans la tête. Dès le début de sa formation et tout au long de son développement, elle est matériellement déterminée, en dernière analyse, par les rapports de production, par leur degré de développement, ainsi que par l'acquis matériel du prolétariat dans sa lutte. Cependant, elle n'est pas un produit direct de ces rapports, mais le résultat des expériences faites dans la lutte des classes elle-même, apparaissant comme leur généralisation. Cette apparition et ce développement de la conscience, soutenue et matérialisée dans les acquis des combats, dans les conquêtes ouvrières, est, elle aussi, matérielle et non spirituelle ; elle se fonde dans l'organisation. L'évolution et l'analyse de la conscience de classe du prolétariat ne constituent pas l'objet d'une investigation abstraite de sa connaissance « réifiée », comme le prétend Lukacs, mais le processus historique concret de la lutte de cette classe contre la bourgeoisie, à travers les étapes historiques matérielles de ses acquis et de son incarnation organisée : syndicat, parti, Etat ouvrier.

La classe ouvrière ne pouvait se former qu'à partir de ses intérêts immédiats, face aux exploités, sur la base de sa situation dans la production. Son premier pas vers l'indépendance fut franchi avec la fondation des syndicats, qui représentent la conscience du prolétariat par rapport à ses intérêts opposés à ceux de la bourgeoisie dans les rapports de production. Par conséquent, si Lu-

kacs affirme que le rapport est « simple » pour le prolétariat entre sa situation de classe et sa conscience de classe, il identifie cette conscience avec ce stade de son développement, c'est-à-dire avec le trade-unionisme. (A noter que la formation des syndicats elle-même fut un processus historique de luttes matérielles, difficiles.) Il la limite au degré de la conscience syndicale, en contradiction avec plusieurs de ses propres affirmations. La pensée mécanique et idéaliste de Lukacs tombe ici dans ses propres contradictions. En réalité, ce degré syndical de la conscience, bien que réel, est encore limité. Il n'atteint que la formulation des intérêts du prolétariat à l'intérieur de l'ordre bourgeois. Resté à ce stade, le prolétariat est encore politiquement dépendant de la bourgeoisie. Le rapport entre sa situation de classe et sa conscience de classe, contrairement à ce que dit Lukacs, est si peu « simple » qu'un long combat a été nécessaire, avec les expériences qu'il a comportées, pour que la classe ouvrière recouvre son indépendance politique par la formation de son parti de classe, incarnation d'un degré élevé de la conscience de classe.

Pour franchir cette étape du développement de la conscience, le prolétariat avait besoin de quelque chose de qualitativement supérieur au simple reflet direct de sa place dans les rapports de production et de son expérience des luttes. La conscience de classe n'est pas le simple fruit des données matérielles de la situation du prolétariat et des expériences qu'il fait, et le parti, incarnation de cette conscience, n'est pas un produit spontané de la classe, à partir de ses expériences quotidiennes. Un tel détermi-

nisme mécanique n'existe pas. Pour se libérer de l'influence de la bourgeoisie, il lui fallait se hisser au niveau de sa mission historique : abattre l'ordre bourgeois, instaurer sa dictature pour édifier la société sans classes. Cette mission historique était et est, à son tour, matériellement inscrite dans les lois internes du capitalisme lui-même. Mais, du seul fait de leur existence, ces lois ne produisent pas une telle conscience élevée. Il fallait encore intégrer de façon critique dans la conscience de classe du prolétariat les résultats du développement de toute la connaissance humaine en les dépassant (la dialectique de Hegel et l'économie politique classique par exemple). Marx et Engels ont accompli cette œuvre, en fusionnant l'élaboration critique de l'ensemble des résultats de la connaissance humaine avec l'expérience acquise par le prolétariat, forgeant ainsi la théorie marxiste. Mais, d'autre part, ils ne l'ont pas fait et n'auraient pu le faire en savants de cabinet. Ce fut un combat en liaison intime avec la lutte du prolétariat et ses expériences, se matérialisant dans l'organisation.

*L'Idéologie allemande* ne se comprend que comme le programme de l'organisation que fondaient Marx et Engels au moment même où ils en achevaient la rédaction, les comités de correspondance communistes. Le *Manifeste du parti communiste* et la Ligue des communistes sont inséparables l'un de l'autre, et ce n'est qu'ainsi qu'ils ont été une étape décisive dans le développement de la conscience du prolétariat. En même temps, ils ne pouvaient naître qu'à cette étape déterminée du développement des rapports de production et des expériences de lutte du prolé-

tariat, tout en y intégrant les derniers développements de la connaissance humaine. Cette relation dialectique du développement de la conscience de classe n'est pas donnée une fois pour toutes, à la naissance du parti, car le développement de la théorie elle-même est fonction de la lutte des classes, de ses expériences. La nécessité de la dictature du prolétariat est formulée dans le *Manifeste*, mais Marx n'a pu analyser l'Etat ouvrier, et développer ainsi la théorie qu'à partir des expériences de la Commune de Paris. D'autre part, la théorie et son développement sont inséparables de l'organisation, et ce n'est qu'ainsi qu'elles forment la conscience de classe, qu'elles expriment le degré de son développement. Marx a élaboré le *Capital* en forgeant la I<sup>re</sup> Internationale, celle-ci incarnant une étape décisive dans l'évolution de la conscience de classe.

Lukacs, lui, présente au contraire la conscience de classe comme une « *connaissance de soi* », une pensée quelconque, détachée de cette forme matérielle nécessaire qu'est l'organisation. D'autre part, il l'analyse comme une donnée unique qui serait acquise une fois pour toutes par cette connaissance. Cette vue à la fois idéaliste et mécanique rompt l'unité entre le développement de la lutte des classes et celui de la conscience organisée. La théorie et la pratique sont dissociées, leur fusion dans l'organisation a disparu.

Lukacs écrit :

« *Il dépend exclusivement de la conscience de classe du prolétariat, et non de la victoire ou de l'échec dans les luttes particulières...* » (45)

que le but final reste caché ou non.

(45) *Op. cit.*, p. 99. Souligné par l'auteur.

Or, précisément, les victoires et les échecs influencent, et dans certains cas déterminent pour longtemps, la conscience du prolétariat, et il est impossible d'introduire une telle rupture entre la lutte des classes et la conscience du prolétariat. Chacun sait que la défaite du prolétariat allemand, la destruction de ses organisations et l'anéantissement des militants par l'hitlérisme a signifié la destruction de sa conscience de classe.

### UNE CONSCIENCE DE CLASSE DÉSINCARNÉE

Lukacs escamote l'organisation, arme essentielle du prolétariat. Parallèlement, il masque complètement le fait que cette arme ne pouvait et ne peut être conquise qu'historiquement, dans le développement de la lutte des classes, au travers d'âpres combats. On comprend fort bien pourquoi, parlant des « *déterminations de la dialectique* », il répète la « *totalité* », en omettant soigneusement d'en soulever les contradictions. En réalité, il y a une lutte continuelle entre le prolétariat et la bourgeoisie dont la conscience de classe, incarnée par le parti, est l'enjeu. Cette lutte historique a connu des hauts et des bas. Elle a traversé un développement plein de contradictions et de bouleversements, avec des étapes d'évolution progressive ainsi que des sauts et des ruptures brusques. Le rapport entre la situation de classe et la conscience de classe n'est pas « *simple* », il est tellement compliqué que, la bourgeoisie ayant réussi à corrompre la conscience de classe, c'est-à-dire la II<sup>e</sup> In-

ternationale, Lénine a consacré toute sa vie à résoudre ce problème par la construction difficile du parti bolchevique. Mais Lukacs raye *Que faire ?*, le parti bolchevique et la III<sup>e</sup> Internationale d'un trait de plume. Pour lui, ils n'ont rien à voir avec la conscience de classe qui serait une connaissance de la situation de classe, désincarnée comme l'Esprit et sans histoire comme dieu.

Ayant ainsi accompli un renversement complet, Lukacs traite la conscience de classe comme une idéologie immuable, flottant au-dessus de tout. Selon cette conception, puisque, sous le capitalisme, la réification de la connaissance est le phénomène dominant, la conscience de classe du prolétariat est nécessairement contaminée. Ainsi, Lukacs parvient à découvrir une « *crise idéologique du prolétariat* », dont « *les partis menchéviques sont l'expression* » (46). C'est pour cette raison que, pour Lukacs, le phénomène de l'aristocratie ouvrière ne suffit pas à expliquer le menchévisme (47). Une telle affirmation, apparemment correcte, constitue encore une escroquerie de la part de Lukacs, car elle est destinée à masquer le fait que l'aristocratie ouvrière n'est pas l'explication du menchévisme, mais sa base matérielle, le *fondement* de son explication parce que le fondement de son être. On se demande d'ailleurs comment expliquer la prétendue « *capitulation idéologique* » de la bourgeoisie devant un prolétariat en « *crise idéologique* » ?

La boucle est bouclée : selon Lukacs, ce n'est pas la bourgeoisie qui, par l'intermédiaire de ses « *lieutenants* »

(46) *Op. cit.*, p. 355.

(47) *Op. cit.*, p. 344.

réformistes, attaque le mouvement ouvrier. Non, les partis réformistes ne sont pas l'expression de la bourgeoisie au sein du prolétariat, mais celle du prolétariat, et, qui plus est, de sa crise « *idéologique* ». Bien entendu, si c'est une expression du prolétariat lui-même et de plus une maladie idéologique, la tâche à accomplir ne peut pas, évidemment, être la construction du parti révolutionnaire contre le réformisme. Au lieu de cela, lorsque Lukacs se pose la question : que faire ? ou ainsi qu'il la formule :

« ... Comment la possibilité objective de la conscience de classe peut-elle se réaliser effectivement ? ... » (48).

il y donne la réponse suivante :

« ... C'est la question de la transformation interne du prolétariat, de son mouvement pour s'élever au niveau objectif de sa mission historique, crise idéologique dont la solution rendra enfin possible la solution pratique de la crise économique mondiale » (49).

Pas un seul mot sur le parti !

Mais, de la part de celui qui se pose en dirigeant d'un parti, ce serait une erreur de conduire une attaque frontale contre le parti. Lukacs ne commet jamais une telle erreur : il n'avance jamais ses conceptions bourgeoises que jusqu'à une certaine limite. Ainsi, dans *Histoire et conscience de classe*, après avoir, quant au fond, dilué la conscience de classe dans l'idéalisme et liquidé le parti, il revient à une analyse de l'organisation du parti, qui est hésitante, ambiguë et formaliste.

Le caractère idéaliste des conceptions de Lukacs apparaît sous la forme du spontanéisme lorsqu'il parle la première fois (en 1921) d'une façon élogieuse de Rosa Luxembourg.

Je cite :

« Rosa Luxembourg (...) a reconnu plus tôt et plus clairement que beaucoup d'autres le caractère essentiellement spontané des actions de masses révolutionnaires... [Elle a vu] clair, également avant beaucoup d'autres, sur le rôle du parti dans la révolution (...) Rosa Luxembourg a reconnu de bonne heure que l'organisation est bien plutôt une conséquence qu'une condition préalable du processus révolutionnaire » (50).

Malgré son apparence matérialiste, ce spontanéisme est directement relié à une opinion idéaliste et mécaniste sur la prétendue coïncidence entre connaissance de soi et conscience de classe du prolétariat. L'organisation, comme forme matérielle de la conscience, et, partant, comme médiation nécessaire dans le processus révolutionnaire, est remplacée par une spontanéité fataliste qui, contrairement à Rosa Luxembourg, rejette l'organisation antérieure, à savoir la continuité historique de la conscience du prolétariat, présente dans toute action des masses « *spontanée* ». Ce n'est pas par hasard si Lukacs est foncièrement hostile à la continuité du mouvement ouvrier organisé. L'organisation ainsi conçue n'est pas pour lui une arme de combat, mais une sorte d'entrepôt de la connaissance, emmagasinant celle-ci au fur et à mesure que le prolétariat l'y dépose.

Rien d'étonnant donc s'il écrit :

« La conscience de classe est l'« éthique » du prolétariat (...) Car la force du parti est une force morale » (51).

Le capitalisme, avec ses rapports de production, son Etat, son armée et sa police, cette force réelle disparaît der-

(48) *Op. cit.*, p. 106.

(49) *Ibidem.*

(50) *Op. cit.*, p. 63.

(51) *Op. cit.*, p. 64.

rière la « réification », et le parti, organisation des forces du prolétariat et de son combat, est présenté comme une institution idéologique.

Parce que

« ... essentiellement la puissance de toute société est une puissance spirituelle, dont seule la connaissance peut nous libérer » (52).

Et Lukacs continue en écrivant à propos de la révolution :

« L'obstacle à une telle action est de nature purement idéologique » (53).

C'est le liquidateur qui parle ici. Celui qui, en 1919, pendant la dictature du prolétariat, voulait dissoudre le parti. Celui qui, après la défaite de la révolution, au moment de la rédaction de ce livre, est chargé, avec les autres, de reconstruire le parti. Dans cet écrit, il ne fait pas « simplement » totale abstraction des problèmes réels de la reconstruction du parti à ce moment, mais développe le point de vue opposé, fondant « théoriquement » la liquidation du parti, sous la forme d'une tentative de sa transformation en cercle idéologique.

Mais, comme tout idéaliste placé dans les conditions de la réalité, Lukacs est contradictoire même dans sa conception du parti. A côté de ses opinions liquidatrices, il développe des vues apparemment opposées sur un parti omnipotent. C'est que, selon Lukacs, une fois constitué, le parti révolutionnaire est achevé une fois pour toutes. A un endroit, il émet une idée juste : c'est à partir de l'expérience quotidienne que le travailleur prend conscience de sa situation et de ses tâches de lutte. Mais dans cette analyse (54), il parle du travailleur en tant qu'individu. Et bien

que le processus de la prise de conscience se fasse effectivement ainsi, cette analyse masque l'essentiel. Elle masque le fait que ce processus ne s'accomplit pas ainsi seulement pour le travailleur individuel, mais surtout pour la classe en tant que telle : car, telle est l'opinion de Lukacs, le parti révolutionnaire une fois constitué, l'interaction entre la classe et son parti cesse. C'est la conséquence naturelle de sa conception de la conscience de classe qui n'a pas d'histoire, mais se réduit à une connaissance achevée. Le parti de Lukacs influence immédiatement l'action de chaque individu, et détermine consciemment l'évolution. Or la question centrale est précisément de savoir comment il peut et doit le faire. Pour Lukacs, cette question n'existe pas, alors que seule la réponse correcte, théorique et pratique à cette question, peut permettre de construire le parti.

En réalité, le parti ne peut déterminer consciemment l'évolution qu'en comprenant et exprimant correctement ce qui est déjà donné dans et par cette évolution. D'une part, il ne peut pas violenter l'histoire, d'autre part, il ne peut faire la révolution à la place des masses. L'idée que le parti achevé est automatiquement destiné à diriger la classe est typiquement gauchiste — et bureaucratique. Il doit, au contraire, sans cesse conquérir et reconquérir la majorité de la classe, sa confiance. C'est tout le problème du *Programme de transition* de la IV<sup>e</sup> Internationale et de la discussion menée par la III<sup>e</sup> Inter-

(52) *Op. cit.*, p. 300. Souligné par l'auteur.

(53) *Ibidem.*

(54) Voir les pages 358 et suivantes d'*Histoire et conscience de classe*.

nationale de Lénine et de Trotsky contre les gauchistes qui, de même que Lukacs, prenaient le parti une fois fondé comme suffisant pour faire la révolution. Or, de plus, Lukacs développe une telle conception au moment précis où le P.C. hongrois est détruit et disloqué, où sa reconstruction est à l'ordre du jour, dans des conditions où la social-démocratie domine la grande majorité de la classe ouvrière hongroise, après une grande défaite de celle-ci. C'est donc plus que de l'abstraction. C'est une liquidation à rebours !

## LA CLASSE ET SON PARTI

Elle prend une forme plus affirmée lorsque Lukacs aborde les problèmes de la révolution, et, plus précisément, de la transition au socialisme après la révolution.

Selon lui,

« (...) il est certain que même les groupes et les masses immédiatement intéressés, en raison de leur situation de classe, au succès de la révolution, ne se libèrent intérieurement de l'ancien ordre que pendant — et très souvent après — la révolution » (55).

Il balaie d'un seul coup cette conclusion capitale de Marx que « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». De fait, selon Lukacs, c'est le parti qui accomplit la révolution au lieu de la diriger. Dans cette conception, on peut voir, non seulement le gauchisme d'alors de Lukacs, mais aussi la justification anticipée de la bureaucratie, ces deux éléments étant jumelés dans une attitude commune à l'égard du lien entre parti et masses.

Lukacs le formule très nettement :

« (...) Le bouleversement lui-même doit être accompli par des hommes (...) qui se sont intellectuellement et sentimentalement émancipés de la puissance de l'ordre établi » (56).

C'est là un gauchisme qui est tout prêt à passer au service de la bureaucratie.

Mais notre auteur va encore plus loin, et pose de nouveau le problème du rapport entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Il ose affirmer que

« (...) le prolétariat est contraint de s'emparer du pouvoir à une époque et dans un état d'esprit tels qu'il éprouve encore l'ordre social bourgeois comme ordre vraiment légal » (57).

Car

« ... le seul fait d'une victoire ne peut élever le prolétariat à la conscience de sa propre légalité » (58).

On trouve tout dans ces injures à l'égard de la classe ouvrière. D'abord, pour Lukacs, l'État ouvrier ne représente aucunement une étape nouvelle dans le développement de la conscience de classe du prolétariat. Puis cet État ouvrier, à son tour, ne serait pas l'œuvre révolutionnaire des travailleurs eux-mêmes, au cours du processus de leurs combats, donc d'une élévation de leur conscience, et le produit matérialisé de cette conscience. C'est une projection pragmatique des expériences de la république hongroise des conseils de 1919.

(55) *Op. cit.*, p. 295. Souligné par l'auteur.

(56) *Ibidem.*

(57) *Op. cit.*, p. 304. Souligné par l'auteur.

(58) *Op. cit.*, p. 305. Souligné par l'auteur.

Il est exact que, dans ce cas, la bourgeoisie a cédé le pouvoir sans combat au prolétariat. Il est non moins exact que la majorité de la classe est restée sous l'influence de la social-démocratie qui, par la bouche de la bureaucratie syndicale, a effectivement déclaré illégale la dictature du prolétariat. Mais Lukacs, au lieu d'en tirer des conclusions marxistes, élève pragmatiquement ces faits au niveau d'une « théorie » généralisée. Les résultats en sont : l'identification de la bureaucratie syndicale (et avec elle de toute la social-démocratie) avec le prolétariat — ce qui prépare « théoriquement » l'association ultérieure avec la bureaucratie stalinienne — et la responsabilité de la chute de sa dictature rejetée sur la classe ouvrière.

De la part d'un « théoricien », cet impressionnisme ne peut être expliqué que par son propre rapport avec la bourgeoisie. De ce rapport, l'antagonisme irréconciliable et donc le combat sans merci disparaissent, cédant la place à un rapport idéologique opposé, certes, mais qui se résout par la conquête pacifique du pouvoir, celle-ci étant obtenue par le développement de la connaissance.

Inévitablement, Lukacs en arrive à justifier d'avance, bien qu'implicitement, la bureaucratie avec son « socialisme dans un seul pays ». Car, selon lui,

« malgré la conquête du pouvoir d'Etat, la lutte reste donc inégale pour le prolétariat, aussi longtemps qu'il n'a pas acquis précisément la même assurance naïve que seul son ordre juridique est légal » (59).

Ce n'est donc pas la révolution mondiale qui est nécessaire à la victoire, mais un sentiment de légalité qui, d'emblée, est dénié ici au prolétariat,

comme si la destruction de l'Etat bourgeois n'était pas son œuvre. Lukacs ne nie pas la possibilité pour le prolétariat d'accéder à ce sentiment de légalité, mais — naturellement — cela peut se faire sans la révolution mondiale, donc dans un seul pays.

Car, à la question : que faut-il faire pour que le prolétariat puisse avoir cette légalité ? Lukacs donne cette réponse :

« (...) La reconnaissance de la Russie soviétique par les Etats bourgeois [est] la reconnaissance par la bourgeoisie de la légitimité de la révolution prolétarienne accomplie, [et ainsi] la légitimité de la révolution prolétarienne est consacrée » (60).

Donc, il faut s'adresser à la bourgeoisie ! Selon Lukacs, le prolétariat a besoin que ses actes soient consacrés par la bourgeoisie ! La révolution prolétarienne n'est donc légitime qu'à partir de cette consécration. Or, si la bourgeoisie mondiale a été contrainte par le prolétariat à « reconnaître » la Russie soviétique, elle n'a jamais considéré pour cela la révolution prolétarienne comme « légitime ». Seuls, un bourgeois travesti en « communiste », comme Lukacs, et la bureaucratie stalinienne peuvent avoir une telle façon de voir. Il est facile d'y reconnaître, non seulement le « socialisme dans un seul pays », mais aussi la « coexistence pacifique ».

Il ne m'est pas possible de passer au crible de la critique l'ensemble des affirmations de Lukacs sur les problèmes de la lutte des classes, et en particulier sur l'organisation et sur l'Etat ouvrier. Il suffit de dire que, dans ses analyses, manque celle

(59) *Op. cit.*, p. 306.

(60) *Op. cit.*, p. 307.

de la dictature du prolétariat et de son fonctionnement, remplacée par une vague élucubration sur la violence en général ; il ne parle jamais de la révolution mondiale, mais présente la Russie soviétique comme achevée lorsqu'elle s'entend avec la bourgeoisie. Le fond de tout ce livre, *Histoire et conscience de classe*, est une tentative de conciliation entre matérialisme et idéalisme, entre prolétariat et bourgeoisie. Lukacs est un conciliateur-né qui, dans ce livre, se prépare, sans le savoir encore, à servir la bureaucratie stalinienne dans laquelle toutes ces conciliations se réunissent. Il va jusqu'à formuler concrètement des points importants du programme de cette bureaucratie avant même que celle-ci en prenne conscience. Dans sa brochure écrite un an plus tard, *Lénine*, il ira encore plus loin sur cette voie.

## QUELQUES REMARQUES FINALES

Cette critique serait pourtant inachevée sans quelques remarques, faute de pouvoir développer une analyse détaillée. La première concerne la tentative de Lukacs de donner une base philosophique à son idéalisme. Elle se fait par un essai de conciliation entre matérialisme et idéalisme en recourant à Kant. Il défend ce dernier contre les critiques d'Engels qu'il accuse de méconnaître Kant ! Posant au centre la relation sujet-objet, et se plaçant sur la base de la conception que la dialectique est déterminée par le sujet, il se trouve tout naturellement du côté de Kant contre Engels.

Il se dresse contre une « *opposition rigide entre pensée et être* » (61), non pas tout à fait comme Kant, mais en trouvant une « *solution* » digne de Mach :

« Le critère de la pensée, c'est bien la réalité. Mais celle-ci n'est pas, elle devient — non sans que la pensée y contribue » (62).

Il essaie donc de trouver le même pont entre matérialisme et idéalisme, bien sûr au profit de ce dernier, que Lénine critique dans la théorie de la connaissance de Mach.

La deuxième remarque concerne l'attitude inqualifiable de Lukacs envers Rosa Luxembourg. Dans le premier écrit qu'il lui a consacré, Lukacs met Rosa Luxembourg au-dessus de tout, en mettant par exemple son *Accumulation du capital* à la première place, sans parler de *l'Impérialisme* de Lénine.

Un an plus tard, il a complètement changé d'opinion, et se livre à une attaque brutale et déloyale contre celle-ci — exactement comme Staline l'a fait ultérieurement, ce que Trotsky a caractérisé en écrivant que, pour Staline, Luxembourg est

« ... une figure chaque fois nouvelle et isolée au sujet de laquelle il est obligé dans chaque circonstance nouvelle de se poser la question : est-ce un ami ou un ennemi ? » (63).

Cette caractérisation est valable pour Lukacs également. Comme, la première fois, Lukacs était spontanéiste, il pouvait utiliser Rosa Luxembourg en déformant sa pensée. Mais ensuite, Lukacs a évolué vers une position qui se cristallisera comme celle de la

(61) *Op. cit.*, p. 249.

(62) *Op. cit.*, p. 251.

(63) Trotsky, *Écrits*, tome I, p. 330.

bureaucratie : Rosa Luxembourg, d'« ami », est donc devenu « un ennemi ». Lukacs utilise la critique de Lénine contre la brochure « *Junius* ». Mais si l'on compare le ton de Lénine à celui qu'emploie Lukacs, on est frappé par la brutalité haineuse de celui-ci, contrastant avec l'attitude fraternelle de Lénine. Selon Lukacs, Rosa Luxembourg ne faisait que de la propagande, sans organiser le parti — alors que la critique de Lénine, pourtant écrite bien avant que Rosa Luxembourg devienne la fondatrice du P.C. allemand, est circonspecte et caractérisée par ce passage :

« La brochure de *Junius* est *grosso modo* un excellent ouvrage marxiste, et il est fort possible que ses faiblesses ne soient que, jusqu'à un certain degré, de caractère de hasard » (64).

Lukacs accuse ensuite Rosa Luxembourg d'être spontanéiste, de sous-estimer l'organisation, bien que Rosa Luxembourg ait été la fondatrice du P.C. allemand. Lukacs continue à déverser des injures sur Luxembourg, car elle a « osé » critiquer la révolution russe. Mais à ce néophyte enragé, s'oppose l'article de Trotsky :

*Bas les pattes devant Rosa Luxembourg*, écrit longtemps après.

Trotsky y caractérise différemment la prise de position de Rosa Luxembourg qui

« ... critiquait de sa prison, en 1918, très sévèrement et, dans son ensemble, faussement la politique bolchevique. Mais même dans ce travail qui compte parmi ses travaux les plus erronés, on aperçoit ses ailes d'aigle » (65).

Attaques contre Engels, contre Rosa Luxembourg, parfois contre Hegel, citations élogieuses de « *philosophes avortons* » comme un Simmel ou un Laskis, condescendance « *bienveillante* » envers Boukharine, ça et là envers Engels, attitude obséquieuse envers Lénine et Trotsky — voilà le style de *Histoire et conscience de classe*, livre écrit dans l'argot des néo-kantiens. Il s'inscrit dans le passage pacifique et naturel de Lukacs de la bourgeoisie — après « *l'accident* » des révolutions — dans le camp de la bureaucratie stalinienne.

(64) Lénine, *Œuvres*, vol. 22, Budapest 1951, p. 318.

(65) *Ecrits*, tome I, p. 330.

Pour aider le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale,

**SOUSCRIVEZ AU FOND INTERNATIONAL  
LENINE-TROTSKY**

C.C.P. BLOCH 30 500-79 — La Source-45

# Notes sur le 24<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S.

## Le congrès de la peur

par Jean-Jacques MARIE

Repoussé d'un an, le 24<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. apparaît au premier regard comme le congrès de la crispation de la bureaucratie, de sa peur devant la vague montante de la lutte des classes qui, en même temps qu'elle secoue l'impérialisme, est venue l'ébranler en Tchécoslovaquie.

Congrès de l'immobilisme, ont en général conclu les « *observateurs* » bourgeois. L'un d'eux s'étonnait, avant le congrès, de l'extraordinaire stabilité du bureau politique et du secrétariat du P.C.U.S. depuis le limogeage de Khrouchtchev et depuis le 23<sup>e</sup> congrès d'avril 1966.

Après le congrès, même étonnement : aucun changement, si ce n'est par l'élargissement du nombre des élus. Même Pelche, *apparatchik* falot de 79 ans, le responsable de la commission de contrôle du comité cen-

tral, garde son poste au bureau politique. Pour quelles raisons ? On n'en voit guère, sinon la crainte de susciter des remous, si faibles soient-ils, par la modification de l'équilibre interne de l'équipe dirigeante de la bureaucratie, dans une situation extrêmement tendue.

Les difficultés auxquelles la bureaucratie est confrontée la déchirent de haut en bas et dans ses sommets mêmes, et les divergences les plus profondes existent, à l'évidence, sur les solutions à proposer devant chacune des difficultés qui l'assaillent. Mais il ne saurait être question qu'elles s'expriment sous une forme publique quelconque, surtout pas dans un congrès. Au cas, fort improbable, où elle l'aurait oublié, la bureaucratie tirerait de la montée de la révolution politique en Tché-

coslovaquie la leçon que son incapacité à masquer ses déchirements internes ouvre une brèche par où s'engagent les masses.

Le correspondant du *Monde* à Moscou, Alain Jacob, écrivait quelques jours avant l'ouverture du 24<sup>e</sup> congrès :

« A l'intérieur, la seule forme de contestation qui se fasse jour est — sauf dans des cercles intellectuels restreints — d'ordre économique. C'est la seule, en tout cas, qui exerce une pression véritable sur le régime. Le 24<sup>e</sup> congrès a été avant tout préparé en fonction de cet ordre de revendication » (1).

Ce que le correspondant du *Monde* appelle la « *revendication d'ordre économique* », c'est à la fois le combat obstiné — et disloqué, faute d'organisation — des masses travailleuses pour de meilleures conditions de vie, de salaires et de logement, et l'aspiration de la bureaucratie et de ses diverses couches à bénéficier plus encore de leur position de privilégiée parasitaire. La marge de manœuvre de la bureaucratie est sur ce terrain fort étroite.

## BILAN DU PLAN

C'est ce qui ressort nettement du bilan du huitième plan quinquennal, bilan qui conditionne évidemment les objectifs et les mesures essentielles du 9<sup>e</sup> plan, lancé à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1971... et adopté trois mois après son lancement par le 24<sup>e</sup> congrès (la bureaucratie, on le voit, n'est pas même capable de maîtriser les formes légales de sa propre domination poli-

tique !). Nous n'insisterons que sur deux aspects de ce bilan :

a) Si, dans le domaine de la production des principaux biens de consommation, les objectifs ont été à peu près atteints au prix d'un effort intensif, les conditions générales de la stagnation de l'agriculture, mal endémique de l'économie soviétique depuis la collectivisation forcée à coups de mitrailleuse, organisée par Staline en 1929-33, ne sont pas le moins du monde en voie de redressement. Alors que l'agriculture emploie 40 % de la population, les objectifs dans le domaine de sa mécanisation sont fort loin d'être atteints : le plan septennal prévoyait pour 1965 la fabrication d'UN MILLION de tracteurs par an, le plan quinquennal suivant abaissa les prévisions à 600.000. En 1970, la production fut de 459.000. Le plan septennal prévoyait pour 1965 la production annuelle de 400.000 combinés pour céréales. En 1970, il en fut produit *un peu moins de 100.000 !*

b) Des écarts énormes apparaissent dans le développement des branches industrielles les plus importantes. Si les objectifs sont atteints et même dépassés pour la production du pétrole, la production de fonte est inférieure de 9 % aux objectifs, celle d'acier de 7 %, celle de laminés de 15 %, celle de houille de 7 %, celle d'électricité de 11 %. Si l'on se souvient que, dès 1964, la « *chimisation* » à outrance était préconisée comme l'un des moyens nécessaires de remédier au retard de la production agricole, et que l'accent était

(1) *Le Monde*, 25 mars 1971.

mis sur la nécessité d'accélérer l'électrification des campagnes, il est grave que la production des produits chimiques, et notamment des engrais minéraux, soit très en deçà des objectifs, et que la production d'électricité accuse un retard de 100 milliards de kilowatts-heure...

Quelle leçon en tire la bureaucratie ? Le 24<sup>e</sup> congrès est, là-dessus, sans ambiguïté : le plan quinquennal qu'il a ratifié fait reposer l'ACCROISSEMENT DU REVENU NATIONAL POUR 80 % ET L'AUGMENTATION GLOBALE DE LA PRODUCTION... POUR 90 % SUR L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL, le reste devant être fourni, outre la lente modernisation de l'appareil de production, par une meilleure utilisation des réserves et une amélioration des méthodes de gestion, d'administration et de direction, vœux déjà formulés pieusement par Staline... en 1926, et vœux qui ne peuvent être que pieux, puisque le désordre, la gabegie, le gaspillage sont inséparables de la gestion bureaucratique de l'économie. La bureaucratie sait bien que son autoréforme, si chère au cœur de feu Isaac Deutscher, relève du plus pur utopisme. N'en serait-elle pas elle-même convaincue que les chiffres le lui démontreraient ! La répartition des fonds prévus au budget pour le financement de l'économie nationale est, de ce point de vue, éclairante, aveuglante même : en 1966, 49 % de ces fonds étaient destinés à couvrir les déficits des divers secteurs de l'économie ; en 1968, première année d'application de la réforme Liberman, qui vise à liquider ces déficits en les transférant sur les travailleurs (par les réajustements de prix, les baisses de primes et l'introduction d'une certaine mobi-

lité de l'emploi), 55 % de ces fonds servaient à couvrir les déficits et dépassaient donc de façon conséquente les sommes destinées aux investissements ; en 1970 ces sommes atteignaient 58 % de la totalité des fonds consacrés au financement de l'économie nationale. Les prévisions pour 1971 portent ce chiffre à 60 %. Le parasitisme organique de la bureaucratie, qui freine de tout son poids le développement des forces productives que permettraient la propriété collective des moyens de production, le plan et le monopole du commerce extérieur, est ici éclatant. C'est ce parasitisme qui introduit dans l'économie soviétique le désordre, décuplant les distorsions inévitablement engendrées par l'isolement de l'économie soviétique dans le marché mondial contrôlé par l'impérialisme.

Lorsque le 9<sup>e</sup> plan quinquennal, ratifié par le 24<sup>e</sup> congrès, affirme que 80 % de l'accroissement prévu du revenu national et 90 % de l'augmentation globale de la production viendront de l'accroissement de la productivité du travail, il met à l'ordre du jour une offensive contre la stabilité de l'emploi pour accélérer les cadences en élevant les normes, etc. C'est ce que Brejnev annonce, avec beaucoup de prudence, lorsqu'il affirme que l'une des conditions de la réalisation du plan consiste à rationaliser l'utilisation des ressources en main-d'œuvre et surtout à améliorer la structure du salaire en donnant aux entreprises des possibilités plus grandes de récompenser les travailleurs qui se distinguent dans le domaine de la production et de la productivité. Il s'agit, bien sûr, de modifier la répartition d'une masse salariale don-

née par entreprise, donc d'élargir l'éventail des salaires et de peser par ce levier pour la réduction de la main-d'œuvre dans tel ou tel secteur donné (2).

Une offensive de grande envergure contre la classe ouvrière soviétique est ainsi à l'ordre du jour, mais ce, dans une situation internationale, et en particulier européenne, explosive. La grève générale des travailleurs polonais à Gdansk, Sopot, Gdynia, Szczecin obligea, en janvier 1971, la bureaucratie de l'U.R.S.S. à différer certaines augmentations de prix prévues et à apporter en hâte quelques correctifs, d'ailleurs mineurs de toute évidence, au 9<sup>e</sup> plan quinquennal. Elle la poussa même à décréter le 1<sup>er</sup> mars une baisse des prix de certains produits *non* alimentaires, dont, il est vrai, la plus grande partie n'intéresse que la bureaucratie elle-même (postes de télévision, machines à laver... et pourtant cela ne porte, par exemple pour les postes de télévision, que sur les vieux modèles).

## UN CONGRÈS QUI TREMBLE DEVANT LA RÉVOLUTION POLITIQUE

Après la montée du grand mouvement de classe qui dressa les travailleurs tchécoslovaques en 1968, et la grève générale du prolétariat français en 1968, après l'entrée en lutte par vagues successives du prolétariat italien et yougoslave, après la grève générale des travailleurs de la Baltique, la bureaucratie a une peur panique d'une mobilisation du prolé-

triat européen par-dessus les divisions nationales et la coupure qui sépare l'Europe en deux.

C'est pourquoi Brejnev, dans son rapport introductif, est revenu avec insistance sur sa proposition de *Conférence paneuropéenne de sécurité*. Il présente fort justement cette *Conférence paneuropéenne* comme un prolongement et un élargissement du pacte germano-soviétique d'août 1970 :

« Pendant toutes ces années, *dit-il*, l'Europe a été l'un des axes essentiels de notre activité en politique extérieure (...) Le pas en avant substantiel réalisé dans nos relations avec l'Allemagne fédérale ouvre en Europe des perspectives nouvelles. »

Ces lignes qui débouchent sur la proposition de *Conférence paneuropéenne* suivent — à distance respectueuse — un long développement sur « *l'aide internationale* » apportée en 1968 à la Tchécoslovaquie où Brejnev affirme qu'en 1968 se déve-

(2) Une « *expérience* » en ce sens a déjà été mise sur pied dans un combinat chimique de Tchchokino (région de Toula au sud de Moscou) dont la direction a reçu l'autorisation de licencier une partie du personnel en gardant intégralement le fonds de salaire qui lui était attribué. La généralisation, sous des formes diverses, de cette politique est dans la logique des exigences et des besoins de la bureaucratie. Mais cette généralisation ne pourrait manquer de se heurter à une formidable résistance des masses soviétiques. Elle est pourtant à l'ordre du jour. C'est en particulier ce que signifient les deux principes affirmés dans un article de la revue *Voprosy Ekonomiki* et cités par Alain Jacob dans *le Monde* du 27-3-71 : « *Le contenu et le mécanisme des fonctions de gestion économique sont les mêmes dans toutes les sociétés* » ; et « *Les principes de direction sont communs à tous les modes de production.* »

loppait en Tchécoslovaquie « l'opportunistisme de droite » et déclare : « Il était clair pour nous qu'il ne s'agissait pas seulement d'une tentative de l'impérialisme et de ses alliés de renverser le régime socialiste en Tchécoslovaquie, il s'agissait d'une tentative de porter, par là, un coup aux positions du socialisme dans l'Europe tout entière... »

Bref — traduit en langage bureaucratique — cette phrase signifie que la montée des masses en Tchécoslovaquie en 1968 menaçait de s'étendre à toute l'Europe de l'Est et à l'U.R.S.S. elle-même.

Même si la bureaucratie a réussi à canaliser cette menace, elle ne l'a nullement fait disparaître. C'est à cela que répond la proposition d'une *Conférence paneuropéenne de sécurité* : puisque l'Europe concentre sous une forme explosive toutes les contradictions de la situation mondiale et toutes les tensions de la lutte des classes mondiale, puisque le prolétariat de l'Est et de l'Ouest, dans les cadres nationaux dans lesquels la bourgeoisie et la bureaucratie tentent de le disloquer, monte à l'assaut par vagues successives, Brejnev propose à l'impérialisme de passer un accord à l'échelle de l'Europe sur l'organisation commune de l'« ordre », c'est-à-dire de la contre-révolution. On peut dire que la *Conférence paneuropéenne de sécurité*, c'est l'envers contre-révolutionnaire du mot d'ordre des *Etats-Unis socialistes d'Europe*. L'envers de ce mot d'ordre et la réponse des bureaucrates à ce mot d'ordre qui correspond aujourd'hui plus profondément que jamais aux conditions objectives de la lutte des classes à l'échelle du continent. D'où la proposition complémentaire de Brejnev d'une dissolution simultanée du pacte de

Varsovie et de l'O.T.A.N., et l'insistance avec laquelle il souligne que l'O.N.U. doit être utilisée au maximum pour empêcher les « *agressions* » : double forme d'une même proposition de coopération internationale organisée avec l'impérialisme.

Mais la situation d'aujourd'hui n'est pas celle de 1944 : la marge de manœuvre de la bureaucratie, auréolée de la victoire des travailleurs soviétiques sur le nazisme et de la confiance de dizaines de millions de travailleurs dans le monde, permettait alors à Staline de conclure avec Roosevelt et Churchill les accords de Yalta en 1944 ; cette marge de manœuvre s'est rétrécie comme une peau de chagrin. Et les possibilités d'un super-Yalta sont extrêmement minces, sinon nulles. D'où la « *morosité* » du 24<sup>e</sup> congrès... Brejnev sait que, lors de la grève générale des chantiers navals de Gdansk et Gdynia en décembre 1970, les équipages de deux navires soviétiques qui se trouvaient au radoub à Gdansk, se sont solidarisés dans leur entier, à l'exception d'un capitaine, avec les grévistes et les manifestants. Il sait que c'est sur cette réalité que s'appuie la lutte de l'opposition communiste en U.R.S.S. même, lutte qui s'est manifestée sous deux formes au moins avant le 24<sup>e</sup> congrès : la mise en circulation par Boukovski, libéré en septembre 1970, d'un dossier sur les internements psychiatriques forcés et l'envoi par Piotr Iakir d'une lettre aux délégués du congrès. Il sait que, si le lien conscient entre ces deux formes d'activité n'existe pas encore — puisqu'il exigerait une organisation — ce lien existe objectivement...

Sous une forme simplifiée, B. Féron schématisait ainsi à la veille du

24<sup>e</sup> congrès l'impasse où se trouve aujourd'hui la bureaucratie :

« Le système (...) essaye de se tirer d'affaire en présentant simultanément la carotte et le bâton. Il n'y a pas assez de bâtons pour réduire à l'impuissance totale les fortes têtes ni suffisamment de carottes pour les apaiser » (3).

Qu'il soit insuffisant de présenter les choses sous cette forme « quantitative », c'est certain. La bureaucratie ne manque pas de bâtons. Mais les conditions dans lesquelles elle est poussée à utiliser le bâton l'effrayent, car elle ne sait ce qui peut s'ensuivre. Les ouvriers de la Baltique le lui ont rappelé. Le 24<sup>e</sup> congrès ne pouvait, bien sûr, pas trancher. Et il n'a pas tranché.

## ET STALINE ?

En mars 1971, le conseil municipal de la ville tchécoslovaque de Rymarov, en Moravie, a décidé d'ériger une nouvelle statue à Staline, et d'adresser en même temps un message de sympathie à la garnison soviétique parquée dans le voisinage. L'ancienne statue avait été détruite, paraît-il, après l'invasion d'août 1968. Il ne s'agissait pas là d'une décision « individuelle » prise par un groupe d'ultra-staliniens, mais d'un acte décidé à un niveau beaucoup plus élevé, dans le cadre d'une campagne d'envergure pour la réhabilitation de Staline.

Les signes de cette campagne n'ont cessé de se multiplier. C'est pour les dénoncer en particulier que l'historien Roy Medvedev, membre du P.C.U.S., avait écrit son opuscule *Faut-il réhabiliter Staline ?* (4) en

1969. Depuis lors, les choses n'ont fait que se précipiter. On a édifié une petite statue à Staline derrière le mausolée de Lénine ; son nom réapparaît, accompagné d'éloges, dans les mémoires de nombreux chefs militaires ou dans la littérature (le roman *le Siège* de Tchakovski, rédacteur en chef de la *Gazette littéraire*, par exemple), on s'efforce de faire oublier peu à peu les dénonciations des effets du « culte de la personnalité » qui s'étaient multipliés de 1962 à 1964. De toute évidence, le mouvement de réhabilitation qui s'était amorcé dès la préparation du 23<sup>e</sup> congrès — et qui avait suscité une protestation publique des intellectuels et de savants — s'est considérablement approfondi. Toute une couche de la bureaucratie rêve du retour à Staline et croit qu'il lui serait possible de comprimer, d'étouffer les contradictions qui ravagent la société soviétique comme l'avait fait le génial père des peuples : répression massive, vagues de purges, ouverture en grand de camps de concentration, procès en chaîne, épurations systématiques.

Ce n'est à aucun degré possible : de même que l'économie soviétique n'en est plus au stade où il était possible de faire construire des routes et des canaux par des déportés, de même le prolétariat soviétique n'en est plus à la situation des années 30 : un prolétariat aux quatre cinquièmes issu des campagnes et de la tornade de la collectivisation à coups de mitrailleuse... Et la situa-

(3) *Le Monde*, 13 mars 1971.

(4) Publié aux Editions du Seuil. Voir aussi *Samizdat I*, pp. 557 à 563.

tion internationale n'est plus du tout la même : ce n'est pas la montée du fascisme qui est à l'ordre du jour... c'est la montée révolutionnaire du prolétariat, à l'échelle du globe.

C'est pourquoi le processus de réhabilitation de Staline est si hésitant, contradictoire : même à propos de son père et patron, la bureaucratie est incapable de maîtriser sa propre politique. Et Brejnev gardera le silence là-dessus au congrès.

A la veille encore de ce congrès, pourtant, un membre de l'ambassade soviétique glorifiait Staline et annonçait sa réhabilitation lors d'une réunion de la société d'amitié soviéto-tchécoslovaque. Cependant, d'autres signes révélaient une hésitation profonde : l'anniversaire de Staline (21 décembre) fut passé sous silence cette année dans les grands journaux soviétiques et le calendrier des éditions d'Etat pour l'année 1971 signale à la date du 21 décembre la naissance du maréchal Rokossovski, mais ne signale pas celle de Staline, et ce, pour la première fois depuis la mort du maréchal... Il faut signaler ici aussi la rocambolesque histoire des *Souvenirs* de Khrouchtchev, dont on ne peut comprendre la signification qu'en la replaçant dans ce contexte : il est probable, en effet, que les *Souvenirs* de Khrouchtchev, dont la parution imminente fut annoncée aux U.S.A. le 6 novembre 1970, sont, au moins partiellement, constitués par des confidences ou des bribes de confidences de l'ancien dirigeant du Kremlin ; probabilité renforcée par le fait que le démenti que publia la *Pravda*, sous la signature de Nikita Khrouchtchev, portait sur la « transmission » du texte bien plus

que sur le texte lui-même. Le texte a été composé ou fabriqué en U.R.S.S. et transmis aux Américains par l'agent du K.G.B., Victor Louis. Or ces *Souvenirs* comportent une très violente dénonciation de Staline, qualifié « d'assassin » aux « crimes horribles », etc. Et on y lit :

« Et maintenant, d'aucuns se mettent à couvrir l'homme coupable de tous ces meurtres (...) Je m'étonne en particulier que certains chefs militaires éminents tentent, dans leurs discours et leurs mémoires, de blanchir Staline et de le remettre sur son piédestal. »

Quelle qu'en soit la part réelle d'authenticité, les *Souvenirs* de Khrouchtchev constituent une opération montée en U.R.S.S. et qui vise à rappeler dans le détail, avec parfois plus de force, la dénonciation de Staline que contenait le rapport de Khrouchtchev au 20<sup>e</sup> congrès en 1956. Il serait inutile et gratuit de spéculer sur les origines exactes, les tenants et les aboutissants de ce genre d'opération, comme de savoir quelle coterie a fait disparaître pour la première fois le nom de Staline du calendrier, au moment même où d'autres chantent sa gloire. Seuls comptent le fait et son sens : la bureaucratie est divisée sur Staline. Comme sur tout le reste. Mais ces divisions doivent rester masquées.

## LE P.C.F. ET LE 24<sup>e</sup> CONGRÈS

Dans son rapport introductif au 24<sup>e</sup> congrès, Brejnev a souligné le rôle des troupes du pacte de Varsovie en août 1968 pour « sauver le socialisme » en Tchécoslovaquie. Il a rappelé sans ambiguïté ce haut

fait d'armes de la bureaucratie. Gustav Husak, dans son intervention, s'est longuement étendu sur les périls (contre-révolution, complot impérialiste, etc.) que l'invasion de la Tchécoslovaquie avait écartés. Ces deux interventions donnaient l'une des clés de ce congrès, qui devait, devant les représentants des partis « communistes » frères, sanctionner l'invasion et la « normalisation » qui en ont été l'objectif et la conséquence. La délégation du P.C.F. n'a pas soufflé mot. Et Georges Marchais s'en est expliqué dans une interview à *l'Humanité*, publiée dans le numéro du 2 avril.

Critiquant la formulation de Husak (et sans jamais rappeler le discours de Brejnev), formulation selon laquelle, en 1968, on « a assisté à une tentative contre-révolutionnaire de renversement du régime socialiste », il déclare :

« Notre 19<sup>e</sup> congrès a souligné que la diversité des conditions de lutte, l'existence même de divergences sur certaines questions ne doivent en aucun cas affaiblir ou entraver la nécessaire unité d'action de tous les partis communistes. C'est en parlant de ces idées et pour éviter la polémique que notre délégation, comme elle en avait le mandat, n'a pas jugé bon de rappeler, dans sa salutation au congrès d'un parti frère dont elle est l'hôte, la position bien connue — et inchangée — du parti communiste français sur l'intervention militaire d'août 1968 en Tchécoslovaquie. Evidemment chaque délégation intervient comme elle l'entend. Cependant notre délégation juge regrettable que la délégation du parti communiste de Tchécoslovaquie ait cru devoir consacrer l'essentiel de sa salutation à l'exposé de sa position sur cette question, exposé dont plusieurs aspects impliquaient une critique de notre position. »

Il s'agit par là d'apaiser les militants du parti communiste français qui pourraient s'étonner, s'inquié-

ter, s'indigner même du silence (prévu à l'avance, on le voit) de la délégation du P.C.F. sur la Tchécoslovaquie. Que Marchais rappelle, sans d'ailleurs la définir une nouvelle fois, la « position » du P.C.F. sur l'invasion dans les colonnes de *l'Humanité*, c'est là le pendant nécessaire de l'accord qu'il a donné à l'invasion et à la « normalisation » en ne soufflant mot au congrès de ce double problème abordé de front par Brejnev et auquel, Marchais le souligne, Husak a consacré l'essentiel de son intervention. Qui ne dit mot consent. Or le consentement de l'ensemble des P.C. frères dans le cadre de ce 24<sup>e</sup> congrès était nécessaire à Husak pour qu'il tienne, JUSTE APRÈS LE 24<sup>e</sup> congrès, son 14<sup>e</sup> congrès bis, qui doit faire le bilan de la « normalisation », jeter les fondements de la généralisation des procès politiques et cautionner la réouverture des camps de concentration ; bref, centraliser à un niveau plus élevé la politique anti-ouvrière de la fragile bureaucratie tchécoslovaque.

C'est à cette opération que la direction du P.C.F. a très consciemment prêté la main. Les explications que Marchais est obligé d'en donner à travers une interview dans *l'Humanité* montrent d'ailleurs à quel point pour lui la voie est, sur ce terrain, étroite, très étroite... Et elle s'est plus encore rétrécie avec l'envoi par le P.C.F. d'une délégation au pseudo-14<sup>e</sup> congrès du P.C. tchécoslovaque — délégation dirigée par Raymond Guyot, qui se verra peut-être, à cette occasion, attribuer la nationalité tchécoslovaque, retirée à son gendre Artur London, et dont G. Marchais a clairement indiqué la fonction lorsqu'il a répondu à la

question que lui posait un journaliste :

« Pensez-vous que le P.C. tchécoslovaque va se déterminer à son congrès en toute liberté ?

— *Le congrès du P.C. tchécoslovaque a été préparé sur la base de documents élaborés par la direction de ce parti.* »

Il n'a donc pas été préparé par l'invasion et la « normalisation » ? Il n'y a donc pas eu un précédent 14<sup>e</sup> congrès, authentique celui-là, et tenu sous la protection de la classe ouvrière ? Puisqu'il a fallu l'invasion et la « normalisation » pour préparer « ce » congrès, l'une et l'autre méritent donc d'être saluées. Mais l'approbation de la « normalisation » en Tchécoslovaquie est étroitement liée, bien sûr, à la campagne « normalisatrice » organisée par la direction

du P.C.F. contre l'avant-garde et contre la classe ouvrière française depuis la fin du 24<sup>e</sup> congrès, campagne qui a été marquée par un grand déploiement de violences, d'Arcueil à Renault-Le Mans, Berliet, etc., en passant par La Courneuve.

Là le 24<sup>e</sup> congrès prend sans ambiguïté toute sa signification : celle de l'offensive internationale contre la classe ouvrière et contre l'avant-garde internationale dont les dernières années ont montré le développement et le renforcement. Cette offensive se heurte cependant partout à une classe ouvrière de plus en plus hostile à l'appareil et résolue à se défendre. Bureaucrates et bourgeois sont « moroses ». Les échéances sont proches.

Abonnement couplé

**INFORMATIONS OUVRIERES  
JEUNE REVOLUTIONNAIRE**

Au prix exceptionnel de 40 F

Il est offert un abonnement couplé d'UN AN

à « INFORMATIONS OUVRIERES » (48 numéros)

à « JEUNE REVOLUTIONNAIRE » (10 numéros)

Versement au C.C.P. I.O. 21.831.73 - Paris

Rédaction - Administration

Correspondance :

« INFORMATIONS OUVRIERES »  
39, rue du Faubourg-du-Temple  
PARIS-10<sup>e</sup>

C.C.P. 21.831-73 Paris

**ABONNEMENTS**

3 mois (12 n<sup>os</sup>) ..... 11 F

6 mois (24 n<sup>os</sup>) ..... 20 F

1 an (48 n<sup>os</sup>) ..... 38 F

Etranger (1 an) ..... 50 F

## « LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE » REPARAIT

Après une longue interruption, *La Correspondance internationale* reparait. La parution de *La Correspondance internationale* fut suspendue au lendemain de la grève générale de mai-juin 1968 par suite des lourdes tâches que dut accomplir l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale) : rappelons que le gouvernement prononça par décret la dissolution de l'O.C.I., mesure qui fut cassée, il y a quelques mois, par décision du Conseil d'Etat. Il fallait, malgré ces conditions difficiles, assumer la continuité de la lutte pour la construction du parti révolutionnaire en France en portant l'activité

des trotskystes au niveau des exigences d'une situation où la lutte des classes s'approfondit. Les forces ont manqué pour publier régulièrement *La Correspondance internationale*. Mais ce serait une lourde erreur de faire une règle d'un cas de force majeure. A la vérité, pour autant que *La Correspondance internationale* est une expression de la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, son absence était un manque, démontrait une faiblesse, dans la lutte pour la construction du parti révolutionnaire : la lutte pour la construction du parti révolutionnaire est inséparable de celle pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

### SOMMAIRE

- Marc-Etienne LAURENT : La reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale en Amérique latine est en marche.  
Michel VARGA : La lutte du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale en Europe de l'Est.  
G. FRIED : Le combat des trotskystes tchécoslovaques contre la normalisation.  
M.-E. LAURENT : Les perspectives de construction d'une organisation trotskyste en Espagne.  
Le combat de la S.L.L. et des **Young Socialists** contre le gouvernement conservateur en Angleterre.  
Jacques MEYRAND : L'enjeu de la crise de l'U.I.E.  
Christian MAREN : Contre-révolution à Ceylan et responsabilité du pablisme.  
François FORGUE : Où va le S.W.P. américain ?  
Isaac FIELD : Problèmes de la construction du parti révolutionnaire au Moyen-Orient.

### LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

Bulletin du Comité International pour la reconstruction  
de la IV<sup>e</sup> Internationale

#### ABONNEMENTS

Le numéro .....	2 F
6 numéros (1 an) .....	11 F
3 numéros (6 mois) .....	6 F
Etranger (1 an) .....	15 F

A régler au C.C.P. de Jean SANVOISIN, N° 20.671-59 - PARIS  
Rédaction-Administration :  
39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10<sup>e</sup>)

# La révolution politique, premier pas de la révolution européenne, a commencé en Pologne

[Première partie]

par Czeslaw BOBROWSKI

La bourgeoisie, la bureaucratie, comme toutes sortes de groupes « *de gauche* » se disant révolutionnaires ou non, ont en chœur propulsé leur appareil de propagande, afin de prouver le caractère « *économique* », « *spontané* » et « *désespéré* » du combat que les travailleurs polonais ont livré et livrent toujours aux appareils traîtres de la bureaucratie de Varsovie. Pendant des mois, nous avons pu lire tout un éventail de prose réactionnaire — que ce soit dans *le Monde*, dans *l'Humanité*, dans *Rouge* — où les différents interprètes et « *défenseurs* » de la révolution en Pologne ont tous été unanimes pour refuser à ce mouvement le caractère éminemment politique d'un combat direct contre l'Etat bureaucraté. Or, non seulement toute manifestation revendicative dans les

Etats ouvriers dégénérés est *politique*, par sa signification profonde tenant à la nature même de ces Etats et à la nature sociale du pouvoir de la bureaucratie (ce que certains, disons-le, ont souvent de la difficulté à appréhender), mais, qui plus est, *les formes* de la lutte des ouvriers polonais, leurs mots d'ordre, leurs objectifs et enfin la conscience et le degré de compréhension dont ils ont fait preuve dans leur combat démontrent, à qui voudrait le voir, son caractère hautement *politique, organisé et réfléchi*. Les ouvriers eux-mêmes ont apporté une réponse nette et claire aussi bien aux sombres machinations des Margueritte, Fajon ou Marchais qu'aux ignobles et criminels propos des « *trotskyistes* » de *Rouge*, lesquels, après avoir trahi la classe ouvrière polonaise

en 1956, larmoient aujourd'hui sur leur lutte « *alimentaire* ». Impérialistes, staliniens et petits-bourgeois pseudo-communistes servent tous la même cause contre-révolutionnaire, visant à désarmer, morceler, disloquer le prolétariat de Pologne.

Essayons donc d'analyser les faits tels qu'ils se sont déroulés, et de faire ressortir tous les facteurs qui donnent sa véritable dimension au combat révolutionnaire de ces derniers mois en Pologne.

Ce combat peut être divisé en quatre périodes, qui marquent son déve-

loppement jusqu'à aujourd'hui. La première couvre la première semaine des manifestations et culmine avec la destitution de Gomulka. La deuxième s'achève au début du mois de janvier avec la relance des grèves et de l'ensemble du mouvement. La troisième est celle des grèves quotidiennes, elle dure jusqu'à l'annulation de la hausse des prix, à la fin du mois de mars, qui fut la cause directe du soulèvement. Enfin, la quatrième période est celle que nous vivons à présent, celle du calme apparent, cachant les préparatifs de la classe à de nouveaux combats.

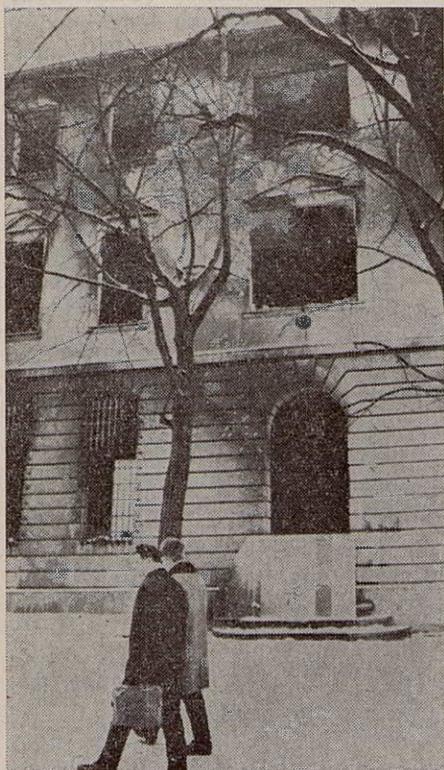
## LA PREMIÈRE PÉRIODE (DÉCEMBRE 1970) : L'EXPLOSION

Cette première étape, c'est donc, d'une part, l'insurrection des travailleurs de Gdansk, Gdynia, Szczecin, ainsi que la grève générale des travailleurs de tout le pays et, d'autre part, sous la pression de ce mouvement, la paralysie et la dislocation de l'appareil de la bureaucratie. Elle débute à Gdansk le samedi 12 décembre dans la soirée avec le déclenchement de la grève jusqu'à satisfaction des revendications des travailleurs des chantiers navals et prend fin avec la venue au pouvoir de Edward Gierek, premier secrétaire du parti pour la région de Silésie.

Sa première caractéristique, qui est la plus importante, est la fin des illusions des travailleurs à l'égard de la bureaucratie. La classe ouvrière passe à l'attaque avec une force et une détermination rares dans l'histoire des

« *démocraties populaires* ». Samedi 12 et dimanche 13 décembre 1970, les ouvriers des chantiers navals élitent des délégués qu'ils envoient au comité régional du parti, pour exiger l'annulation de la hausse des prix ou une augmentation correspondante des salaires. Aucune des délégations ne revenant du comité, l'ensemble de leurs camarades décident d'« *aller les chercher* ». Dans d'autres usines de Gdansk, les travailleurs s'élèvent contre l'atteinte à leur niveau de vie, tiennent des meetings, décident la grève, descendent dans la rue. Eux aussi « *ont l'idée* » d'aller chercher des explications devant le siège du parti. Là, tous ensemble, avec les étudiants et les ménagères, animés de la même colère, ils exigent la libération des emprisonnés, la venue de Karkoszka, premier secrétaire, et la satisfaction des revendications.

Devant les propos calomnieux et cyniques d'un des *aparatchiki*, la fureur atteint son comble, et la masse de dizaines de milliers d'hommes s'attaque à ces symboles de l'oppression stalinienne que sont les immeubles de la police et la prison municipale, et, de là, à tous les autres. Comme tant de fois dans l'histoire, les travailleurs chantent *l'Internationale*. Comme tant de fois, ils scandent : « *Nous voulons du pain et de la liberté.* »



Gdansk (29 décembre). — Des murs calcinés. Tout ce qui reste du siège du P.C. Plusieurs policiers ont été pendus aux arbres.

(Photo A.P.)

C'est l'affrontement direct avec le pouvoir de la bureaucratie usurpatrice, avec sa police, avec son armée — avec son Etat. Les travailleurs en sont conscients. Dès le début ils s'organisent. Des émissaires parcourent la ville, établissent des liaisons avec les ouvriers des autres usines. Dans chaque entreprise on élit des délégués aux comités de grève, appelés « *comités ouvriers* ». A Gdansk et à Gdynia, des comités centraux de grève sont mis sur pied, renouvelés chaque fois que des membres sont arrêtés. Désormais, la bureaucratie est obligée de négocier avec ces comités.

Le plus puissant est constitué à Szczecin. Ici le mouvement commence trois jours après Gdansk, le jeudi 17 décembre. Le développement des événements est fondamentalement identique à celui des « *trois villes* » : Gdansk, Gdynia, Sopot. Mais beaucoup plus puissant. Immédiatement la grève est générale dans toute la ville. Le même jour, Cyrankiewicz, le Premier ministre, prononce un discours qui augmente encore la fureur des masses, et proclame l'état d'exception sur l'ensemble du territoire. A partir du vendredi 18 décembre, un comité de grève est constitué, composé de délégués des 48 usines de la ville. Il siège dans les chantiers navals. Les autorités municipales et les dirigeants du parti se réfugient, tout comme à Gdansk, dans une caserne. La ville reste aux mains des travailleurs. Nous verrons plus loin le fonctionnement de ce comité « *interusines* » de grève. Sachons d'avance qu'il fut le seul pouvoir effectif de la ville pendant ces jours mémorables.

## UNE COLÈRE ORDONNÉE, RÉFLÉCHIE

La deuxième grande caractéristique de cette première étape du mouvement des travailleurs polonais est leur formidable détermination, leur terrible volonté de combat. Une multitude de faits en témoignent. Rappelons-en quelques-uns. Aussi bien à Gdansk, à Gdynia, à Szczecin que dans les autres villes du Nord comme Elblag, Stargard, Slupsk — les ouvriers sortent dans la rue en ordre impeccable, en casques et en bleus de travail, divisés en groupes d'attaque par ateliers et par sections. A Gdansk, à Gdynia et à Szczecin, ils sont dirigés par des haut-parleurs montés sur des *command cars* pris à la police. Partout ils sont armés de matraques de fer, de pierres, de bouteilles prises dans les magasins d'alimentation. Partout ils sont préparés aux affrontements plus que probables avec la police. C'est dire qu'ils savent parfaitement pourquoi ils vont manifester ! Non pas pour « *demander* » ou même « *revendiquer* », mais pour attaquer, pour obtenir eux-mêmes ce qu'ils veulent depuis des mois et des années, pour se battre contre les représentants de l'ordre de la bureaucratie.

Rejoints dans la rue par les étudiants et les ménagères, suivies souvent de leurs enfants, les travailleurs procèdent avec préméditation. Les affrontements avec la police et l'armée sont loin de présenter l'image d'une foule spontanée et déchaînée dans sa furie. Avec une immense colère, certes, mais d'une manière ordonnée, réfléchie, les ouvriers détruisent tout ce qui se dresse sur leur chemin. Même la destruction des bâtiments du parti, de la police et des forces

de sécurité est méthodique. Avant de mettre le feu à ces immeubles on prend bien soin de les vider de leurs archives, dont la plupart, comme à Szczecin, sont ramassées, puis conservées par les travailleurs. Au moment du siège de la maison du parti à Szczecin et à Gdansk, les *aparatchiki* sont faits prisonniers, emmenés au port et enfermés dans un des bateaux comme otages pour peser sur les négociations avec la bureaucratie. Une image de Gdansk montre parfaitement l'état d'esprit de la foule et la conscience qu'elle a de sa force. Assiégés dans la maison du parti, les soldats tirent en l'air quelques rafales de mitraillettes pour effrayer les manifestants. Ceux-ci leur répondent par des rires et des hourras !... A Szczecin les tanks sont accueillis par des slogans : « *La Tchécoslovaquie ne se répétera plus !* » et « *Vous avez réussi en Tchécoslovaquie. Ici vous ne réussirez pas !* »

L'histoire de tous les combats antérieurs de la classe ouvrière tchécoslovaque et hongroise est restée gravée dans toutes les mémoires. Ici, au moment du soulèvement en masse de l'ensemble des travailleurs, cette histoire, ces expériences font partie de leur conscience de classe, sont assimilées de telle façon qu'est rejetée toute possibilité de faire confiance aux paroles des bureaucrates. L'expérience de 1956, de ce que coûtait d'avoir fait confiance à Gomulka, guide les masses en action. « *Pas de retour à Octobre !* », « *Nous ne nous laisserons pas duper une deuxième fois !* », « *Trahison !* » — ces mots d'ordre et tant d'autres prouvent que l'expérience a été assimilée et un grand pas en avant franchi d'un seul coup par les travailleurs vers la compréhension de leur combat. Car

ils comprennent parfaitement la portée de leur action. Et la menace d'une intervention armée du Kremlin que la bureaucratie brandit dans ses discours n'est pas de nature à les faire dévier de leur chemin, comme ce fut le cas en 1956, au moment du bain de sang en Hongrie. Bien au contraire. Aussi bien au cours des grèves de décembre et de janvier que maintenant, les travailleurs polonais prouvent à chaque pas qu'ils sont décidés à aller jusqu'au bout de leur lutte et à obtenir la satisfaction de toutes leurs revendications économiques et politiques.

Au cours de cette première étape, celles-ci sont formulées d'une façon encore désordonnée. Partout domine le mot d'ordre « *Pain et liberté* », vieux slogan des luttes passées du

peuple et du prolétariat polonais. On réclame la démission des principaux dirigeants, Gomulka, Moczar, Loga-Sowinski (président des syndicats), Cyrankiewicz (Premier ministre), etc. Pour la plupart, ce sont des mots d'ordre carrément politiques. C'est seulement au cours de la deuxième et surtout de la troisième étape que les travailleurs vont ordonner leurs mots d'ordre, qui couvriront toute la vie sociale, politique et économique du pays. Nous y reviendrons.

Certains pourraient être surpris que « soudainement », au cours d'une seule semaine de décembre, les travailleurs polonais aillent si loin, jusqu'à construire leurs propres organisations et rendre quasiment nul le pouvoir de l'appareil dans plusieurs villes. Ce serait oublier que l'explo-



Szczecin (18 décembre 1970). — Le quartier général de la police en flammes.

(Photo A.P.)

sion ouvrière de décembre 1970 est préparée directement par un large mouvement de grèves amorcé au cours de cette année-là, dans plusieurs centres industriels, contre la réforme économique dite des « *stimulants matériels* ». Les mesures prises par la bureaucratie de Gomulka dépassent alors de loin tout ce qui a pu être entrepris contre les travailleurs par l'appareil stalinien depuis 1957 dans le domaine des fameuses « *réformes économiques à la polonaise* ». Désormais, aussi bien l'augmentation des salaires que la garantie de l'emploi sont directement rattachés au niveau de la productivité du travail, au progrès technique et à la rentabilité relative (par rapport aux autres entreprises). Il est décidé d'y parvenir principalement à l'aide de ces deux principes clés : des licenciements massifs et une politique draconienne en matière d'emploi, d'une part, et l'interdiction des heures supplémentaires, de l'autre. Les effectifs ainsi réduits des ouvriers « *bénéficient* » par contre d'une augmentation infernale des cadences et de la « *discipline du travail* », dignes des procédés les plus éprouvés des Ford et consorts. La suppression des heures supplémentaires signifie en pratique la diminution d'au moins 30 % des revenus des familles ouvrières. Une nouvelle répartition des primes (en moyenne 20 % du salaire annuel) est décidée de façon à favoriser les cadres techniques et l'administration. La prime de l'ouvrier, elle, dépend de son rendement individuel.

La « *réforme des stimulants* » est décidée au moment où la population manque des vivres les plus essentiels comme le pain, la viande, les légumes. Les prix montent sans cesse. Une crise économique sans précédent

depuis vingt ans ravage le pays. L'introduction des « *stimulants* » va encore aggraver la situation des familles déjà au bord du désespoir. Chacun sent monter la tension, le mécontentement de la population prend des allures catégoriques. A partir du mois de septembre, des manifestations et des grèves ont lieu principalement en Silésie (la Ruhr polonaise), dans le centre de l'industrie textile de Lodz et dans les chantiers navals de Gdansk et de Szczecin. En Silésie, les ménagères manifestent au mois d'octobre, clamant leur colère devant le manque des produits de base et leur prix. Des dizaines de grèves éclatent dans les mines et dans la métallurgie. Leur force et leur durée sont très diverses. Dans le bassin de Lodz, la bureaucratie licencie en tout 8.000 travailleurs, surtout des femmes. Des mouvements revendicatifs ont lieu dans presque tous les établissements.

Les ouvriers des chantiers navals envoient délégation sur délégation aux instances du parti, réclamant l'assouplissement des mesures prises par la réforme. A Gdansk, ils vont jusqu'à revendiquer la venue immédiate des dirigeants du parti. Une délégation part pour Varsovie, sans succès. Dans l'usine d'automobiles Zeran à Varsovie, en dehors des grèves quotidiennes sur le tas contre les conditions insupportables de travail, on note des tentatives de destruction des machines et de l'équipement. Dans tout le pays, c'est l'effervescence, qui se traduit même au niveau le plus élémentaire des critiques à cœur ouvert, à haute voix, particulièrement dans les queues devant les magasins. Chose jamais vue depuis 1956 : les gens n'ont plus peur de parler ouvertement. On ne veut, on ne peut plus se taire.

Constamment le parti refuse de recevoir les multiples délégations des travailleurs. Grèves, interruptions de travail et meetings sont menés d'une manière encore chaotique et dispersée. La crainte des licenciements par représailles en est un facteur important, car l'un des « *stimulants* » mis particulièrement en relief par la réforme est justement « *la discipline du travail et la discipline sociale* » que la bureaucratie est décidée à faire respecter par tous les moyens à sa disposition. Sans quoi, pas de réforme ! Néanmoins, le mûrissement de la révolution de décembre se fait justement au cours de ces centaines de grèves, de meetings et de discussions dans les ateliers. Naturellement, dans cette situation, la décision d'augmenter les prix des principales denrées alimentaires de 10 à 30 % n'est que la goutte qui fait déborder la coupe trop pleine. D'où la rapidité et l'efficacité du combat des travailleurs en décembre. Les expériences récentes et celles du passé ont alimenté la conscience de la classe, l'ont poussée à faire un premier bilan et à choisir immédiatement les méthodes convenables de lutte.

Cette organisation et cette détermination que nous avons vues donnent dès son début une signification politique énorme au mouvement. La bureaucratie traître a perdu la confiance des travailleurs. Ils élisent les organes de leur propre pouvoir de classe, *indépendants des appareils*, en même temps que cette organisation indépendante constitue en elle-même le premier pas indispensable, quoique encore insuffisant, vers l'approfondissement du bilan des expériences, vers la recherche *consciente* des voies et des moyens en mesure de les prémunir contre d'autres trahisons

et, partant, contre d'autres illusions, dont le prix a été si cher payé parce que le sang a coulé. Et, dès maintenant, c'est cette indépendance des travailleurs, matérialisée dans les comités de grève et les comités centraux de grève, qui va conditionner et ordonner toutes les manœuvres de la bureaucratie.

## **LA BUREAUCRATIE SE DÉCHIRE ET PREND PEUR**

Après avoir décidé, le 12 décembre, la hausse des prix des produits alimentaires, la bureaucratie mobilise sur-le-champ tous les cadres et tous les propagandistes du parti pour une vaste « *campagne d'explications* ». Déjà, à ce stade, elle se heurte à la résistance de ses militants, dont beaucoup refusent catégoriquement d'aller devant les ouvriers justifier l'injustifiable. Les militants du parti et son appareil de base sont profondément ébranlés par cette nouvelle mesure. Ils craignent la révolte des ouvriers, car ils connaissent bien l'atmosphère qui règne alors dans les usines. Rien de surprenant donc que, au moment du déclenchement des grèves et au fur et à mesure du développement des événements, beaucoup d'entre eux se soient ralliés à leur classe et aient voulu défendre les travailleurs devant l'arbitraire policier du pouvoir.

Au sommet, le déchirement de la bureaucratie, qui allait en s'approfondissant, au cours de 1970, sous l'impact des revendications ouvrières, trouve son dénouement sous les coups décisifs de la révolution politique.

L'appareil se trouve même, pendant quelques jours, dans une situation intenable. Au moment même des manifestations de Gdansk, à Varsovie siège le plénum du comité central. Pas de discussion sur les informations alarmantes arrivant de la côte. Après avoir débattu de l'application de la hausse des prix, les membres du C.C. se séparent, pour ne se revoir que six jours plus tard, déjà sous la conduite de Gierek et de Moczar. Ces derniers sont absents, ainsi que Babiuch, chef de la section d'organisation, et Kruczek, futur président des syndicats, piliers de l'équipe actuelle. En réalité, Moczar et Gierek ayant fait bloc contre Gomulka au premier signe des grèves de Gdansk, la rupture est déjà consommée en ce lundi 14. Un deuxième centre du pouvoir est créé à Legionowo, près de Varsovie, où Gierek et Moczar installent leur état-major, et d'où ils préparent fiévreusement la destitution de Gomulka et de son équipe. Changent en hâte de camp ceux qui veulent s'adapter à la nouvelle éventualité, comme Loga-Sowinski, président des syndicats, Tejchma, Szydlak, l'idéologue, et quelques autres. Gomulka, avec ses amis Kliszko, Spychalski et Strzelecki, siège toujours dans le bâtiment du comité central gardé par la police et les pompiers. En réalité Gomulka n'a plus aucun pouvoir entre les mains. Après une crise de rage, il reste gardé à sa maison. Ce sont Kliszko et Spychalski qui donneront l'ordre, qui ne sera pas rendu public, de tirer sur les ouvriers, mardi 13 décembre. L'intervention massive de l'armée et des tanks, le massacre auquel se livrent la police et ses détachements spéciaux précipitent leur chute, mais ni eux ni leurs opposants n'ont compté dans leurs calculs avec

l'ampleur et la force fantastique du mouvement de la classe.

## RÉPRESSION CONTRE LA CLASSE ORGANISÉE EN CONSEILS

Pour la première fois, la presse parle d'« émeutes » le mercredi 14. La presse, la radio et la télévision se déchaînent contre les « voleurs », les « pillards », les « vandales », les « voyous », les « bandits », contre les « ennemis, aventuriers et anarchistes », et ainsi de suite. Tentative classique, mais qui échoue rapidement. Ces épithètes, lancées contre la classe ouvrière, provoquent une réaction foudroyante. Le lendemain, jeudi 17, c'est l'insurrection à Szczecin et dans toutes les villes environnantes comme Swinoujscie, Stargard, Pila. Le soir du même jour, la bureaucratie se décide, pour la première fois, à se présenter devant les travailleurs, mais sur l'écran des postes de télévision. Cyrankiewicz lit un court discours où il demande à la nation de « prendre conscience de la gravité de la situation » et de « préserver le patriotisme et les plus hautes valeurs nationales de la Pologne ». Allusion bien précise au danger de l'intervention armée du Kremlin, mais que personne ne va prendre en considération. Il avoue aussi que les événements sont l'effet du mécontentement ouvrier, mais que celui-ci est « exploité cyniquement » par des éléments, dont nous avons vu plus haut l'appellation, « dissimulés derrière la classe ouvrière ». Il fallait voir ce bureaucrate, d'habitude si sûr de lui, exubérant et diplomate, ce doyen mondial de tous les chefs de gouver-

nement, perdre soudain tout calme et tout sang-froid. D'une voix basse et tremblante, il arrive à peine à articuler, s'arrête souvent au beau milieu d'une phrase, il a peur. Il a peur comme toute la bureaucratie, qui, par son intermédiaire, avoue qu'elle ne contrôle plus la situation.

Et cela, malgré le couvre-feu en vigueur sur toute la côte à partir du lundi, malgré l'état d'exception dé-

crété sur l'ensemble du territoire, malgré toutes les forces de répression lancées contre les travailleurs à Gdansk, à Gdynia, à Szczecin. Ce sont les meilleurs détachements qui massacrent les ouvriers. Déjà, les soldats ne veulent pas se battre ou font semblant de se battre. L'armée est profondément démoralisée. Sept bataillons arrivés à Gdansk refusent de sortir dans la rue. Deux images deviennent désormais courantes :



Szczecin (18 décembre 1970). — La ville est en feu, bouclée par les chars, invaincue...

(Photo A.P.)

celle de l'officier menaçant de son revolver les soldats désobéissants, et celle de la fraternisation et de la discussion dans la rue entre les soldats et les travailleurs, qui scandent un mot d'ordre qui a une longue histoire

dans ce pays : « L'armée avec le peuple ! » On est obligé de revêtir la police et les brigades spéciales d'uniformes militaires. Mais la foule s'y reconnaît toujours. Des scènes terrifiantes se déroulent, les rues

sont jonchées de cadavres, qui par centaines sont évacués dans la nuit par des camions frigorifiques servant d'habitude au transport des viandes et des légumes. Qu'on ait dû réquisitionner de tels camions dans toutes les localités dans un rayon de 150 kilomètres à partir de la côte donne une image de l'ampleur de la répression et du bain de sang auxquels, faute d'autres moyens, la bureaucratie a dû recourir. Des corps criblés de balles, des hélicoptères mitraillant les manifestants, des balles dum-dum déchiquetant les entrailles, des policiers et des militaires drogués ou enivrés par leurs supérieurs pour qu'ils se battent, des enfants et des femmes enceintes massacrés en dehors de toute manifestation, tous ces faits — et beaucoup d'autres encore — montrent d'une manière on ne peut plus claire et palpable les résultats de la domination sur les travailleurs et un peuple tout entier d'un corps parasite et étranger à la classe, étranger au socialisme. Ils montrent les résultats de la dégénérescence d'un Etat ouvrier, issu de la révolution d'Octobre, et de la trahison des appareils contre-révolutionnaires, anticommunistes. Ils montrent la faillite totale de la domination politique d'une caste parasite, qui ne peut aucunement résoudre les contradictions irréductibles d'une société bâtie sur des bases socialistes, mais isolée et livrée, avec sa classe ouvrière, à la pression de l'impérialisme mondial. Ils montrent l'issue que, dans cette situation, la bureaucratie entend, tout comme l'impérialisme et avec son appui, offrir aux travailleurs — la guerre civile. Nous avons indiqué au début de cette étude la signification profonde de cette situation et de cette

perspective. Disons ici que ces faits, dans toute leur nudité, montrent aussi et surtout que la classe, elle, n'entend plus subir ce sort qui lui est réservé. Malgré l'absence d'un parti d'avant-garde, qui, lui seul, est capable de mener la classe à la victoire définitive sur les appareils, les travailleurs eux-mêmes, par leur force unie, et en premier lieu par leur organisation en conseils ouvriers, ont su faire reculer la bureaucratie et déjà, à cette première étape, lui infliger des défaites, comme elle le fera encore, plus tard, comme elle le fera tout le temps jusqu'à aujourd'hui. La bureaucratie ne cesse de reculer. D'autant plus que le pays tout entier est embrasé par le feu de la révolution. Toutes les villes de Pologne sont coupées les unes des autres. Dans chacune, d'immenses manifestations ont lieu.

## **LA GRÈVE GÉNÉRALE EN POLOGNE**

A Cracovie, 150.000 personnes manifestent, le vendredi 18 décembre. Des combats de rues ont lieu, le centre de la ville est littéralement bouclé par les tanks. On entend des coups de feu isolés, mais il n'y aura pas de fusillade. La cité universitaire est encerclée par la police et l'armée, il est interdit aux étudiants de quitter leurs chambres. Les facultés et les écoles sont fermées (elles le sont, d'ailleurs, dans tout le pays), par décret du ministre de l'Education nationale. Toutes les usines font grève. La ville de Nowa Huta, où se trouve la plus grande aciérie du pays, est totalement coupée de Cracovie, distante d'à peine

six kilomètres. Une grande partie de ses travailleurs se trouve à Cracovie même. Les usines sont investies par des détachements spéciaux de la police O.R.M.O. (1). Des centaines d'ouvriers sont arrêtés, dont quatre-vingts à Kabel, l'usine de câbles, gloire de Cracovie rouge d'avant guerre. Des comités de grève se forment. Les combats de rues dureront jusqu'au dimanche 20 décembre.

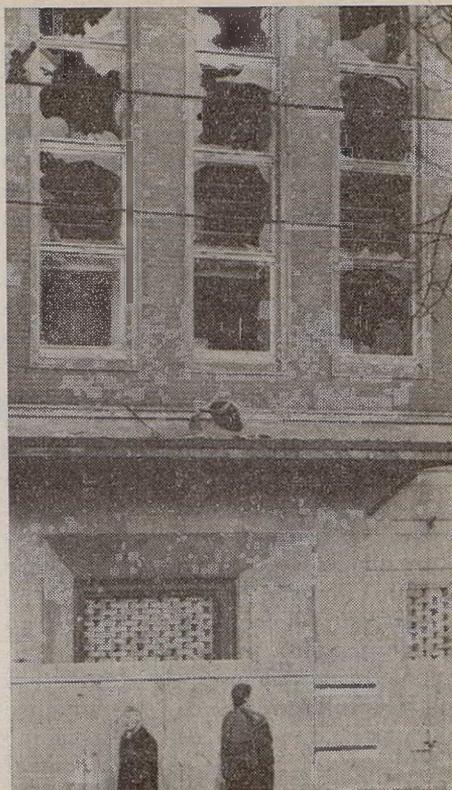
En Silésie, c'est la grève générale. Tout le monde se trouve sur les lieux de travail. Un meeting monstre a lieu à la Polytechnique de Silésie. Après le décret de fermeture de l'établissement, toute présence des étudiants à l'intérieur est déclarée illégale et en infraction à la loi. Des tanks circulent dans toutes les grandes villes de cet énorme bassin industriel. On compte quelque 70.000 manifestants à Katowice, Zabrze et Chorzów.

A Poznan, la fameuse usine Cegielski, d'où est parti l'Octobre polonais de 1956, est en grève, ainsi que les autres établissements de la métallurgie. Des dizaines de milliers de manifestants sortent dans la rue.

Il en est de même à Wroclaw, capitale de la basse Silésie, pour l'usine Pafawag, une des plus grandes du pays et pour les 40.000 cheminots de la région.

A Lodz, aucune usine ne fonctionne. Des grèves de masse éclatent dans les villes frontalières de la Tchécoslovaquie, comme Ziwiec et Bielsko-Biala, et de l'U.R.S.S., comme Bialystok et Lublin.

Toutes ces villes, grandes et petites, sont coupées les unes des autres. Pas de téléphone, pas de transport, pas



Szczecin (29 décembre 1970). — Miliciens montant la garde devant l'immeuble détruit du parti.

(Photo A.P.)

de presse. Mais cet isolement physique, ce cordon sanitaire mis en place par la bureaucratie autour de chaque ville n'empêche pas l'unité de fait des travailleurs de tout le pays. Séparés les uns des autres, ils sont unis par les mêmes mots d'ordre, par le même combat. Et ils sont tous conscients de cette unité.

(1) O.R.M.O. : « Réserves volontaires de la milice ouvrière », nom qui désigne les brigades spéciales d'intervention de la bureaucratie en Pologne.

Enfin, pour que ce tableau de la grève générale des travailleurs de Pologne soit complet, parlons de Varsovie. Il n'y a pas de manifestations de rues, comme ailleurs. Mais la grève est totale. Les ouvriers restent dans les usines, menacés à l'extérieur par l'armée et la police.

De la rue on ne voit rien. Mais, à l'intérieur, se forment de puissants comités de grève. Les formes des grèves sont très variées : grèves sur le tas, grèves perlées, grèves d'occupation. La presse centrale et la presse du parti sont imprimées sur les ronéos de l'armée, l'imprimerie centrale ayant arrêté le travail et refusé de publier les mensonges des bureaucrates. Le comité de grève de la plus grande usine de Varsovie, « *Marceli Nowotko* », envoie au gouvernement une résolution exigeant principalement la destitution de Cyrankiewicz, qui est membre du parti dans cette usine. Le même jour, samedi 19, le comité central de grève de tous les établissements de Varsovie appelle à des meetings de masse dans plusieurs points de la capitale. Dans les facultés c'est l'effervescence. A l'Ecole polytechnique, les étudiants décident la tenue d'un meeting, qu'ils décommandent aussitôt que les autorités font répandre le bruit que cet appel a un caractère provocateur. Ils ont appris à déjouer la provocation en mars 1968 (2). Maintenant ils sont prudents. Des brochures et des tracts circulent dans les facultés, qui seront fermées instantanément.

La capitale se trouve au bord de la grève générale. Des brigades spéciales d'intervention sont formées à la hâte, les effectifs des casernes sont renforcés.

## LA CHUTE DE GOMULKA, UNE VICTOIRE DES TRAVAILLEURS

Sous la pression des événements qui s'accroissent d'heure en heure, la panique éclate maintenant chez les « *comploteurs* ». Ils agissent précipitamment. Vendredi matin, Kepa, premier secrétaire à Varsovie, informe Gierek qu'il ne contrôle plus la situation dans la capitale. Tous se trouvent toujours en dehors de la ville, sous la protection de l'armée. Sur l'ordre de Gierek, Babiuch fait couper toutes les liaisons téléphoniques avec l'immeuble du C.C., tandis que les hommes de Moczar arrêtent toute l'équipe de Gomulka. Simultanément le 7<sup>e</sup> plénum du C.C. est convoqué.

Pour mesurer la peur des bureaucrates, disons que ce plénum ne se tiendra pas à Varsovie mais à Natolin, autre ville proche de la capitale, fameuse déjà pour avoir abrité en 1956 l'aile ultra-stalinienne de l'appareil. Avant le plénum, qui se tiendra dimanche 20 décembre, la réunion du bureau politique formalise les nouveaux changements à la direction. De critiques en autocritiques, les *aparatchiki* découvrent en Gierek l'homme providentiel autour duquel une unité « *à la sauvette* » se réalise sur-le-champ. Ensuite on se

(2) Au cours du mouvement de masse de mars 1968, les étudiants, qui faisaient leur première expérience de la bureaucratie, se laissèrent prendre à de nombreuses provocations du pouvoir, que bien souvent ils ne surent pas déjouer. Dans la deuxième partie de cette étude, nous nous occuperons plus en détail du rôle des étudiants dans la révolution politique en cours.

penche sur les moyens de s'en sortir. Le général Moczar reçoit la tâche de mater la révolte par tous les moyens et de châtier les organisateurs des grèves et les dirigeants ouvriers. Il est décidé qu'il portera l'entière responsabilité de l'exécution de

cette tâche. Le plénum du C.C. entérine toutes les décisions du B.P., tous les changements personnels, élabore le texte du discours que Gierek prononcera le soir à la télévision en annonçant la destitution de Gomulka.

## LA DEUXIÈME PÉRIODE : LA BUREAUCRATIE A LA RECHERCHE D'UNE « SOLUTION »

La destitution de Gomulka et de son équipe survient au dernier moment. A partir du lundi 21 — jour où la classe ouvrière de Varsovie est décidée à passer à l'action directe — la bureaucratie est en passe de perdre entièrement le contrôle du pays. Il n'est plus possible de tenir en échec toutes les villes, toutes les usines, toutes les facultés. Et quelles seraient ses forces si l'armée passait du côté des travailleurs ? Il faut donc dire la vérité, destituer Gomulka, satisfaire aux revendications.

Le nouveau premier secrétaire s'y prend donc avec prudence. Il ne condamne pas l'intervention militaire et les massacres des travailleurs. Il reprend les termes, plus voilés, de Cyrankiewicz (qui est membre de la nouvelle équipe) sur le profit que « *les éléments ennemis, associatifs et criminels* » veulent tirer de la protestation ouvrière. Ce n'est pas cette dernière, mais l'action de ces éléments qui a dû trouver une réponse ferme des forces de l'ordre, milice et armée, « *qui ont accompli*

*la tâche qui leur a été assignée* ». En effet, la question de désavouer ou non l'intervention de ces « *forces de l'ordre* » signifie mettre en cause ou non toute la responsabilité de l'ancienne direction, et ouvrir ou non une brèche qui permette aux travailleurs d'obliger les nouveaux dirigeants à désavouer non seulement la répression, mais l'ensemble de la politique de Gomulka. Ce serait mettre directement en danger tout l'appareil du parti. C'est cela que Gierek veut éviter, en donnant un cadre bien précis aux revendications. Dans ce cadre, il fait néanmoins d'importantes concessions aux travailleurs. Leur protestation est légitime. Des erreurs ont été commises par l'ancienne direction en matière de politique économique. Dans des termes très voilés, Gierek stigmatise le mépris de l'opinion des travailleurs :

« Les derniers événements nous ont douloureusement rappelé cette vérité fondamentale que le parti doit toujours maintenir un lien étroit avec la classe ouvrière et le peuple tout entier, et qu'il ne doit pas perdre le contact avec les travailleurs. »

## LES PROMESSES DE GIEREK

Le discours de Gierek fait penser à la politique de « *la carotte et du bâton* ». Dans un langage « *terne et ému* », il promet de dévoiler toute la vérité sur les événements et leurs causes :

« Ce sera une réponse dure et autocritique, mais claire et vraie. »

Elle sera « *dure* » : par conséquent, dès maintenant Gierek fait appel aux ouvriers pour qu'ils « *comprennent* » les « *difficultés réelles* » du pays. Mais l'essentiel de son intervention est consacré aux promesses d'amélioration du niveau de vie : les possibilités d'augmentation des salaires et des pensions les plus basses seront étudiées, de même que la situation des femmes, de la jeunesse et la question de la construction de logements. Tout cela sera résolu « *conformément aux possibilités économiques* ». Promesse est faite aussi de toujours « *consulter* » la classe ouvrière, de lui « *demander toujours son opinion* » et d'introduire la « *co-gestion* » et la « *participation* » dans les affaires du pays. La remarque que cette « *participation* » devra se dérouler « *dans des conditions politiques et organisationnelles observant le respect des normes de la démocratie socialiste* » assure quiconque pourrait avoir des illusions à ce sujet que la bureaucratie ne permettra pas que la discussion et la participation des travailleurs à la gestion de leur propre Etat dépassent et débordent les cadres imposés par l'appareil. Pour parer à une telle éventualité, très probable vu l'existence des organes indépendants de la classe ouvrière, Gierek fait un appel clair

« à tous les membres du parti, à tous ses activistes et comités de tous les échelons pour qu'ils fassent avec courage tout leur possible pour que soient rétablis l'ordre et le calme — première condition de la réalisation de nos tâches ».

Enfin le discours, dans un passage fort important, rappelle la nécessité de préserver l'indépendance du pays, l'amitié avec le Kremlin (« *C'est pour nous une question fondamentale, la garantie de l'indépendance, de la sécurité et du développement de la patrie* ») et la sécurité européenne.

Les concessions faites par ce discours sont très timides et elles seront jugées par les travailleurs comme tout à fait insuffisantes. Mais en même temps elles sont déjà considérables, car elles donnent aux travailleurs la preuve de leur force et leur permettront d'aller beaucoup plus loin que ne le veut la bureaucratie. Simultanément, le discours marque nettement les points centraux sur lesquels l'appareil n'entendra pas céder et que nous avons déjà soulignés : la responsabilité des forces de l'ordre et la critique de l'ancienne direction. Ces revendications politiques deviendront fondamentales au cours des semaines suivantes.

La destitution de Gomulka, cette grande victoire des travailleurs, permet de ralentir le mouvement mais ne l'arrête point. Le discours de Gierek, ses propos conciliateurs et « *francs* » ont servi à apaiser quelque peu les esprits. Pour beaucoup, le changement si précipité de la direction centrale a constitué un soulagement non négligeable. Une partie des revendications essentielles a été satisfaite, des promesses ont été faites. Dans la plupart des cas, les travailleurs reprennent le travail, mais

le répit ainsi gagné par la nouvelle direction est très mince et la confiance, là où elle a effectivement lieu, précaire.

Dans les ports, le mouvement continue avec vigueur (Szczecin) ou alors ralentit, change de formes (Gdansk, Gdynia). A Szczecin, le travail ne reprend qu'à la veille de Noël, le 25 décembre. A Gdansk, c'est la grève sur le tas. Les ouvriers travaillent à peine ou ne travaillent pas du tout. La bureaucratie a cédé,

l'heure est venue de formuler des revendications plus précises et plus nombreuses. La productivité du travail dans les usines de Gdansk sera jusqu'au 6 janvier (reprise des grèves) de 15 % inférieure à son niveau habituel. La presse dira que « *souvent les travailleurs abandonnent leurs postes de travail... pour bavarder un peu entre eux* ».

La nouvelle direction va, dès le début, agir sous la pression de deux facteurs essentiels. En premier lieu,



Varsovie (13 février 1971). — Des bureaucrates, perplexes, cherchent une « solution » : Gierek (à droite) et deux membres du Politbureau, Olszowski (au centre) et Szydlek (à gauche).

(Photo A.P.)

bon gré, mal gré, elle sera obligée de négocier avec les puissants comités de grève indépendants, constitués par les travailleurs et dont le rôle va en augmentant chaque jour. A Szczecin, les autorités des municipalités, des syndicats et du parti s'assoient à la table des négociations avec les délégués ouvriers. Ceux-ci posent leurs conditions à la reprise du travail : retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces armées de la ville, limogeage de Cyrankiewicz, Premier ministre, de Walaszek, responsable du parti pour la région, de Moczar ainsi que d'un certain nombre d'autres bureaucrates de Szczecin et de Varsovie particulièrement compromis dans la répression, augmentation immédiate des salaires, châtimement des coupables des massacres, libération des ouvriers emprisonnés, changements fondamentaux de la politique économique — et surtout, reconnaissance *de facto* et devant la loi du comité de grève comme le seul représentant légal des travailleurs. La bureaucratie cède, l'armée retire de Szczecin ses troupes et ses chars. Tous les ouvriers des chantiers navals reçoivent une prime de Noël exceptionnelle de 450 zlotys (20 % du salaire mensuel), et leurs délégués, librement élus au cours des assemblées, sont reconnus expressément comme tels (la bureaucratie ne reproduira pas dans la presse le contenu de ces négociations). Le reste des revendications fait l'objet de promesses que l'appareil promet de tenir dans un délai « assez court », ou alors sont satisfaites partiellement par la Diète, lors de sa session du 23 décembre. Les travailleurs de Szczecin reprennent le travail, mais, en réalité, c'est la même situation qu'à Gdansk. On discute et on dresse des listes de revendications.

## UNE HAUSSE A CRÉDIT

Le deuxième facteur est la situation dans l'ensemble des usines du pays. La reprise du travail se fait lentement. Par exemple, les cheminots de Wroclaw cesseront leur grève au même moment que ceux de Szczecin. Partout on discute, partout on mène la bataille — pour ou contre la nouvelle direction — beaucoup de travailleurs voulant pousser plus loin le mouvement. Avec une grande méfiance et une extrême attention, tous observent chaque geste de la bureaucratie.

Pendant les jours qui suivent, l'appareil, et particulièrement les membres du B.P. et du C.C., vont déployer une activité intense : voyages, rencontres, assemblées « *explicatives* » à travers tout le pays. La presse, la radio et la télévision mèneront grand tapage autour de chaque déplacement des bureaucrates. Rien d'étonnant, car ils savent que la classe ouvrière, si elle a considérablement ralenti son mouvement, reste mobilisée dans les organes qu'elle a créés.

Le premier pas de Gierek sera de distribuer 8,5 milliards de zlotys pour une augmentation immédiate des salaires, des retraites et des pensions les plus basses. La somme initialement prévue était de 6,5 milliards, mais, pendant la distribution, les ouvriers exigent plus. Cette décision témoigne bien de l'affolement de l'appareil stalinien, qui agit selon la devise : « *Repoussons le danger immédiat, on verra bien ensuite* ». Car les sommes distribuées n'ont aucune couverture en production des marchandises. La hausse spectaculaire des prix était indispensable à la bureaucratie, car c'était le seul et unique moyen pour elle d'équilibrer

le pouvoir d'achat de la population et une production stagnante depuis fort longtemps. Or introduire un déséquilibre de l'offre et de la demande de l'ordre de 9 millions de zlotys sans aucune « nouvelle » source d'accroissement de la production mène tout droit à l'effondrement de l'économie. L'explication de ce pas « suicide » ne réside pas seulement dans le fait que la bureaucratie a été contrainte de satisfaire même partiellement une revendication générale de hausse des salaires. En même temps qu'elle aggrave encore la situation économique dans le pays et celle de la bureaucratie — cette décision est un net chantage à la classe ouvrière. Cette hausse épuise toutes les ressources du pays. Elle est faite à crédit. La seule chose qui puisse compenser le déséquilibre et empêcher que l'économie ne sombre dans une crise sans précédent, dont les conséquences pourraient être incalculables — c'est la reprise du travail, la discipline des travailleurs.

Chaque revendication avancée concernant les salaires met en danger la stabilité du pays et son indépendance. Le devoir le plus patriotique du moment est le retour au travail quotidien, et l'augmentation substantielle du rendement de chacun. *C'est ainsi seulement que la production des marchandises pourra contrebalancer le pouvoir d'achat fortement accru.* Telle est, sommairement, l'explication fournie à chaque pas par la bureaucratie. « *Conséquences incalculables* » — c'est toujours le spectre de l'intervention du Kremlin. Le prix que la bureaucratie veut qu'on lui paye pour ce « cadeau » de 9 milliards est la cessation des grèves, et, qui plus est, de travailler plus que d'habitude !

## 25 ANS DE SOCIALISME POUR EN ARRIVER LA

La réponse des travailleurs est clairement perceptible, malgré la confusion évidente. Ils n'acceptent pas ce chantage. Bien que la plupart aient repris le travail — et même une partie d'entre eux travaillent le dimanche (la bureaucratie essaye d'y obliger tous les ouvriers... !) — l'ensemble de la classe ouvrière se pose la même question : comment est-il possible que, après vingt-cinq ans de « socialisme » proclamé comme ayant été définitivement instauré, on ait pu arriver à une telle catastrophe économique ? Avec cette question, une autre est posée : quelle responsabilité la bureaucratie tout entière porte-t-elle pour cette désastreuse gestion ? Les discussions passionnées que mènent les grévistes des ports, comme tous les autres, signifient qu'une réflexion profonde est en train de s'opérer à l'intérieur de ce mouvement, temporairement ralenti — mais non vaincu, bien au contraire. Conscients de leur force, les travailleurs ont leur mot à dire. Ils le disent de manières différenciées, certes, mais qui tendent toutes vers la même conclusion : il faut revendiquer, il faut pousser plus loin. La reprise du travail par la majorité des travailleurs ne peut pas être interprétée comme un signe de confiance à Gierak, mais comme la nécessité, profondément ressentie, d'une recherche commune des voies à suivre, et comme la volonté de comprendre la situation avant d'agir de nouveau.

Et, parallèlement à la sauvegarde de tous les comités de grève créés au cours de la lutte, la réponse ouvrière au chantage s'exprime sous forme

d'une préparation à de nouveaux combats.

La distribution de « *milliards* » de zlotys donne à la bureaucratie l'occasion de se présenter comme la championne de la « *démocratisation* ». Tous les moyens d'information sont mis au service d'une vaste entreprise de propagande autour des assemblées tenues dans 106 usines clés, où ce sont effectivement les ouvriers qui décident eux-mêmes de la répartition des fonds.

Mais ce « *cadeau* » jeté à la sauvette à la classe ouvrière est jugé par trop insuffisant. Destiné à fermer les bouches, il ne fait que les ouvrir encore plus, et pour de bon cette fois. La bureaucratie avoue, tout en se vantant, qu'une grande discussion nationale, un « *dialogue* », s'est instauré sur les problèmes fondamentaux du pays. C'est désormais un processus irréversible et qui s'approfondit au fur et à mesure des nouvelles concessions de l'appareil.

## LES HOMMES DE LA NOUVELLE DIRECTION

Une de ces concessions, c'est aussi la mutation de Cyrankiewicz au poste de président du Conseil d'Etat, de moindre importance politique. Son remplaçant, Jaroszewicz, est un personnage peu connu du grand monde. Représentant de la Pologne au Comécon depuis 1956 et vice-ministre, il devient le porte-parole d'une Pologne « *digne de l'ère de la révolution scientifique et technique* ». Avec lui entrent au gouvernement des hommes connus comme étant tous

fervents partisans d'une économie « *rentable* », « *moderne* », « *efficiente* », « *adaptée aux exigences de l'époque contemporaine* » et « *relevant le défi de l'an 2000* »... Nul besoin de les distinguer de ceux qui, au sein de la bureaucratie, prônent l'ouverture des marchés aux capitaux impérialistes. D'ailleurs Gierek, dont le bruit courait auparavant qu'il était « *technocrate* », développe les mêmes thèmes. Pour cette raison, tous les cadres techniques, moyens et supérieurs, accueillent avec satisfaction la nouvelle direction.

Le 24 décembre se tient la réunion du présidium et du comité exécutif du Conseil central des syndicats. Son chef, Loga-Sowinski, vieil ami et collaborateur de Gomulka, qui, on le sait, s'est empressé de rallier au plus vite le camp de Gierek, a fait une importante autocritique :

« Les manifestations ouvrières doivent être considérées comme une réaction publique aiguë à l'égard de l'activité des syndicats, et cela du haut en bas de l'échelle. »

En effet, le fonctionnement des syndicats devient la cible préférée des attaques des travailleurs dans tous les coins du pays. Elles aboutiront en janvier au limogeage de ce triste personnage.

Les apparences du « *renouveau* » et l'assurance que l'appareil veut donner de sa volonté de paraître « *prolétarien* » s'incarnent dans la personne de Gierek. Son passé de vieux militant à l'Occident (les « *Moscovites* » sont profondément méprisés par les travailleurs) et les légendes (fausses d'ailleurs) de son « *excellente gestion* » en Silésie lui confèrent aux yeux de beaucoup des qualités dont manquait le pitoyable Gomulka. Et garder les apparences

est d'un certain poids quand la classe ouvrière, bien que prête à des sacrifices, se sent néanmoins profondément blessée par la manière dont on l'a traitée. Gierek le sait et il essaye d'en tirer parti.

Il voyage beaucoup et reçoit plus encore. Ici des chimistes, là des métallurgistes. Il rend trois visites à la grande aciérie « *Huta Warszawa* », chez « *ses bons amis et camarades ouvriers* ». Mais il refuse, et refusera encore trois semaines, de recevoir les délégués des chantiers navals de Gdansk, Gdynia et Szczecin.

### « UN CHATEAU, ÇA NE SE MANGE PAS »

Tout en soulignant « *l'épuisement de toutes les réserves de l'économie* », il promet des ordinateurs, des voitures à bon marché, etc. Il va jusqu'à proclamer la reconstruction du château des rois, vieux symbole de la gloire culturelle et scientifique de la Pologne féodale et de son indépendance nationale. Dès lors, la propagande, dépassant toute limite, va crier au miracle :

« Tous les travailleurs appuient la nouvelle direction et donnent une partie de leurs salaires à la reconstruction de notre château. »

C'est une double manœuvre, visant, d'une part, à gagner les intellectuels et, d'autre part, à souder une unité nationale autour de la personne de Gierek. Personne ne s'y trompe, particulièrement les travailleurs. « *Le château, ça ne se mange pas.* » Et « *ça* » coûte 200 millions de zlotys...

Par conséquent, la nouvelle direction doit chercher des alliances ailleurs,

avec l'Église catholique. Pour la première fois dans l'histoire de l'après-guerre, le chef du gouvernement polonais rencontre le représentant de l'épiscopat, le cardinal Wyszynski, lequel « *a entendu l'appel lancé par les autorités à la coopération et la collaboration* » dans le discours de Gierek. Jaroszewicz et Wyszynski négocient et le premier satisfait les principales exigences que l'épiscopat posait depuis 1948. En échange, les ecclésiastiques appellent la population à se calmer. Dans son sermon du 25 décembre, Wyszynski demande aux travailleurs de travailler en paix :

« Nous vous en prions, *leur dit-il*. N'accusez pas, manifestez de la compréhension, pardonnez, compatissez, mettez la main sur la charrue pour faire sortir des sillons davantage de pain pour la patrie. »

Ainsi, dans sa tentative de contrôler tout un peuple qui lui échappe, la bureaucratie recourt aux forces les plus rétrogrades.

Mais avec une économie sans ressources, gangrenée par la catastrophique gestion stalinienne de vingt-cinq années de « *socialisme* », le facteur indispensable pour la survie de la bureaucratie polonaise est l'aide massive de l'étranger. Le pays manque de pain, et le Kremlin, qui connaît sensiblement la même situation alimentaire, fournit à Gierek deux millions de tonnes de blé. Ce n'est pas suffisant. Il en faut au moins quatre. L'endettement envers les États-Unis et le Canada augmente. Ce seront des mesures prises *ad hoc*, sous la pression des événements. En même temps une modification des proportions des échanges avec l'U.R.S.S. est diamétralement révisée. L'accord signé fin décembre prévoit leur augmentation de 70 %

par rapport aux chiffres prévus initialement pour le quinquennat 1971-1975. Enfin des négociations s'entament avec les représentants des trusts de France et de la R.F.A. pour une aide rapide en matière de biens de consommation et de crédits à long terme. Mais c'est principalement la bureaucratie du Kremlin qui va faire tout son possible pour maintenir Gierak au pouvoir. Incontestablement, tout cela mènera à une méfiance accrue des travailleurs envers le nouveau premier secrétaire.

### COMMENT CONTINUER ?

Néanmoins, malgré toutes les démarches précipitées, malgré la propagande tapageuse et les promesses, les travailleurs n'ont pas l'intention d'attendre, de « patienter ». A partir du mois de janvier, après un répit de dix jours accordé à la nouvelle direction, le combat reprendra avec une force bien plus grande, résidant dorénavant dans sa coordination accrue et dans son organisation, bref dans et par ses organisations indépendantes — les comités de grève créés en décembre et les commissions ouvrières dont nous parlerons plus bas.

La période qui sépare la venue au pouvoir de Gierak de la relance des grèves est celle, au fond, où la classe ouvrière se cherche, après l'expérience qu'elle vient de faire et les victoires qu'elle vient de remporter.

La question posée, d'une manière organisée dans les ports baltes et plus confuse dans le reste du pays, est : *comment continuer ?* Quelle voie choisir au combat pour la satisfaction des revendications ? Tel est

le sujet de toutes les discussions dans les usines dont nous avons parlé. Et une fois posée cette question, cela signifie que la classe ouvrière n'a aucune confiance dans cette « autre » aile de la bureaucratie, dont les manœuvres sinueuses et hypocrites accélèrent encore le mûrissement extraordinairement rapide dont on verra les fruits dans les grèves de janvier et de février. La classe ouvrière a fait, après quatorze ans, l'expérience du prix de la confiance qu'elle avait accordée à Gomulka. Aucune manœuvre de l'appareil ne peut effacer cet acquis fondamental des travailleurs polonais. Partis au combat physique contre la bureaucratie, ils sont prêts à le continuer. Les rythmes différents de cette prise de conscience dans les diverses couches de la classe, sa division géographique et le manque de liaison organisée à travers tout le pays marquent tout au plus la manière inégale du développement du mouvement et de l'assimilation des expériences. Mais la tendance fondamentale de cette deuxième période sera néanmoins celle du développement et du renforcement des formes organisées, conscientes, du combat, reflets elles-mêmes du chemin parcouru, en l'espace de deux semaines, vers la construction des organes autonomes du pouvoir de la classe. La coexistence chez les travailleurs d'attitudes à la fois confiantes, incertaines et carrément hostiles au pouvoir de l'appareil — cette situation du « travail-grève », du « soutien-méfiance » — n'est que la forme encore confuse de ce mûrissement. La réponse au « comment continuer ? » a déjà été donnée au cours de la première semaine des combats, quand les travailleurs surent trouver la forme adéquate pour se défendre contre

l'armée et la police. Le ralentissement du mouvement au cours de la deuxième période et la réflexion profonde des travailleurs feront des comités de grève une forme d'attaque consciente et mûre.

## PREMIÈRES CONCLUSIONS

Afin de mesurer les tâches immenses auxquelles la classe ouvrière polonaise est confrontée sur le chemin de son organisation pour la conquête du pouvoir, il nous faut, à ce point de notre étude, résumer, au moins dans les grandes lignes, la signification de cette vigoureuse reprise de la révolution politique. C'est d'ailleurs seulement cet examen qui pourra nous conduire à une meilleure compréhension des luttes ultérieures, aux mois de janvier-février-mars 1971, et des tâches centrales des révolutionnaires.

Voyons d'abord la portée internationale de ces événements. Bien entendu, celle-ci découle des caractéristiques de la révolution en Pologne, en tant qu'élément de la révolution européenne. Car cette révolution remet en cause, non seulement le pouvoir en Pologne même, mais « l'ordre » et la « sécurité » à l'échelle de l'Europe. Par là, elle pose immédiatement, comme tâche à résoudre pour les travailleurs polonais, la nécessité d'intégrer leur lutte dans le combat général pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. Mais pour tous les pays de l'Europe de l'Est, U.R.S.S. comprise, le déclenchement de la révolution en Pologne a eu une signification particulière et des répercussions immédiates. En premier lieu, il est nécessaire de considérer l'ensemble du développement

des révolutions politiques (1953 : en Allemagne de l'Est ; 1956 : en Pologne et en Hongrie ; 1968 : en Tchécoslovaquie, puis de nouveau en Pologne), et, plus particulièrement depuis 1968, l'existence d'un seul grand processus de la révolution politique entraînant tous les pays de l'Est, avec l'U.R.S.S. elle-même, contre la bureaucratie du Kremlin et ses satellites. Au cours de ce processus, un changement est intervenu depuis 1968. Avec le développement de la révolution politique en Tchécoslovaquie, cette nature unitaire d'ensemble de la révolution politique s'est clairement révélée. Les grands mouvements et les combats des étudiants et intellectuels, au mois de mars 1968 en Pologne, au mois de juin 1968 et après, en Yougoslavie, ainsi que l'affirmation politique et organisationnelle de la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S., leur lien politique conscient avec la Tchécoslovaquie en témoignent. Le processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie, précisément parce que composante d'une nouvelle période de la lutte des classes, n'a pas seulement exprimé l'aspiration de l'ensemble des travailleurs des pays de l'Est, mais les a effectivement entraînés dans et vers le même processus. Il a dépassé les frontières nationales. Le Kremlin et ses satellites (Ulbricht et Gomulka surtout) l'ont fort bien compris. L'intervention en Tchécoslovaquie était ainsi dirigée non seulement contre le foyer révolutionnaire tchécoslovaque, mais surtout contre la menace de son extension rapide. Le fait même que, pour la première fois, à l'armée du Kremlin ont dû se joindre les armées des quatre autres pays du pacte de Varsovie confirme ce souci de la bureaucratie.



Prague (29 mai 1971). — Les « normalisateurs » Husak, Brejnev et Svoboda (de g. à d.) saluent le pseudo-14<sup>e</sup> congrès du P.C. tchèque. Ils croient avoir effacé tout souvenir du congrès clandestin.

(Photo A.P.)

Or l'intervention et la « normalisation » n'ont pas pu briser la classe ouvrière tchécoslovaque. Le foyer de la révolution n'a pas pu être éteint. Une vague de « normalisation » a déferlé dans tous les pays de l'Est, jusqu'en U.R.S.S., prouvant à quel point la bureaucratie est consciente de ce que la révolution politique est devenue désormais un phénomène immédiatement international.

Mais si cette « normalisation », comportant exclusions massives du parti, arrestations et campagne antisémite en Pologne, exclusions, sanctions et arrestations en Yougoslavie, procès après procès en U.R.S.S., sans parler de son cours en Tchécoslovaquie elle-même, n'a pu renverser le sens du développement de la révolution politique, elle en a cependant ralenti le rythme.

La révolution politique commencée en Pologne a débouqué cette situation. De ce fait, elle constitue une nouvelle phase dans le développement général de la révolution politique dans les pays de l'Est. La bureaucratie a immédiatement ressenti cette signification. Le retard apporté à la tenue du 24<sup>e</sup> congrès du P.C. soviétique, le réajustement rapide des prévisions du plan quinquennal en vue d'améliorer la production des biens de consommation, la baisse de prix de plusieurs articles de première nécessité en Allemagne de l'Est, le changement de ton de la bureaucratie dans tous les pays de l'Est, qui parle désormais de la « *nécessité de mieux s'entendre* » avec les travailleurs, de « *renforcer le rôle des syndicats dans la défense des intérêts des travailleurs* », les changements apportés à la composition des directions des syndicats, etc., tout cela a révélé la peur éprouvée par le Kremlin et ses satellites. Le début de la révolution en Pologne a renversé la révolution créée par la « *normalisation* » : la bureaucratie a amorcé un recul, les masses ont partout commencé d'avancer.

En Tchécoslovaquie même, la résistance a trouvé de nouvelles forces, comme le prouvent la manifestation publique lors de l'enterrement de l'écrivain Jan Prochazka et le salut envoyé aux travailleurs polonais par le Mouvement de résistance.

En Yougoslavie, la lutte a reçu une nouvelle impulsion, précipitant la bureaucratie dans une crise sans précédent, ouvrant un processus de dislocation qui met le pays au bord de la guerre civile. En U.R.S.S., l'atmosphère est lourde de menaces pour la bureaucratie, de très grands

bouleversements sont à l'ordre du jour, à tel point que tout le monde en Union soviétique en est plus ou moins conscient. Même en Hongrie où, pourtant, la classe ouvrière a subi une défaite sanglante en 1956, la bureaucratie essaie désespérément d'enrayer le mouvement de la jeunesse qui cherche à renouer avec la révolution de 1956.

Le caractère international de son mouvement est parfaitement ressenti par la classe ouvrière polonaise elle-même. Les travailleurs polonais n'ont pas seulement surmonté leurs propres faiblesses « *nationales* » de 1956 — ils n'avaient pas vu alors le lien de leur mouvement avec la classe ouvrière internationale — mais ils ont dépassé, et de loin, leurs camarades hongrois de 1956 et leurs camarades tchécoslovaques de 1968.

Alors que ces derniers avaient considéré leur révolution comme un phénomène national, tout au plus uni par un lien de solidarité avec les travailleurs des autres pays, la classe ouvrière polonaise a su montrer à plusieurs reprises qu'elle sent que son mouvement est directement lié aux combats des travailleurs du monde entier.

A cet égard, la lettre ouverte envoyée par les ouvriers des chantiers navals de Gdansk aux travailleurs des pays capitalistes est d'une importance capitale :

« Les travailleurs des chantiers navals « *Commune de Paris* » à Gdynia, les dockers et les employés de toutes les entreprises de la côte balte demandent la condamnation du crime de génocide commis par la N.K.V.D. polonaise, les brutes du général Moczar, entraînés dans des centres spéciaux à Slupsk, Pila et autres villes polonaises, contre la population innocente de notre région.

Nous demandons que cette lettre soit diffusée par tous les moyens d'information massive et nous exigeons le châtiement des responsables qui ont donné l'ordre du massacre brutal des femmes (dont certaines enceintes), d'enfants, de nos mères, pères et fils, lorsque, en réponse à l'appel de Kociolek (vice-Premier ministre), la population était sur le point de reprendre le travail dans le port et dans les entreprises des environs des rues Polska et Marchlewski et du quartier Oksywie » (3).

Plus important est l'envoi à Vienne, par le conseil ouvrier de Gdansk, d'une délégation qui devait aller ensuite à Rome et à Paris, avec pleins pouvoirs pour informer les militants et les organisations ouvrières de ce qui se passait réellement en Pologne. Ces faits démontrent que les ouvriers polonais recherchent une alliance organique de leur combat avec celui des travailleurs des autres pays. Il est également connu que la solidarité avec la Tchécoslovaquie et la volonté de lier leur lutte à celle des Tchécoslovaques ont joué un rôle non négligeable dans l'organisation du combat des travailleurs polonais.

## LES LEÇONS DE HONGRIE ET DE TCHÉCOSLOVAQUIE

De ce point de vue, la classe ouvrière polonaise a, jusqu'à un certain degré, assimilé les expériences des révolutions politiques antérieures, et s'efforce de souder sa révolution au combat de tout le prolétariat européen. Mais le fait même que cette tâche immédiate se pose et que les travailleurs polonais semblent en avoir conscience rend encore plus difficile leur lutte comme avant-poste de la classe ouvrière en Europe. Car, tout en percevant que le sort de la révolution dépend entièrement de

son extension, de ses liens internationaux, cette classe, qui a ainsi assimilé les expériences de 1956 et de 1968 en comprenant instinctivement la nature de la nouvelle période, doit diriger son combat dans l'objectif d'apporter une solution consciente à ce problème. Depuis 1956, en commençant par la bureaucratie, toute une série d'idéologues et de courants ont essayé d'expliquer aux travailleurs polonais que leurs particularités nationales doivent conditionner tous leurs mouvements, et le rythme de ces mouvements. Même les courants qui ont commencé, après 1956, une lutte contre la bureaucratie sont tombés dans le piège que leur tendait celle-ci, avec l'appui d'un Isaac Deutscher, et naturellement celui des rénégats pablo-mandéliens à la IV<sup>e</sup> Internationale, qui divisaient le monde en blocs et, de plus, chantaient les louanges de l'aile dite « libérale » de la bureaucratie. Ce n'est qu'à partir de ce problème fondamental qu'il est possible de comprendre la nature et surtout le rythme du combat de la classe ouvrière polonaise. Pour que son combat soit couronné de succès, elle sent instinctivement qu'il doit s'étendre aux autres pays. Elle a appris les leçons de Hongrie et de Tchécoslovaquie. En même temps qu'elle essaie de donner à son mouvement des rythmes tels que les travailleurs des autres pays puissent se mobiliser, elle ne cède en rien au chantage de la bureaucratie de Gierk qui la menace d'une éventuelle intervention armée du Kremlin. Et cela, bien que les diverses formes de nationa-

(3) Voir la brochure *Bas les pattes devant la révolution en Pologne*. Editions S.E.L.I.O., mars 1971, pp. 34-36.

lisme aient essayé de répandre, parmi les ouvriers polonais, la méfiance, voire la haine, à l'égard des travailleurs soviétiques. Comment réaliser cette alliance avec la classe ouvrière soviétique et avec celle des pays capitalistes ? Voilà le problème qui est profondément ressenti comme une nécessité par la classe ouvrière polonaise, mais d'une manière encore insuffisamment consciente ; encore moins a-t-il pu trouver une réponse consciente. Et de là résulte l'ensemble des problèmes de la révolution politique en Pologne, aussi bien ses expériences qui ont hissé cette révolution politique à un niveau supérieur aux précédentes, que les difficultés et les faiblesses qui en découlent.

Même un aperçu général du début de la révolution politique en Pologne, en décembre 1970 - janvier 1971, nous convainc que la classe ouvrière a pleinement assimilé ses propres expériences de 1956 et celles de la révolution hongroise quant aux conseils et à leur rôle. Elle a attaqué la bureaucratie sans aucune illusion, en créant ses propres organes, les conseils, et en les opposant au pouvoir.

De ce point de vue lui ont servi de leçons, non seulement ses propres illusions de 1956, mais encore l'expérience des travailleurs tchécoslovaques quant au rôle de l'aile droite « libérale » de Dubcek. Car, après la venue au pouvoir de Gierek, malgré les tentatives souvent démagogiques de celui-ci pour « s'entendre » avec les ouvriers, malgré ses promesses, les travailleurs maintiennent leurs revendications, et, de plus, maintiennent surtout leurs conseils. Ils s'efforcent de les renforcer, de les imposer, parallèlement à leur extension à toute la Pologne.

## NÉCESSITÉ DU PARTI

Mais, alors que, sur le plan du régime étatique, la classe ouvrière polonaise manifeste une conscience claire, dépourvue d'illusions, et marche vers le pouvoir de ses conseils, son problème central, qui n'est pas résolu — et qui doit l'être pour lui permettre d'aboutir à ce pouvoir — consiste en ce que cette même classe semble avoir insuffisamment compris qu'il lui faudrait une organisation politique d'avant-garde et qu'elle ne la trouve point. Les travailleurs polonais ont accordé leur confiance au parti de Gomulka, en 1956. Ils ont été déçus. Mais, en 1968, les travailleurs tchécoslovaques ont de nouveau réaffirmé — positivement cette fois — la nécessité d'un parti. En assimilant ces deux expériences la classe ouvrière polonaise est dans une situation où, d'une part, elle éprouve le besoin d'un parti politique révolutionnaire, mais où, d'autre part, elle ne peut accorder aucune confiance au parti de Gierek, à ce parti de la bureaucratie. Le mouvement élémentaire de la classe, englobant les expériences des révolutions politiques précédentes d'une manière instinctive, rejette déjà les fausses solutions au problème de l'avant-garde, mais ne peut pas non plus trouver la véritable solution. La classe ouvrière polonaise n'accepte plus l'illusion qu'avaient les travailleurs hongrois en 1956 en pensant qu'il n'était pas nécessaire de créer un parti. Elle n'accepte pas non plus l'idée que les bureaucrates les plus « libéraux » puissent lui en fournir un. Mais elle ne voit pas encore la solution.

Or la classe ouvrière polonaise et ses militants ne peuvent pas la trouver à eux seuls. Mais ils peuvent

s'en rapprocher par l'assimilation consciente de leurs expériences et de celles des travailleurs des autres pays de l'Est. En premier lieu, s'impose la nécessité de tirer le bilan de 1956, notamment de la principale erreur de la gauche de 1956, le refus de s'engager dans la construction d'un parti ouvrier indépendant de la bureaucratie. Et, si décembre 1970 - janvier 1971 est une nouvelle preuve éclatante de l'hégémonie de la classe ouvrière dans la révolution, il faut intégrer également dans le bilan des expériences les leçons de mars 1968. Il semble que, dans les discussions passionnées en cours parmi les ouvriers conscients, tous ces problèmes soient posés.

Mais ce ne sont pas uniquement des travailleurs manuels qui se sont directement engagés dans ce combat. La classe ouvrière polonaise et sa jeunesse comptent bien d'autres membres que ceux d'entre eux qui travaillent dans les usines. Les militants communistes sincères, les étudiants qui ont prouvé leur attachement au socialisme, les intellectuels appartiennent à la classe ouvrière. Or, justement, ces militants communistes, ces groupes de jeunes et d'intellectuels semblent avoir été surpris par le commencement de la révolution politique. Ceux qui avaient tant *pensé* à la révolution ou, tout au moins, aux grands mouvements, sont restés à l'écart de sa *pratique*. Un écart dangereux s'est créé, momentanément, entre cette fraction consciente de la classe, de la jeunesse — qui, depuis des années, cherchait les moyens de la lutte et en 1956 et 1968 l'engageait même — et le mouvement profond de la classe. C'est une tâche de la plus haute importance de combler cet écart, non pas d'une

manière artificielle, mais en comprenant, en assimilant que l'existence de cet écart révèle une distance, voire une rupture, entre la classe, sa vie et ses mouvements et ceux qui luttent consciemment pour le socialisme.

Dans la deuxième partie de cet article, nous verrons que, même au moment des grèves des mois de janvier, de février et de mars et par la suite, il n'y a pas eu de tentative *organisée* de la part des intellectuels, des étudiants et de leurs groupes pour essayer de combler cet écart. N'y a-t-il pas dans ce phénomène toute une critique apportée par la vie aux méthodes de construction du parti ? Car comment construire le parti de la classe ouvrière autrement que dans ses luttes, en y participant, et non par des discussions se déroulant à l'écart du mouvement de la classe ?

Il est encore trop tôt pour conclure cet article. Cependant, pour mieux saisir les problèmes du développement de la révolution politique en Pologne, ces questions qui sont à la source même de son développement inégal doivent être mises en lumière. La classe ouvrière, malgré l'absence d'une avant-garde, a su combattre avec fermeté, mais aussi avec un sens tactique remarquable.

Si nous nous abstenons provisoirement de conclure, nous ne pouvons manquer de faire remarquer que la classe ouvrière polonaise devance de beaucoup ceux qui ne comprennent pas encore que la lutte pour les États-Unis socialistes d'Europe, en forgeant l'arme essentielle de leur réalisation, la IV<sup>e</sup> Internationale, est la perspective concrète que cherchent

les travailleurs ; et que, dans ce cadre, la construction du parti, rejetant les méthodes propagandistes et s'intégrant dans le combat de la classe, tout en éclairant ses expériences, est le seul moyen de venir en aide à celle-ci. C'est ainsi qu'elle trouvera le chemin qui peut la conduire au pouvoir, en alliance avec les travailleurs de l'U.R.S.S. et de tous les autres pays.

Tout le développement ultérieur de la révolution politique jusqu'à aujourd'hui accentue encore l'importance de ces problèmes, dont l'analyse doit être précisée et enrichie.

### **CONTENU ET CARACTÈRE DE LA RÉVOLUTION POLITIQUE EN POLOGNE**

C'est dans la nouvelle période de la lutte des classes internationale, ouverte en 1968 par la grève générale de dix millions de travailleurs en France et par le processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie, que s'intègre la révolution politique commencée en Pologne.

Dans cette période, le prolétariat a pris l'offensive dans la lutte des classes. La chute de De Gaulle, pilier de l'« ordre » à l'échelle de l'Europe, les luttes de grande ampleur des travailleurs et de la jeunesse, non seulement en Angleterre, en Italie, en Allemagne, mais aussi aux États-Unis et dans les pays sous-développés, de même que l'incapacité de la bureaucratie de briser la résistance des travailleurs tchécoslovaques et la montée « invisible » de la classe contre la bureaucratie dans les autres pays

de l'Est, ont clairement révélé que le contenu de cette nouvelle période est celui de l'imminence de la révolution — non pas comme une simultanéité des révolutions et encore moins comme une fatalité, mais en tant que caractère général de la période, d'une période où, précisément, des échecs aussi sévères que la dislocation de la grève générale en France opérée par les appareils ou l'invasion et la « normalisation » en Tchécoslovaquie ne peuvent être que temporaires, c'est-à-dire être des échecs et non pas des défaites. Certes, ces échecs ont rendu les conditions du combat plus difficiles ; mais comme, justement, à l'échelle internationale le prolétariat a l'initiative, les conséquences pouvaient et peuvent en être surmontées à la première occasion par une classe ouvrière qui a conservé ses forces. Ce caractère de la période s'affirme par l'unité internationale profonde des luttes : le combat du prolétariat de chaque pays exprime les aspirations et les buts du prolétariat de tous les autres pays, et a par conséquent une répercussion immédiate, stimulant et renforçant l'ensemble du combat. En Europe notamment, la lutte et les mouvements du prolétariat d'un pays donné prennent donc ce contenu et ce caractère européens.

Cependant l'imminence de la révolution n'est pas une fatalité, car seule la lutte décide si les travailleurs peuvent la concrétiser, ou bien si c'est l'impérialisme, avec l'aide de son agence, la bureaucratie, qui réussira à imposer sa solution, la contre-révolution. Dans cette période de l'imminence de la révolution, et donc de celle de la contre-révolution, la bureaucratie, comprenant parfaitement ce nouveau tournant et son

enjeu, a réagi. Le dispositif contre-révolutionnaire mis en place par Yalta et Potsdam a été ébranlé et même disloqué. Les tentatives communes de l'impérialisme et de la bureaucratie pour réorganiser la « *sécurité européenne* », et dans ce cadre tisser des liens économiques, politiques et même militaires plus serrés entre eux, ont un contenu bien précis : c'est d'empêcher coûte que coûte le développement de la révolution mondiale, dont la révolution européenne, réalisant les Etats-Unis socialistes d'Europe, constitue actuellement le chaînon décisif.

La signification de la révolution politique commencée en Pologne n'est compréhensible que dans ce cadre. Elle donne une expression à l'objectif de tous les travailleurs européens, à l'Est comme à l'Ouest, elle n'est pas un phénomène « *simplement* » polonais, mais constitue un pas en avant de la révolution européenne.

Du point de vue des faits, chacun pourrait considérer la coïncidence du début de la révolution en Pologne avec la mobilisation du prolétariat espagnol — et européen ! — pour la défense des accusés de Burgos

comme un pur hasard. Mais ce « *hasard* » n'est que l'expression d'une profonde nécessité historique et politique. Ce nouvel élan imprimé au combat du prolétariat européen, à la fois par un prolétariat qui, depuis l'écrasement de sa révolution en 1939, reconstitue pour la première fois ses forces, et par la classe ouvrière polonaise, c'est incontestablement une nouvelle étape dans cette même période de l'imminence de la révolution.

C'est un pas en avant vers la révolution européenne dont chacun peut mesurer la signification à travers le développement des combats de la classe menés depuis décembre dernier.

La révolution politique en Pologne constitue un pas en avant de la révolution européenne en ce sens aussi qu'en exprimant l'aspiration de tous les travailleurs du monde, confrontés fondamentalement aux mêmes problèmes et aux mêmes difficultés, son déroulement et ses expériences sont, eux aussi, ceux du prolétariat mondial.

(A suivre.)

En vente à la S.E.L.I.O.  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis  
PARIS-10<sup>e</sup>

## **CONTRE LE COURANT**

(Organe de l'Opposition communiste)

1927-1929

Fac-similé — Maspéro 1971

Prix : 40 F

# De la grève de chez Renault à la grève S.N.C.F.

(Première partie)

par **Gérard BLOCH**

**Le problème numéro un de la nouvelle phase de la lutte des classes en France, c'est la centralisation des luttes contre le gouvernement des capitalistes, pour le gouvernement ouvrier.**

Une fois encore, le rôle central que joue la régie Renault pour les travailleurs français s'est trouvé confirmé. Pas seulement parce que, dès que Renault bouge, avec ses 95 000 ouvriers, la classe ouvrière a les yeux fixés sur la Régie ; pour cette autre raison encore que toutes les organisations, toutes les tendances ouvrières y sont représentées, et que tout mouvement chez Renault agit comme un révélateur de leurs lignes politiques, les décape de tous

les prétextes, camouflages, arguties, artifices verbaux de toutes sortes dont elles se parent, et les montre dans toute leur nudité. Il n'en a pas été différemment de la grève qui, commencée au Mans le 29 avril, s'est rapidement étendue à toutes les usines de la Régie pour se terminer le 25 mai par la reprise du travail « dans un climat d'amertume », comme l'écrit *le Monde* daté du 26, sans dissimuler les périls que ce « climat d'amertume » recèle

pour la bourgeoisie et les appareils dans un avenir proche. C'est pour-quoi cela vaut la peine de reprendre le fil des événements, des prises de position, des interventions des uns et des autres, jour après jour — dans la mesure au moins où la place dont nous disposons le permettra.

### JEUDI 29 et VENDREDI 30 AVRIL

Aux usines Renault du Mans, 82 O.S. combattent depuis plus de quatre semaines pour leurs revendications ; quatre semaines de grèves tournantes qui n'ont rien donné ; en dépit de la politique de démoralisation des dirigeants syndicaux faisant valoir la nécessité de l'ordre et du bon fonctionnement de l'usine, la combativité des jeunes va imposer la grève des 5 500 O.S.

Ces jeunes se souvenaient que, avant les trois semaines de grèves tournantes, un vote secret avait donné 52 % des voix pour la grève totale illimitée, mais que les dirigeants syndicaux avaient jugé cette majorité « insuffisante ». Aussi, le 29 avril, à 5 heures, lorsque les 3 000 ouvriers de l'équipe du matin retrouvent les 1 000 ouvriers de l'équipe de nuit, alors que

« la C.G.T., nettement majoritaire au Mans (...) avait alors proposé de procéder à un vote à bulletins secrets, afin, disait-elle, que chacun prenne ses responsabilités (...) les ouvriers présents décidaient, cependant, à mains levées, de ne pas avoir recours à cette consultation. Par un nouveau vote à mains levées, la grève illimitée était décidée à une large majorité. »

C'est *l'Humanité* du lundi 3 mai qui le rapporte, sans dissimuler les efforts supplémentaires faits par les dirigeants du syndicat C.G.T. dans la journée du vendredi pour empêcher la grève : après ce vote, un nouveau meeting était convoqué à 14 heures.

« Près de 6 000 travailleurs présents (...) La C.G.T. renouvelait alors sa proposition de consulter l'ensemble des travailleurs »,

arguant d'une entrevue avec la direction qui, le vendredi matin, avait ajourné la suite de la discussion au lundi matin suivant. Mais, à la suite de cette proposition de la C.G.T.,

« 1 500 ouvriers — parmi les plus combattifs — refusaient ce qui, à leurs yeux, risquait de remettre en cause leur volonté, et quittaient le meeting. »

Le vote secret intervenant alors, « une très forte majorité se dégageait pour la grève ». C'est toujours *l'Humanité* qui parle, et qui nous apprend que, dans un tract diffusé LE LUNDI MATIN, « la C.G.T. félicite le personnel pour ses positions nettes », etc. Ne pouvant empêcher le mouvement, l'appareil s'y rallie, tout en s'efforçant d'opposer les O.S. aux « 1 300 professionnels et mensuels » qui « décident de laisser aux O.S. leurs propres objectifs ».

Ce bref rappel permet d'apprécier toute la saveur de l'assertion de *Rouge* qui, dans son numéro du 10 mai, écrit que c'est « pour soutenir la lutte » (des 82 O.S. du bâtiment FF qui faisaient une grève tournante depuis quatre semaines) que « les syndicats ont appelé l'ensemble des travailleurs à une heure de débrayage le jeudi 29 ».

« C'est à la suite de cette heure de débrayage, *lit-on ensuite*, que l'équipe du soir a décidé de se mettre en grève... »

La grève tournante, l'intervention des syndicats « pour soutenir la lutte », le débrayage de l'équipe de nuit qui déborde les appareils et marque le début de la grève illimitée sont présentés par l'organe pablo-mandélien comme des mouvements concomitants, résultats de forces convergentes. Cette orientation, nous le savons, s'affirmera dans tout le cours de la grève.

### LUNDI 3 MAI

La bourgeoisie commence à s'inquiéter. La grève des usines Renault tempère sa satisfaction d'avoir vu, le 1<sup>er</sup> mai, les appareils parvenir à diviser les travailleurs. Car la grève des usines Renault du Mans exprime, elle, au contraire, le mouvement fondamental de la classe vers son unité contre la bourgeoisie et son Etat. Toutefois on peut encore espérer que, les appareils aidant, l'affaire sera liquidée à peu de frais. *Le Figaro* titre un petit article en page 9 :

« RENAULT — A L'USINE DU MANS — EN GREVE DEPUIS JEUDI SOIR — RENCONTRE AVEC LA DIRECTION AUJOURD'HUI. »

Dans le même article, on peut lire, à propos du début de la grève :

« L'équipe normale et l'équipe du matin observèrent ce débrayage d'une heure. EN REVANCHE, l'équipe du soir décidait de se mettre en grève illimitée et occupait l'usine. » (*C'est nous qui soulignons.*)

Le journal bourgeois discerne fort bien que les événements qui, aux yeux de *Rouge*, sont concomitants sont en réalité le produit de forces opposées : celle de la classe ouvrière

en marche vers son unité, s'opposant aux appareils bourgeois qui s'efforcent de la disloquer.

Le soir même, *le Monde* doit titrer :

« AU MANS, LES OUVRIERS DECIDENT DE POURSUIVRE LA GREVE AVEC OCCUPATION DES LOCAUX. »

Les raisons de l'inquiétude des uns et des autres, c'est l'article déjà cité de *l'Humanité* qui nous les livre : si la C.G.T. insistait pour multiplier les consultations avant toute décision de grève manifestement inopportune à ses yeux, c'est, voyez-vous, que « la grève du Mans peut avoir d'importantes répercussions sur l'ensemble de la régie Renault ». La direction de la Régie est également de cet avis :

« Accéder aux revendications des quarante-dix ouvriers qui sont à l'origine de ce mouvement », déclare-t-elle, *retrait* « gravement en cause tout le système de rémunération du personnel. »

C'est toute la politique des salaires que la Régie applique à ses 95 000 ouvriers — c'est toute la politique de la bourgeoisie et de son gouvernement qui sont en cause.

### MARDI 4 MAI

L'appareil ne va rien négliger pour isoler les ouvriers en grève. Il ne faut pas que la grève déborde Le Mans, et il faut qu'elle reste le fait des seuls O.S. C'est ce qu'explique Charles Sylvestre, dans *l'Humanité* qui titre sur sept colonnes : **EXPRIMEZ VOTRE INDIGNATION CONTRE LA PROFANATION DES TOMBES...** et renvoie la grève Renault en page 4 :

« Mouvement sans précédent : une grève des seuls O.S. (...) pour leurs objectifs

propres (...) liberté laissée aux professionnels et aux mensuels de travailler.»

(Entendez que les dirigeants de la C.G.T. et le P.C.F. ne négligent rien pour les y encourager).

Il souligne ensuite la tentative de reprise en main du mouvement par les appareils :

« Le meeting (organisé par les syndicats le matin du 3) marquait le véritable lancement de la grève (...) »,

puis ajoute froidement que les O.S. du Mans en grève

« savent au fond d'eux-mêmes qu'ils doivent compter sur leurs propres forces au lieu de s'en remettre à un embrasement en d'autres lieux, annoncé par des gens qui ont plus de verve que de responsabilité. »

C'est bien l'avis du *Figaro* qui, toutefois, n'est pas astreint aux mêmes réserves de langage que son confrère « communiste » et titre son article :

« Poursuite de la grève, décident les O.S., qui menacent d'étendre le conflit à toutes les usines de la Régie nationale. »

L'appareil s'efforce de faire face à la menace dont parle le *Figaro*. Dès le lundi soir, le comité exécutif du syndicat C.G.T. Renault s'est réuni et a « alerté toutes les sections syndicales » : et le mercredi à midi, le même syndicat convoque les travailleurs de Renault-Billancourt à un meeting sur la place Nationale.

« Depuis bien des années, écrira l'*Humanité* du 5, si l'on excepte les journées de mai et juin 68 (tiens ! tiens ! cette évocation du spectre de la guerre générale a dû échapper à l'auteur de l'article) on n'a vu si beau meeting (...) »

Les ouvriers de Billancourt veulent combattre. Que leur offre l'appareil ?

« Nous ne vous demandons pas la solidarité, mais un grand combat commun pour une revendication commune »,

est venu dire Mervel, l'un des responsables C.G.T. de l'usine du Mans...

Une semaine ne passera pas, et la C.G.T. appellera à la solidarité avec les ouvriers de la Régie en grève... Mais qu'entend maintenant l'appareil par ces nobles paroles ? C'est Roger Sylvain, secrétaire général du syndicat C.G.T., qui le dira, sans mâcher ses mots :

« Le développement de l'action n'est pas une chose qu'on impose aux travailleurs, on la prépare avec eux, on en détermine avec eux les modalités. »

« Il faut écarter ce qui divise, unir sur la base des revendications. »

« Ainsi, dès hier matin, l'artillerie, les départements 59 et 72 ont fait une heure de débrayage. Il y a eu arrêt de trois heures à l'informatique. »

Et, pour que nul doute ne règne sur ce que l'appareil entend par « un grand combat commun pour une revendication commune », il précise :

« Toute tentative d'utilisation du mouvement pour des buts autres que ceux déterminés avec les travailleurs (entendez : autres que ceux fixés par l'appareil) doit être combattue avec une fermeté exemplaire. Cet avertissement s'adresse à ceux qui, sans cesse, préchent la révolution, une révolution contre la C.G.T. »

« C'est clair, net et précis, comme l'écrira Informations ouvrières dans son n° 519, l'appareil stalinien ne veut pas que le mouvement s'étende. Les O.S. du Mans doivent rester isolés. Au nom des « revendications raisonnables », ils supplient Dreyfus de négocier. »

Les ouvriers de la Régie sont d'un avis différent. La grève du Mans a retenti sur eux comme un appel à agir sans délai. Leur volonté

s'exprime d'ailleurs dans certaines sections syndicales — ainsi la section C.G.T. du département 77 qui diffuse un tract lançant ce mot d'ordre :

« Comme au Mans, engageons l'action »,

et convoque le personnel en assemblée pour

« tous unis (...) décider des moyens nécessaires pour faire aboutir nos revendications ».

Le même jour encore, répondant aux besoins du mouvement, les militants de l'O.C.I. ouvrent dans le tract qu'ils distribuent une perspective claire :

## **Le Mans : Grève illimitée, occupation**

### **ILS ONT RAISON**

Les ouvriers spécialisés de l'usine du Mans ont déposé leurs revendications. Depuis trois semaines ils combattent pour obtenir satisfaction.

Dans toutes les usines de la R.N.U.R., dans toute la métallurgie, les travailleurs ont formulé leurs revendications. Ils combattent pour les arracher.

Partout le mécontentement s'accumule.

Partout les travailleurs recherchent les moyens d'aboutir.

Au Mans, trois semaines de grèves tournantes n'ont rien donné. Pour faire céder la direction, il fallait nécessairement en finir avec les actions dispersées, inefficaces.

**IL FALLAIT FAIRE PESER TOUT LE POIDS DES TRAVAILLEURS DE L'USINE. COMMENT ?**

Au Mans, ils ont répondu :

### **Grève illimitée, occupation jusqu'à satisfaction**

**Ils ont raison : c'est maintenant le seul moyen d'aboutir**

Face à une direction que le gouvernement encourage à repousser toute revendication, car, par tous les moyens mis à sa disposition, il organise la vie chère, élargit le chômage, aggrave l'exploitation, les travailleurs du Mans ont ressenti la nécessité de concentrer leurs forces.

Partout, les travailleurs ressentent la même nécessité.

**A BILLANCOURT :**

- Pour soutenir ceux du MANS ;
- Pour faire céder DREYFUS ;
- Pour imposer nos revendications.

## COMME AU MANS ENGAGEONS LE COMBAT

Les opérations de division de toute nature constituent aujourd'hui le seul obstacle à l'action irrésistible de la classe ouvrière contre les plans de vie chère, de chômage, de répression organisée par le gouvernement.

### CEUX DU MANS ONT OUVERT LA VOIE AVEC EUX NOUS FERONS CEDER DREYFUS

Avec eux la classe ouvrière mettra à la raison le gouvernement des patrons et des banquiers.

Les travailleurs du MANS ont su imposer l'unité.

La classe ouvrière saura faire échec à la division et imposer le seul gouvernement capable de garantir durablement la satisfaction des revendications, LE GOUVERNEMENT DES ORGANISATIONS OUVRIERES UNIES.

Aujourd'hui, tout peut être gagné.

Rien ne doit faire obstacle à l'unité.

Sur les revendications qui font l'unanimité des travailleurs de l'usine :

— Pas de coefficient inférieur à 145,

— Contre la vie chère : indemnité égale pour tous de 200 F minimum.

### C'est maintenant qu'il faut agir

Boulogne-Billancourt,  
le 4 mai 1971.

Le même jour, *Renault rouge* proclame :

« Ce n'est qu'un début. »

Le début de quoi ? L'organe de la Ligue mandélo-pabliste ne le dira pas ; il appelle à organiser des assemblées générales du personnel et propose un programme aux travailleurs, comportant notamment

« les 40 heures tout de suite sans perte de salaire et sans augmentation de cadence ».

Voilà un mot d'ordre qui répond incontestablement aux aspirations

des travailleurs. Mais ceux qui le lancent pensent-ils sérieusement que le gouvernement Pompidou-Chaban-Delmas (qui sait au surplus, pouvoir compter sur l'appui de l'appareil stalinien — et la suite de la grève confirmera qu'il peut en effet compter sur l'appui de Marchais, Fajon, Séguy) est susceptible de faire droit à une telle revendication ? Or c'est précisément cette question du gouvernement qui fait hésiter les travailleurs. L'expérience de mai-juin 68 leur a montré que même la grève générale ne suffit pas à imposer la satisfaction de

leurs revendications vitales. Ce sont précisément ces hésitations qu'exploite à fond l'appareil, en leur expliquant sur tous les tons, à la fois qu'aucune autre solution gouvernementale n'est actuellement possible (puisqu'elle est impossible sur le plan parlementaire), et que le gouvernement actuel PEUT PARFAITEMENT SATISFAIRE LES REVENDICATIONS « raisonnables » des travailleurs.

En se refusant à poser d'aucune façon la question gouvernementale, Rouge apporte ainsi de l'eau au moulin des appareils.

Et « ce n'est qu'un début »... Le même jour encore, la Ligue diffuse un tract annulant le meeting sur l'Indochine que devait tenir Krivine sur la place Nationale, puisque la C.G.T. appelle à un meeting au même moment, au même endroit, à la même heure. Où sont donc les bravaches d'antan, qui bouffaient à chaque repas une douzaine de bonzes en salade ? Toutefois cette décision, en elle-même, se comprend. Mais les commentaires qui l'accompagnent sont significatifs en ce sens qu'ils n'ouvrent aucune perspective, ne se différencient en rien de la politique de l'appareil, s'alignent simplement sur elle :

« La tâche la plus urgente, c'est de manifester notre solidarité avec ceux du Mans. (...) Mobilisons toutes nos forces pour faire un front commun contre Dreyfus (...) »

La Ligue pabliste, on le sait, n'a pas assez de sarcasmes pour le Front unique de classe qui constitue une ligne stratégique fondamentale pour les marxistes. La voilà maintenant pour le « front commun, contre

Dreyfus ! Le choix de l'expression « front commun » à la place de « front unique » n'est d'ailleurs pas le produit du hasard. Il s'agit manifestement d'une référence au « front commun » C.G.T.-C.F.D.T., ce front de l'appareil de la bureaucratie du Kremlin et de celui de la hiérarchie catholique, conclu précisément pour faire barrage au Front unique de classe !

Mais poursuivons. Sans la perspective du gouvernement ouvrier, le « front commun » en question ne signifie rien d'autre que l'alignement sur les appareils. L'inscription, dans le programme proposé par la Ligue aux ouvriers Renault en les appelant à « mobiliser toutes nos forces pour assurer la victoire de nos revendications », de la revendication de « la retraite à 60 ans » n'a évidemment pas d'autre sens. Au même moment, en effet, la C.G.T. met en avant cette revendication dont *Informations ouvrières* pourra écrire (n° 521) :

« Cette revendication élémentaire (...) est aussi une revendication fondamentale, l'une de celles que la grève générale de mai-juin 1968 avait inscrites parmi ses objectifs et qu'elle n'a pu arracher parce qu'elle a été bradée. »

En dehors d'une perspective de lutte contre le gouvernement actuel, de combat pour le Front unique de classe, pour le gouvernement du Front unique, la mise en avant d'une telle revendication n'a évidemment pas d'autre but, dans les conditions actuelles, que de jouer sur les hésitations qu'éprouvent les ouvriers à se lancer dans un mouvement d'ensemble sans perspective politique claire permettant de centraliser leur combat.

En mettant en avant dans ces circonstances ce mot d'ordre de la retraite à 60 ans, la Ligue poursuit encore un autre but : ouvrir une campagne qu'elle ne va pas tarder à amplifier pour se faire reconnaître par l'appareil comme une « *organisation responsable* ».

### MERCREDI 5 MAI

LA GREVE RENAULT INQUIETE CHABAN, titre *l'Aurore* qui nous apprend que « le Conseil des ministres de ce matin » discutera « des moyens de préserver le pays et son économie des excès revendicatifs » :

« On ne rappellera pas sans appréhension que le déclenchement des grèves à la Régie marqua, bien plus que les barricades estudiantines, le début de la grande "secousse" en mai 1968 (...) Comme voilà trois ans, le péril de contagion est évident. »

Le journal réactionnaire voit toutefois luire un brin d'espoir :

« Le syndicat C.G.T. reste prêt à toutes discussions qui porteraient sur les revendications qui sont à l'origine de la grève des O.S. Déclaration qui prouve que la porte n'est pas définitivement fermée. »

En effet. Comme s'il avait prévu les inquiétudes de Chaban et de *l'Aurore*, Séguy s'est employé à l'avance à les calmer. Au comité national de la C.G.T., qui siégeait les 4 et 5 mai à l'île de Ré, interrogé « sur l'éventualité d'un nouveau mai-juin 68, il a observé » (nous dit *l'Humanité* du 7 mai) :

« Du point de vue du mécontentement et de la combativité, en effet, il ne faudrait pas grand-chose pour en arriver là. Mais les conditions pour déboucher sur un changement profond de politique dans notre pays ne sont pas réalisées.

Ce qui pèse aussi sur les luttes syndicales. Si une explosion se produisait, provoquée par un refus brutal du gouvernement aux revendications, nous en tirerions le maximum, comme nous l'avons fait en 68, pour faire avancer les revendications, et nous reprendrions l'action pour aller plus loin, pour faire mûrir les conditions d'un changement décisif. »

Cette fois encore, on ne saurait être plus clair. Au moment où la bureaucratie du Kremlin voit se dresser les ouvriers en marche vers la révolution politique en Pologne ; où, en dépit de la répression qui se déchaîne, la volonté de résistance des ouvriers et de la jeunesse tchécoslovaque n'a pu être brisée ; où, en U.R.S.S. même, l'heure se rapproche où les ouvriers engageront le combat contre les bureaucrates contre-révolutionnaires alliés de l'impérialisme mondial, aucun « *changement politique sérieux* » ne saurait être envisagé en France par les représentants de l'appareil international du Kremlin : car un tel « *changement* » signifierait la jonction de la révolution sociale contre le capitalisme à l'Ouest et de la révolution politique contre la bureaucratie à l'Est — ce serait l'arrêt de mort de la caste des privilégiés russes, dont Georges Séguy défend les intérêts et le pouvoir.

C'est pourquoi *l'Aurore* a raison de placer ses espoirs dans l'appareil international du Kremlin qui contrôle la C.G.T. « *Si une explosion se produisait* », cet appareil, Séguy s'en porte garant, agirait comme en juin 68 : il s'efforcerait de conclure un compromis sur le terrain des « *revendications* » et de sauver le gouvernement en place — en attendant que mûrissent les « *conditions d'un changement plus décisif* ». Ce der-

nier point veut dire que si, en dépit des efforts de l'appareil, le gouvernement Pompidou-Chaban s'effondre, devant la crise croissante du capitalisme mondial, sous la poussée des masses, l'ultime gouvernement de salut bourgeois — le gouvernement « *d'union démocratique* » du P.C.F. et de la bourgeoisie — prendra alors sa place. En attendant, le P.C.F. combat pour sauver le gouvernement Pompidou-Chaban, parfaitement conscient qu'il « *ne faudrait pas grand-chose* » pour une mobilisation révolutionnaire des masses. Personne ne comprend mieux que l'appareil stalinien que

nous sommes dans la période de l'imminence de la révolution...

« *Pas grand-chose* » — mais ce « *pas grand-chose* » est l'essentiel : une perspective politique d'organisation permettant aux masses de centraliser leur combat.

C'est cette perspective que leur ouvre l'O.C.I. dans le tract qu'elle diffuse le 5 mai à Renault-Billancourt, en même temps qu'elle définit l'objectif immédiat qui résume « *le mécontentement et la combativité* » des ouvriers de la grande usine :

« *DEBRAYONS.* »

## LE MANS CONTINUE

Depuis le 29 avril, les ouvriers spécialisés du Mans sont en grève illimitée.

Ils occupent l'usine.

Malgré les manœuvres de division de tout ordre, ils poursuivent leur mouvement.

Ils sont décidés à arracher leurs revendications, à faire plier Dreyfus.

Après des semaines d'actions dispersées, ils ont choisi d'agir tous ensemble jusqu'à satisfaction.

**MAIS DEPUIS LE 29 AVRIL LES OUVRIERS SPECIALISES DU MANS DEMEURENT ISOLES.**

**Ils ne doivent pas rester isolés un jour de plus, une heure de plus**

HIER, FLINS A DEBRAYE.

HIER, SANDOUILLE A DEBRAYE.

BILLANCOURT DOIT AGIR

**Tout de suite, sans plus attendre, pour aider LE MANS**

## DEBRAYONS

C'est le moyen, c'est le moment d'arracher satisfaction à toutes nos revendications.

C'est le moyen, c'est le moment de faire céder Dreyfus !

C'est le moyen, c'est le moment d'en finir, de balayer le gouvernement de la vie chère, du chômage, de la répression.

Billancourt, le 5 mai 1971.

*L'Humanité* s'efforce cependant de limiter la grève aux seuls O.S. du Mans, dont Charles Sylvestre semble avoir découvert depuis deux jours les conditions précaires de vie. Il nous parle longuement des « O.S., *parias de la modernisation* ». Il découvre les conséquences de l'automatisation dans le cadre du capitalisme — mais il tient beaucoup à ce que ces conséquences soient limitées aux O.S. du Mans et ne s'imposent pas, avec des modalités diverses, à toutes les corporations et à tous les secteurs de la classe ouvrière, la classe des « *esclaves salariés* », comme le disait Marx.

Charles Sylvestre fera école. Ces mêmes sociologues qui, il y a quelques années, avaient découvert que, par suite des progrès de la technique, de la « *croissance impétueuse des forces productives* » (voir la Ligue pablo-mandélienne), la classe ouvrière était en train de disparaître, cédant la place à une armée de techniciens en blouse blanche qui ne méritaient plus l'appellation d'exploités et surtout pas celle de prolétaires, mais se fondaient de plus en plus indistincts de leurs patrons, dans la « *société technicienne* » ou « *société de consommation* » — ces mêmes sociologues vont découvrir le nouveau prolétariat : les O.S.

Dans le cadre de cet article, nous ne pouvons les suivre dans cette voie. Nous citerons seulement *l'Expansion*, mensuel du groupe *Express* qui s'intitule modestement « *premier journal économique français* » et consacre l'éditorial de son numéro de juin à la *France des O.S.*

On y lit, sous la signature de Jean Boissonnat, que la grève Renault a

« attiré l'attention sur une question déterminante pour l'avenir de l'industrialisation en France : l'évolution sociologique et psychologique de la classe ouvrière ».

En effet

« le développement rapide de la catégorie des cadres et techniciens ne traduit nullement un phénomène de promotion de l'ensemble des ouvriers. Au contraire (...) Alors qu'en 1954 la part des ouvriers qualifiés était plus grande que celle des ouvriers spécialisés dans la population ouvrière, on observe, dans le recensement de 1968, un phénomène inverse. Aujourd'hui, plus d'un tiers des ouvriers sont des O.S.; cela représente près de trois millions de travailleurs. Or la condition sociale et professionnelle de cette catégorie n'est guère séduisante (...) »

Et, sur son élan, notre « *premier économiste de France* » va faire des découvertes fondamentales « *pas seulement par un effort de l'intelligence, mais sous la contrainte des événements* » :

« La vérité est qu'une partie de la société vit toujours de l'exploitation de l'autre. »

« Ces perspectives, *conclue-t-il*, bouleversent tous nos schémas traditionnels et nous avons du mal à les imaginer (...) Tout notre effort doit consister à nous préparer à accueillir l'imprévisible, à ne pas récuser l'extravagant. »

M. Boissonnat aurait pu se dispenser d'avoir à faire un bouleversant effort d'imagination, voire d'extravaguer, s'il avait lu *la Vérité*.

Il aurait pu y trouver dans le n° 516 de mars 1959, sous la signature de François Forgeue, un article intitulé *Y a-t-il encore une classe ouvrière ?* qui se consacrait à réfuter les thèses en vogue chez les sociologues bourgeois... il y a douze ans, et dans cet article la phrase suivante :

« Débarassés du cloisonnement du métier, ayant pourtant accès à une culture industrielle que ne possédait pas le manoeuvre d'antan, pratiquement interchangeable, lié à la collectivité, l'O.S., défini par sa seule force de travail, est bien l'ouvrier universel qu'anticipait Marx. »

La découverte par les Charles Sylvestre de l'appareil et les sociologues de la bourgeoisie, de l'existence et du sort des O.S., ne poursuit pas un objectif différent que, chez les stalinien, les tartines sur le rôle nouveau des intellectuels et des techniciens, et chez les sociologues bourgeois, les théories sur la « *nouvelle classe ouvrière* » : diviser la classe des travailleurs salariés et exploités, trouver de nouveaux prétextes pour l'enchaîner au char de l'exploitation capitaliste.

Revenons à Billancourt, le mercredi 5 mai.

Le tract de l'O.C.I. qui, ouvrant la perspective de la lutte pour balayer le gouvernement, invite au débrayage immédiat, répond au sentiment des ouvriers. C'est ainsi que le jour même, à 17 heures, au département 77, où la section C.G.T., nous l'avons vu, combat sur des positions de classe (et où la section F.O. appelle au débrayage), les ouvriers réunis votent la grève.

« 1500 ouvriers manifestent dans l'usine, écrit Informations ouvrières (n° 519), appelant à la grève illimitée. Mais, au nom de la « *consultation démocratique* », les dirigeants refusent toujours d'appeler à la grève contre le lock-out. »

La direction menace en effet de lock-outer l'usine sous prétexte que la grève du Mans paralyse les chaînes de production. La seule réponse, c'est la grève totale de la Régie. Ce n'est pas, toutefois, l'avis des « *syndicats C.G.T. de toutes les usi-*

*nes Renault* », qui, « *réunis cette nuit, lancent un appel à tout le personnel* ». Ils y proclament que, « à la tentative de provoquer les travailleurs, une riposte unitaire et de masse s'impose le plus rapidement possible dans chaque usine ».

Laquelle ? La grève totale de la Régie ? Non, certes, ce ne serait pas assez « *unitaire* » pour la C.G.T. :

« Le moyen le plus efficace pour battre la direction sur son opération de grande envergure, déclare le cartel des *syndicats C.G.T.*, c'est de développer, dans chaque catégorie, dans chaque usine, les luttes pour les revendications en suspens. »

Une heure de grève ici, un débrayage là, chaque catégorie combattant à part, voilà l'unité, car

« les syndicats C.G.T., soucieux d'assurer aux actions en cours et prévisibles l'unité, la cohésion et la force maximales, insistent fortement pour que les décisions soient prises après consultation du personnel intéressé. »

Ces syndicats mettent en garde contre « *toute action minoritaire* » — lisez la grève générale, que l'appareil « *prévoit* » ; celui-ci s'efforce cependant de gagner du temps, comme il a tenté de le faire au Mans le 30 avril, sous le prétexte de consultations suivies d'autres consultations qu'il se garde d'ailleurs d'organiser.

Mais les flancs-gardes de l'appareil sont à leur poste, et vont s'employer à garder les flancs de l'appareil. *Renault rouge* du 5 mai se garde bien d'appeler au débrayage. Il met en exergue son programme revendicatif : 150 F pour tous — pas un coefficient en dessous de 150 — les 40 heures tout de suite (ah ! mais) — la retraite à 60 ans (pourquoi pas

« tout de suite » ? ça ne coûtait pas plus cher).

Cela vaut la peine de dire ici quelques mots du rôle des revendications dans cette grève. Les revendications particulières des catégories sont légitimes (1), car c'est à partir de la lutte pour les « *intérêts particuliers* » que la classe ouvrière se constitue comme classe dans le combat, et parvient donc à transcender ces intérêts particuliers, à combattre pour son intérêt général, son intérêt de classe. De plus, dans la période actuelle de crise finale du régime capitaliste, la bourgeoisie ne peut satisfaire aucun intérêt particulier (à moins naturellement qu'un mouvement assez ample et puissant ne la place dans l'alternative de céder ou de perdre tout, c'est-à-dire son pouvoir et sa propriété) : en plus, elle s'attaque, elle doit s'attaquer, à tous les intérêts particuliers, à toutes les conquêtes passées. C'est dire l'absurdité criminelle de la thèse stalinienne des revendications « *modestes* », « *raisonnables* », que le gouvernement pourrait concéder sans renoncer à sa raison d'être, à sa nature de gendarme du profit capitaliste.

Est donc criminel l'appareil qui, en opposant les revendications particulières, les intérêts particuliers les uns aux autres, s'efforce d'empêcher la classe ouvrière de se mobiliser comme classe, de centraliser son combat contre le gouvernement.

Mais ne sont pas moins criminels — et apportent aux premiers une aide appréciable — ceux qui prétendent agir en révolutionnaires en opposant aux revendications particulières des revendications générales,

tout en refusant toute perspective politique au mouvement.

Car ce qui manquait aux ouvriers de Renault-Billancourt pour unifier leur lutte, ce n'est pas une revendication générale bien choisie, c'est la perspective politique de lutte contre le gouvernement. De plus, le 5 mai, l'objectif immédiat, c'était de suivre l'exemple de ceux du Mans, de *débrayer*. C'est le moment que choisit *Renault rouge*, tout en proposant un programme revendicatif qui ne peut manifestement être réalisé que par le renversement du gouvernement et l'accession au pouvoir d'un gouvernement ouvrier, pour refuser d'ouvrir aucune espèce de perspective *politique* et appeler, même pas à la grève de l'usine, mais à des luttes d'ensemble *dans l'usine* ! Car « *nos organisations syndicales doivent développer des actions unies* ». La C.G.T., on l'a vu, ne dit pas autre chose. Et le tract conclut : « Exigeons de nos organisations syndicales qu'elles organisent la grève d'ensemble. »

Donc ne l'organisons pas, tant que les dirigeants syndicaux ne le voudront pas, ne seront pas contraints par les ouvriers de s'y rallier. Ces gens sont toujours prêts à dénoncer les bureaucrates (et « *le réformisme de l'A.J.S. qui capitule devant les bureaucrates* »), quand il n'y a pas de luttes. Dans les luttes, ils collent aux chausses des bureaucrates. Voilà ce qu'ils écrivaient, au moment précis où les ouvriers de Billancourt,

---

(1) Ces problèmes ont été l'un des éléments essentiels du débat du 17<sup>e</sup> congrès de l'O.C.I., et nous y reviendrons dans le prochain numéro de *la Vérité*.

avec les sections syndicales lorsque c'était possible, sans elles lorsque ce ne l'était pas, s'engageaient déjà dans la grève, et que ce mouvement — la C.G.T., on l'a vu, le « *prévoyait* », mais apparemment pas Krivine — allait devenir irrésistible. Décidément, la Ligue est une organisation « *responsable* », qui mériterait incontestablement d'être « *reconnue* » comme telle par l'appareil, dont elle s'emploie activement à apaiser la « *méfiance* ». Et cela nous rappelle quelque chose.

Revenons un instant de 19 ans en arrière, en avril 1952. Depuis 9 mois déjà, le « *bureau du secrétariat international* » de la IV<sup>e</sup> Internationale, composé de Pablo, Mandel et Frank, avait entrepris de liquider l'organisation qu'ils dirigeaient. Annonçant que « *la bureaucratie stalinienne allait évoluer de plus en plus à gauche* », qu'elle « *ne pouvait plus trahir* », ils exigeaient maintenant des militants trotskystes dans les usines qu'ils « *ne négligent rien pour apaiser la méfiance des bureaucrates staliniens à leur égard* » — en clair, qu'ils capitulent en rase campagne devant le stalinisme contre-révolutionnaire.

Dix-neuf ans ont passé, et, après avoir histrionné avec Cohn-Bendit en mai 1968, chanté le los de « *l'esprit de mai* », et épousé toutes les lubies de ce temps : les intellectuels, direction prédestinée du prolétariat, la révolution à l'Université et toute la lyre du gauchisme, voici donc que le chien retourne à son vomissement : voici que l'organisation de Krivine-Mandel s'emploie à « *apaiser la méfiance des bureaucrates* ». Mandel et Krivine ont bien tort de ricaner quand on les nomme des

pablistes. Disciples de Pablo, ils le sont et le restent. On comprend sans peine que l'appareil ne néglige pas ses efforts, conjugués à ceux de la bourgeoisie, pour « *monter* » ces grands révolutionnaires. Des « *trotskyistes* » à la Krivine, s'il n'y en avait pas, ils les inventeraient.

Il faut d'ailleurs rendre à ces derniers cette justice qu'il y a un point commun entre leur position de mai 68, lorsqu'ils écoutaient avec béatitude Cohn-Bendit, auquel ils avaient offert à cette fin une tribune, dénoncer les militants de la C.G.T. comme des « *crapules staliniennes* », qu'ils hurlaient avec les loups contre la C.G.T.-fic, la C.G.T. (K) et ainsi de suite — et leur politique présente d'adaptation à « *nos organisations syndicales* ». Ce point commun, c'est le refus catégorique de poser le problème central de la période de l'imminence de la révolution, le problème que, au surplus, Marx et Engels définissaient déjà, dans le *Manifeste du parti communiste*, comme la première tâche pour tous les partis ouvriers : la conquête du pouvoir d'État.

Cependant, le P.C.F. — qui, lui, sait que la seule chose qui empêche les travailleurs de se mobiliser, non seulement dans toutes les usines Renault, mais à l'échelle nationale (ce « *bien peu de chose* » dont parlait Séguy au comité national de la C.G.T.), c'est l'absence d'une perspective politique claire au niveau gouvernemental — va s'employer à en empêcher l'élaboration, la pénétration plutôt, dans les rangs ouvriers. Et cela non, comme la C.G.T., en opposant à l'intérêt général de la classe les intérêts particuliers des catégories, ou des cou-

ches ouvrières, comme celle des O.S. et celle des professionnels, mais en déviant cet intérêt général vers un objectif entièrement frauduleux. Et c'est ainsi que, toujours le mercredi 5 mai, le P.C.F. - Renault du Mans distribue un tract où l'on peut lire :

« Orientons notre action contre le véritable patron de la Régie (...) L'obstacle numéro un, c'est le gouvernement. Le gouvernement Pompidou - Chaban-Delmas est le gouvernement des banquiers et des gros patrons. »

Donc...

Donc « demandons des comptes aux députés qui soutiennent le gouvernement » ! Et le tract conclut avec un cynisme que l'on appréciera si l'on se souvient que les cinq députés de la Sarthe sont tous de l'U.D.R. :

« Alors que notre mouvement est solidement engagé, l'action la plus efficace à mener pour qu'il aboutisse, c'est d'aller en masse demander des comptes aux cinq députés sarthois et d'exiger d'eux qu'ils prennent nettement position sur notre situation, qu'ils interviennent au Parlement et demandent un vote. Si elle est suffisamment puissante, cette action aura le soutien de nombreux travailleurs et d'une grande partie de la population. Elle peut contraindre le gouvernement et la Régie à revoir leur position. »

Toujours le 5 mai, à la fin de la matinée, une fois que la direction a placardé l'annonce du prochain lock-out des 95 000 ouvriers de la R.N.U.R., le cartel des syndicats C.G.T. demande une entrevue à Chaban-Delmas,

« compte tenu que la lutte des travailleurs du Mans vient de prendre une dimension nationale à la suite des décisions de la direction ».

Le journal patronal *les Echos* souligne que, si

« les syndicats ont protesté contre la décision de la direction Renault (...) il faut noter qu'au Mans la C.F.D.T. et la C.G.T. ont été d'accord, pour une fois, pour dénoncer l'action des gauchistes. »

Tout espoir n'est donc pas perdu, bien qu'il faille « s'attendre certainement à d'autres mouvements revendicatifs de ce genre dans les semaines à venir ».

*L'Humanité* manifeste une égale satisfaction à propos de ce qui rassure *les Echos* :

« La C.F.D.T., écrit Charles Sylvestre, a vigoureusement dénoncé au meeting d'hier à 14 heures, comme l'avait déjà fait la C.G.T., l'intervention de petits groupes gauchistes. »

Cependant, il ne s'agit, toujours pour l'organe central du P.C.F., de rien d'autre dans cette grève que des revendications des O.S. du Mans.

Laurent Salini, dans son éditorial, écrit :

« Que veulent-ils ? Vivre un peu mieux. A peine un peu mieux. Juste moins de difficultés pour eux et leurs familles. Ces demandes on ne peut plus modestes, la Régie est à même de les satisfaire (...) »

Et Charles Sylvestre titre son article :

« LE MANS : ILS VEULENT SEULEMENT QUE LA VIE SOIT MOINS DURE. »

Donc, le P.C.F. lutte pour que les O.S. du Mans et leurs familles connaissent encore des difficultés, qu'ils aient encore la vie dure — que l'essentiel, l'exploitation, le rendement, etc., soit maintenu. Et même ce peu de chose que réclame pour eux le P.C.F., ils ne l'obtiendront pas !

La C.G.T. et la C.F.D.T. ont convoqué un meeting pour 9 heures dans l'île Seguin. Le tract distribué le ma-

tin par l'O.C.I., l'Alliance ouvrière et l'A.J.S. définit la réponse au lock-out patronal :

## **NOUS N'ACCEPTONS PAS LE LOCK-OUT !**

A toutes nos revendications, aux revendications des camarades du MANS, la direction répond par des tentatives de division et d'intimidation.

Le gouvernement, par la voix de Dreyfus, répond par le lock-out.

**NOUS EXIGEONS SATISFACTION POUR LE MANS !**

Nous n'acceptons pas le lock-out.

Nous voulons la satisfaction de nos revendications.

**LES TRAVAILLEURS NE SUBIRONT PAS LA LOI DE LA DIRECTION.**

## **TOUT DE SUITE GREVE ILLIMITEE**

C'est la solidarité active avec Le Mans et contre le lock-out.

C'est l'unification de la lutte.

Au Mans, la grève continue.

**CONTRE LE LOCK-OUT :**

**A FLINS, CLEON, SANDOUILLE ONT EU LIEU DES DEBRAYAGES  
HIER, A BILLANCOURT : DEBRAYAGES, MANIFESTATIONS.**

**IL N'Y A PAS DE SECRET :**

**POUR GAGNER, IL FAUT SE BATTRE !**

## **C'EST LE MOMENT DANS L'UNITE : GREVE ILLIMITEE**

**DREYFUS DOIT CEDER  
LE MANS DOIT GAGNER,  
LE LOCK-OUT DOIT ETRE LEVE.**

Les organisations syndicales appellent aujourd'hui à 9 heures à un rassemblement dans l'île Seguin :

**CE SERA UN MEETING D'UNITE  
CE SERA UN MEETING DE COMBAT  
CE SERA UN MEETING DEMOCRATIQUE**

## **C'EST LE MOMENT, DANS L'UNITE : GREVE ET OCCUPATION**

Billancourt, le 6 mai 1971

Cependant, les appareils feront voter par le meeting la décision qu'un vote sera organisé dans la journée parmi les ouvriers. Le P.C.F. apporte son « appui » à cette décision dans un tract où il déclare :

« L'adversaire, c'est le pouvoir. Il doit discuter. »

Après avoir dénoncé les gauchistes, le tract conclut :

« Parallèlement, ils (*les communistes de chez Renault*) appellent les travailleurs à mener l'action pour en finir avec ce pouvoir. »

Les parallèles, on le sait, se rejoignent à l'infini...

Cela n'empêche pas de nombreux secteurs, dont de nouveau le 77, de débrayer dans l'après-midi.

« La grève avec occupation est effective. Les centres vitaux de l'usine de Billancourt sont paralysés »,

écrira *Informations ouvrières* (n° 519).

*Le Monde*, le même jour (numéro daté du 7 mai), s'emploie à démontrer que les revendications ne sont pas si modestes que cela. Le problème n'est pas tant toutefois « des 150 millions environ qu'elle coûterait » (*l'Humanité*, le matin, parlait de 300 millions), mais de ce qu'il ne faut pas « donner le mauvais exemple » :

« Cette réforme aurait non seulement de graves répercussions sur l'équilibre financier de la Régie et sur les prix des véhicules qu'elle fabrique, mais aussi une influence déterminante sur le climat et les charges sociales des autres entreprises de la métallurgie. Or la Régie Renault, société nationalisée, estime qu'elle ne peut en pleine période d'inflation donner le mauvais exemple. M. Chaban-Delmas vient, dans un discours au Parlement, de tancer sévèrement les chefs d'entreprises privées en leur reprochant de répercuter trop facilement

les revendications salariales des syndicats sur les prix. M. Dreyfus, qui informe régulièrement les pouvoirs publics de l'évolution du conflit, est convaincu qu'il doit faire preuve de fermeté (...) »

C'est évidemment *le Monde* qui a raison contre *l'Humanité*. Les revendications des O.S. du Mans mettent en cause tout le fragile équilibre d'une économie qui connaît le taux de hausse des prix le plus rapide d'Europe, l'équilibre plus fragile encore d'un gouvernement et d'un régime chancelants. On est d'ailleurs en pleine crise monétaire. L'or continue à monter. Le conseil des ministres des Finances des Six doit se réunir le samedi 8 mai... Dans une telle situation, caractéristique de la période de l'imminence de la révolution, les seules revendications des O.S. du Mans — comme tout intérêt « particulier » d'une certaine portée pour la classe ouvrière aujourd'hui — posent le problème du gouvernement.

Le même soir enfin, *France-Soir* enregistre que « la C.G.T. ne cherche pas, semble-t-il, l'épreuve de force ». Et de citer, dans le communiqué de la fédération des métaux du même jour, un passage qui, fait digne de remarque, ne figure pas dans *l'Humanité* du lendemain 7 mai :

« La raison, l'intérêt du personnel et de l'usine commandent la recherche de solutions négociées. »

## VENDREDI 7 MAI

L'appareil continue à essayer de gagner du temps. La veille, 8 000 ouvriers ont pris part à un référendum, répondant à des questions vo-

lontainement obscures, puisqu'on leur demandait de choisir entre

« une présence et une grève dans les ateliers et dans l'usine tous les jours, mais sans occupation dans l'immédiat »

et

« l'occupation de l'usine dans le cas où le gouvernement refuserait d'ouvrir les discussions au Mans dès aujourd'hui ».

*L'Humanité* doit reconnaître que 60 % des travailleurs ont voté pour l'occupation, mais « *le vote doit se poursuivre ce matin* ». Rien n'est négligé par la direction pour que les ouvriers soient peu nombreux à Billancourt : suppression des cars, application du lock-out — il y a cependant 10 à 12 000 travailleurs au meeting intersyndical de vendredi matin. Mais, alors que tous les secteurs se sont prononcés pour l'occupation et que beaucoup l'ont commencée la veille, les organisations syndicales gagnent encore du temps en faisant adopter une occupation partielle de l'usine :

« Les travailleurs mis en chômage technique continueront à venir à leur poste. Tous les autres travailleurs de Billancourt feront la grève sur le tas »,

et seulement jusqu'au lundi matin :

« Un nouveau meeting se tiendra lundi matin pour permettre aux organisations syndicales de faire le point, de rendre compte de leurs discussions avec la

direction et décider de prolonger ou non l'occupation. »

En gagnant du temps, en parvenant à retarder la mise en œuvre de la seule réponse efficace à la menace de lock-out : la grève totale avec occupation, l'appareil, même s'il a dû reculer devant la combativité des travailleurs, n'en est pas moins parvenu à jeter parmi eux une certaine confusion : si la majorité d'entre eux est entrée consciemment dans la grève, un certain nombre considère le lock-out comme effectif. Seule une perspective politique claire, traduite en termes d'action immédiate, pourrait permettre aux ouvriers de Billancourt de surmonter cette confusion et de centraliser leur combat. C'est cette perspective que s'efforce de barrer Séguy, qui déclare, à midi, au micro d'Europe N° 1 que « *la grève a des causes essentiellement revendicatives et professionnelles* » (autrement dit qu'elle ne pose aucun problème politique, et surtout pas celui du gouvernement).

« Nous voulons, *ajoute-t-il*, le maintien dans ce cadre avec le souci de préserver toutes les possibilités de négociations. »

C'est cette perspective, au contraire, qu'ouvrent l'O.C.I., l'Alliance ouvrière et l'A.J.S. dans le tract qu'elles distribuent le vendredi matin :

L'O.C.I. dit :

L'A.O. dit :

L'A.J.S. dit :

**DREYFUS**

**DOIT**

**CEDER !**

**LE GOUVERNEMENT DOIT CEDER  
PRESQUE TOUTS LES SECTEURS DE L'USINE  
ONT VOTE LA GREVE AVEC OCCUPATION**

LE 74 BAS-MEUDON, LE 38, LE 70, LE 77, LE 55 FORGES FONDERIES.  
LE 14 EN PARTIE, LE 12, LE 58, ETC.

## UNITE - UNITE - UNITE

TOUS LES TRAVAILLEURS VEULENT QUE LE MANS ARRACHE  
LA SATISFACTION DES JUSTES REVENDICATIONS

Tous les syndicats se sont prononcés pour les justes revendications  
des travailleurs.

## UNITE - SOLIDARITE - UNITE

DREYFUS DIT NON !  
LE GOUVERNEMENT PROVOQUE !

LES TRAVAILLEURS DE BILLANCOURT DISENT :

**DREYFUS ÇA SUFFIT !  
POMPIDOU ÇA SUFFIT !**

TOUTES LES ORGANISATIONS SYNDICALES DOIVENT APPELER  
les 30 000 travailleurs de l'usine à aller chercher chez DREYFUS  
au siège des Champs-Élysées leurs revendications. C'en est assez

## MANIFESTATION DE BILLANCOURT AUX CHAMPS-ELYSEES

NOUS N'ACCEPTONS PAS LE LOCK-OUT  
NOUS OCCUPONS L'USINE

**manif est at ion**  
HALTE A LA DIVISION !  
UNITE POUR LA VICTOIRE !

**SAMEDI 8  
et DIMANCHE 9 MAI**

*L'Humanité* du 8 souligne dans son  
titre : **RENAULT : USINES OCCU-  
PEES JUSQU'A LUNDI.** L'éditorial  
de Nelly Feld, intitulé **LA REGIE  
DOIT TOURNER**, est un appel à  
la reprise du travail, en même  
temps que l'affirmation de la vo-

lonté de l'appareil de défendre l'or-  
dre bourgeois :

« Vouloir que ça change n'a rien de  
révolutionnaire (...) Renault doit tour-  
ner ! »

L'appareil multiplie les signes de  
bonne volonté : *L'Humanité* du 10  
écrivra :

« Les ouvriers ont donc passé leur  
deuxième nuit dans les ateliers. Plus

que d'occuper, il s'agit de garder les installations »,

pendant que le secrétaire de la section Renault-Billancourt du P.C.F. reviendra sur le caractère « modeste » de la revendication des O.S. du Mans. L'intransigeance de Dreyfus (qui a adressé le vendredi, au comité central d'entreprise, un avertissement « solennel » aux représentants du personnel) et du gouvernement commence à inquiéter l'appareil, qui ne voit aucune porte de sortie. Le dimanche soir, Aimé Albeher, dirigeant de la fédération des métaux C.G.T., déclare à une conférence de presse :

« En réalité, on ne veut pas discuter. On veut mettre les 90 000 salariés de la Régie au pied du mur. Si c'est cela qu'elle cherche, la direction — et le gouvernement — se trompe. Les organisations syndicales sont prêtes à faire la clarté sur les responsabilités d'un conflit qui a pris des proportions sans rapport avec son origine du seul fait des patrons. »

La question, nous l'avons vu, est tout autre. Le gouvernement et Dreyfus sont fort loin de chercher une épreuve de force. Mais la satisfaction des revendications des 82, puis des 5 500 O.S. du Mans, signifie une incitation directe pour les 90 000 ouvriers de la Régie, pour tous les métallos, pour tous les travailleurs de France de s'engager à leur tour dans la lutte pour leurs revendications : c'est cette perspective que redoute le gouvernement, et qui l'empêche de céder, malgré les protestations de « modestie » de l'appareil. Ce n'est pas au moment où *le Monde* titre (le samedi soir) : **LA CRISE MONETAIRE SUSCITE UNE INQUIETUDE GRANDISSANTE**, que le gouvernement, dont la charge est de maintenir et d'ac-

croître les profits des capitalistes, peut encourir le risque d'une vague irrésistible de revendications.

*Le Journal du dimanche* voit bien, lui aussi, le nœud du problème :

« La direction craint qu'une fois satisfaite la revendication des ouvriers du Mans, les 50 000 ouvriers spécialisés des autres usines de la Régie réclament à leur tour les mêmes avantages — le terrain de la négociation se révèle par conséquent malaisé. »

Mais il se console en se remémorant qu'en toute circonstance gouvernement et patronat peuvent compter sur les appareils bourgeois des syndicats :

« Tout en étant assez grave, la situation ne ressemble toutefois en rien à celle de mai 1968, où l'usine de Billancourt avait été occupée pendant 33 jours. Les syndicats eux-mêmes l'admettent : " Nous n'occupons pas vraiment les ateliers, au sens classique du terme, nous les gardons ", précisait bien les responsables syndicaux de Billancourt. »

## LUNDI 10 MAI

Le journal patronal *les Echos* met à son tour le doigt sur les ambiguïtés de la situation :

« La situation apparaît très confuse. En effet, la décision d'occupation des usines de Billancourt a été présentée comme étant limitée à la durée du week-end, c'est-à-dire quarante-huit heures. Si l'on en croit la C.G.T., cette mesure avait pour objet la protection des machines contre d'éventuelles tentatives de sabotage gauchistes. Mais on voit mal comment les syndicats pourraient décider la fin de l'occupation aujourd'hui. »

*Les Echos* apprécie à sa valeur la politique de division de l'appareil :

« Le mot d'ordre syndical consiste pour les ouvriers en chômage technique (environ 50 000) à se présenter sur les lieux

de travail, et pour les autres à faire la grève sur le tas. Mais dans cette confusion, personne ne sait combien il y a de grévistes (...) »

L'organe patronal manifeste une compréhension parfaite des difficultés que connaissent les dirigeants syndicaux :

« Les syndicats ne peuvent pas (...) se prononcer pour la reprise du travail sans avoir obtenu des concessions. »

Il voit parfaitement le problème qui se pose entre gens qui sont faits pour s'entendre :

« L'offensive syndicale est orientée actuellement en vue d'obtenir du gouvernement qu'il fasse pression sur la direction de la Régie Renault. Mais on voit mal comment le gouvernement pourrait conseiller à la direction d'accorder de nouvelles augmentations de salaires (...) qui seraient contraires aux efforts tentés pour freiner l'inflation. »

Et le même journal ne manque pas enfin de discerner les implications révolutionnaires de la situation :

« On peut dire en pesant ses mots que l'inquiétude règne à la direction de la Régie, chez beaucoup de syndicalistes et d'ouvriers, et aussi au gouvernement. Seuls les gauchistes se trouvent à l'aise dans cette confusion. »

Les ouvriers, à leur manière, tirent cette même conclusion le lundi matin. En dépit des efforts de diversion et de démoralisation multipliés par les appareils au cours du week-end, ils viennent plus nombreux que

jamais — de quinze à vingt mille — au meeting de l'île Seguin. Il ne reste aux dirigeants syndicaux qu'à gagner une nouvelle fois du temps en faisant proroger la grève de vingt-quatre heures.

Les appareils mentent en prétendant, d'une part, que le gouvernement et la direction de la R.N.U.R. peuvent aisément satisfaire les « modestes » revendications des travailleurs, et, d'autre part, que les conditions d'un « changement profond » n'existent pas. Mais ils disent la vérité sur un point : la solution est au niveau gouvernemental. Ils disent cette vérité, précisément dans l'espoir d'élever une barrière infranchissable à la volonté de combat des ouvriers, parce que ceux-ci ne disposent pas de réponse claire à cette question gouvernementale.

Déjouer la tactique de trahison des appareils signifie à la fois ouvrir une perspective claire sur la question décisive du gouvernement et fournir un objectif immédiat au besoin qu'éprouvent les travailleurs de contrôler leur combat, en l'orientant vers cet objectif essentiel. C'est à quoi répond le mot d'ordre de manifestation au siège de la RNUR, lancé dès le vendredi 7 par l'O.C.I., et repris sous forme concentrée par celle-ci dans un nouveau tract :

## GREVE CHEZ RENAULT BILLANCOURT OCCUPE

Partout, dans les dépôts S.N.C.F., chez ALLINQUANT, à LA POLYMECANIQUE, dans des dizaines d'entreprises, toute la classe ouvrière, tous les travailleurs exigent,

CONTRE LE GOUVERNEMENT DE VIE CHERE,  
LA SATISFACTION DE LEURS JUSTES REVENDICATIONS

**DREYFUS CEDERA**  
**LE GOUVERNEMENT CEDERA**  
**AUJOURD'HUI**  
**POUR ARRACHER LA VICTOIRE**  
**L'O.C.I. DIT : MANIFESTATION DES 30 000**  
**OUVRIERS DE BILLANCOURT**  
**AU SIEGE DE LA R.N.U.R.**  
**AUX CHAMPS-ELYSEES**

**NOUS IRONS CHERCHER NOUS-MEMES CHEZ DREYFUS**  
**LA SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS**

**UNITE - UNITE - UNITE - UNITE - UNITE - UNITE**

Les flancs-gardes centristes des appareils vont cependant s'employer à faciliter l'activité de trahison de ces derniers. Depuis vendredi que l'usine est occupée, la centralisation du combat exige désormais un mot d'ordre qui implique que la solution ne peut être imposée dans le seul cadre de l'usine et élève le niveau politique de la lutte ; eux ne vont rien négliger pour que cette lutte reste confinée à l'usine — préparant ainsi le terrain pour la liquidation du mouvement aux moindres frais par les appareils. La question décisive est celle du gouvernement, comme le reconnaissent les appareils eux-mêmes.

Or le P.C.F. a mis en avant son programme de « sept revendications » de nature à changer profondément les conditions de vie des masses, et dont, selon lui, la réalisation peut être imposée au gouvernement actuel. S'il en était ainsi, combien plus facilement pourrait-on obtenir de lui la satisfaction des « modestes revendications » des O.S.

du Mans ! Mais ce n'est pas vrai, et la preuve en est que le P.C.F. se garde bien d'engager le moindre combat pour obtenir ses « sept revendications ». A la réponse mensongère de l'appareil à la question gouvernementale, il est donc d'une importance cruciale d'opposer la réponse correcte, celle de la lutte contre le gouvernement réactionnaire, pour le gouvernement des organisations ouvrières unies. C'est ce que fait l'O.C.I., jour après jour, sous des formes appropriées à chaque étape de la grève Renault.

Que font les centristes ?

*Lutte ouvrière* distribue un tract intitulé GREVE JUSQU'A SATISFACTION. Les seuls mots d'ordre qu'on y trouve sont :

« Tous dans la grève pour faire reculer la direction. — Grève illimitée avec occupation ! »

Cela le 10 mai, alors que l'usine est occupée depuis le 6 mai au soir. Au moment où, par contre, les 4 et 5 mai, ce dernier mot d'ordre

était susceptible de centraliser le combat des travailleurs, et que, nous l'avons vu, l'O.C.I. disait : « *Débrayons !* », *Lutte ouvrière*, comme *Rouge*, gardait les yeux fixés sur la direction syndicale...

Le numéro de l'hebdomadaire *Lutte ouvrière* qui paraîtra le lendemain 11 mai sera encore plus clair, si possible. L'éditorial est intitulé :

« CE N'EST QU'UN DEBUT... VIVENT LES OUVRIERS DE RENAULT ! »

Le début de quoi ? Eh bien ! la grève est le début... de la grève. Alors que le problème est d'ouvrir la perspective d'un mouvement qui reprenne le problème là où la grève générale de mai 1968 l'a laissé — donc au niveau du gouvernement — *Lutte ouvrière* situe délibérément ses objectifs, non au-delà, mais en-deçà :

« Personne ne peut dire, bien que le spectre de la grève générale commence à donner des sueurs froides aux bourgeois et aux bureaucrates, que mai 71 va être une réédition de mai 68. Ne serait-ce d'ailleurs que parce que la C.G.T. et le P.C.F. semblent encore bien plus déterminés à ne pas céder à la pression des travailleurs (...) »

Donc, pour les « *révolutionnaires* » de *Lutte ouvrière*, il n'y aura de perspective révolutionnaire que quand l'appareil stalinien envisagera de « *céder à la pression* » des travailleurs. En attendant, le rôle des « *révolutionnaires* » de *Lutte ouvrière* consiste à filer le train à l'appareil, tout en lui discernant un certificat : en mai 68 il n'était pas si contre-révolutionnaire que cela (c'est sans doute pourquoi, à cette date, nos « *révolutionnaires* » se gardaient bien d'ouvrir la perspective de la révolution, du pouvoir de la

classe ouvrière, et s'opposaient au mot d'ordre centralisateur du comité central national de la grève générale).

Alors que le problème, pour les travailleurs d'avant-garde, tourne autour de la question : *la grève générale ne suffit pas. Mais il faudra pourtant la grève générale. Comment assurer son succès ?* et que la réponse à leurs préoccupations consiste à ouvrir la perspective du gouvernement ouvrier, *Lutte ouvrière* s'emploie à les persuader qu'il n'y aura pas de grève générale, puisque Séguy et Marchais n'en veulent pas.

Pas de grève générale, mais :

« Tout indique que les conditions sont réunies pour un très large mouvement de grève. »

Mais quelles sont les conditions de la victoire de ce « *très large mouvement de grève* » ? Ce n'est pas l'affaire de nos « *révolutionnaires* » que de se préoccuper de répondre à cette question. La direction, c'est l'appareil stalinien, et celui-ci est très méchant, très réactionnaire, pire encore qu'en 68 — mais c'est lui la direction, il convient de s'incliner devant lui. Les mots « *gouvernement* », « *Etat* », « *pouvoir* », n'appartiennent pas au vocabulaire de nos « *révolutionnaires* ». On les cherchera vainement dans les tracts qu'ils diffusent, dans l'éditorial de leur journal que nous venons de citer, dans les nombreuses pages qu'ils consacrent encore à la grève, sur le terrain du reportage, en observateurs bienveillants.

Mais voici les gros bataillons. Les « *révolutionnaires* » responsables ont la parole. Qu'a donc *Renault rouge*

à dire le 10 mai aux ouvriers de Billancourt occupé ?

Voici :

« Ellisons nos comités de grève. Organisons notre grève. Notre direction : le comité central de grève contrôlé par des assemblées générales des grévistes. Tous unis, nous vaincrons ! »

La Ligue pabliste était contre le mot d'ordre du comité central de la grève générale en mai 68, car, comme devaient le démontrer Bensaïd et Weber en falsifiant honteusement Lénine pour en faire un adepte de Mandel, la situation n'était pas révolutionnaire. Les 4 et 5 mai 1971, elle invitait les ouvriers de Billancourt à attendre la décision des appareils pour débrayer. Maintenant qu'ils sont en grève et occupent l'usine, elle les appelle... à en rester là.

Entendons-nous bien. La démocratie ouvrière est un moyen puissant, essentiel, au service d'une fin, d'une perspective politique révolutionnaires. Les comités de grève démocratiquement élus ont fonction de servir d'instruments aux travailleurs pour centraliser leur combat. Englobant les syndicats, les partis, les tendances de la classe ouvrière, ils l'unifient dans la lutte. Ils sont par excellence des organes du front uni prolétarien.

Mais les travailleurs ne sont pas des utopistes, des moralistes. La grève leur coûte cher. Ils ne sont pas pour la grève en tant que telle, mais font grève pour imposer leurs revendications. Ils ne constituent pas des comités de grève démocratiques pour construire des comités de grèves démocratiques, mais comme instruments de leur mobilisation, de la centralisation de leur

combat. Et cette centralisation suppose une perspective politique. C'est ainsi qu'au département 77, parce que, comme nous l'avons vu, des ouvriers révolutionnaires y ouvrent une telle perspective, un comité de grève démocratique a été élu dès le 7 mai. En l'absence d'une perspective politique, les ouvriers sont désarmés. Les ouvriers de Billancourt ont appris en mai 68 que la victoire ne peut être arrachée en restant dans le cadre de l'usine.

Ils savent que, lorsque *Rouge* dit : « Aujourd'hui, tous unis dans la lutte, poursuivons l'occupation. Demain, tous unis dans la victoire »,

*Rouge* ment.

Ils savent que la victoire ne peut être arrachée simplement en « *poursuivant l'occupation* ».

Quel est en effet le problème spécifique que pose la grève Renault à ce stade ? C'est que, du fait des manœuvres des appareils, dans la conscience des travailleurs il n'y a pas grève totale. Il y a des travailleurs qui sont entrés résolument dès le 6 mai après-midi dans la grève avec occupation — c'est le cas des ouvriers du 77, comme l'affirme leur comité de grève. D'autres se considèrent comme lock-outés ou encore en chômage technique ; il y a même des ouvriers qui travaillent. Les réunifier dans la grève totale n'est possible qu'en centralisant leur combat par la manifestation contre Dreyfus au siège de la direction — ouvrant ainsi la perspective du combat contre le gouvernement dont Dreyfus est le représentant. Sans cette unification dans la grève totale, par la manifestation des 35 000 ouvriers des usines Renault de Billancourt, le mot d'or-

dre du « comité central de grève contrôlé par les assemblées générales des grévistes », que lance Rouge en appelant les ouvriers à confiner leur lutte dans l'usine, ne peut avoir d'autre effet que de les désarmer en décapitant le mouvement. Notons dès maintenant — nous y reviendrons — que lors de la grève des cheminots qui, eux, étaient en grève totale, alors que le contrôle de la grève par les grévistes, les comités de grève élus, était le moyen de déjouer les plans des appareils, nos centristes se sont bien gardés de mettre en avant ce mot d'ordre.

Six jours plus tard, le 16 mai, Mandel développera d'ailleurs complètement la politique réformiste qu'il préconise sous le couvert du mot d'ordre en lui-même fort correct des comités de grève démocratiques. Nous y reviendrons.

Pour l'instant, relevons que, contrairement à *Lutte ouvrière*, Rouge n'ignore pas l'emploi du mot « gouvernement ». Dans le numéro de ce dernier hebdomadaire en date du 10 mai, on peut lire (les majuscules sont de nous) :

« Les déclarations du gouvernement ne trompent personne. Tout comme le gouvernement, la Régie, entreprise pilote, est au service de la bourgeoisie. Le conflit en cours a une portée nationale. C'EST LE GOUVERNEMENT LUI-MEME QUI LE REGLERA ! »

Voici le langage de « révolutionnaires » qui méritent incontestablement que l'appareil stalinien leur octroie le certificat de « responsabilité » qu'ils lui réclament. C'est au gouvernement Pompidou-Chaban qu'il appartient de régler le conflit. C'est Krivine, grand révolutionnaire rouge, qui vous le dit en personne, se gardant bien, pour employer son

jargon, de « contester » ce gouvernement, et bien plus encore d'appeler les travailleurs à le combattre. S'il est vrai que c'est à son gouvernement qu'il appartient de régler le conflit, les dirigeants du syndicat C.G.T. du Mans avaient alors raison de demander audience à Chaban-Delmas.

Marchais et Ségué ont raison de proclamer que « tout changement politique profond » est actuellement exclu ; ils ont raison de condamner les révolutionnaires qui affirment le contraire : SUR LE FOND, KRIVINE EST ENTIEREMENT D'ACCORD AVEC MARCHAIS ET SEGUY. Il se contente de tomber dans une contradiction que ceux-ci évitent. Rouge, dans l'article déjà cité, écrit à la fois que « la bourgeoisie ne peut pas se permettre de céder » et que, devant une « lutte dure chez Renault... le gouvernement doit lâcher quelque chose ».

La contradiction n'est qu'apparente. Il ne s'agit pas de la satisfaction des revendications des travailleurs en grève : puisque « la bourgeoisie ne peut pas se permettre de céder », Krivine invite les grévistes à se préparer à se contenter de « quelque chose ». Quelque chose de « modeste », évidemment.

La deuxième partie de cet article paraîtra dans le n° 554 de la Vérité — numéro spécial, qui publiera les thèses et résolutions du 17° congrès de l'O.C.I.

# DOCUMENTS DE L'O.C.I.

## DÉCLARATIONS DU BUREAU POLITIQUE DE L'O.C.I.



Le moment est favorable  
pour arracher la satisfaction de nos revendications

### **Les travailleurs des villes et des campagnes veulent vaincre et abattre ce gouvernement**

#### **TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS, JEUNES, MILITANTS**

Les 100.000 travailleurs de la Régie Renault ont engagé le combat pour leurs revendications, contre le gouvernement Pompidou-Chaban-Marcelin, contre le gouvernement des banques et des monopoles, le gouvernement du capital :

- Ils ont débrayé.
- Ils ont imposé l'unité.
- Ils ont occupé leurs usines.

Le combat des travailleurs de chez Renault est celui de la jeunesse et de la classe ouvrière tout entière.

Travailleuses, travailleurs, jeunes en ont assez du gouvernement des faillis gaullistes, du gouvernement du VI<sup>e</sup> Plan, de la hausse des prix, du chômage, de la destruction de leurs conquêtes sociales, de l'insécurité, de la déqualification, du gouvernement qui

détruit l'enseignement public et la formation professionnelle et la laïcité, du gouvernement de la loi anticasseurs, de la matraque, de la répression policière, du gouvernement Pompidou - Chaban-Delmas - Marcellin.

## **LES TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES VEULENT VAINCRE ET ABATTRE LE GOUVERNEMENT**

Le moment est favorable pour arracher la satisfaction de nos revendications et de nos aspirations. La grève totale avec occupation de chez Renault ouvre la voie à la lutte des travailleurs des usines, des chantiers, des bureaux.

Le gouvernement Pompidou-Chaban n'est fort que parce qu'on hésite à engager le combat uni et résolu pour en finir avec le pouvoir du capital, pour vaincre le gouvernement des banques, des monopoles et de la répression policière.

C'est pour cela que sont indispensables l'unité et la démocratie ou-

vrières. C'est par l'unité, pour la lutte et dans la lutte, des travailleurs et de la jeunesse, c'est par l'unité des organisations ouvrières syndicales et politiques, que les revendications peuvent être arrachées, que le gouvernement des banques et des monopoles peut être vaincu et abattu. C'est de l'unité des travailleurs et de leurs organisations, de leur lutte, que surgira et sera imposé un gouvernement des travailleurs des villes et des campagnes. C'est de la démocratie ouvrière que naîtra l'unité. C'est par elle qu'elle sera cimentée.

## **LA CALOMNIE ET LA VIOLENCE NE PROFITENT QU'AU GOUVERNEMENT**

A l'heure où, tirant les leçons politiques de la grève générale de mai-juin 1968, la classe ouvrière, avec à l'avant-garde les 100.000 travailleurs de chez Renault, engage la lutte pour ses revendications, contre le gouvernement Pompidou - Chaban - Marcellin, où peuvent et doivent être forgées les conditions politiques nécessaires pour imposer un gouvernement des organisations ouvrières unies, la calomnie et la violence contre les travailleurs, au sein du mouvement ou-

vrier, sont des actes contre-révolutionnaires qui servent le gouvernement des banques et des monopoles.

A ceux qui ont déclenché une campagne inouïe de calomnies et de violences contre les militants et organisations qu'ils qualifient de « **gauchistes** », à la suite de la provocation policière du 1<sup>er</sup> mai 1971 au cours de laquelle furent maculées les tombes de certains dirigeants du P.C.F. au Père-Lachaise.

A ceux qui, comme à La Courneuve,

ont agressé Hélène Fargier, élève-professeuse syndiquée à la F.E.N., responsable de l'U.N.E.F., Gilles Fagnot, ouvrier des P.T.T., secrétaire national adjoint de la Commission nationale Radio de la Fédération postale C.G.T., Jean-Jacques Garosi, délégué Force ouvrière à la Sécurité sociale, Jeannine Lacondemine, institutrice au S.N.I., à ceux-là il faut poser la question : A qui profite le crime ? Qui avait intérêt à ce que soient maculées les tombes des dirigeants du P.C.F. ? Il s'agit de la technique classique de la machination savamment ourdie. La provocation est indispensable à ceux qui veulent « normaliser », que ce soit à Prague, à Varsovie ou à Paris.

Cette gigantesque campagne de calomnie et de violence a un but : creuser un fossé de haine et même de sang entre les travailleurs, les militants du P.C.F., les militants d'organisations révolutionnaires et de toutes tendances, effrayer les travailleurs, brouiller la conscience des militants du P.C.F. qui s'interrogent. Elle veut briser le mouvement qui porte la jeu-

nesse et la classe ouvrière à s'unir pour engager le combat contre le gouvernement du capital, et l'abattre. Une question, à tous les travailleurs et jeunes, quelle que soit l'organisation à laquelle ils appartiennent, se pose :

Si l'on ne peut arracher la satisfaction des revendications et des aspirations avec le gouvernement Pompidou-Chaban, alors ceux qui divisent, calomnient, organisent le pogrome, ceux-là ne font qu'obtempérer à l'exigence formulée, le 20 avril, par Chaban-Delmas aux députés du P.C.F., leur demandant de garantir l'ordre en brisant la lutte des travailleurs. La campagne de calomnie et de violence correspond aux besoins de Brejnev - Kossyguine - Husak qui, pour « normaliser » en Tchécoslovaquie, en Pologne et ailleurs, doivent faire régner la terreur parmi les militants des P.C. qui, angoissés, s'interrogent. Il leur faut faire peur aux travailleurs qui, dans le mouvement ouvrier français, n'acceptent pas la nouvelle vague de crimes, et de procès stalinien.

### **L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE) DÉCLARE :**

Trente années de crimes stalinien, les plus monstrueuses calomnies n'ont pu abattre les trotskystes. Aujourd'hui, l'humanité civilisée sait que Staline, calomniateur de Trotsky et de tant d'autres, n'était qu'un bourreau sanglant. Cette fois encore, les instigateurs de cette odieuse campagne échoueront. Qu'ils sachent en outre que les beaux jours du stalinisme sont derrière eux. L'avenir est

aux constructeurs du Parti et de l'Internationale, fidèles aux enseignements de Marx, Engels, Lénine, Trotsky, parce qu'il appartient au prolétariat et non à la bureaucratie. Si l'O.C.I. combat contre le gouvernement Chaban - Pompidou - Marcelin pour défendre les libertés démocratiques, c'est pour que les organisations ouvrières puissent les exercer et ne cèdent pas au terrorisme.

## LA PREUVE EST FAITE !

Ceux qui organisent la violence dans le mouvement ouvrier se désignent d'eux-mêmes !

Mardi 11 mai à 7 h 30, place Bir-Hakeim à Billancourt, il n'y a pas eu d'incident.

Mardi 11 mai à 7 h 30, les militants de l'O.C.I. et de l'A.J.S. ont convoqué un meeting. Devant plusieurs centaines de grévistes des usines Renault, l'O.C.I. et l'A.J.S. ont dit :

Par l'unité, Dreyfus cédera, que les organisations syndicales, dans l'unité, appellent les ouvriers réunis ce matin même à 9 heures à l'île Seguin, à manifester de Billancourt au siège de la R.N.U.R. pour aller chercher eux-mêmes les revendications, et Dreyfus cédera, et le gouvernement cédera !

Il n'y a eu aucun incident, il n'y a pas eu de violence.

La preuve est faite !

Lorsque la démocratie ouvrière est respectée, il n'y a pas de violence.

La preuve est faite !

Ceux qui s'opposent à l'exercice de la démocratie dans la classe ouvrière sont les responsables de la violence.

**A BAS LA VIOLENCE DANS LES RANGS OUVRIERS !**

Mardi 11 mai à 7 h 30, les travailleurs de chez Renault ont imposé la démocratie ouvrière.

L'O.C.I. mène et mènera, parce qu'il s'agit d'un même combat, la lutte politique parmi la classe ouvrière, la jeunesse, au sein du mouvement ouvrier, pour la démocratie et l'unité ouvrières.

L'O.C.I. mène et mènera, parce qu'il s'agit d'un même combat, la lutte contre la « normalisation » sous toutes ses formes, que ce soit en France, en Pologne, en Tchécoslovaquie et ailleurs.

## **TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS, JEUNES, MILITANTS DE TOUTES LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES, MILITANTS DU P.C.F.**

L'heure est à la mobilisation du prolétariat et de la jeunesse, dans l'unité et la démocratie ouvrières, pour leurs revendications, contre ce gouvernement, pour un gouvernement qui les représente.

L'O.C.I. propose un engagement solennel de toutes les organisations ouvrières de ne pas recourir, ni à la calomnie, ni à la violence au sein de

la classe ouvrière et du mouvement ouvrier. Discutons, mais réservons nos coups au patronat, à la bourgeoisie, à leur gouvernement.

**TRAVAILLEURS ET MILITANTS, REJOIGNEZ LES RANGS DE L'O.C.I. (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale). L'ORGANISATION QUI LUTTE POUR L'UNITÉ.**

Le 11 mai 1971.



## Pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe

**4.000 DÉLEGUÉS DE LA JEUNESSE OUVRIÈRE  
ET ÉTUDIANTE LES 3-4 JUILLET A ESSEN,  
AVEC LEURS CAMARADES DE COMBAT D'EUROPE  
ET DU MONDE !**

A l'appel de nombreuses organisations révolutionnaires de la jeunesse, dont l'Alliance des jeunes pour le socialisme, les Young Socialists de Grande-Bretagne, le Comité de liaison des étudiants d'Europe de l'Est, la Junge Garde d'Allemagne se tient à Essen, en Allemagne, les 3 et 4 juillet 1971, un rassemblement international de la jeunesse pour l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse, pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. Des organisations révolutionnaires de tous les continents se sont associées à cet appel ainsi que le Comité international pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

L'Alliance des jeunes pour le socialisme s'est fixé un objectif : 4.000 délégués représenteront à Essen la jeunesse ouvrière et étudiante française.

### **TRAVAILLEURS, MILITANTS, C'EST NOTRE COMBAT !**

Pompidou, chargé par la bourgeoisie de gérer la faillite du régime gauliste, Heath, Premier ministre du gouvernement conservateur de Grande-Bretagne, chargé de mater la classe ouvrière britannique, se sont rencontrés le 10 mai dernier.

Ils ont, sans rire, parlé de « **l'Europe unie** » alors que la loi de la jungle est la seule qui s'applique à la lutte sans merci que se livrent les bourgeoisies de chacun des pays capitalistes, alors que le désordre monétaire disloque les plans des uns et des autres.

Ce n'est là que l'expression d'une crise mondiale, d'une maladie qui

ravage tous les continents ! La maladie mortelle d'un système sans avenir : celui du capitalisme, du régime du profit, de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Mais en France et en Angleterre, comme dans tous les pays de l'Europe, soumis au régime capitaliste, de l'Espagne de Franco à la Suède dont on prétendait qu'elle était un « **paradis social** », la classe ouvrière se bat, remettant en cause la domination de la bourgeoisie, se dressant contre son appareil d'Etat.

Et partout, aux avant-postes de la lutte, se dressent les jeunes générations du prolétariat, la jeunesse tra-

vailleuse, intellectuelle et manuelle qui refuse l'avenir de misère et de barbarie que lui offre un système sans avenir. Leur volonté d'en finir s'exprime dans

l'activité d'organisations révolutionnaires de jeunesse comme l'Alliance des jeunes pour le socialisme qui, refusant les frontières, les « blocs » et les « zones », proclament :

## « VIVENT LES ÉTATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE »

Mais dans le même temps que les dirigeants des plus vieilles bourgeoisies réactionnaires se concertent, Brejnev, successeur de Staline, appelle à la répression contre le peuple travailleur de Tchécoslovaquie à la tribune du pseudo-congrès du parti communiste de Tchécoslovaquie.

Les travailleurs de Tchécoslovaquie voulaient reprendre le contrôle de leurs conquêtes. Contre leur assaut qui menaçait le pouvoir d'une bureaucratie contre-révolutionnaire, la seule réplique fut l'intervention armée.

Mais depuis, pour les mêmes objectifs, les travailleurs de Pologne se sont dressés, défiant la mitraille, édifiant leurs conseils ouvriers.

Et aux premiers rangs de ses combats, là aussi, la jeunesse.

En même temps qu'il menaçait militants et travailleurs tchécoslovaques, Brejnev s'adressait aux bourgeoisies d'Europe pour qu'elles préservent la « sécurité européenne ».

Cette « sécurité » c'est le maintien de « l'ordre » de la bourgeoisie, de « l'ordre » de Marcellin à Paris, de celui de Franco à Madrid, de Heath à Londres, car c'est cet « ordre » qui permet que se maintienne à Prague celui de Brejnev-Husak.

C'est contre cela que se dressent aux premiers rangs des combats de leur classe les jeunes travailleurs, les étudiants, en U.R.S.S., en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie comme en France, en Angleterre, en Italie, en Espagne, en Allemagne.

A Essen, c'est cette unité qui sera affirmée par la présence combattante de milliers de jeunes révolutionnaires venus de tous les pays d'Europe et du monde pour ouvrir la voie à la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse, et tout particulièrement par le fait que, pour la première fois, à l'appel d'organisations de jeunesse révolutionnaires, jeunes de l'Europe de l'Est et de l'Ouest se rassembleront ensemble contre leurs ennemis, contre l'impérialisme, contre la bureaucratie.

Etape dans la voie de la construction d'une Internationale révolutionnaire de la jeunesse, le rassemblement d'Essen est un événement international de la lutte des classes.

C'est aussi, très directement, un événement de la lutte des classes en France.

4.000 jeunes révolutionnaires de ce pays présents à Essen, c'est un pas en avant considérable dans le développement d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse.

**C'est l'objectif de l'Alliance des jeunes pour le socialisme.**

tous les militants, de tous les travailleurs. Mais cet objectif c'est aussi celui de tous les militants, de tous les travailleurs qui ont conscience de la nécessité, pour centraliser victorieusement les luttes contre la bourgeoisie, son gouvernement, son Etat, de la construction du parti révolutionnaire.

En se saisissant de l'arme de l'orga-

nisation, la « **jeune garde** » participe à la construction de ce parti tout comme, à l'échelle internationale, en combattant pour l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse, elle dégage les éléments indispensables à la reconstruction de l'Internationale qui unira politiquement la lutte des travailleurs de tous les pays, la IV<sup>e</sup> Internationale.

4.000 jeunes révolutionnaires français à Essen, c'est un combat, un combat pour organiser, un combat pour recueillir les fonds nécessaires. C'est un combat que toute l'avant-garde ouvrière mènera, dans tous les secteurs, car gagner ce combat c'est renforcer les capacités d'agir de tous ceux qui luttent pour l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations contre le gouvernement Pompidou-Chaban, qui luttent pour la démocratie ouvrière, pour l'internationalisme ouvrier contre la bourgeoisie et contre ceux qui se font ses alliés.

Faire que 4.000 jeunes soient à Essen, aux côtés de leurs camarades d'Europe et du monde, les délégués de la jeunesse travailleuse en lutte contre le gouvernement des Pompidou, des Marcellin, des Kaspereit, c'est intensifier la lutte pour en finir

avec ce gouvernement, pour que l'unité des travailleurs et de leurs organisations impose son gouvernement, le gouvernement ouvrier.

4.000 jeunes délégués de la jeunesse qui lutte, présents à Essen aux côtés de leurs camarades de l'Europe de l'Est, c'est le développement de la campagne qu'exige la défense du socialisme : la campagne contre la répression en Tchécoslovaquie, contre les nouveaux procès truqués qui se préparent, pour la constitution d'une Commission ouvrière internationale d'enquête qui puisse se rendre en Tchécoslovaquie.

4.000 jeunes délégués de la jeunesse révolutionnaire de France à Essen, c'est, malgré tous les obstacles, malgré la division, la voie ouverte à l'action internationale, centralisée, unie par-delà les frontières, des travailleurs de tous les pays contre l'impérialisme.

C'est la poursuite du combat pour que la classe ouvrière de Grèce ne soit pas isolée face à ses bourreaux, pour que ceux de Burgos, sauvés de la mort, soient arrachés de prison.

C'est le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, pour la République universelle des conseils.

## **C'EST NOTRE COMBAT A TOUS !**

TRAVAILLEURS, MILITANTS,

L'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale) vous appelle à agir avec vos jeunes camarades de l'Alliance des jeunes pour le socia-

lisme, avec tous les jeunes qui s'organisent pour le rassemblement d'Essen, pour gagner cette bataille.

4.000 DÉLÉGUÉS DE LA JEUNESSE OUVRIÈRE ET ETUDIANTE SERONT PRÉSENTS A ESSEN !

## **VIVE LE RASSEMBLEMENT INTERNATIONAL DE LA JEUNESSE A ESSEN !**

Le 2 juin 1971.



**Les travailleurs le savent :**

## **Il faut en finir avec ce gouvernement**

De toutes parts, dans toutes les professions, le mécontentement se traduit en grèves et manifestations contre l'aggravation des conditions de vie et de travail, organisée par le gouvernement Pompidou-Chaban.

### **UNE CHOSE EST CLAIRE**

Alors que le gouvernement du capital refuse des revendications pourtant fort modestes, ou ne cède que des miettes ;

Alors que le gouvernement Pompidou-Chaban truque les indices pour camoufler la hausse des prix et transforme les négociations en parodie, d'où les travailleurs ressortent dupés ;

Alors que le gouvernement centralise au compte de la bourgeoisie la vie chère, l'augmentation des impôts, l'accélération des cadences, refuse d'abaisser l'âge de la retraite ;

Les travailleurs sont contraints de présenter un front de résistance dispersé.

Hier, les métallos de Nantes-Batignolles, les sidérurgistes de l'Est, les 100.000 travailleurs de chez Renault, les dockers, les fonctionnaires et agents des services publics, les travailleurs des P.P.T., par centaines de milliers, les machinistes des bus parisiens.

Aujourd'hui, Usinor, Berliet... Les cheminots.

La preuve est faite.

Par millions et millions les travailleurs et la jeunesse veulent la lutte unie pour en finir avec le gouvernement du Capital.

Chacun le constate. Tout le monde l'admet : tous les mouvements réels partent de la « base ».

### **ALORS LES CHOSES DEVRAIENT ÊTRE SIMPLES**

Contre le gouvernement **Pompidou-Chaban**, qui centralise l'offensive du capital, il faut unir, centraliser la riposte de la base.

La base est prête : donc, il faut permettre à la base de pouvoir s'exprimer, décider, centraliser.

C'est le rôle et le devoir des syndicats.

Pour cela, les dirigeants doivent, en premier lieu, prendre leurs responsabilités.

**CHEZ LES CHEMINOTS,  
LES DIRIGEANTS  
DES FÉDÉRATIONS DOIVENT  
DONNER CLAIREMENT  
L'ORDRE DE GRÈVE GÉNÉRALE**

C'est là l'exigence de la base !

En second lieu, c'est diviser la grève des cheminots que de dire seulement :

« Les décisions seront prises par dépôts, par ateliers et bureaux, »

Ce sont **tous** les cheminots, de **tous** les dépôts, de **tous** les bureaux, de **toutes** les gares qui sont en grève. Il faut donc que **tous** les cheminots, de **tous** les dépôts, de **tous** les bureaux, puissent décider.

### COMMENT ?

Cela est simple. L'expérience des luttes ouvrières l'a appris à tous.

Il faut que dans chaque dépôt et bureau soient élus des comités de grève.

Il faut que par région soient convoquées des assemblées des comités de grève.

Il faut que les négociations avec la direction de la S.N.C.F. et le gouvernement soient conduites conjointement par les dirigeants des fédérations et les représentants des comités de grève.

Il faut que la décision finale soit conjointement prise par la fédération et le comité central et national des délégués élus des comités de grève.

Voilà comment les cheminots consultés démocratiquement à la base pourront centraliser, à partir de la base, la riposte unie de la classe ouvrière.

### LES CHOSES SONT SIMPLES

Pour arracher les revendications, les cheminots de la base doivent participer aux négociations.

Comment ? Le 16 juin, les négociations reprennent.

Les dirigeants des fédérations, les comités de grève locaux et régionaux doivent appeler les centaines

de milliers de cheminots à manifester.

**A Paris, devant le siège de la direction de la S.N.C.F., 88 rue Saint-Lazare.**

En province, devant les directions régionales.

Il est possible. Il est nécessaire. Il est indispensable de centraliser la riposte générale de toute la classe ouvrière au gouvernement centralisé du patronat.

Les travailleurs le savent : il n'y a rien d'autre à attendre du gouvernement **Pompidou-Chaban** que la hausse des prix et la vie chère.

### IL FAUT EN FINIR AVEC LE GOUVERNEMENT

Que les organisations prennent leurs responsabilités et disent clairement : **« Appuyée sur la force immense de la classe ouvrière, nous allons combattre pour substituer au gouvernement de vie chère le gouvernement des organisations ouvrières unies qui donnera satisfaction aux revendications légitimes. »**

Telle est la voie.

Tels sont les objectifs que les militants organisés dans l'O.C.I., l'Alliance ouvrière et l'A.J.S., qui luttent pour la construction en France du Parti ouvrier, proposent aux travailleurs et aux militants.

C'est maintenant, c'est tout de suite que les dirigeants des organisations doivent prendre leurs responsabilités.

C'est maintenant, c'est tout de suite, dans chaque usine, bureau, chantier que ces questions vitales doivent être discutées et les décisions d'action prises.

Paris, le 13 juin 1971.

## CONTRIBUTION A LA DISCUSSION

# Le problème de la construction du parti révolutionnaire au Québec

*Dans le dernier numéro de la Vérité (n° 551), nous avons ouvert une discussion sur la signification de la tentative du mouvement ouvrier organisé au Québec (et principalement les syndicats) de constituer un parti indépendant des travailleurs. Nous rappelons que si les trotskystes pensent devoir engager cette discussion aujourd'hui, c'est parce que cette tentative, au Québec, ne peut être comprise que comme une préfiguration des problèmes posés à l'ensemble du mouvement ouvrier d'Amérique du Nord et qui ne peuvent trouver de solution positive que par la création d'un parti ouvrier indépendant (voir à ce sujet l'article de François Forgeue dans le numéro 1 de la Correspondance internationale (1), mai 1971).*

*Le mouvement ouvrier du Québec a engagé un processus de rupture politique avec la bourgeoisie, et en particulier avec l'aile indépendantiste de la bourgeoisie (représentée par le Parti québécois), bien que cette rupture soit loin d'être consommée. De même aux Etats-Unis, en particulier dans la lutte de la jeunesse et maintenant d'une frange importante du mouvement ouvrier contre la guerre de leur propre impérialisme au Vietnam, le problème central qui est posé à ce mouvement est celui de l'indépendance politique à l'égard de toutes les ailes de la bourgeoisie, notamment du Parti démocrate qui tente de canaliser ce mouvement, de le subordonner étroitement (avec l'aide du parti communiste et du Socialist Workers Party) au cadre parlementaire pour préserver l'Etat et le gouvernement de Nixon. En cela, les leçons de la tentative faite pour fonder l'indépendance politique de la classe ouvrière au Québec sont d'une extrême importance.*

*Emanation d'organisations de classe (dont les syndicats), le Front d'action politique (F.R.A.P.) a été l'objet, cet automne, d'une campagne hystérique de terreur, alors qu'il venait de naître et qu'avec lui se présentaient pour*

(1) *Correspondance internationale*, en vente à la S.E.L.I.O., 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10<sup>e</sup>). Le numéro : 2 F. Abonnement : 11 F (par an). C.C.P. : Jean Sanvoisin, 20.671-59 Paris.

la première fois des candidats ouvriers à Montréal. Cette campagne de terreur a pris pour prétexte les enlèvements opérés par le Front de libération du Québec (F.L.Q.), qui ont été mis à profit pour tenter de diviser le mouvement ouvrier. La question de la violence du F.L.Q. a été utilisée pour tenter de casser le F.R.A.P., pour forcer une scission. Malgré cela, ses candidats reçurent jusqu'à 18 % des voix. Malgré cela, en mars, le F.R.A.P. a tenu son congrès, point de mire de toute la vie politique au Québec.

La question qui était posée était de savoir si la perspective de l'indépendance politique du prolétariat du Québec serait prolongée et étendue à l'ensemble de la province. Toutes les contradictions se sont exprimées dans ce congrès autour de cette question, sur trois thèmes : participation ou non à de futures élections, maintien ou rupture des liens avec les syndicats, rupture ou maintien de l'alliance avec le parti bourgeois indépendantiste, le Parti québécois (P.Q.). Aucune décision définitive n'a été prise sur ces questions, bien que toutes aient été posées.

Nous publions ici une première contribution au bilan de ce congrès, sur le rôle politique qu'y ont joué les différents courants posant le problème de la nature de l'intervention d'une fraction révolutionnaire dans le mouvement pour un Labour Party.

A la suite de l'article paru dans le dernier numéro de *la Vérité* (n° 551, avril 1971) sur le rôle du Front d'action politique (F.R.A.P.) dans le mouvement ouvrier québécois et canadien, et son importance dans le développement de la lutte des classes au Québec, nous croyons indispensable de faire le bilan du congrès de réorientation du F.R.A.P. qui s'est tenu à Montréal les 6 et 7 mars dernier.

Tel qu'il a été défini dans le *Manifeste 70*, l'objectif initial du F.R.A.P. était d'opérer un premier regroupement des forces militantes socialistes : comités de citoyens, syndicats, comités d'action politique, en se servant du pôle des élections municipales comme tremplin. Ce regroupement devait permettre de jeter les bases d'une organisation politique de la classe des salariés. Les événements

d'octobre 1970, centrés sur le F.L.Q., ont déclenché une crise au sein du F.R.A.P. et entraîné une divergence profonde entre les syndicalistes, qui se sont d'ailleurs retirés du F.R.A.P., et les gauchistes, partisans des méthodes terroristes du F.L.Q.

Au dernier congrès du F.R.A.P., la tendance gauchiste réussit, non sans difficultés, à imposer sa ligne politique (sauf sur la question du Parti québécois), laquelle nous semble tout à fait fautive par le fait qu'elle entraîne le F.R.A.P. dans une impasse et qu'elle retarde la création d'une force politique des travailleurs organisés en parti à l'échelle nationale du Québec.

Aujourd'hui, le F.R.A.P. s'est dissous en tant que parti municipal en refusant de faire le jeu du système capitaliste et pour mettre fin aux

tendances électoralistes. On refuse donc à la classe ouvrière l'expérience du parlementarisme qui lui permettrait de se définir par rapport aux intérêts de la bourgeoisie.

Le F.R.A.P. trouve plus opportun de se replier sur le plan local en donnant tout le pouvoir aux comités d'action politique (par quartiers), de privilégier l'organisation et l'enracinement dans les quartiers, et cela dans l'optique suivante :

« Seules les expériences concrètes du socialisme au niveau local peuvent transformer à long terme la situation et permettre la prise du pouvoir par les travailleurs. Il faut donc porter l'action, non pas sur le terrain politique, mais sur le terrain économique, car c'est au niveau du contrôle des moyens de production que se déroule la lutte pour le pouvoir. En conséquence, les C.A.P. entendent organiser des cellules d'entreprises et de quartiers où pourraient se dérouler des expériences propres à une société de modèle socialiste. »

Le F.R.A.P. considère comme une nécessité vitale la formation politique de ses membres, l'élaboration d'une idéologie, d'un programme et d'une stratégie définie, et cela dans le vase clos des C.A.P., chaque comité se formant isolément. Le F.R.A.P. devient donc une fédération de C.A.P. sans direction politique cohérente.

Le F.R.A.P. entend aujourd'hui favoriser l'implantation et le développement des C.A.P. de quartiers, ce qui nous semble une politique juste ; mais nous pensons que, en plus du travail d'enracinement dans les quartiers, le F.R.A.P. doit dépasser les revendications partielles et mener l'organisation des C.A.P. dans un combat politique, non seulement au niveau local, mais au niveau municipal et national.

De même, nous croyons qu'il est illusoire de vouloir organiser des C.A.P. dans les entreprises sans l'apport des syndicats et surtout après avoir exclu de fait des rangs du F.R.A.P. les quelques syndicalistes qui s'y trouvaient. On ne peut que critiquer la nouvelle orientation du F.R.A.P. qui prétend encore s'organiser en force politique des travailleurs sans considérer comme vital pour lui le militantisme des syndicalistes dans le F.R.A.P., quand il se refuse systématiquement à ouvrir le débat sur le parti des travailleurs à l'échelle nationale, considérant ce débat comme prématuré, et lorsqu'il propose comme alternative aux travailleurs pour les élections de 1972 de donner un appui tactique au Parti québécois dans son objectif petit-bourgeois d'indépendance nationale politique, mais non économique. Il est vrai que cette position sur le P.Q. fut votée au dernier congrès avec l'appui des syndicalistes et à l'encontre de la tendance gauchiste qui considérait justement le P.Q. comme un dangereux ennemi de la classe ouvrière, mais qui refusait d'offrir une autre solution aux travailleurs en n'ouvrant aucune perspective de candidats ouvriers indépendants.

Il est juste que le F.R.A.P. privilégie les actions locales et l'implantation dans le milieu quotidien ; mais il oublie le plus important : la nécessité organique de centraliser le mouvement de la classe ouvrière en une unité contre l'État bourgeois, pour analyser et déterminer les objectifs de la classe en fonction de la totalité de ses intérêts d'ensemble et la guider dans la lutte vers ces objectifs globaux.

# CORRESPONDANCE

**Sur**

**les professeurs,  
la dialectique de la nature,  
le commencement de l'univers,  
Monod, les évangiles,  
les origines chrétiennes  
et quibusdam aliis.**

*Nous avons reçu cette lettre des camarades P. Broué et J.-J. Marie.*

Paris, 30 mai 1971.

Cher camarade,

Nous lisons avec surprise dans *la Vérité* sur la Commune de Paris, page 86, la phrase suivante :

« Comme Gallo est *« professeur »*, nous nageons en plein vocabulaire métaphysique dans les concepts, les fumées des vieux fourneaux qu'on rallume et derrière lesquels se cache l'*anticommunisme* classique. »

Cette phrase de César Corte nous semble mériter deux remarques :

1. Visiblement, Corte ignore que Gallo n'est plus *« professeur »*, et qu'il a choisi, au moment du démantèlement de l'enseignement public par la loi Faure, une occupation professionnelle plus lucrative, dans une grande maison d'édition... Le choix de Gallo dans la lutte de classes s'exprime aussi clairement

par ce changement professionnel dans sa « carrière » que par le contenu idéologique de ses ouvrages.

2. La formule de Corte, laissant entendre que c'est parce que Gallo est « professeur » qu'il nous fait nager dans le vocabulaire métaphysique, l'anticommunisme, etc., peut laisser supposer à un lecteur non averti que *la Vérité*, revue de l'O.C.I., participe à l'offensive des théories réactionnaires sur « l'enseignant-flic », le « professeur contre-révolutionnaire », etc., alors que sa position ne souffre d'aucune ambiguïté.

Nous pensons, quant à nous, qu'il existe aujourd'hui un certain nom-

bre de communistes qui ne cessent pas de l'être en exerçant leur métier d'enseignant, et nous savons que les militants de l'O.C.I. ont la volonté — parfaitement justifiée — de gagner définitivement au communisme un nombre toujours plus élevé de « professeurs ». C'est parce que la phrase ci-dessus mentionnée de l'article de Corte nous paraît susceptible d'apporter la confusion sur cette question très simple que nous te demandons de publier cette mise au point.

*Fraternel salut communiste*

P. BROUE

J.-J. MARIE

*Dont acte. César Corte et la Vérité ont fléchi, pour ne pas dire capitulé, devant la pression des théories réactionnaires-gauchistes... Nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir de façon approfondie sur l'enseignement public en France, son origine, l'offensive actuelle de la bourgeoisie et de son gouvernement pour le démanteler, le rôle des professeurs et les théories conjointes de la réaction et du gauchisme à cet égard dans une étude que publiera la Vérité en octobre prochain.*

\*  
\*\*

*D'autre part, l'article de Michel Chardin, Notre père A.D.N. qui êtes aux cieux..., a suscité diverses remarques et nous lui laissons la parole pour répondre.*

En premier lieu, un lecteur m'a fait remarquer cette formule que j'ai employée (*La Vérité*, n° 551, p. 94, en bas de la première colonne) :

« ...l'un de ces processus dialectiques, l'une de ces contradictions qui sont dans la nature pour la mettre en mouvement avant d'être dans la pensée... »

Ce lecteur pense qu'elle prête au moins à équivoque.

Il a raison. Je suis quasiment tombé dans l'abîme de la téléonomie, voire du dualisme. Personne n'a introduit dans la nature des contradictions à seule fin de la mettre en mouve-

ment. L'univers, c'est la matière en mouvement, et rien d'autre. « *Mouvement* » doit être compris ici dans le sens le plus général de changement, d'évolution, de transformation, et non seulement dans le sens restreint de déplacement dans l'espace. Toute transformation naturelle comporte des déplacements dans l'espace, mais ne se réduit pas à ces déplacements.

Comme il y a transformation, il y a contradiction, il y a dialectique. C'est là l'expression la plus simple et la plus fondamentale de la dialectique de la nature. Et la dialectique est « *la logique de l'évolution* » parce qu'elle est la loi de l'évolution réelle de l'univers — la loi de son évolution, non son moteur !

\*  
\*\*

En second lieu, le même critique implacable et, hélas, pertinent, m'a attaqué sur un autre point. A propos de l'expansion de l'univers, je faisais remarquer (p. 105) que de très nombreux résultats expérimentaux, indépendants les uns des autres, se sont accumulés depuis dix ans pour démontrer qu'il y a quelque douze ou quinze milliards d'années l'univers entier était concentré dans une étendue quasi nulle avec une densité quasi infinie. Et je faisais remarquer que rien ne permettait actuellement de décider s'il s'agissait là d'un « commencement absolu », ou si la phase actuelle d'expansion de l'univers depuis la « *singularité primitive* » a été précédée par une phase de contraction. Or mon critique estime, non sans raison, que ce « commencement absolu » demande à être élucidé.

Je ne crois pouvoir mieux faire à cet égard que de citer ici un passage, consacré à cette question, du livre du chimiste est-allemand Robert Havemann, *Dialektik ohne Dogme* (« *Dialectique sans dogme* »). Ce livre reproduit les conférences prononcées par lui en 1963-64 à l'université Humboldt de Berlin, et qui lui ont valu de perdre sa chaire d'université et d'être exclu du parti d'Ulbricht ; il est malheureusement toujours inédit en français.

Après avoir exposé quelques-unes des raisons scientifiques qui militent pour une durée finie du passé de l'univers, Havemann écrit :

« Ces simples réflexions nous montrent que la représentation classique d'un univers infini dans le temps et dans l'espace est tout à fait inconciliable avec de nombreuses réalités. Il est manifeste que l'on peut éviter les paradoxes auxquels conduit le modèle classique de l'univers avec un modèle fini dans l'espace et dans le temps... Les théologiens sont pour parce qu'ils croient qu'un tel modèle confirme la Bible. Les matérialistes mécanistes sont contre pour la même raison et parce qu'ils croient ne pouvoir imaginer qu'un univers infini dans l'espace et dans le temps, bien que, précisément, un tel univers dépasse sans aucun doute toute imagination. Je ne crois pas que de tels modèles aient quoi que ce soit à faire avec une théologie, de quelque espèce qu'elle soit. Une philosophie correspondant à l'état moderne de la science ne pourra jamais être ébranlée dans ses fondements par de tels modèles. Elle devrait plutôt observer et analyser avec soin l'origine de ces modèles intéressants, pleins de contradictions comme ils le sont. Il s'agit de démêler ce qui est essentiel, aussi du point de vue philosophique, dans ces théories.

Nous pourrions d'ailleurs, dès que nous le voudrions, transformer un monde avec un temps fini en un monde avec un temps infini, si le philosophe en question nous autorisait à employer comme échelle de mesure, non plus le temps lui-même, mais son logarithme. Comme  $\log 0 = -\infty$ , l'instant  $t = 0$  (origine de notre échelle du temps) est infiniment éloigné sur l'échelle

logarithmique (1). Toutes les exigences du philosophe en question seraient satisfaites.

La chose n'est absolument pas formelle. Il est bien connu que les propriétés des échelles de mesures dépendent dans une large mesure des formules mathématiques qui sont à leur base. Chacun connaît la tirette de la règle à calcul, et sait qu'elle ne commence pas à zéro. Si l'on veut y insérer tous les nombres à partir de zéro, on utilise une échelle logarithmique infiniment longue. Si la nature mesurait son temps avec cette échelle, les philosophes pourraient être en repos.

Mais que signifie donc cette image en apparence naïve du temps logarithmique ? Elle nous conduit, à mon avis, au cœur même de la question. Ce qui est essentiel, du point de vue scientifique et du point de vue de la théorie de la connaissance, dans le modèle avec temps fini, c'est en effet l'idée que l'évolution du cosmos pris comme un tout n'est pas simplement une répétition perpétuelle, de toute éternité, d'événements toujours de même nature, comme on le croyait jusque-là. Dans l'univers infini dans le temps et dans l'espace, il n'y a que le mouvement ascendant et descendant de l'évolution des objets individuels de l'univers, mais pas d'évolution progressive du tout. Ainsi, dans cette conception, notre terre s'est bien formée il y a quelques milliards d'années. Elle a engendré la vie, et elle disparaîtra un jour. Tout ce cycle doit se répéter ailleurs dans une infinité d'autres milliards d'années, et s'est déjà produit une infinité de fois depuis des éternités. Mais, pour la totalité de l'univers cosmique, il n'y aurait pas de développement, pas d'évolution. Que cette opinion soit fautive, c'est là l'essentiel dans les théories qui admettent un temps fini. Les théories avec temps fini soutiennent que ce n'est pas seulement ici sur la terre que les choses étaient autres qu'aujourd'hui, il y a des milliards d'années. L'idée de l'évolution, la dialectique du changement, du devenir-autre perpétuels est étendue à l'univers entier. Nous aboutissons ainsi à une anisotropie du temps, si bien qu'une heure d'aujourd'hui n'est pas la même chose qu'une heure d'il y a quelques milliards d'années. Le cosmos se développe dans son

ensemble et traverse des phases de développement que nous ne pouvons analyser que mal et imparfaitement, précisément parce que le présent n'est pas une simple répétition du passé. L'état moyen actuel du cosmos n'est pas la reproduction de ses états moyens antérieurs.

... La conception selon laquelle l'échelle du temps est en relation avec les processus réels de la nature est d'une grande portée. Le rythme actuel du temps n'est peut-être pas le même qu'à des époques antérieures de l'histoire du cosmos. Mais cela signifierait que toute une série de lois de la nature que nous tenons pour des règles d'airain, invariables, ne sont pas des lois invariables, éternelles, mais qu'elles ont une histoire, qu'elles sont elles-mêmes partie intégrante de processus historiques et se transforment avec l'évolution de l'univers. On peut facilement montrer que des grandeurs dont nous avons constaté qu'elles sont des constantes de la nature, en particulier la plus remarquable de toutes les constantes, la vitesse de la lumière, ont pu ne pas avoir toujours la même valeur qu'aujourd'hui. Il nous faut développer un modèle cosmologique dans lequel ces constantes changent de valeur en relation avec les échelles de mesure qui sont rationnelles à un stade déterminé de développement.

... Il ne faut pas admettre naïvement et sans problème le concept du temps, qu'il s'agisse de notre propre temps humain ou de celui de l'histoire de la nature... Nous comprendrons alors qu'un modèle cosmologique avec temps initial  $t = \text{zéro}$  ne nous ramène pas aux anciennes imaginations fantastiques de la création de l'univers par un être divin, mais nous fait au contraire surmonter ce qu'avaient d'étroit nos représentations antérieures mécaniques de l'univers, dirigées contre la théologie, nous fait pénétrer plus profondément dans les problèmes de notre réalité. »

Enfin l'un de nos lecteurs a adressé à *la Vérité* une lettre qu'en tant que mauvais apôtre, je porte avec un plaisir tout particulier à la connaissance de nos lecteurs, avant d'y répondre :

(1) Echelle logarithmique du temps :



## MONOD, CHARDIN ET JESUS ou les réactions d'un bon apôtre

Jean-Jacques Marie a bien voulu, chers amis, m'ouvrir vos colonnes. Je n'ai pas l'intention de les ébranler, tel Samson celles du Temple (vous voyez tout de suite chez moi l'obsession biblique), mais simplement de « réagir » (tantôt en accord, tantôt en désaccord) à l'article de Michel Chardin publié dans le numéro de mars de *la Vérité*.

Commençons par les désaccords. Les Monod, comme leur nom l'indique, sont tous parents, ça ne veut pas dire qu'ils soient tous pareils, et s'il est aisé à un protestant d'énumérer des Monod « mystiques », tels Adolphe, Wilfred, etc., il est peu sérieux de mettre Jacques sur la liste « noire » ! J'ai de fortes raisons de penser que J. M. a cessé d'ouvrir la Bible dès qu'il a eu fini de se farcir le catéchisme et qu'il ne l'a donc pas lue « cent fois plus qu'il n'a lu le Capital ». Il affiche un athéisme résolu (encore que peu cohérent), jette les chrétiens dans la même poubelle « animiste » que les marxistes, proclame clairement qu'aucun Dieu n'est embusqué dans l'avenir pour en truquer la pure contingence mutationniste ou en fausser la rigoureuse nécessité darwinienne... ni dans le passé pour susciter la vie... ni dans le présent pour sauver l'homme de « sa totale solitude » ou fournir une grande Oreille à un « *Univers sourd* » (p. 188). Il est vrai que Monod fait l'éloge de l'Eglise, mais il faut voir en quels termes ! Il nous rappelle (pp. 189-190) qu'en admettant l'existence d'un domaine profane, même limité, le christianisme a permis le démarrage de la science et « *préparé l'esprit... au principe d'objectivité* », ce qui aurait été tout à fait impossible dans une société hindouiste pour laquelle « *tout est du domaine sacré* ». Et page 183 : « *Que cet impérieux besoin (religieux) soit inné, inscrit quelque part dans le langage du code génétique..., je n'en doute guère pour ma part* », ce qui n'est en rien cautionner la vérité des croyances nées dudit besoin.

Non, s'il est une école de pensée à laquelle Monod semble se rattacher, ce n'est pas le christianisme de ses aïeux, c'est le positivisme d'Auguste Comte, doctrine réactionnaire à visage laïque et à fortes prétentions scientifiques, avant tout hostile à toute idée de liberté. A mon sens, Chardin

aurait beaucoup mieux compris Monod en orientant son exégèse dans ce sens qu'en se laissant prendre au biblisme purement verbal de notre auteur.

Second désaccord : faut-il juger une doctrine d'après ses textes de base, considérés comme normatifs, ou d'après la pratique courante de ceux qui, à tort ou à raison, se réclament des grands fondateurs ? Monod opte froidement pour la deuxième méthode, quitte à se livrer aux acrobaties les plus malhonnêtes pour établir que Lyssenko et Staline étaient déjà en germe chez Marx et Engels. Là-dessus, je suis d'accord avec Chardin. Mais pourquoi celui-ci, réprouvant ce genre d'acrobaties quand Monod l'applique au marxisme, le pratique-t-il lui-même à l'encontre du christianisme ? A l'évidence, Chardin a subi naguère un sacré matraquage théologique dont il a eu beaucoup à souffrir, et il est bien normal qu'il en veuille à mort à ceux qui ont tenté de lui bourrer le crâne. Mais on ne peut pas reprocher à Monod de lire Marx à la lueur sanglante de Staline si on lit soi-même l'*Évangile* à la lumière noire des plus serviles théologastres. De plus Chardin est franchement sorti du sujet de son article pour placer ses couplets poétiques (?) contre Jésus. Pour ma part, je resterai dans notre sujet, qui est la pensée de Monod et non celle des gnostiques ou des évangélistes. Mais quand même, un peu moins de légèreté historique et exégétique eût été préférable quand on assume le risque fier de prendre *la Vérité* pour titre...

Ces remarques faites, mon « infâme pouillerie » de chrétien ne m'empêche nullement d'applaudir des deux mains aux vigoureuses répliques opposées par Chardin à l'antimarxisme malhonnête et passionné d'un grand « patron » de la science, fort conscient de sa solidarité avec les patrons tout court. La fameuse page 194 est purement délirante : on aimerait croire que l'éditeur du « *Hasard et la nécessité* » attendait le manuscrit d'une heure à l'autre et que la fin du livre a été quelque peu bâclée... Je crains bien que non, hélas !

HENRI FRIEDEL  
Prof. de sciences naturelles  
au lycée Voltaire, Paris.

## Quelques remarques :

1. Lorsqu'on voit à quel point tout le livre de Monod est imprégné de langage biblique, depuis la dénonciation du « laxisme » (1) de Teilhard de Chardin jusqu'au dernier chapitre, « le royaume des ténèbres », à la dénonciation répétée du plus profond de tous les maux dont est accablée l'humanité souffrante, le « mal de l'âme », à l'invocation répétée du « royaume transcendant des idées », etc. (il faudrait reprendre tout le livre), il est au moins permis de douter que ce langage ne soit pas le fruit d'une pratique suffisante de la Bible chez l'auteur.

2. Ce biblisme est-il vraiment « purement verbal » ? Me suis-je vraiment rendu coupable d'amalgame en parlant de l'Eglise — des églises chrétiennes — à propos de Monod ? Ne sont-ils pas d'accord sur la plupart des points essentiels ?

D'accord, d'abord, pour soutenir le vieux dualisme qui pose deux univers séparés, celui de la matière et celui des idées, des « âmes » ; ensuite pour identifier les débuts de l'humanité, l'australanthrope, avec la naissance d'un nouveau règne : celui des idées (p. 177) ; et affirmer le primat de l'idée sur la matière, en rendant notamment hommage à Platon (ce père de l'Eglise, n'est-il pas vrai, cher Henri Friedel ?), avec ses idées générales immuables, sources de toute réalité (« il y a et il demeurera dans la science un élément platonicien qu'on ne saurait en distraire sans la ruiner », p. 117), qu'il oppose au surplus (p. 115) à Héraclite, le « père de la dialectique ». Selon lui, les résultats les

plus récents de la science marquent le triomphe des « platoniciens » (p. 119).

Et s'il est en effet d'accord avec les néo-positivistes, ou plutôt les néo-kantiens, selon qui nous ne connaissons pas le monde, mais seulement l'univers intérieur de nos observations, de nos rapports avec la surface d'un monde essentiellement inconnaissable dans ses profondeurs — n'est-ce pas là aussi, à peu de chose près, le point de vue du néo-thomisme ?

Il va même plus loin : non, il n'est pas un affreux positiviste ; contrairement aux positivistes qui prétendaient « déduire » une morale de la science... lui, fonde la science sur la morale :

« la définition même de la connaissance "vraie" repose en dernière analyse sur un postulat d'ordre éthique » (c'est lui qui souligne, p. 188).

Ne voilà-t-il pas qui évoque singulièrement les fruits de l'arbre de la science — la science du bien et du mal ? ! Le positivisme est réactionnaire. Le dualisme idéaliste de la théologie également.

Certes, Monod prononce quelques paroles dédaigneuses pour le « ju-

(1) Profitons de l'occasion pour venir en aide à de nombreux lecteurs de *la Vérité* que ce « laxisme » a plongés dans une perplexité confinant à l'hébètement. Ce terme, que le supplément du Robert fait dater de 1912, désigne, selon cet honorable dictionnaire :

« 1° une doctrine morale, théologique, tendant à supprimer les interdits ;  
2° une tendance marquée à la conciliation, à la tolérance (excessive). »

*déo-christianisme* ». Mais regardons-y de plus près. Il dénonce Teilhard... mais c'est pour lui opposer Pascal — Pascal, dont le dieu caché n'est pas moins sourd « à la musique de l'homme » que, nous dit Monod, l'univers. Il ne croit sans doute pas au dieu personnel de la Genèse, cette sanglante idole d'une tribu qui était arriérée même il y a trois mille ans — mais qui donc y croit, depuis que Pie XII est mort ? Monod n'a cependant pour l'Eglise que paroles louangeuses — c'est grâce à elle que la science s'est développée, nous dit-il (et c'est à juste titre qu'Henri Friedel cite ce passage). On croirait entendre Thorez dénonçant la « légende de la nuit du Moyen Age » ! De Galilée à Michel Servet, le palmarès de l'Eglise — pardon, des églises — n'est-il pourtant pas éloquent ? Pas pour Monod.

Non, il n'attaque nulle part l'Eglise, les églises, le christianisme en tant que tels. Et quand il dénonce

« les sociétés "libérales" d'Occident qui enseignent encore du bout des lèvres comme base de leur morale un écœurant mélange de religiosité judéo-chrétienne, de progressisme scientiste, de croyance en des droits "naturels" de l'homme et d'utilitarisme » (p. 186),

ne croirait-on pas entendre Léon XIII dénoncer le « modernisme », ou Paul VI le « libéralisme philosophique » — mais jamais le régime du profit privé, de l'exploitation de l'homme par l'homme ? Ce bon Monod ne serait-il pas un peu intégriste sur les bords ? On peut au moins se le demander, quand on l'entend prêcher « l'éthique de la connaissance », dans laquelle « C'EST LE CHOIX ÉTHIQUE D'UNE VALEUR PRIMITIVE QUI FONDE LA CONNAISSANCE »

(p. 191 — c'est encore lui qui souligne), qui « ne s'impose pas à l'homme — C'EST LUI AU CONTRAIRE QUI SE L'IMPOSE » — c'est une « ascèse de l'esprit ». Dans la vieille controverse de Paul et de Khephas, il est clair qu'il est d'accord avec Paul : « il n'y a que la foi qui sauve » (le « choix éthique ») — les « œuvres » (« l'utilitarisme ») n'y peuvent rien — et qui permet d'entrer dans le « royaume transcendant » que l'on sait.

Tout cela pourrait être logomachie gratuite, d'autant que Monod ne manque pas de se contredire d'une page à l'autre — s'il n'y avait pas, bien entendu, l'essentiel : pour Monod comme pour Paul VI, le marxisme, voilà l'ennemi ! On croirait entendre le bon Luther appelant à l'extermination des paysans qui avaient eu l'audace de se révolter contre leurs seigneurs — ou Pie IX invitant les catholiques suisses à faire pression sur leur gouvernement pour qu'il livre les réfugiés de la Commune à Thiers. Dans cette question décisive de notre époque — la théorie indispensable au prolétariat pour son émancipation — ils se retrouvent bien tous du même bord, dans la croisade du capital contre le marxisme, n'est-il pas vrai ?

Oui, les « principes sociaux du christianisme sont une infâme pouillerie » — ceux de Monod également, d'autant que, dans la mesure où il en a, ce sont les mêmes. Quant à savoir si vous vous identifiez à ces principes sociaux, fût-ce pour la seule satisfaction d'être vous-même ladite « pouillerie » — c'est une chose qu'il vous appartient, et à vous seul, de décider. Ce n'est que vous qui pou-

vez déterminer pour vous-même la position que vous choisissez de prendre dans la lutte des classes.

3. Etait-ce hors de propos d'introduire ici les *Evangelies*, et certaines remarques impies quant aux origines chrétiennes ? C'est à voir. Ce qui est incontestable, c'est qu'ici j'ai affirmé sans preuves — précisément parce que, cette fois, mon propos était ailleurs.

Non, je ne tire pas mes connaissances dans ce domaine, que vous le croyiez ou non, de ma pieuse enfance. Plutôt d'études récentes. J'étais las, voyez-vous, de constater que l'Eglise — les églises — se trouvaient régulièrement, en tout lieu et en tout temps, depuis dix-sept siècles, du côté des riches contre les pauvres, des oppresseurs contre les opprimés, des exploités contre les exploités (n'est-il pas vrai, cher Friedel ? un unique exemple du contraire m'édifierait ; je parle, bien entendu, d'Augustin et non des donatistes si chrétiennement livrés par lui à la police romaine ; d'Alexandre VI, et non de Savonarole ; de Luther, et non de Thomas Münzer ; de... La liste est longue, n'est-il pas vrai ?), et d'entendre en même temps clamer les louanges du « *sans-culotte Jésus* », du caractère révolutionnaire des *Evangelies*, et ainsi de suite. J'ai décidé d'aller y voir. Et je n'ai pas vu seulement un insondable abîme de sottise, mais plus encore un Himalaya de falsifications successives. J'avais peine à croire que, si les églises chrétiennes avaient toujours et partout tenu leur place dans le camp de la réaction, il n'y avait pas quelque chose, dans la doctrine qu'elles prêchaient, qui les y

prédisposait. Je crois maintenant y voir plus clair. Encore des affirmations sans preuves ? Certes. Mais je me réserve d'y revenir.

Dans la dernière des études qu'Engels a consacrées aux origines chrétiennes, il écrivait :

« Que celle-ci [*la vérité sur ce qu'il y a d'historique dans les légendes chrétiennes*], avec nos moyens actuels, soit susceptible d'être déterminée paraît bien problématique. De nouvelles trouvailles, notamment à Rome, dans l'Orient et avant tout en Egypte, y contribueront bien davantage que toute critique. »

Depuis qu'Engels a posé la plume, il y a eu pas mal de découvertes, en Egypte, comme il le prévoyait, et ailleurs, en dernier lieu les manuscrits esséniens de Qûmran. La technique de critique des textes, de discernement d'une rédaction primitive parmi les interpolations, révisions, gloses, etc., a également progressé. Il serait peut-être temps que les marxistes fassent le bilan de ces travaux — au moment où *Time* (21 juin 1971) vient de choisir Jésus comme « *l'homme de la semaine* », et consacre douze de ses précieuses pages à annoncer cette vraiment bonne nouvelle : le nouveau cri des « *rebelles* », aux Etats-Unis, c'est « *Jésus arrive !* » Quel soulagement ! Nixon va pouvoir respirer. De l'arrivée de Jésus, le profit de ses maîtres n'a rien à craindre.

Concluons sur un autre point qui, je l'espère, nous mettra d'accord, Henri Friedel et moi. La publication en français du livre *samizdat* du biologiste soviétique Jaurès Medvedev *Grandeur et chute de Lyssenko* (dont *la Vérité* rend compte par ailleurs dans ce numéro) a fourni à Monod l'occasion de commettre une infa-

mie. Medvedev, en exposant le martyrologe des biologistes soviétiques sous la férule du charlatan de la bureaucratie, Lyssenko, ne songe pas un instant à rendre Marx, Engels et Lénine responsables des crimes de Staline. Bien au contraire, il parle d'eux comme ayant été « *avant tout de grands penseurs, de grands esprits scientifiques* », dont « *la méthode scientifique (...) n'admettait pour vrais que des faits contrôlés et analysés* » (p. 30).

Il les oppose expressément à Staline.

Il y revient dix fois, vingt fois. Il parle de

« la conception révolutionnaire et profondément scientifique à partir de laquelle Lénine voulait reconstruire la science soviétique et réorganiser la vie de la nation, en maîtrisant toutes les richesses créées par l'homme »,

du lyssenkiste Platonov qui

« déforme totalement l'esprit progressiste, créateur, de l'enseignement de Marx et de Lénine » (p. 191), etc.

Or la préface de l'édition française de ce livre a tout naturellement été confiée au prix Nobel bien connu, Jacques Monod. Et que fait cet honorable personnage ? Il dénonce le coupable. Qui cela ? La bureaucra-

tie contre-révolutionnaire du Kremlin, qui a anéanti le parti de Lénine, exterminé ses membres ? Staline, dont Trotsky disait déjà qu'il est « *bien plus l'ennemi du marxisme qu'Hitler lui-même : Hitler l'extermine, Staline le prostitue* » ? Non, non, mille fois non. Les coupables du martyrologe de la biologie soviétique, les assassins de Vavilov et de bien d'autres, ce sont Marx et Engels, c'est le matérialisme dialectique.

Mais Monod a bien droit à ses idées ? Certes, et il ne se prive pas de les exposer. Cependant Jaurès Medvedev a aussi droit à ses idées. Il a droit à un préfacier qui ne soit pas un ennemi. Et *il ne peut rien dire* : Brejnev est là pour le bâillonner, et permettre ainsi à Monod de le chapeauter de ses infamies.

Un jour, bientôt, tout nous permet de l'escompter, les travailleurs soviétiques abattront la bureaucratie — et Medvedev pourra dire ce qu'il pense de son préfacier. Disons-le en attendant : M. Monod, c'est un filou de lettres, ou, si l'on préfère, un filou en cinq lettres.

MICHEL CHARDIN.

Vient de paraître

STEPHAN JUST

**REVISIONNISME  
LIQUIDATEUR  
CONTRE  
TROTSKYSME**

(DEFENSE DU TROTSKYSME II)

Editions S.E.L.I.O.

En vente à la S.E.L.I.O.

87, rue du Faubourg-Saint-Denis  
PARIS-10<sup>e</sup>

PRIX : 20 F

## Le congrès clandestin

par Arthur BLISS

*Protocole secret et documents du 14<sup>e</sup> congrès extraordinaire du P.C. tchécoslovaque (1968), présentés par Jiri Pelikan.\**

« Il est... sans précédent que le congrès d'un parti communiste, au pouvoir dans un pays socialiste, soit obligé de se réunir dans des conditions de clandestinité, le pays socialiste en question ayant été occupé par les armées d'autres pays socialistes.

« Il est également sans précédent que les résultats de ce congrès du parti communiste, pourtant régulièrement convoqué et qui s'était déroulé conformément aux statuts du parti, ne puissent pas être publiés dans ce pays.

« Il est enfin sans précédent que les principaux dirigeants d'un parti communiste au pouvoir soient empêchés de prendre part au congrès de celui-ci, étant d'abord encerclés dans le bâtiment du comité par les chars d'autres pays socialistes, puis arrêtés et amenés de force dans un autre pays socialiste où ils finiront sous la contrainte des armes par « annuler » les résultats du congrès.

« Tout s'est pourtant passé ainsi en août 1968 en Tchécoslovaquie, pays socialiste au cœur de l'Europe, où le 14<sup>e</sup> congrès extraordinaire du parti s'était réuni dans ces conditions. »

(Introduction de Jiri Pelikan [1].)

\*  
\*\*

La lecture, et non seulement la lecture, mais l'étude approfondie des documents contenus dans cet ou-

vrage sont nécessaires pour comprendre dans leurs déterminations les plus concrètes les mécanismes de la révolution politique, ses freins et ses obstacles internes, car, si les conditions d'existence des masses les poussent au combat dans le cadre de la montée ouvrière à l'échelle internationale, la compréhension des conditions de ce combat et les structures organisationnelles qui en résultent, « les prémisses subjectives », sont pour la période actuelle, au premier plan.

Mais il ne s'agit pas seulement de comprendre, il faut surtout combattre. Le 14<sup>e</sup> congrès du P.C. tchécoslovaque, resté inachevé, est encore aujourd'hui un enjeu de la lutte des classes : c'est pour empêcher la tenue de ce congrès que la bureaucratie du Kremlin est intervenue, trois semaines avant qu'il ne commence. C'est pour en effacer, autant qu'elle le pourra, les conséquences

(1) *Op. cit.*, p. 7.

## TURE... NOTES DE LECTURE... NOTES

qu'a été convoqué en mai le pseudo-14<sup>e</sup> congrès. Pour parvenir à cette «*légalisation*» il aura fallu que la plupart des dirigeants élus par le congrès clandestin soient exclus avec 500.000 membres du parti, que de nouveaux «*procès en sorcellerie*» débutent à Prague, que Husak, suivant le novotnyen Lenart, félicite

Bilak pour avoir fait appel aux armées du pacte de Varsovie, après avoir reconnu le bien-fondé de l'intervention.

En même temps, c'est en tant que délégués élus à ce congrès que Eduard Goldstucker (2), Zdenek Hejzlar (3), Jiri Pelikan (4), Josef

(2) Edouard Goldstucker (né en 1913). Étudiant en philosophie, adhère au P.C.T. en 1936 et devient, à la veille de la guerre, pendant la période du Front populaire, le président de l'organisation étudiante *Kostufra*. Emigré à l'Ouest pendant la guerre, soutient une thèse sur Kafka, et sert dans la diplomatie, notamment comme chargé d'affaires en Israël.

Arrêté en 1949 comme «*sioniste*», est condamné à cinq ans de prison pour espionnage en 1950. Réintégré au parti dans les années 1960, professeur puis vice-recteur de l'université Charles à Prague, se consacre essentiellement à la «*réhabilitation*» de l'œuvre de Kafka. «*Protestataire*» dans l'Union des écrivains, joue le rôle du «*conciliateur*» lors du conflit avec les étudiants, mais refuse la présidence de l'Union des écrivains lors de la persécution de cette dernière sous Novotny. Élu président de l'Union des écrivains en janvier 1968, se fait l'avocat de la réconciliation entre le parti et la société. Cible des attaques des conservateurs antisémites, qualifié de «*sioniste*», etc. Condamne le manifeste des «*Deux mille mots*». Élu au comité central par le 14<sup>e</sup> congrès clandestin menacé de figurer, avec Kriegel, dans un procès contre les «*sionistes*», est nommé attaché culturel à Londres. Séjourne à Prague en janvier 1968 et assiste aux funérailles de Jan Palach.

(3) Zdenek Hejzlar.

Tchèque, militant des J.C. avant guerre, déporté à Mauthausen de 39 à 45. Président de l'Union de la jeunesse en

1948. Révoqué en 1949 pour «*trotskysme*», interdit de séjour à Prague, exerce diverses professions, dont celle de mineur à Ostrava. Arrêté et condamné en 1961 dans l'affaire dite des «*intellectuels pro-yougoslaves*», libéré en 1966. Politiquement réhabilité le 25 avril 1968, réintégré au P.C. et nommé directeur de la radio le 26 juillet. Élu au comité central et au présidium par le 14<sup>e</sup> congrès. Non coopté lors de la normalisation, «*mis en congé*», puis remplacé à la tête de la radio. À l'étranger selon certaines rumeurs, revient à Prague pour assister aux funérailles de Jan Palach. Il vit actuellement à l'étranger. Participe activement à la rédaction du journal *Listy*.

(4) Jiri Pelikan (né en 1923).

Tchèque, docteur en philosophie, organisateur des J.C. en 45, remplace Hejzlar à leur tête en 49. Directeur de la télévision en 1951.

Élu en mai 68 président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Met la télévision au service des réseaux clandestins le 21 août. Cible des attaques russes, «*en congé*», puis remplacé et nommé dans les services diplomatiques. Revient à Prague pour les funérailles de Jan Palach.

Vit actuellement à l'étranger. Participe activement à la rédaction de *Listy*. Mis à part les documents du 14<sup>e</sup> congrès, a publié à l'étranger, sous le titre *le Dossier interdit* (en allemand et en tchèque) le rapport de la commission du C.C. du P.C.T., présidée par J. Pillet, sur les procès des années 50 et la réhabilitation de

## NOTES DE LECTURE...NOTES DE LEC

Pokstefl et Ota Sik (5) ont lancé un appel contre ce congrès

« dont le but est de légaliser l'intervention militaire, la limitation de la souveraineté et d'imposer une direction du parti et de l'Etat contre la volonté des communistes et du peuple » (6).

### LE CONGRÈS DE LA DEMOCRATIE OUVRIÈRE

Pour le compte rendu de cet ouvrage, nous nous servirons également de l'article que vient de publier le camarade Hejzlar : « *Le 14<sup>e</sup> congrès du P.C.T. à Vysocany.* » (7).

Ce qui caractérise en premier lieu ce congrès, c'est qu'il n'est pas une quelconque chambre d'enregistrement convoquée pour entendre le

bon vouloir des dirigeants du Kremlin, que la démocratie n'y est pas absente ou distillée à des doses infinitésimales :

« Les élections (*de délégués*) ont été caractérisées par un haut degré de démocratie et une manipulation bureaucratique minimale... Les 10 à 15 % de membres conservateurs pouvaient s'exprimer librement, sans contrainte... Même le célèbre document du 20 août 1968 de Indra, Bilak, Kolder et Svestka ne remet pas en cause les élections » (8).

Bien plus, cette démocratie, les militants du P.C.T. entendaient qu'elle ne soit pas limitée à la durée d'un congrès, ainsi qu'en témoigne le projet de nouveaux statuts du parti dont nous citerons les extraits concernant les droits de la minorité. Comme Jiri Pelikan, nous présenterons simultanément le projet initial et le projet modifié par la commission du comité central dirigée par le secrétaire Indra.

---

leurs victimes. Le rapport a été élaboré en 1968, mais il n'avait jamais été rendu public.

Jiri Pelikan a pris la parole au cours du meeting du 7 mai organisé par l'O.C.I. à la Mutualité. Il s'y est prononcé pour la constitution de la commission ouvrière internationale d'enquête.

(5) Ota Sik (né en 1919). Tchèque, étudiant quand il adhère au P.C. avant guerre. Déporté à Mauthausen de 40 à 45. Professeur d'économie politique en 57 et membre du C.C.; membre du « *brain-trust* » de Novotny, père de la « *réforme économique* ». Fougueux adversaire de Novotny.

Nommé vice-président du conseil en avril 68. Cible des attaques des Russes et des novotnyens.

En Yougoslavie en août 68, se fixe à Bâle où il enseigne l'économie. Se rend à Prague pour les funérailles de Jan Palach. A son retour, fait une déclaration sur les évolutions « *convergentes* » des systèmes capitaliste et socialiste.

(6) Extrait d'*Informations ouvrières* n° 520, 19 mai 1971.

(7) *Listy* n° 3, mai 1971. *Listy* est le journal (bimensuel) de l'Opposition socialiste tchécoslovaque; il paraît en langue tchèque en Italie.

(8) Hejzlar, article cité.

## TURE... NOTES DE LECTURE... NOTES

### RÉDACTION PRIMITIVE

*La discipline volontaire et consciente du parti est indissolublement liée à une pensée autonome et à la défense constante des opinions. Elle suppose la libre discussion et la critique dans le parti et exige avant tout :*

a) *La réalisation méthodique du programme et de la ligne politique à laquelle contribuent tous les membres du parti ;*

b) *La confrontation incessante des résolutions du parti avec la pratique et les expériences de tout le parti ;*

c) *La possibilité d'une critique ouverte de n'importe quel membre ou organe du parti et la possibilité d'exposer aux organes du parti ses points de vue sur la politique du parti.*

5. *Toutes les résolutions des organes du parti sont adoptées après un examen démocratique et collectif et l'approbation de la majorité des membres présents. Après l'adoption des résolutions, la minorité est tenue d'appliquer les décisions de la majorité.*

*Les organes du parti ont le droit de refuser les points de vue minoritaires, mais ils doivent respecter les droits de la minorité. A l'égard de ces membres partisans d'une opinion minoritaire, ne peuvent être prises que des mesures d'ordre idéologique si toutefois ils ne sont pas en contradiction avec les statuts et le programme du parti.*

*La minorité a le droit, même après la décision de la majorité, de conserver son opinion, de continuer à la défendre, de la confronter à la pratique et de demander son réexamen à l'organe compétent du parti. La minorité a le droit de demander la publication, en même temps que celle des résolutions de la majorité, des opinions minoritaires.*

### RÉDACTION MODIFIÉE

4. La condition de l'efficacité d'action de tout le parti, de ses organes et organisations, est une discipline volontairement consentie et consciente. Elle découle d'une profonde compréhension du marxisme-léninisme, des buts et des besoins du parti, de l'attachement des communistes à l'idée du socialisme.

5. Les organisations et les organes du parti se conforment dans leurs activités au programme, aux statuts et aux résolutions des organes supérieurs qui les engagent.

Les organes supérieurs sont tenus de créer les conditions du développement de l'initiative et de l'autonomie des organes inférieurs. Dans l'examen des questions politiques ou d'organisation de leur ressort, les organisations et les organes décident de façon indépendante. Dans les cas de litiges, de divergences d'opinions, ils peuvent en appeler à un organe supérieur, à une commission de contrôle, à une conférence ou bien au congrès.

Le problème de la démocratie ouvrière, posé dans ces statuts, a un contenu explosif pour la bureaucratie stalinienne. En effet, un parti communiste centralisé démocratiquement, cesserait par là même d'être stalinien. C'est que la démocratie ouvrière n'est pas un idéal moral, mais une des conditions qui permettent d'élever la conscience de classe du prolétariat au niveau de ses tâches historiques. Par là même, elle est une menace mortelle pour la bureaucratie, aussi bien en permettant à la classe ouvrière, par le contrôle de son propre mouvement, de reprendre l'initiative et de remettre en cause le *statu quo* édifié à la fin de la seconde guerre mondiale qu'en s'attaquant directement aux privilèges des bureaucrates, qui n'ont pour fondement que l'expropriation politique de la classe ouvrière. De ce fait également, son combat est relié à celui de la nouvelle opposition soviétique. Si les travailleurs et militants tchécoslovaques n'avaient pas les moyens de saisir ce lien, les Martchenko (9), les Pavel Litvinov et Larissa Daniel (10) l'ont saisi. A partir de là, l'intervention des armées du pacte de Varsovie était pour la bureaucratie une question de vie ou de mort, quels que fussent les inconvénients de l'intervention, notamment par rapport aux militants des P.C. occidentaux. Elle rejoignait toute la pratique de violences de l'appareil stalinien, qui, depuis les « siffleurs » de l'Opposition de gauche durant les années 27, au travers des procès de Moscou, de Prague, de Budapest, des camps d'hier et d'aujourd'hui, de

l'assassinat des dirigeants et militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, des violences contre l'avant-garde organisée en 1932 au meeting de la salle Bullier, jusqu'à l'agression de La Courneuve en 1971, ne peut survivre que par le recours à la force.

L'axe du mouvement des masses en Tchécoslovaquie au printemps de 1968 était donné par la volonté des travailleurs de se doter d'un parti réellement ouvrier. Cette volonté s'est traduite sous la forme de la « réforme » du P.C.T.

La conscience des objectifs de cette bataille est devenue de plus en plus claire dans la tête des travailleurs. De ce point de vue, la convocation du 14<sup>e</sup> congrès extraordinaire et les élections des délégués à ce congrès marquent un pas décisif.

Cela s'exprimait concrètement par la lutte des militants du parti pour avoir la possibilité de choisir parmi plusieurs candidats au poste de délégué au congrès ou à d'autres responsabilités au sein du parti, etc. Cette bataille trouve aussi son expression dans le projet de nouveaux statuts du parti. Nous y revenons plus loin. La convocation et la tenue du 14<sup>e</sup> congrès furent le point culminant de ce mouvement. Le lien avec l'appareil du Kremlin y a été brisé, le P.C.T. y est devenu un nouveau parti, un

(9) Voir la lettre de Martchenko au début de son livre *Mon Témoignage*.

(10) Voir *Samizdat I*, pp. 387 à 435.

parti centriste. C'est précisément pour cette raison — parce que le P.C.T. échappait au contrôle de l'appareil du Kremlin — que la bureaucratie allait intervenir pour stopper ce processus de la révolution politique.

Ce processus, s'il avait pu se poursuivre, serait allé vers la naissance d'un parti ouvrier authentiquement révolutionnaire. Le 14<sup>e</sup> congrès n'était qu'une étape de ce processus — une importante étape. Sans doute aurait-il continué comme expression du développement de la révolution politique elle-même vers le pouvoir de la classe ouvrière par ses conseils. Car le P.C.T., tel que l'avait transformé ce processus que la « normalisation » est venue bloquer, n'était, certes, pas encore ce parti révolutionnaire.

## DÉVELOPPEMENT DE LA RÉVOLUTION POLITIQUE

Jusqu'au 21 août 1968, ce mouvement s'est effectué de façon contradictoire et avec le poids des illusions inévitables, du fait de l'absence d'une organisation révolutionnaire pouvant exprimer consciemment, donc de façon organisée, le combat des masses tchécoslovaques. Le mouvement est parti d'une « révolution de palais », qui, certes, exprimait des contradictions économiques insolubles, mais, au départ, visait simplement à remplacer une équipe diri-

geante faillie par une autre. Cependant, l'entrée en scène des étudiants et des intellectuels, puis de la classe ouvrière, a modifié radicalement la situation. Les textes préparatoires du congrès, dont Jiri Pelikan publie un certain nombre d'extraits au début de ce livre, sont toujours « adaptés » à l'état d'esprit des intellectuels, des jeunes et des travailleurs, mais pourrait-on dire, « adaptés en retrait ». Cette situation a incontestablement créé des liens d'un type nouveau entre l'appareil et les masses, en ce sens qu'elle a entretenu la croyance utopique (c'est l'objet de la théorie du « socialisme à visage humain ») en une réforme du régime bureaucratique, permettant de faire l'économie de la révolution politique, et pouvant donc utiliser le parti communiste « rénové ».

Le caractère le plus nocif de cette utopie est qu'elle restait dans le cadre du « socialisme dans un seul pays » ; « l'unité du parti » était la négation de l'unité mondiale de la lutte des classes. Néanmoins, de par son propre mouvement, la classe ouvrière et les militants honnêtes du P.C.T. ne pouvaient pas laisser en l'état les relations entre la classe et l'appareil. Cette situation devait se dénouer dans un sens ou dans l'autre ; c'est pourquoi les dirigeants staliniens du Kremlin ont choisi de prendre les devants. Ils savaient que ce n'était pas le commencement d'une « autoréforme » de la bureaucratie, mais le contrecoup, au sein de la bureaucratie du P.C.T., du processus de destruction du stalinisme engagé par

les travailleurs tchécoslovaques et que l'appareil tchécoslovaque n'était pas seul mis en cause, l'appareil du Kremlin étant visé au premier chef

\*  
\*\*

A regarder les résultats apparents du congrès, ceux-ci peuvent sembler minces. Les documents écrits de ce congrès font une dizaine de pages.

Le congrès a « *simplement* » :

- pris position contre l'invasion ;
- lancé un appel à la grève générale d'une heure contre l'invasion ;
- élu une nouvelle direction.

En fait, les travaux de ce congrès marquent une rupture qualitative avec la période précédente, car y furent mises en place les conditions politiques de la destruction de la bureaucratie. Le premier fait, et non le moindre, est la décision de tenir ce congrès extraordinaire. Elle est partie de la base.

Comme le dit le président, à l'ouverture :

« (...) Un groupe de délégués praguais au 14<sup>e</sup> congrès a demandé au comité du P.C. de la ville de Prague, qui est en pleine activité et qui dispose des moyens d'organisation, de convoquer par tous les moyens possibles les délégués élus pour leur permettre de se concerter sur ce qu'il y aurait à faire dans la situation donnée » (11).

Et Jiri Pelikan remarque de façon pénétrante :

« Un simple appel à la radio suffit pour faire converger vers Prague les délégués du 14<sup>e</sup> congrès — qui par rail ou route,

qui par bicyclette, voire à pied... Le seul fait d'avoir pu réunir, dans un laps de temps aussi bref, à Vysocany, faubourg ouvrier de Prague, quelque 1.290 délégués, c'est-à-dire plus des deux tiers de ceux qui avaient été élus, témoigne de la haute maturité politique, de la flamme révolutionnaire et du courage qui animaient les délégués du 14<sup>e</sup> congrès. »

## MAINTIEN OU RUPTURE DES LIENS AVEC LA BUREAUCRATIE ?

Cette décision est en fait, par un côté, la rupture avec la bureaucratie du Kremlin, rupture qui se fait dans le respect des formes. C'est devant la carence du comité central que le congrès est convoqué, carence elle-même due au fait que, devant la réaction des masses tchécoslovaques, Aloïs Indra a renoncé à proclamer un « *gouvernement ouvrier et paysan* » fantôme. Pour la première fois depuis la défaite de l'Opposition de gauche, le congrès d'un parti communiste ne sera pas une opération téléguidée par la bureaucratie du Kremlin, mais se fera contre elle. La décision de convoquer ce congrès signifie en fait la décision de se donner une nouvelle organisation, une nouvelle direction. Elle sonnerait le glas de la bureaucratie. La tenue du congrès a donc été le facteur décisif (parce que, bien entendu, la tenue de ce congrès s'appuyait sur la résistance de la classe ouvrière, et que ce congrès se tint à

(11) *Op. cit.*, p. 31.

l'usine C.K.D. de Vysocany, sous la protection directe de la classe ouvrière) qui a obligé les dirigeants du Kremlin à un recul temporaire et limité. Sans doute aujourd'hui, à partir des « accords » de Moscou, la « normalisation » continue, mais les dirigeants du Kremlin n'ont pu réaliser le bain de sang, l'élimination des « 35.000 nervis » réclamée par la *Pravda* — et la répression s'est trouvée freinée pendant plus de deux ans.

L'élection du nouveau comité central de 144 membres allait, elle aussi, dans ce sens. En éliminant Indra, Bilak, Kolder, Svestka, les délégués entendaient couper le lien avec la bureaucratie de l'Union soviétique, en même temps qu'ils consacraient, croyaient-ils, la rupture avec l'ère Novotny. Ils renversaient le bel équilibre des tendances échafaudé par Dubcek, déjà mis à mal par le déferlement du « printemps de Prague ». En dehors de la question de la durée sur laquelle nous reviendrons, le principe de la grève générale donnait la même direction.

\*\*

Mais, comme Jiri Pelikan le remarque dans le bilan qu'il tire en conclusion :

« Le congrès... a posé plus de questions qu'il n'a trouvé de réponses » (12).

Par sa tenue, son déroulement, il posait le problème de la rupture avec la bureaucratie du Kremlin,

mais, en même temps, le poids du stalinisme se manifestait au travers du mythe de « l'unité du parti ». Le respect des formes légales est plus qu'une formalité juridique. En maintenant le lien avec le parti communiste, c'est-à-dire le parti d'avant 1968, le parti de Novotny, le parti des procès Clementis, Slansky, London, le parti du pillage bureaucratique de la classe ouvrière tchèque au compte de la caste stalinienne, c'est le lien avec le stalinisme qui est maintenu. Prenons l'exemple peut-être le plus illustratif. Le congrès maintient sa direction et soutient inconditionnellement Dubcek, Smrkovsky, Cernik. Or ce sont Dubcek, Smrkovsky et Cernik qui, deux ou trois jours après, vont signer l'accord de Moscou sur la « normalisation », permettant ainsi le déclenchement — sur d'autres bases, il est vrai — du processus de « normalisation », qui conduit aux procès de 1971, et au pseudo-congrès, congrès de « normalisation ».

Il est infiniment regrettable que la bande magnétique concernant la discussion sur la grève générale ait été perdue. On sait que la grève générale d'une heure fut le résultat d'un compromis entre partisans et adversaires de la grève générale illimitée. L'examen de cette discussion aurait sans nul doute permis de définir plus précisément les diverses tendances qui se sont exprimées au congrès.

(12) *Op. cit.*, p. 333.

Néanmoins, il semble incontestable qu'aussi bien l'aile dure que l'aile modérée gardaient une attitude réformiste par rapport au parti. C'est pourquoi les questions étaient plutôt posées que résolues, mais posées à un niveau plus élevé.

Car les militants communistes délégués à ce congrès avaient plus que jamais la volonté de reprendre en main leur parti, de l'arracher à l'appareil. De ce point de vue, l'un des hauts moments de ce congrès, nous semble-t-il, est l'intervention d'un délégué, après que Martin Vaculik eut fait un rapport « sur la situation actuelle » dans lequel il fut pour le moins diplomatique sur l'attitude des membres du présidium.

« Un délégué dans la salle :

J'aimerais modifier un peu la question posée au camarade Vaculik. Quel a donc été le comportement des membres du présidium présents à la réunion d'hier à laquelle il avait lui-même assisté ? » (13).

S'ils n'ont pas résolu le problème de la création d'un parti authentiquement révolutionnaire, ce n'est pas que les délégués manquaient de clairvoyance ou de courage politique, mais parce que l'avant-garde organisée, avec son programme, ses mots d'ordre, la liaison consciente avec le prolétariat mondial, n'existait pas — en un mot, c'est parce que la IV<sup>e</sup> Internationale commence, et commence seulement à se reconstruire. De ce point de vue, la conférence des militants des pays d'Europe de l'Est, en décembre 1969, comme la conférence des étudiants

des pays de l'Est, en décembre 1970, ont commencé à apporter une réponse. Une réponse d'abord par la clarification théorique, reprenant la conclusion de Pelikan :

« Le 14<sup>e</sup> congrès... a posé plus de questions qu'il n'a trouvé de réponses. Des questions auxquelles il faudra chercher une réponse progressivement, mais aussi des réponses qui sont inhabituelles pour des marxistes, des réponses hérétiques à première vue » (14).

## LA DÉFENSE DU CONGRÈS DES TRAVAILLEURS

Mais la clarification théorique est tout le contraire d'un enseignement *ex cathedra*. C'est dans le combat que se mesure l'assimilation du marxisme. La construction de sections de la IV<sup>e</sup> Internationale en Tchécoslovaquie et dans les pays contrôlés par la bureaucratie du Kremlin s'appuie sur l'ensemble de l'activité des trotskystes à l'échelle internationale.

Avec la « normalisation », le P.C.T. a été détruit en tant que parti organisateur du 14<sup>e</sup> congrès : 500.000 militants et organisateurs de ce parti ont été « épurés ».

Dans le processus de la « normalisation », l'appareil du Kremlin a été complètement restauré. Mais cela ne veut pas dire que la « normalisation » a vaincu, que la classe ouvrière tché-

(13) *Op. cit.*, p. 40.

(14) *Op. cit.*, p. 333.

coslovaque est écrasée. Au contraire, avec la montée de la révolution politique en Pologne, elle a pris un nouvel élan. C'est pourquoi la bureaucratie de Husak et de Brejnev, pour se maintenir au pouvoir, doit aller plus loin.

Aux yeux des travailleurs tchécoslovaques, le 14<sup>e</sup> congrès était leur congrès. Il fallait donc rompre toute espèce de continuité avec ce congrès, avec la montée de la révolution politique. Telle est la véritable signification du pseudo-congrès tenu par Husak à la fin du mois de mai 1971. Par ce pseudo-congrès, Husak veut affirmer que le P.C.T. du 14<sup>e</sup> congrès est détruit. C'est là également la toile de fond des procès intentés aux militants et aux cadres du P.C.T. tels que le général Prchlik, J. Pavel, etc.

Le 14<sup>e</sup> congrès est une conquête extrêmement importante de la classe ouvrière et de la jeunesse tchécoslovaques. A ce titre, nous, trotskystes, nous le défendons sans aucun préalable, sans aucune condition, en dépit des illusions que les travailleurs tchécoslovaques peuvent nourrir à son égard, car la défense de ce congrès signifie la défense du droit des travailleurs à décider de leur propre sort.

C'est pourquoi nous sommes d'accord avec le sens de l'appel des cinq délégués du 14<sup>e</sup> congrès qui se refusent à reconnaître la validité du pseudo-congrès de Husak et ont demandé aux partis communistes du monde entier de faire de même, et de ne pas y participer. Les trotskystes

ne peuvent qu'appuyer cette initiative.

L'absence de certaines délégations étrangères à ce pseudo-congrès nous démontre à quel point la crise de l'appareil stalinien international est profonde. Les P.C. britannique et espagnol n'ont envoyé personne et ont maintenu leur position : condamnation de l'intervention et de la « normalisation » ; le délégué du parti communiste italien s'est vu refuser la parole parce qu'il voulait défendre les positions de son parti en condamnant l'intervention d'août 1968.

Par contre, le chef de la délégation du P.C.F., Raymond Guyot, a pu parler, car il a apporté le soutien complet de son parti à Husak, marquant ainsi la volonté de la direction du P.C.F. d'enterrer sa « désapprobation » de l'intervention, empêchant la mobilisation politique de la classe ouvrière française, s'efforçant ainsi de l'empêcher de se servir du levier de la défense de la Tchécoslovaquie.

La bureaucratie du Kremlin a besoin du silence du mouvement ouvrier international pour pouvoir achever la « normalisation » en Tchécoslovaquie, c'est-à-dire écraser dans le sang la classe ouvrière et les dirigeants qu'elle avait reconnus. Mais ce silence commence à être rompu.

Sous cet angle, le meeting du 7 mai a montré la place dirigeante qu'occupaient les trotskystes dans le combat pour la *commission ouvrière internationale d'enquête en Tchécoslovaquie*.

Après 40 ans de silence

**L'ex-secrétaire de l'I.C. a la parole\***

Les *Mémoires* de Jules Humbert-Droz constituent par eux-mêmes un événement sans précédent pour l'historiographie de l'Internationale communiste. Leur auteur, secrétaire de l'Internationale en 1921, est resté jusqu'en 1931 dans l'appareil central. De plus, il a conservé une partie importante de ses archives et en a fait commencer la publication, avec beaucoup de soin, par un universitaire compétent (1). On pouvait donc attendre là un témoignage exceptionnel, ne portant pas, à la différence de celui de Rosmer (2), sur les premières années de l'I.C.

Disons-le franchement. La déception est grande. Le premier volume ne manque certes pas d'intérêt, malgré la complaisance de l'auteur pour lui-même et le goût qu'il a gardé de ses chastes amours de jeune pasteur avec celle qui sera la compagne de sa vie. Mais c'est un signe des temps, de ce siècle des guerres et des révolutions, que de voir ce fils d'ouvrier, étudiant en théologie, puis pasteur en 1914, se lancer dans l'action antimilitariste, refuser en 1916 son fascicule de mobilisation, et aller en prison pour ce refus, puis, à partir de 1917, sous l'influence de la révolution russe, évoluer rapidement vers le communisme, et devenir l'un des

artisans de la fondation du P.C. en Suisse après avoir dirigé l'une des plus intéressantes revues communistes d'Occident, le *Phare*. N'est-ce point aussi un signe, celui de l'insigne faiblesse du mouvement communiste hors de Russie, le fait que cet homme dont Lénine avait dit à juste titre qu'il était un « *philistin du tolstoïsme* » ait pu être désigné en 1921 comme secrétaire de l'I.C. en même temps, d'ailleurs, que les tristement célèbres Rakosi et Kuusinen, dont le seul titre de gloire était, à l'époque, leur participation à la direction de révolutions vaincues (3) ?

On s'étonne pourtant, pour tout ce qui touche à l'histoire de l'I.C., de

\* *Mémoires* de Jules Humbert-Droz, t. I, *Mon évolution du tolstoïsme au communisme*, Neuchâtel, La Baconnière, 1969, 440 p., t. II, *De Lénine à Staline. Dix ans au service de l'Internationale communiste (1921-1931)*, *ibidem*, 1970, 506 p.

(1) Nous rendrons compte dans un prochain numéro de *la Vérité* du premier volume des *Archives de Jules Humbert-Droz*, présenté par Siegfried Bahne.

(2) *Moscou sous Lénine*, Editions Pierre Horay, 1953, 316 pages.

(3) Rakosi sera le dictateur stalinien de la Hongrie jusqu'en 1956 et Kuusinen un paillasson de Staline.

certaines lacunes, même si l'on apprécie la modestie de l'auteur, qui s'efface le plus souvent derrière des documents aujourd'hui peu connus : cet homme, dont nous savons qu'il fut, avec Bordiga, l'un des inspirateurs du renforcement des 21 conditions, ce cadre de P.C. attribue la responsabilité de l'action de mars 1921 — cette action aventuriste, grève générale mi-insurrectionnelle qui mit le P.C. allemand au bord de la catastrophe — à « un groupe de communistes » (p. 425) pour préciser (p. 426) qu'il s'agissait là de Béla Kun et Pogany, sans indiquer qu'ils étaient les envoyés de l'exécutif de P.C., et à Radek, qui ne l'était plus, et dont le rôle est au moins discuté. Le fait qu'il ait été secrétaire de l'Internationale communiste ne dispense pas Jules Humbert-Droz de vérifier ses affirmations, ce qui lui aurait évité d'écrire (p. 425) que cette action de mars avait été une « insurrection de masses dans la Ruhr » alors qu'il n'y eut de combats armés qu'en Allemagne centrale, et plus précisément dans la région de Mansfeld.

Le malaise provoqué par ces inexactitudes et par l'existence de zones d'ombre, dont on ne peut imaginer qu'elles soient réellement involontaires, s'accroît avec le deuxième volume. Tout ce qui concerne, certes, l'activité en France de Jules Humbert-Droz, en qualité d'« œil de Moscou à Paris », déjà partiellement publié (4), est révélateur de la situation réelle du parti français, électoraliste, parlementariste, opportuniste

autant que sa « gauche » est sectaire et arrogante, même si l'animosité personnelle que Humbert-Droz porte à Souvarine lui fait parfois rétrospectivement exagérer ses griefs contre cette dernière. Il est passionnant de suivre dans le détail, à travers lettres et rapports, les efforts de l'envoyé de P.C. pour gagner au communisme les meilleurs syndicalistes révolutionnaires, Monatte et ses disciples, transformer ce parti social-démocrate à peine « gauchi » en vrai parti communiste, y diriger cette transformation par l'entrée de militants ouvriers authentiques venus du syndicalisme, préserver l'unité afin de pouvoir convaincre la majorité et les masses du parti. On remarque le caractère nocif du rôle joué par Zinoviev, ce « gauchisme » doctrinaire et arrogant qui le conduit à lutter avec constance, quoique jamais ouvertement, contre la politique du Front unique ouvrier, à pousser en avant des démagogues — Ruth Fischer, Treint — qu'il utilise pour briser toute velléité d'indépendance d'esprit chez les cadres de l'époque : ce qui, soit dit en passant, est vrai en 1924 pour Zinoviev, mais ne l'est pas en 1921 pour Lénine, contrairement à ce que dit Humbert-Droz.

Mais comment expliquer que l'auteur se laisse aller à écrire (p. 265) que Souvarine, « phraseur gauchiste », fut placé à la tête du parti français par Zinoviev en 1924, alors

(4) *L'Œil de Moscou à Paris*, présenté par A. Kriegel, collection Archives, Julliard.

qu'il a correctement indiqué (p. 227) qu'il avait précisément été exclu cette année-là de l'Internationale et du parti français ?

Et n'est-ce vraiment que négligence de ce type et manque de soin que d'aller jusqu'à écrire (p. 269) que

« les trotskystes voulaient liquider la politique du front unique en affirmant que la social-démocratie était l'aile gauche de la bourgeoisie, voire du fascisme ».

L'anti-*« trotskysme »* qui anima Humbert-Droz au temps du stalinisme qu'il servit si longtemps l'inspirerait-il encore au point d'attribuer aux *« trotskystes »* les pseudo-théories de Staline, comme celle du social-fascisme ? Enfin, il n'est pas jusqu'aux *« révélations »* qui mériteraient plus de sérieux : Humbert-Droz, à deux reprises, indique que Williams était en réalité *« Gou-ralski »* (5), future victime de Staline, alors que Williams était le pseudonyme de Boris Mikhaïlov qui devait servir Staline, en 1945 encore, comme correspondant des *Izvestia* à Paris.

En fait, Jules Humbert-Droz se donne beaucoup de mal, sans en avoir d'ailleurs l'air, pour justifier *a posteriori* son rôle politique dans l'I.C. pendant les années de cette prétendue *« bolchevisation »*, aux antipodes du bolchevisme, qui allait permettre de transformer des partis encore aux trois quarts social-démocrates en partis staliniens. Il écrit (p. 266) :

« Quant à Staline, j'avoue qu'en 1925 il m'était complètement inconnu. »

Affirmation déjà suspecte pour qui sait que Staline n'était pas et ne pouvait pas être un inconnu pour un responsable de l'importance de Humbert-Droz, mais qu'il détruit lui-même en citant, trois pages plus loin (p. 269), une lettre adressée à sa femme, la même année, dans laquelle il écrit à propos de Williams :

« Les camarades le croient chargé par Staline d'une besogne fractionnelle... »

C'est un bien beau rôle que voudrait s'attribuer Humbert-Droz, quand il cite, par exemple (p. 292), une lettre de lui écrite à sa femme, dans laquelle, de sa prison parisienne, en 1927, il se plaint que n'aient pas été publiés les procès-verbaux des débats de l'exécutif de mai, en la priant de faire connaître sa protestation à Boukharine et Kuusinen. L'idée s'impose irrésistiblement que le Jules Humbert-Droz de l'époque souhaitait contre le *« trotskysme »* une lutte plus intelligemment menée, avec d'autres méthodes que celles du stalinisme, mais pour une politique identique. Mais, pour sa part, même en 1970, il ne souffle mot de ce plénum où il vota avec les autres — le stalinien Doriot, dont il nous dit en passant qu'il était indicateur de police, était de son bord — l'approbation de la politique de Staline qui avait livré les ouvriers de Changhaï au bourreau Chang Kaï-chek.

(5) *« Gou-ralski »* était l'un des pseudonymes du juif polonais Haifz, membre de l'appareil de l'I.C. militant en France sous le nom de Lepetit et en Allemagne sous celui de Kleine, victime des purges des années 37.

## TURE... NOTES DE LECTURE... NOTES

Mieux, il affirme avec aplomb (p. 307) que

« la direction de l'Internationale cherchait à s'appuyer sur la révolution paysanne organisée par Mao Tsé-toung »,

comme il assure, quelques lignes plus bas, que la criminelle insurrection-suicide de Canton constituait... la reprise du programme de l'Opposition en faveur d'une révolution prolétarienne en Chine. Du stalinisme sans Staline, des attaques contre le « trotskysme », l'affirmation que le vieux schéma de la révolution prolétarienne est dépassé, une petite référence à Mao, voilà de bonnes recettes pour un bon tirage, et un vieil homme bien informé des tendances du marché du livre sur le communisme. C'est sans doute là qu'il faut chercher la clé de la curieuse affirmation de la présentation du livre sur sa couverture : « *Sa vigoureuse opposition à la politique de Staline après la mort de Lénine* » (sic).

Il serait fastidieux de poursuivre plus longtemps l'étude détaillée des mille inexactitudes — parfois démenties par les documents cités — d'un monsieur qui souhaite passer à la postérité comme un sage partisan d'une bonne politique « stalinienne », c'est-à-dire sans les excès et même sans la ridicule « théorie » du « socialisme dans un seul pays ». Notons simplement que Boukharine avec qui il est lié — et dont il publie de vivantes caricatures et d'émouvants petits papiers glissés au cours de réunions — le tenait au courant de la situation réelle et des terribles

inquiétudes qu'il avait sur le destin de la révolution russe aux mains de l'étrangleur Staline. Mais en « *homme libre* », Humbert-Droz ne s'estimait pas lié à Boukharine, ce qui lui a sans doute permis d'échapper au destin de ce dernier. On trouve sous la plume de Jules Humbert-Droz un bon récit de « *l'affaire Wittorf* », cet escroc couvert par Thaelmann, chef du parti communiste allemand, qui fut à son tour couvert par Staline, s'assurant ainsi la servilité du parti allemand : cette fois, l'ancien pasteur se rebiffa — ni trop haut ni trop fort, il faut lui rendre cette justice — et fit une autocritique dont il prend soin de nous faire remarquer qu'on peut la lire à l'envers !

Il a fallu onze années encore, non pour que Humbert-Droz rompe avec Staline, mais pour que son parti, le parti stalinien suisse, l'exclue — sur ordre de Staline, précise la couverture. A cette date, Trotsky était mort assassiné, Boukharine aussi, toute la génération des vieux-bolcheviks qui avaient été les compagnons et les maîtres d'Humbert-Droz, était exterminée, tous salis, calomniés, vilipendés, presque tous torturés par une police secrète dont il connaissait l'existence, mais dont il n'y a pas trace dans ses *Mémoires* à défaut de sa mémoire. Nous attendons avec curiosité le troisième volume où il nous dira ce qu'il a pensé des procès de Moscou, et aussi, peut-être, pourquoi il parle aujourd'hui après s'être tu si longtemps.

P. B.

## *L'étranglement de la révolution grecque* \*

On avait déjà, avec le livre d'André Kedros, un manuel commode sur la « *résistance grecque* » (1). Dominique Eudes, sous la forme discutable d'une histoire romancée, prolonge et élargit la recherche jusqu'en 1949, et surtout s'efforce de lui donner une dimension politique.

L'histoire des combats en Grèce pendant la seconde guerre mondiale est terriblement instructive. Très vite en effet, il faut renoncer au mythe de la grande guerre « *antifasciste* », des « *démocraties* » contre les puissances « *totalitaires* ». L'acteur principal, en Grèce, c'est le mouvement des masses, travailleurs des villes et paysans de la montagne, en face duquel se soude très vite la solidarité des impérialistes. Les combattants armés des montagnes, les grévistes et les manifestants des villes sont pour Hitler des « *poux* », pour Churchill des « *bandits* ». Et l'histoire prend ainsi sa signification réelle, débarrassée du mythe.

Dominique Eudes a le grand mérite de nous restituer la réalité sociale et politique du combat des « *andartes* », ces partisans que dirigent des chefs de guerre dont les meilleurs sont des communistes, les « *kapétanios* ».

Dans les villages libérés — c'est, dès 1942, un très vaste territoire que les unités d'occupation sont incapables de contrôler — s'établit un pouvoir révolutionnaire, de type soviétique, conseils de villageois élus, concentrant tout le pouvoir, justice populaire rendue par des assemblées générales, peuple en armes. C'est moins pour combattre l'occupant que pour empêcher les progrès de ce mouvement partisan — par bien des aspects très proche de celui qui se développe dans les montagnes de la Yougoslavie voisine — que les formations bourgeoises, les officiers de carrière, les représentants de l'état-major britannique s'efforcent de construire dans le pays leur propre force militaire. Comme en Yougoslavie d'ailleurs, ces formations dites « *démocratiques* », pro-alliées, bénéficient de la complicité des occupants et leur combattants trouvent éventuellement refuge dans les rangs des « *forces de l'ordre* » du gouvernement de collaboration, comme ces

\* Dominique Eudes, *les Kapetanos. La guerre civile grecque de 1943 à 1949.* (Fayard, 1970, 494 p.)

(1) A. Kedros, *la Résistance grecque (1940-1944)*, Laffont, 1966, 544 pages.

« bataillons de sécurité » (2), créés en 1943 par le gouvernement Rallis, installé par les autorités allemandes dont les archives nous révèlent qu'elles le considéraient comme un « agent anglais » — ce qui ne faisait que faciliter l'exécution du rôle qui lui était assigné, la répression des ouvriers et des paysans.

Le récit de Dominique Eudes atteint les dimensions de l'épopée quand il relate les grandioses grèves et manifestations de masse conduites face aux mitrailleuses et aux chars allemands, le 24 février 1943, puis, le 5 mars, la grève générale des fonctionnaires, un mouvement si puissant qu'il devait contraindre les dirigeants hitlériens à reculer et à renoncer à appliquer en Grèce la mobilisation civile qu'ils avaient décrétée. La combinaison des luttes de masse dans les villes — remportant des victoires sans équivalent dans le reste des territoires occupés par la Wehrmacht — et des guérillas des montagnes aboutit à la création d'une véritable dualité de pouvoir, celui de l'occupant ne dépassant guère certains faubourgs des grandes villes et les principaux axes de communication. Et l'on comprend la hantise de Churchill pour ce qu'il appelle la « bolchevisation » de la Grèce, le souci permanent du chef du gouvernement grec en exil, Papandreou, de « lutter contre le communisme », de placer au premier rang des adversaires à abattre « l'ennemi intérieur » plutôt que l'ennemi extérieur. Ce que les foules des travailleurs grecs scanderont à la « libé-

ration » — le mot ici revêt une signification profondément ironique — c'est le mot d'ordre du « pouvoir aux travailleurs » (la *Laocratia*, qui n'a pas plus en Grèce qu'ailleurs le sens que la bourgeoisie attribue à « démocratie »).

Or la lecture de l'ouvrage de Dominique Eudes pose des problèmes capitaux. Il est clair que le mouvement de masse, ouvrier et paysan, est, en Grèce, en 1944, une force considérable dont Churchill et Papandreou s'alarment à juste titre. Il est clair que le parti communiste, passé de quelque 5.000 membres à plus de 350.000 membres vers la fin de la guerre, constituée, par sa masse, par la confiance placée en lui par des millions de Grecs, un danger mortel pour l'ordre bourgeois. C'est l'un des mérites du livre que de nous montrer comment ce mouvement de masse, animé par des militants que l'appareil ne parvient que de loin en loin à contrôler, épouvante autant les dirigeants de l'appareil stalinien, avant tout soucieux de bonne entente avec les « alliés », que ces derniers. Aucun « *kapétanos* », aucun dirigeant des mouvements ouvriers de masse n'est admis dans l'état-major du parti auquel Staline n'assigne d'autre tâche que celle de faire respecter ses accords avec Churchill, de conserver la Grèce

(2) En 1944, les « bataillons de sécurité » seront enrôlés, encadrés par des officiers britanniques et utilisés contre les partisans.

## NOTES DE LECTURE...NOTES DE LEC

dans le domaine réservé à l'impérialisme. La différence entre la Yougoslavie et la Grèce est ici capitale : tandis que, en Yougoslavie, c'était la direction du parti qui, avec l'état-major des partisans, prenait la responsabilité de lutter les armes à la main contre les formations armées se réclamant du gouvernement de Londres, en Grèce, la direction du parti s'emploie de toutes ses forces à empêcher les « *kapétanios* » de combattre les formations royales alliées dont le seul ennemi est le mouvement de masse tel qu'il s'exprime à travers l'action de l'E.A.M. (3)-E.L.A.S.

Dans les mois décisifs de 1944, c'est l'appareil qui l'emporte, appuyé sur l'autorité d'une mission militaire russe que commande le colonel Popov. Non seulement il arrivera à interdire soulèvement et action des partisans contre les grandes villes et, en particulier Athènes, non seulement il acceptera l'exigence alliée du départ de la capitale de toutes les formations militaires de l'E.A.M., mais encore, après la brève guerre civile de décembre 1944, c'est lui qui imposera aux combattants la capitulation signée à Varkitsa, le désarmement des combattants nécessaire à la restauration de l'ordre capitaliste en Grèce. Le *Times* ne s'y trompe pas, qui parle, en juillet 1944, des « *trotskyistes de Grèce* » pour désigner ces combattants que la direction du P.C. grec et ses conseillers russes s'occupent activement à trahir et à livrer aux troupes du général britannique Scobie.

Le stalinisme, fossoyeur de la révolution, a donné en Grèce toute sa dimension en ce mois de décembre 1944. Après avoir expliqué comment les partisans reçoivent l'ordre d'évacuer l'Acropole qu'occupent immédiatement les artilleurs britanniques, Dominique Eudes ajoute ces précisions :

« L'O.P.L.A., la police secrète du P.C.G., commence à arrêter des otages. Pendant que la plus grande partie des forces populaires est toujours maintenue à l'écart du conflit, pendant que les Athéniens se battent dans la rue, les spécialistes de l'ordre révolutionnaire (*il manque les guillemets*) ripostent en entreprenant la grande lessive préconisée par les préceptes de l'ordre stalinien. Ils traquent le menchevik, le trotskyste, le social-traître avec autant de zèle que les collaborateurs et les criminels de guerre... »

En fait, ce sont les révolutionnaires qui sont frappés car c'est d'eux que vient l'opposition à la « *normalisation* » de la Grèce dont les agents de Staline sont les principaux instruments. Très symbolique est, à cet égard, le sort du légendaire « *kapétanios* » Aris Velouchiotis, militant communiste, qui refuse les accords de Varkitsa, est dénoncé publiquement le 12 juin 1945 par le journal du P.C. grec *Rizopastis*, et assassiné le 15 : le 16, sa tête coupée est arborée sur une place publique par des troupes « *gouvernementales* »... Tel est le sens que Staline a voulu don-

(3) E.A.M. : *Ethniko Apeleuthérikó Métopo*, Front national de libération fondé le 27 septembre 1941, dont l'E.L.A.S. sera l'armée.

## TURE... NOTES DE LECTURE... NOTES

ner à la « libération » du peuple grec...

Très utile par les précisions qu'il donne, par la compréhension qu'il a d'un certain nombre de phénomènes capitaux de cette période, le livre de Dominique Eudes souffre pourtant d'une incompréhension politique fondamentale. Il voit dans la pratique stalinienne la volonté de rester fidèle à un « dogme », celui de la révolution d'Octobre, de l'hégémonie du prolétariat... et oppose à des dirigeants qu'il juge « sectaires », les « kapétanios », plus près de la lutte réelle, et qu'il appelle « la Montagne »... Comme si la grande leçon de cette période de l'histoire de la Grèce et du monde était que la libération de l'humanité sera apportée dans les villes par les partisans des montagnes.... et comme si l'organisation des prolétaires des villes constituait la principale « erreur » des dirigeants des P.C. de cette époque... Il existe heureusement, dans son livre, animé du souci d'informer complètement, suffisamment d'éléments qui prouvent que le pro-

blème est ailleurs : étroitement soumis à Staline dont l'objectif était d'étrangler la révolution mondiale et de livrer ouvriers et paysans grecs à Churchill et à ses marionnettes, le noyau dirigeant stalinien du P.C. grec a, de toutes ses forces, combattu et finalement trahi un mouvement de masse où « la montagne » ne devait pas s'opposer à « la ville », mais où les forces accumulées dans les combats de partisans pendant quatre années pouvaient permettre aux ouvriers des villes de combattre victorieusement et d'être la direction de l'ensemble de la population laborieuse au moment de la lutte décisive.

Ouvriers et paysans grecs paient aujourd'hui, sous le régime des colonels, la trahison de leur révolution par le stalinisme. Le livre de Dominique Eudes illustre, même si l'auteur n'en a pas conscience, l'affirmation du *Programme de transition* selon laquelle la crise de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire.

P. B.

En vente à la S.E.L.I.O.  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, PARIS-10<sup>e</sup>

LÉON TROTSKY

**EUROPE ET AMÉRIQUE  
OU VA L'ANGLETERRE ?**

Editions Anthropos

Prix : 23 F

## *Un militant communiste espagnol analyse la crise des P.C.\**

Devenu communiste alors qu'il était étudiant en architecture au début des années 30, dirigeant des jeunes communistes de Madrid, des J.C. puis des Jeunesses socialistes unifiées formées début 1936 par la fusion des J.S. et des J.C., membre de la direction du P.C.E. en exil jusqu'à son exclusion en 1965, Fernando Claudin a entrepris un « bilan » sur la crise du mouvement communiste dont il faut souhaiter qu'il soit prochainement traduit en français, ne serait-ce que parce que ce bilan est en lui-même un document capital de la crise actuelle qui a conduit des dirigeants staliniens endurcis comme Claudin à réexaminer le passé, et à mettre en relief le rôle du stalinisme dont ils ont été, certes, les victimes en même temps que les agents.

Le tome premier seul a été publié — et cela nous incitera à la prudence quant aux conclusions à tirer de la révision entreprise aujourd'hui par Claudin. Telle qu'elle est, la première partie, seulement historique, apporte néanmoins des éléments intéressants pour permettre de comprendre et d'apprécier le courant dont, bon gré mal gré, Claudin se fait ici le porte-parole.

L'ouvrage commence par une analyse sérieuse de la dissolution de la III<sup>e</sup> Internationale par Staline en 1943, et de ses motifs véritables. Claudin y voit la fin d'une période historique, et le début d'une autre marquée par la collaboration de l'Union soviétique avec des Etats capitalistes, mais aussi la conclusion d'une période de crise commencée, selon lui, dès la fondation de l'Internationale. Crise essentiellement théorique, selon Claudin. Car le schéma de Lénine, reposant sur une conception de l'agonie du capitalisme, est démenti par la réalité mondiale au lendemain de la première guerre. Le conflit ultérieur entre Staline, « révisionniste » avec sa théorie du « socialisme dans un seul pays », et Trotsky, cramponné au « schéma » léniniste, convaincu — malgré ce qui est, selon Claudin, l'évidence — que « les forces productives ont cessé de croître », et aussi « euro-péo-centriste » que Staline est « russo-centriste », ne permet pas de surmonter la crise qui se poursuit aujourd'hui.

\* Fernando Claudin, *la Crisis del movimiento comunista*, t. I, de la *Komintern al Kominform*. (Paris, Ruedo Ibérico, 1970, 680 p.)

Claudin décrit longuement la prépondérance, dans l'Internationale, de ce qu'il appelle le « *modèle soviétique* », la centralisation et la russification du mouvement communiste mondial, la généralisation du monolithisme — contraire à la réalité bolchevique — qu'il situe pour sa part dans ce cadre, fondamental, de « *l'impuissance théorique* » du marxisme — et il salue au passage la clairvoyance de Boukharine, l'un des rares, écrit-il, à s'être interrogé

« sur des questions fondamentales relatives à la structure du capitalisme, les modifications au sein de la classe ouvrière, la question coloniale, etc. ».

Le gros de l'ouvrage est consacré à une intéressante tentative de rédiger une histoire de la III<sup>e</sup> Internationale, depuis les années 1920 jusqu'à sa dissolution, et de la poursuivre jusqu'à l'apparition du Kominform. Il nous est impossible d'en rendre compte ici en détail. Indiquons seulement qu'il qualifie le désastre du parti communiste allemand face au nazisme comme « *le plus grand* » qu'ait connu l'I.C., et qu'il recherche les racines de la politique suicide du Komintern face au nazisme dans les toutes premières années de son existence : position discutable, dans la mesure où il est bien hasardeux d'avancer comme il le fait que la révolution allemande était, en 1923, dangereuse pour la Russie de la Nep, et qui aboutit, à notre avis, à mettre sur le même plan des erreurs politiques commises par des révolutionnaires, dans les années 20, et une orientation politique résolument contre-révolutionnaire appliquée par Sta-

line au début des années 1930. Son analyse de la politique du parti allemand, largement empruntée aux écrits de Trotsky, qu'il mentionne en leur rendant hommage, est correcte. Les pages qu'il consacre au 7<sup>e</sup> congrès de l'I.C., en 1935, sont en revanche très neuves et particulièrement pertinentes. Il donne de précieuses informations sur les conflits d'appareil et les résistances, au sein du noyau dirigeant de l'I.C., à la nouvelle ligne du Front populaire et indique, avec beaucoup de netteté, le caractère liquidateur des décisions de ce congrès. Tout en soulignant la responsabilité de Staline dans la défaite de la deuxième révolution chinoise, il insiste sur le caractère nouveau de la stratégie de Mao qu'il juge issue de l'expérience de cette époque, un démenti, finalement, à la vision essentiellement « *ouvrière* » et « *européenne* » qu'a Trotsky de la révolution mondiale.

La seconde partie de son ouvrage est consacrée à l'« *apogée du stalinisme* ». Révolution « *avortée* » en France et en Italie, révolution « *réussie* » en Yougoslavie, révolution « *étranglée* » en Grèce constituent les principales têtes de chapitre de ce qui est probablement la première tentative d'analyse d'ensemble de la politique stalinienne pendant les dernières années de la guerre et celles de la « *libération* », appuyée sur une information abondante, et notamment des écrits russes encore inédits chez nous et dont il a eu connaissance pendant son séjour en U.R.S.S. Véritable réquisitoire contre l'« *opportunisme stalinien* », ces chapitres

sont à leur manière le bilan d'une faillite à laquelle Palmiro Togliatti n'échappe pas plus que Maurice Thorez, sans parler de Zachariades, l'accent étant cependant mis sur les aspects « magiques », « mystiques », presque « religieux » de la pensée stalinienne. Il traite correctement de ce qu'il appelle la « brèche yougoslave » — la dissidence de Tito et du P.C.Y. — et termine par l'événement majeur dont on peut supposer qu'il le considère comme le premier tournant radical de cette période historique, la « relève orientale », la victoire de la révolution chinoise.

Il faut pourtant attendre l'épilogue de ce premier volume pour trouver sous la plume de Claudin une caractérisation du « régime social » de l'U.R.S.S. :

« Ni capitaliste ni socialiste, fondé sur l'usufruit des principaux moyens de production par un type nouveau de classe sociale » (p. 546).

Dans les cinq cents pages précédentes, le stalinisme a été présenté comme le « modèle soviétique », le mouvement communiste comme frappé d'« impuissance théorique », et la destruction en Union soviétique de la démocratie prolétarienne, la toute-puissance de la bureaucratie incarnée par Staline n'apparaissent dans l'épilogue que comme un phénomène supplémentaire, surajouté, et dont on peut se demander, d'ailleurs, dans quelle mesure il est aux yeux de Claudin un phénomène majeur pour l'explication de la crise qu'il entreprend d'analyser, puisque sa dernière

phrase ramène une fois de plus le problème sur le terrain moral :

« Les procès n'ont été rien de plus que la forme extrême, criminelle, barbare, de l'installation progressive de la désinformation et du mensonge dans l'idéologie et la pratique du mouvement communiste. Et ce cancer a détruit l'organisme en tant qu'instrument révolutionnaire. »

Nous ne pouvons nous faire une opinion définitive des positions de Claudin avant la publication du deuxième volume de son travail, intitulé : « Du 20<sup>e</sup> congrès à l'invasion de la Tchécoslovaquie ». Nous espérons fermement que l'analyse de la révolution politique en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, et celle des positions de l'opposition communiste renaissante en U.R.S.S. conduiront Claudin plus loin encore dans la remise en question du stalinisme, et dans son analyse de la dégénérescence de l'Union soviétique. Il est, pour le moment, passablement paradoxal de le voir qualifier de « simplistes » les explications de Trotsky qu'il résume pour sa part par la simple « trahison » de la social-démocratie, puis du stalinisme, et d'en rester lui-même à un niveau d'explication qui fait naître la bureaucratie en Union soviétique de l'isolement de la révolution, certes, mais sans lien apparent avec le contexte mondial. La social-démocratie a « trahi » parce que ses dirigeants étaient les agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier ; la bureaucratie a « trahi » la révolution parce qu'elle est en même temps le résultat de la pression et la courroie de transmission de l'impérialisme dans les pays où

## TURE... NOTES DE LECTURE... NOTES

ont été détruites les bases du capitalisme.

Nous confessons cependant notre inquiétude : Claudin n'explique-t-il pas qu'il manque actuellement à la révolution mondiale les conditions aussi bien objectives que subjectives ? Si cela était, à quoi bon analyser le mouvement communiste et sa crise, sinon par goût de l'autopsie ? Mais il est vrai aussi que le chemin est long par lequel un cadre du mouvement stalinien mondial peut retrouver le communisme, et que, d'une certaine façon, le mode d'analyse

utilisé pour le moment par Fernando Claudin n'est que le reflet de la façon dont la crise du stalinisme a retenti dans sa conscience. L'accent mis presque exclusivement sur les aspects moraux, l'orientation quasiment idéaliste du type des explications avancées par lui ne sont, après tout, que le résultat de la pression de l'idéologie bourgeoise dans le contexte de la crise finale du stalinisme. La phase actuelle n'est que transitoire, et les explications fournies par Claudin sont provisoires.

P. B.

### A PARAÎTRE

dans la première quinzaine de juillet  
un numéro spécial de

### LA VÉRITÉ

*consacré entièrement au 17<sup>e</sup> congrès  
de l'O.C.I.*

*contenant les thèses et les résolutions  
de ce congrès, ainsi qu'un article de  
présentation, des notes de lecture, et  
une table analytique des articles  
parus dans la Vérité depuis qu'elle  
est devenue une revue.*

## Victime de Staline\*

Margarete Faust, épouse du fils du philosophe Martin Buber, est entrée dans le parti communiste allemand en 1926 et est devenue en 1929 la compagne du dirigeant Heinz Neumann. Arrêtée à Moscou après la disparition de ce dernier, elle devait être livrée par Staline à Hitler au temps du pacte germano-russe et passer la guerre à Ravensbrück (1). Un tragique destin, abominable illustration du caractère contre-révolutionnaire du stalinisme, mais qui ne qualifie pas pour autant celle qui en fut la victime pour devenir l'historienne du Komintern ni même l'historienne de quoi que ce soit.

C'est pourquoi tout ce que Margarete Buber-Neumann raconte de l'histoire contemporaine du Komintern ou de l'Allemagne et qu'elle n'a pas personnellement vécu est rigoureusement sans intérêt, puisé aux sources de seconde main et de troisième ordre des légendes anti-communistes les plus éculées : la « *terreur rouge* » de 1920, les représailles contre les communistes exercées par « *la population* »... L'auteur manifeste même pour les sources de première main un solide mépris : ne nous affirme-t-elle pas (p. 15), que

Karl Radek n'assista pas au congrès de fondation du K.P.D. parce qu'il était en prison alors que la simple consultation du compte rendu de ce congrès lui aurait permis de s'apercevoir qu'il y prit la parole, et que celle des *Mémoires* de Radek, qu'elle utilise par ailleurs au moins en les citant, lui eût appris qu'il n'avait été arrêté que le 12 février, un mois et onze jours après la clôture dudit congrès !

Il ne serait donc pas utile de recenser ce livre dont une bonne moitié relève d'affirmations aussi légères quand ce n'est pas du raconter pur et simple, si, par l'intermédiaire de son compagnon, Margarete Neumann n'avait été mêlée à certains épisodes capitaux de l'histoire de l'I.C. Elle consacre ainsi un chapitre à l'insurrection de Canton de décembre 1927, machinée par Staline qui la fit exécuter, pour assurer un bon communiqué à la veille du congrès du

\* Margarete Buber-Neumann, *la Révolution mondiale. L'histoire du Komintern (1919-1943) racontée par l'un de ses principaux témoins*. Tournai, 1971, 412 p.

(1) *Déportée en Sibérie*. Editions du Seuil, 1949, 254 pages.

parti, par deux de ses hommes de confiance, Besso Lominadzé et Neumann lui-même, dont elle retranscrit ici le récit dans son chapitre XVII.

Elle fait une description saisissante de l'atmosphère de la rédaction d'*Inprekorr*, en 1928, au moment où Staline s'en prend aux « droitiers », où l'appareil du Komintern semble tout près d'être disloqué, relate les conversations au cours desquelles Lominadzé tenta d'entraîner Neumann dans la voie de l'opposition à Staline dans laquelle il était lui-même engagé en 1930. Surtout, elle fait un récit assez complet de la tentative de « révolution de palais à la tête du parti », menée à partir de 1931 par Heinz Neumann avec Remmele, et de leur effort pour imposer au parti, dans le dos de Staline, une politique plus résolument antinazie, de leur sourde opposition à la politique du pire qui allait bientôt amener la victoire sans combat des hordes hitlériennes qu'elle narre d'ailleurs avec beaucoup d'émotion.

Le récit des années d'exil à Moscou, à l'hôtel Lux, est également intéressant : les émigrés — Neumann en tête — s'ennuient, font la cour aux responsables de l'I.C., voire à Staline lui-même quand l'occasion s'en présente, s'empressent de faire leur autocritique dès qu'on le leur demande. Neumann remplit une mission en Espagne, est rappelé, prévu pour une autre mission au Brésil, redoute à chaque instant les coups fourrés que lui prépare son plus farouche

ennemi, Walter Ulbricht, mais compte toujours sur la protection de Piatnitski et Manuilski, dont l'influence est encore grande dans l'appareil de l'I.C. Il ne sait pourtant pas ce qui l'attend et qu'annonce, en juin, l'arrestation d'un de ses camarades, l'ancien rédacteur en chef de *Die Rote Fahne*, Süsskind, puis le procès des « seize », dont Zinoviev et Kamenev, au moment où les communistes du monde entier ont les yeux fixés sur Madrid. Neumann et sa compagne se voient confier un travail d'équipe : traduction en allemand et dactylographie du compte rendu sténographique du procès Zinoviev... En 37, un message à l'encre sympathique leur parvient d'Espagne, d'un de leurs camarades de l'appareil international : la N.K.V.D. est à l'œuvre, même en Espagne ; ils doivent fuir l'U.R.S.S. Ils le croient, mais ils ne parviendront pas à sortir, contrairement à Münzenberg et son épouse, Babette, sœur de Margarete, qui arrachent à Dimitrov une nouvelle mission en France à la fin de 1936. La dernière chance se présente peut-être à Neumann à cette date, car Dimitrov lui propose d'écrire un livre sur le 7<sup>e</sup> congrès de l'I.C. et la « nouvelle politique » : Neumann comprend pourtant qu'on lui demande de se renier et de se piétiner ; inexplicablement, puisqu'il ne semble pas en avoir été à une « autocritique » près, il refuse. De toute façon, depuis des mois, l'épuration s'abat sur les communistes émigrés à Moscou, faisant le vide parmi les pensionnaires de l'hôtel Lux. Dans la nuit du 26 au 27 avril,

## NOTES DE LECTURE...NOTES DE LEC

Heinz Neumann est arrêté par la N.K.V.D. Il sera exécuté à une date inconnue, sans qu'aucune information ait jamais été donnée sur son sort, comme des milliers d'autres communistes étrangers victimes de la terreur stalinienne qu'ils avaient servie de tout leur talent et de toutes leurs forces.

Ainsi, quelques chapitres seulement, dans ce gros livre, ceux qui tournent autour de Neumann, de son rôle et de sa tragédie personnelle, nous intéressent vraiment, rendent un son authentique. Car il ne s'agit pas d'un destin individuel. Jeune homme admirablement doué, venu au communisme dans sa dix-huitième année, promu très rapidement à l'époque de la prétendue « *bolchevisation* » — qui n'était qu'une domestication — du parti allemand, devenu l'exécutant d'une politique dont l'objectif n'était pas la révolution mondiale, mais la préservation de la bureaucratie stalinienne, Neumann symbolise toute une génération, celle des Kippenberger, Flieg, Leow, Süsskind, tous exécutés dans le secret des caves de la N.K.V.D. à la veille de la conclusion du pacte germano-russe : Staline se débarrasse de ceux dont il avait fait ses instruments, parce qu'ils sont devenus inutiles et même gênants, parce que, qu'ils le veuillent ou non, qu'ils en soient ou non conscients, il leur reste encore un peu de ce passé du communisme mondial que Staline entend bien extirper définitivement pour achever l'extermination de la vieille garde bolchevique

et bannir jusqu'au souvenir de la révolution que fut Octobre.

A vrai dire, on ne peut s'empêcher d'éprouver pour l'auteur une profonde pitié. Margarete Buber-Neumann aura été victime jusqu'au bout. Stalinienne au temps de l'ascension de Staline, chassée de son pays par la victoire, assurée par Staline, des bandes nazies, livrée à Hitler par son ancienne idole, elle aura parcouru son calvaire, de Karaganda à Ravensbrück, sans rien apprendre, sans rien comprendre, sans voir qu'elle fut victime de la force contre-révolutionnaire qu'elle avait choisie de servir au temps de sa jeunesse, et seulement pour « *découvrir* » au bout du compte les vertus de ce qu'elle appelle le « *monde libre* » et profiter de cet ouvrage pour une mise en garde contre les « *illusions de la révolution mondiale* » et un avertissement contre le danger que celle-ci fait courir au « *monde occidental* » contre cette « *réalité* » qui le menace selon elle au Vietnam et dans le Proche-Orient... La vie d'un homme comme Neumann, aussi bien que la sienne, a décidément été bien gâchée. Gardons-nous pourtant de le leur reprocher à eux, quelle que soit l'indignation que provoquent certains de ses propos. Car il y a mille et une manières de tomber sous les coups du stalinisme contre-révolutionnaire, et Heinz Neumann comme sa compagne en sont de tristes exemples.

P. B.

## **Une glorieuse page de l'histoire du stalinisme : l'affaire Lyssenko \***

En octobre 1948, la revue *Europe* publiait un numéro spécial intitulé *Une discussion scientifique en U.R.S.S.*, et qui s'ouvrait par un article d'Aragon titré, avec le sens de l'humour policier involontaire qui a toujours caractérisé notre poète national : *De la libre discussion des idées*. Il s'agissait d'un numéro spécial entièrement consacré à l'une des pages les plus sombres de l'obscurantisme stalinien, deux fois chanté par Aragon dans ce numéro spécial : « *L'affaire Lyssenko* ».

Depuis le début des années 30, Trofime Lyssenko, agronome soviétique, défendait contre la génétique classique une théorie que l'on peut grossièrement résumer en disant qu'elle reposait sur l'idée qu'il est possible de produire et de diriger des changements héréditaires à partir de l'environnement, tant chez les végétaux que chez les animaux. Jusqu'en 1948, la bataille entre les tenants de Lyssenko et les tenants de la génétique classique, dite mendélienne, se déroula dans des conditions de terroirisme politique qui l'influencèrent

considérablement. Les prétendues « découvertes » de Lyssenko paraissant promettre des accroissements formidables de production des céréales ou de lait tombaient à pic, parce qu'elles fournissaient à la bureaucratie les moyens de régler, sur le terrain de la propagande, les problèmes agricoles qu'elle ne pouvait résoudre sur celui de la réalité après la saignée fantastique de la collectivisation forcée à coups de mitrailleuses et de camps de concentration.

En 1948, la quantité se transforma en qualité. Au cours d'une séance tapageusement organisée de l'Académie des Sciences, le lyssenkisme fut proclamé théorie officielle, seule incarnation du matérialisme dialectique dans le domaine de la biologie. La génétique mendélienne fut bannie et ses tenants dénoncés comme des partisans de l'idéalisme et des agents de l'impérialisme. De 1948 à 1964, par la terreur administrative et po-

\* Jaurès Medvedev, *Grandeur et chute de Lyssenko*, Gallimard.

licière, jusques et y compris l'envoi de ses adversaires scientifiques dans les camps de concentration (1), le lyssenkisme régna sur la biologie soviétique, dispensant ses ravages sur cette dernière et sur l'agriculture, au grand émoi admiratif de l'intelligentsia progressiste, c'est-à-dire petite-bourgeoise et pro-stalinienne du monde entier. C'était l'époque où un certain Francis Cohen décrivait dans *l'Age d'or, l'objectif numéro un de l'U.R.S.S.*, publié dans *Europe*, les miraculeuses transformations accomplies dans le domaine végétal comme dans le domaine animal par l'application des découvertes du génial Lyssenko.

Dans sa tentative désespérée de trouver une solution à la quadrature du cercle que représente l'agriculture dans l'U.R.S.S. stalinienne, Khrouchtchev mena grand tapage autour des emplâtres et des potions de rebouteux inventés par Lyssenko et ses partisans, dont les articles et les textes divers se distinguent par l'abondance du vocabulaire policier et la maigreur des développements proprement biologiques. Finalement, la chute de Khrouchtchev marqua le krach de l'un des plus grands illusionnistes du stalinisme, Lyssenko, chanté en son temps par Aragon. C'est à cette aventure que le biologiste soviétique Jaurès Medvedev, le frère de l'historien Roy Medvedev, a consacré un ouvrage qui circule depuis 1967 en *samizdat* en Union soviétique et qui vient d'être édité chez Gallimard sous le titre fort commercial de *Grandeur et chute de Lyssenko* (2).

Il s'agit, comme le dit Jacques Monod dans sa préface et malgré cette dernière, d'un « *document d'une valeur exceptionnelle* ». Medvedev retrace, avec la précision d'un savant qui sait rendre sa discipline et ses problèmes compréhensibles à ceux-là mêmes qui n'y connaissent rien, la naissance, l'apogée et la mort du lyssenkisme, en en démontant le contenu avec beaucoup de rigueur. Inutile de résumer le récit... Je n'insisterai ici que sur un aspect. L'ouvrage de Medvedev s'achève sur un chapitre intitulé : « *Comment cela est-il arrivé ?* », où l'auteur tente d'expliquer l'aspect le plus étrange du lyssenkisme, qui n'est pas son contenu, mais son utilisation politique nationale et internationale :

« Si l'on peut aisément rendre compte du développement de l'arrière-plan théorique sur lequel s'est épanoui tel ou tel complexe pseudo-scientifique dénué de fondement, il est un peu plus difficile de comprendre L'ADOPTION GÉNÉRALISÉE DE SES RECOMMANDATIONS PRATIQUES DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE, C'EST-A-DIRE LA COERCITION EXERCÉE SUR LA MASSE DES PAYSANS, L'ENSEMBLE DES DIRIGEANTS AGRICOLES ET DES CHEFS DU PARTI POUR QU'ILS METTENT EN PRATIQUE DES MESURES ÉVIDEMMENT RIDICULES, NUISIBLES OU SIMPLEMENT INUTILES » (p. 299).

(1) Voir à ce propos Varlam Chalamov, *Récits de Kolyma* (Denoël), pp. 217-224.

(2) Il faut regretter à ce propos que le professeur Lerner, qui a préparé l'édition de l'ouvrage, se soit cru autorisé à supprimer une bonne soixantaine de pages jugées inutiles pour le « *lecteur occidental* ». C'est une étrange désinvolture pour un livre de cette importance, que l'on ne saurait traiter comme les épanchements de la fille de Staline.

Medvedev ne cherche pas à esquiver le problème :

« L'épanouissement du lyssenkisme, écrit-il, fut lié à la situation politique existant dans le pays » (p. 303).

Mais les cinq explications qu'il donne ne dépassent pas, en fait, le niveau de la description et de la constatation, si justes soient-elles. S'il est parfaitement exact de dire que

« l'on créa une agronomie utilisant avec cynisme la promesse et le mensonge, une science opportuniste acceptant pour axiomes de sa structure logique les articles d'innombrables décrets, une science qui faisait passer avant les lois de la nature ou de la production les lois et décisions prises par les organismes gouvernementaux » (p. 301).

il reste que ces lignes n'expliquent pas d'où naquit cet état de choses.

« Dans des conditions démocratiques normales, Lyssenko n'eût été rien de plus qu'un banal expérimentateur provincial, un théoricien individualiste avec un penchant au fanatisme et à l'obscurantisme » (p. 301).

C'est là que tout commence : la bureaucratie est une caste parasitaire, fondamentalement contre-révolutionnaire. Elle doit tenter de résoudre la contradiction entre elle-même et les fondements sociaux sur lesquels elle s'est installée comme un cancer monstrueux par le mensonge, le mythe et le terrorisme. Si la révolution d'Octobre a libéré des forces immenses qui ont permis à l'économie soviétique de faire un formidable bond en avant et à des millions d'hommes d'accéder à la culture, la bureaucratie, dont les méthodes politiques ressemblent de près à celles du fascisme, ressuscite, parce qu'elle

en a besoin, les formes les plus rétrogrades de l'obscurantisme et du fanatisme : culte de l'autorité, culte du principe d'autorité comme critère de la vérité, culte du chef, subordination de la science et de la culture à la propagande... tout ce qui caractérise l'Eglise, foyer de l'obscurantisme et du fanatisme.

Le 17 juin 1938, Léon Trotsky écrivait dans une lettre à *Partisan Review* :

« L'art comme la science, non seulement ne cherchent pas de *direction*, mais de par leur nature même ils ne peuvent en supporter une » (3).

La bureaucratie du Kremlin a tenté et tente toujours de leur imposer une direction dans le sens de ses intérêts de parasite. Le livre de Medvedev a le grand mérite de montrer quel prix la science et les travailleurs soviétiques ont dû payer à cette nécessité qui s'impose à la bureaucratie et qui, dans le domaine de la biologie et de la génétique, a pris le visage du charlatan Lyssenko. Si les travailleurs et les savants soviétiques ont payé cher, les thuriféraires internationaux du charlatan et de ses maîtres, c'est-à-dire des bourreaux, se portent à merveille. C'est un compte que l'histoire doit régler. Avec l'aide du mouvement ouvrier...

J.-J. M.

(3) *Littérature et révolution*, Editions Julliard, p. 362.

## Un "socialiste" de l'impossible

Ce volume est constitué, suivant la formule déjà utilisée pour certains autres volumes de la collection *Politique* (P.S.U., C.F.D.T., c'est-à-dire pour ceux consacrés à des représentants de la même famille), du texte « *fondamental* » caractérisant la C.I.R. et d'un entretien, ici mené avec le seul François Mitterrand (1).

Les propos que tient Mitterrand, interrogé par J. Julliard et R. Fossaert, tentent de cultiver mille et une ambiguïtés avec la complicité aimable des enquêteurs qui se gardent bien de lui poser des questions embarrassantes du genre : de quand date votre « *conversion* » au « *socialisme* » ? Sur quoi s'appuie-t-elle ? Considérez-vous que vous avez rompu avec votre carrière de ministre et de ministrable quasi permanent sous la IV<sup>e</sup> république ? Considérez-vous que votre phrase « *fameuse* » :

« La seule négociation en Algérie, c'est la guerre » (janvier 1955).

appartient au patrimoine du socialisme ?

Malgré tout, la réalité perce souvent sous le masque socialiste que Mitterrand essaie de plaquer sur son

visage grimaçant de politicien bourgeois. A-t-il à se prononcer sur la constitution gaulliste de 1958, qui tentait de donner au bonapartisme un cadre constitutionnel, qu'il déclare :

« Ma critique des institutions de la V<sup>e</sup> République s'éclaire lorsqu'on se souvient que j'ai voté contre la constitution de 1958 plus en raison du contexte que du texte » (p. 37).

Cette constitution bonapartiste, Mitterrand juge inutile de la remplacer. « *Mieux vaudra corriger* » (p. 38), c'est-à-dire tenter de mettre sur pied un bonapartisme modéré et bien tempéré au niveau des ambitions limitées de larges couches de la bourgeoisie française et du politicien Mitterrand, qui justifie sans rire son attitude par le commentaire :

« Les critiques que je porte contre la constitution de 1958 ne m'amènent pas à regretter les institutions antérieures que je n'ai pas non plus votées » (p. 38),

mais au sein desquelles il fut une douzaine de fois ministre ou secrétaire d'Etat !

(1) François Mitterrand, *Un socialisme du possible*, les Editions du Seuil,

Il y a des aspects bouffons chez cet ancien ministre qui tente de se faire un nouveau visage et de participer à l'entreprise de destruction du vieux parti socialiste réformiste au nom du socialisme. Notre vieille gourgandine ministérielle se méfie évidemment des *programmes*, car le programme, c'est le concentré d'une politique, ce qui définit ses fins et sa continuité :

« Il va de soi que je ne suis pas hostile aux programmes politiques. Mais je les mets à leur place. Il en faut bien un [*sic* !]. Mais gare au mysticisme du programme, à cette mise en conserve de mille et une recettes » (p. 29).

Faisons contre mauvaise fortune bon cœur et esquissons donc un programme...

Sur le terrain de la continuité, Mitterrand peut présenter un passeport éloquent. S'il est muet sur l'essentiel de ses activités de 1945 à 1958, il a cependant le temps de rappeler que l'auxiliaire des staliniens qu'il est est un solide anticommuniste :

« J'ai voté l'Alliance atlantique en 1949 et je ne renie pas ce vote, parce qu'il s'agissait encore à l'époque de maîtriser la menace soviétique » (p. 20).

Quant à la politique extérieure qu'il préconise, elle est, comme le dit J. Julliard, « assez gaulliste » :

« Je ne vois aucun inconvénient à me trouver en ce domaine sur la même longueur d'onde que le gaullisme (...) J'admets certains de ses objectifs, j'ai contesté ses méthodes et je me suis inquiété de sa stratégie » (p. 21).

De Gaulle n'avait déjà pas les moyens de sa politique, tentative désespérée de faire jouer à l'impérialisme français moribond un rôle qu'il ne peut et ne put assumer.

On ne saurait donc être étonné que Mitterrand-le-socialiste ait sur la lutte des classes des vues d'apparence nébuleuse, mais dont le sens n'est pas douteux :

« En dépit des mutations internes à la catégorie des exploités, exploités et exploités constituent deux blocs antagonistes et il se passe entre eux un phénomène comparable à la lutte des classes des premiers temps » (p. 19).

Qu'en termes galants... Le bon vieux M. de La Palisse, qui n'était pas marxiste, aurait reconnu qu'un phénomène comparable à un autre ne lui est donc pas identique et présente donc par rapport à lui un certain nombre de différences. Lesquelles ? Mitterrand reste discret là-dessus. Socialisme oblige !

En revanche, il est pour l'« *auto-gestion* ». Comme la C.F.D.T. et le P.S.U. :

« La Convention a pris parti pour l'auto-gestion qui représente la finalité de notre action sur les structures économiques (...) Il est des secteurs dans lesquels des expériences immédiates sont possibles » (pp. 24-25).

Il ne faudrait surtout pas croire que Mitterrand cède à une mode, celle des salons petits-bourgeois et des penseurs de la C.F.D.T. L'« *auto-gestion* » a un sens fort précis : pendant que Mitterrand serait ministre

## NOTES DE LECTURE...NOTES DE LEC

d'un éventuel gouvernement populaire et d'union démocratique ou d'un gouvernement démocratique et d'union populaire, enfin bref d'un gouvernement bourgeois, les ouvriers de telle ou telle usine pourraient être autorisés à gérer leur entreprise démocratiquement... afin de ne pas perdre de temps à penser aux problèmes du pouvoir, du gouvernement et de l'Etat. On peut même penser que les secteurs où « *des expériences immédiates sont possibles* » seraient choisis de préférence parmi les entreprises qui ont quelque peine à résister au souffle vivifiant de la concurrence internationale... Extrapolation ? Mais le « *contrat socialiste* » établi par la « *Convention des Institutions républicaines* » souligne en italique :

« *Il serait illusoire de penser qu'une France gouvernée par des socialistes deviendrait en l'espace de quelques mois un pays de cocaïne... où l'âge de la retraite serait abaissé, le temps des loisirs augmenté, où toutes les revendications légitimes seraient satisfaites* » (p. 73).

Quelle clarté !

A qui donc s'adresse cependant F. Mitterrand, qui prévient les travailleurs qu'un gouvernement « *socialiste* » ne satisferait pas leurs revendications légitimes ? Le « *contrat socialiste* » de la C.I.R. le dit, en gras :

« *La couche professionnelle à conquérir est en fait celle des techniciens* » (p. 50).

Mitterrand et ses amis sont des politiciens bourgeois qui s'adressent à

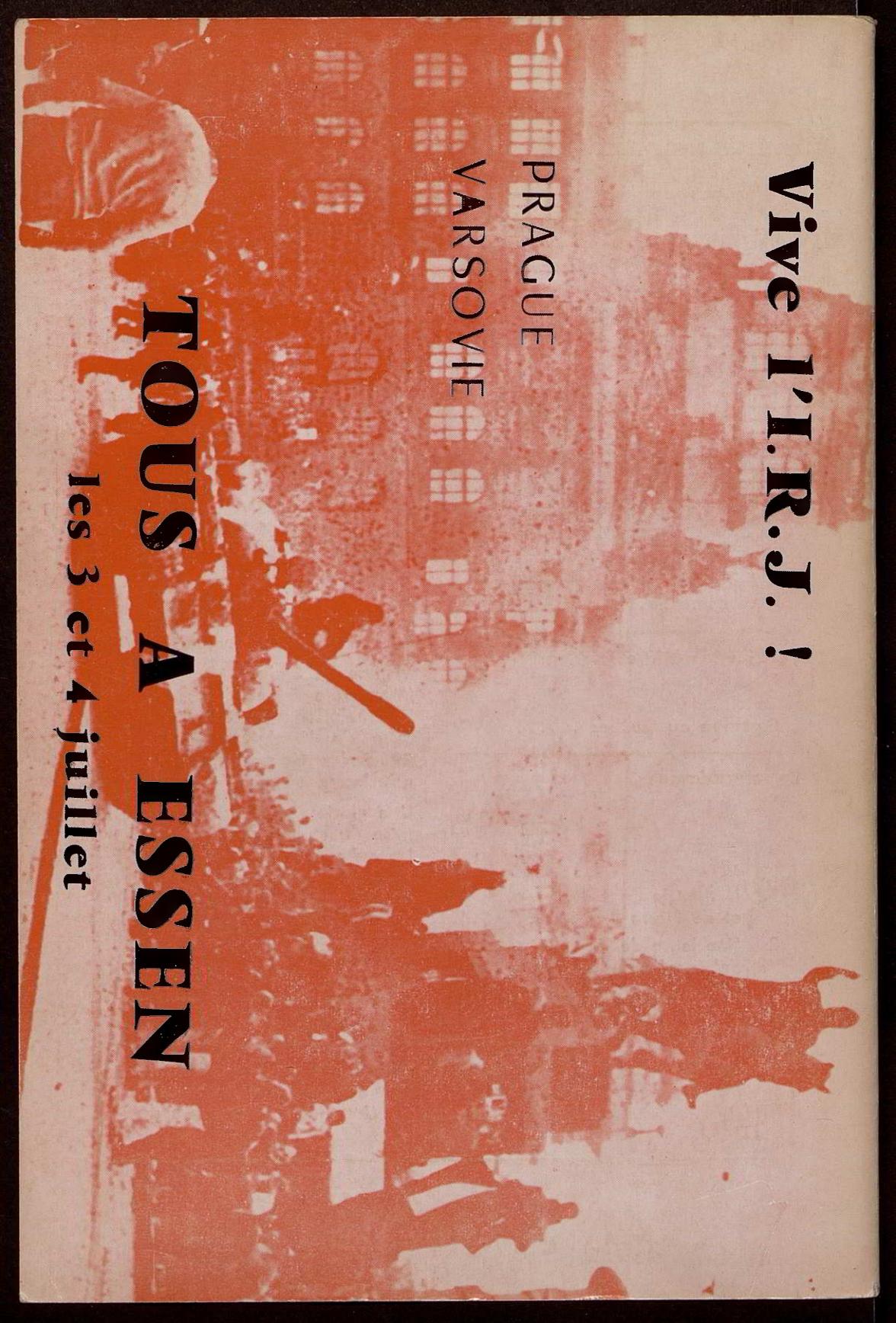
une fraction de la bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière en tentant de la convaincre qu'ils représentent mieux que quiconque ses intérêts fondamentaux. Mais ils parlent de socialisme ? Et alors ? En 1964, le sultan de Zanzibar affirma la nécessité pour son île de passer au socialisme : un socialisme « *spécifique* », naturellement. Six mois plus tard, d'ailleurs, les masses le chassaient. Le socialisme de Mitterrand, défini comme un « *socialisme du possible* », est très spécifique. C'est celui d'un descendant de Clemenceau, de Daladier, d'Herriot et de Chautemps.

Une note d'humour vient égayer ces sinistres pages. Mitterrand nous révèle qu'il a des conversations avec Krivine :

« Ayant discuté avec Krivine, j'ai constaté qu'il n'était pas favorable à l'agitation à longueur de journée » (p. 15).

Nous laisserons à Mitterrand la responsabilité de l'attitude qu'il prête au dirigeant de la Ligue communiste. Mais cet entretien (que Krivine n'a pas démenti à notre connaissance) entre gens de l'establishment éclaire d'un jour curieux tout le tapage pitoyable qu'orchestre Rouge sur la commémoration de la Commune de Paris pour éviter de parler d'autres choses. Entre ex-candidats à la présidence de la République, on a évidemment des choses à se dire. Sur le terrain politique, s'entend.

J.-J. M.



**Vive I.I.R.J. !**

**PRAGUE**

**VARSOVIE**

**TOUS A ESSEN**

**les 3 et 4 juillet**